



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2016-2017

RM/pk

P.V. ENV 03

## Commission de l'Environnement

### Procès-verbal de la réunion du 23 novembre 2016

#### Ordre du jour :

1. 7050 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2017 et modifiant :
  - 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
  - 2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier
  - 3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale
  - 4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
  - 5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs
  - 6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002
  - 7) le Code de la sécurité sociale
  - 8) la loi du 18 décembre 2015 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2016
  - 9) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement
  - 10) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles
  - 11) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation
  - 12) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

- Rapporteur : Monsieur Claude Haagen  
- Présentation du budget du Ministère de l'Environnement
2. Examen du document européen : COM (2016) 707 : RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL - Mise en œuvre de l'accord de Paris - Progrès accomplis par l'UE dans la réalisation de l'objectif minimal de réduction de 40% (requis par l'article 21 du règlement (UE) n°525/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif à un mécanisme pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et pour la déclaration, au niveau national et au niveau de l'Union, d'autres informations ayant trait au changement climatique et abrogeant la décision n°80/2004/CE)
3. Divers

\*

Présents : M. Gérard Anzia, M. Eugène Berger, M. Max Hahn, M. Aly Kaes, M. Henri Kox, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, M. Marco Schank, M. Laurent Zeimet

M. Gilles Baum, remplaçant M. Claude Lamberty  
M. Yves Cruchten, remplaçant M. Frank Arndt

Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

M. André Weidenhaupt, du Ministère de l'Environnement

Mme Rachel Moris, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Martine Hansen  
M. Georges Bach, membre du Parlement européen

\*

Présidence : M. Henri Kox, Président de la Commission

\*

- 1. 7050 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2017 et modifiant :**
- 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu**
  - 2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier**
  - 3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale**
  - 4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée**
  - 5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs**
  - 6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002**
  - 7) le Code de la sécurité sociale**
  - 8) la loi du 18 décembre 2015 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2016**
  - 9) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement**
  - 10) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles**
  - 11) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation**
  - 12) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques**

Madame la Ministre présente rapidement les grandes lignes du budget du Ministère de l'Environnement en s'attardant sur les modifications suivantes :

- Article 35.021 - Participation de l'Etat dans les actions et projets cofinancés par des instruments financiers européens : le budget passe de 393.000 euros (budget voté 2016) à 600.000 euros (projet de budget 2017) ;
- Article 43.040 - Participation de l'Etat au financement de projets conventionnés en matière de gestion et d'entretien de l'environnement naturel réalisé par le secteur communal : le budget passe de 976.145 euros (budget voté 2016) à 1.050.000 euros (projet de budget 2017) et Article 43.042 - Participation de l'Etat au financement par les communes et les syndicats de communes de projets de création, d'amélioration et d'entretien de biotopes réalisés dans le cadre d'une convention : le budget passe de 1.500.000 euros (budget voté 2016) à 1.900.000 euros (projet de budget 2017). Cette augmentation concernant les stations biologiques reflète le fait que les communes sont de plus en plus actives dans le domaine de l'environnement ;
- Article 12.121 : Adaptation des cartes et des instruments liés à la directive 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation : le budget passe de 200.000 euros (budget voté 2016) à 424.500 euros (projet de budget 2017) ;
- Article 93.000 - Alimentation du fonds pour la protection de l'environnement : le budget passe de 22.000.000 euros (budget voté 2016) à 25.000.000 euros (projet de budget 2017) ;
- Article 53.000 - Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, une utilisation des énergies renouvelables et nouvelles et une réalisation d'économies d'énergie - Participation aux frais d'études et aux dépenses d'investissement : le budget passe de 17.500.000 euros (budget voté 2016) à 20.000.000 euros (projet de budget 2017) ;
- Article 93.001 - Alimentation du fonds pour la gestion de l'eau : le budget passe de 97.046.000 euros (budget voté 2016) à 75.463.000 euros (projet de budget 2017).

Suite à cette présentation, il est procédé à un échange de vues dont il y a lieu de retenir ce qui suit :

- La contribution du Luxembourg au Fonds Vert pour le Climat (*Green Climate Fund*) s'élève à 5 millions d'euros par an, ce qui fait du Grand-Duché, en termes relatifs, un des plus grands contributeurs au niveau mondial. Cette contribution est prévue pour soutenir les projets d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique dans les pays les plus pauvres et se subdivise comme suit : adaptation 40%, atténuation 40%, REDD+ 20%. Pour plus de détails à ce sujet, il est renvoyé aux documents annexés au présent procès-verbal. Suite à une question afférente, Madame la Ministre donne à considérer que le Grand-Duché est partisan d'une approche inclusive et d'un partage équitable des efforts avec les pays les plus pauvres ; elle précise en outre que le *Green Climate Fund* décide seul, sur base de critères rigoureux, des projets éligibles, les pays donateurs ayant un droit de regard mais pas de droit de vote en la matière. A noter que l'an dernier, 27 projets ont été débloqués. A côté de cela, le Luxembourg a mis en place des projets bilatéraux avec des pays partenaires (Cap-Vert, Burkina-Faso, ...) et participe financièrement à des projets complémentaires (ex : CREWS, *Climate Risk and Early Warning Systems*) ;
- Plusieurs intervenants rappellent qu'historiquement, les subventions étatiques atteignaient 90% du coût des investissements relatifs à la réalisation de nouvelles infrastructures communales en matière d'évacuation et d'épuration des eaux usées, alors qu'elles sont aujourd'hui plafonnées à 65% et qu'elles seront prochainement réduites à

50%. Ils regrettent ce désinvestissement étatique. Après avoir rappelé que le taux de subventionnement étatique augmentera dans certains domaines (p. ex. la renaturation), Madame la Ministre donne à considérer que la période de transition sera suffisamment longue pour permettre à tous les acteurs concernés de réagir sereinement. En effet, l'article 48 du projet de loi n°7047 remplace comme suit l'article 71, paragraphe (5) de la loi du 19 décembre 2008 : « (5) Pour les dossiers en relation avec l'assainissement des eaux usées et éligibles à une participation étatique conformément à l'article 65 paragraphe (1), point d), les mesures transitoires suivantes sont d'application :

- a) une prise en charge de 65% restera d'application pour les dossiers dont les projets détaillés ont été soumis avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente loi au secrétariat du Fonds pour la gestion de l'eau ;
- b) une prise en charge de 75% restera d'application pour les dossiers dont les projets détaillés ont été soumis avant le 1<sup>er</sup> juillet 2015 au secrétariat du Fonds pour la gestion de l'eau et dont l'étude préalable y relative avait été soumise avant le 20 octobre 2014 ;
- c) une prise en charge de 90% restera d'application pour les dossiers dont les projets détaillés ont été soumis avant le 1<sup>er</sup> juillet 2015 au secrétariat du Fonds pour la gestion de l'eau et dont l'étude préalable y relative avait été soumise avant le 1<sup>er</sup> octobre 2010 ;
- d) les dossiers soumis avant l'entrée en vigueur de la présente loi mais non encore engagés et qui ne tombent pas sous le champ d'application des points a), b) ou c) du présent paragraphe resteront éligibles au taux en vigueur au moment de leur soumission au secrétariat du Fonds pour la gestion de l'eau ;
- e) pour les engagements pris avant l'entrée en vigueur de la présente loi, et bénéficiant d'un taux visé au paragraphe (5), points a), b) ou c), ce taux n'est applicable que pour autant que les travaux afférents aient été mis en adjudication endéans les douze mois suivant l'entrée en vigueur. Passé ce délai, les dispositions de l'article 65, paragraphe (1), point d) sont applicables. » ;

Madame la Ministre précise en outre que 26 demandes d'autorisation pour la construction de stations biologiques n'ont, à ce jour, pas encore été introduites ;

- Plusieurs intervenants se déclarent satisfaits de l'augmentation sensible du budget consacré aux stations biologiques, en espérant qu'elle sera rapidement accompagnée de résultats concrets sur le terrain. A la demande d'un membre de la Commission, une cartographie des stations biologiques a été fournie par les représentants du Ministère et se trouve en annexe du présent procès-verbal.

## 2.

### Examen du document européen COM (2016) 707 : RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL - Mise en œuvre de l'accord de Paris - Progrès accomplis par l'UE dans la réalisation de l'objectif minimal de réduction de 40% (requis par l'article 21 du règlement (UE) n°525/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif à un mécanisme pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et pour la déclaration, au niveau national et au niveau de l'Union, d'autres informations ayant trait au changement climatique et abrogeant la décision n°80/2004/CE)

Madame la Ministre présente le document COM (2016) 707, qui est un rapport de la Commission européenne relatif à la mise en œuvre de l'accord de Paris et aux progrès accomplis par l'UE dans la réalisation de l'objectif minimal de réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre. Pour plus de détails, il est renvoyé au document repris en annexe du présent procès-verbal.

En bref, le rapport rappelle que l'Union a ratifié l'accord de Paris sur le changement climatique le 4 octobre 2016 et déposé ses instruments de ratification le 5 octobre 2016 en

même temps que les États membres qui avaient déjà achevé leur processus de ratification, les autres États membres poursuivant le processus en vue de déposer le plus rapidement possible leurs instruments de ratification.

Il est également souligné que la Commission européenne a communiqué son évaluation de l'accord de Paris en mars 2016. Sur la base de cette communication, les dirigeants européens ont souligné l'engagement pris par l'UE de réduire les émissions de gaz à effet de serre en interne, d'augmenter la part des énergies renouvelables et d'améliorer l'efficacité énergétique.

Le rapport précise que l'adaptation de la législation afin de mettre en œuvre ces engagements reste une priorité pour l'Union et donne à considérer que l'Union observe déjà les premiers résultats de l'application des actes législatifs qu'elle a adoptés (décision relative à la répartition de l'effort, système européen d'échange de quotas d'émissions, règlement relatif au contrôle des marchés).

### **3. Divers**

La demande du groupe parlementaire CSV d'organiser une réunion jointe de la Commission des Affaires intérieures et de la Commission de l'Environnement au sujet de la procédure SUP dans le cadre de la refonte des plans d'aménagement général des communes, sera traitée dans les meilleurs délais.

Luxembourg, le 5 décembre 2016

La secrétaire,  
Rachel Moris

Le Président,  
Henri Kox

*Roadmap  
to US\$100 Billion*



## Executive Summary

The Paris Agreement was a historic demonstration of all countries' collective commitment to address climate change. As part of the Paris outcome, developed countries were urged to scale-up their level of support with a concrete roadmap to achieve the goal of mobilising US\$100 billion per year by 2020 for climate action in developing countries. In 2016, developed countries<sup>1</sup> worked together to develop this Roadmap, including through consultations with developing countries.<sup>2</sup>

Since the commitment was made in 2010, developed countries have significantly scaled-up support to developing countries – aggregate levels were estimated at US\$62 billion in 2014, up from US\$52 billion in 2013. We expect this upward trend to continue, as evidenced by the significant pledges made by many developed countries and multilateral development banks (MDBs) in 2015.

Providing information on future finance levels is challenging including because not all countries can provide information about future budget allocations, and because actual climate finance depends on unknowns such as recipient demand, availability of projects, and indirect economic factors. To provide analytical support for the preparation of this Roadmap, a group of developed countries asked the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) to analyse the possible impact of countries' pledges on finance levels in 2020 based on what we know, or can reasonably assume, at the present time.

According to analysis by the OECD (2016),<sup>3</sup> pledges made in 2015 alone will boost public finance from an average of US\$41 billion over 2013-14 to US\$67 billion in 2020 – an increase of US\$26 billion. This projection is based on the significant pledges and announcements made by many developed countries and MDBs, as well as reasonable assumptions about trends of climate finance from other countries. It should be considered a conservative, indicative aggregation of public climate finance levels in 2020, rather than a firm prediction.

According to the analysis, modest assumptions about increased leverage ratios would lead to projected overall finance levels in 2020 above US\$100 billion. We are confident we will meet the US\$100 billion goal from a variety of sources, and reaffirm our commitment to doing so through the range of actions outlined in this Roadmap.

We recognise that adaptation is a priority for many developing countries. The OECD (2016) analysis indicates that the amount of public adaptation finance (bilateral and attributed multilateral) is projected to at least double in volume between 2013-14 and 2020.

Developed countries are committed to the US\$100 billion goal, and are confident we will meet it. This Roadmap sets out the range of actions we will take and are taking to get there, including to:

- Fulfil our pledges and make further efforts to scale-up climate finance, and significantly increase finance for adaptation, in line with the priorities expressed by developing countries
- Help developing countries to develop and implement ambitious mitigation contributions and adaptation plans that are essential to attract investment
- Work with developing countries to address the barriers associated with access to climate finance, and to build institutional capacity and strengthen policy environments
- Use public finance and policy interventions to effectively mobilise private finance, which is critical not just for the US\$100 billion, but to achieve the Paris Agreement objectives

---

<sup>1</sup> The following countries were involved in producing this Roadmap: Australia, Austria, Belgium, Bulgaria, Canada, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, European Commission, Estonia, Finland, France, Germany, Greece, Hungary, Iceland, Ireland, Italy, Japan, Latvia, Liechtenstein, Lithuania, Luxembourg, Malta, Monaco, Netherlands, New Zealand, Norway, Poland, Portugal, Romania, Slovakia, Slovenia, Spain, Sweden, Switzerland, United Kingdom, and United States.

<sup>2</sup> The Roadmap was made publicly available in October 2016.

<sup>3</sup> OECD (2016), Projecting climate finance to 2020, <http://www.oecd.org/environment/cc/oecd-climate-finance-projection.htm>

- Partner with the MDBs to deliver transformational change, and work to maximise the impact of climate funds, including the Green Climate Fund and the Global Environment Facility
- Mainstream climate change into decision making, including development assistance, to align efforts to address climate change and achieve the Sustainable Development Goals
- Continue to improve tracking of climate finance, to share learnings and to understand where we can collectively do better

The transformation to a low greenhouse gas emission and climate resilient global economy will require efforts from all actors, beyond the scope of the US\$100 billion goal. Developed countries intend to work with all countries to accelerate this transition and achieve the Paris Agreement goals.

## **Contents:**

<b>Executive Summary .....</b>	<b>2</b>
<b>1. Context for the Roadmap .....</b>	<b>6</b>
<b>2. Progress to date.....</b>	<b>6</b>
<b>3. Roadmap to 2020 .....</b>	<b>7</b>
<b>3.1. Scaling-up public resources.....</b>	<b>9</b>
<b>3.2. Significantly increasing finance for adaptation .....</b>	<b>11</b>
<b>3.3. Using public finance and policy interventions to effectively mobilise private finance.....</b>	<b>15</b>
<b>3.4 Supporting enhanced access, capacity building and investment readiness... ...</b>	<b>19</b>
<b>4. Promoting transformational change to implement the Paris Agreement.....</b>	<b>22</b>

## **Figures:**

<b>Figure 1: Projected finance levels in 2020 .....</b>	<b>8</b>
<b>Figure 2: Estimated public finance levels in 2013, 2014, and 2020 .....</b>	<b>10</b>
<b>Figure 3: Range of projected outcomes in 2020 .....</b>	<b>16</b>



## **1. Context for the Roadmap**

In 2010, the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) Conference of Parties recognised that developed country Parties committed to a goal of mobilising jointly US\$100 billion per year by 2020 from a wide variety of sources, public and private, bilateral and multilateral, including alternative sources, to address the needs of developing countries, in the context of meaningful mitigation actions and transparency on implementation.

2015 was a historic year, in which all countries agreed to ambitious goals to strengthen the global response to climate change through the Paris Agreement they adopted at the UNFCCC Conference of Parties (COP21). Achieving these goals will require a comprehensive shift in finance flows and investment patterns, in line with the aim in Article 2.1(c) – to make finance flows consistent with low emissions and climate resilient development pathways. The US\$100 billion goal can play a catalytic role in this wider finance landscape, and is an important measure of developed countries' efforts to assist developing countries to enhance their climate action.

In Paris, the UNFCCC Conference of Parties (COP21) adopted a decision strongly urging developed country Parties to scale-up their level of financial support, with a concrete roadmap to achieve the US\$100 billion goal, while significantly increasing finance for adaptation and to further provide appropriate technology and capacity building support.<sup>4</sup> In keeping with the spirit of Paris, developed countries are pleased to respond to this call with the following 'Roadmap'.

The Roadmap aims to build confidence and provide increased predictability and transparency about the actions developed countries are and will be taking to achieve the US\$100 billion goal. The Roadmap outlines the key factors and pathways to reach the goal, and what actions will influence progress over the remainder of this decade. It also reflects on action developed countries are taking, together with our partners, to transform broader finance flows and investment patterns, consistent with the goals set out in the Paris Agreement and the Sustainable Development Agenda.

In preparing the Roadmap, we have consulted with developing country Parties and groups, multilateral development banks (MDBs), the Green Climate Fund (GCF) and Climate Investment Funds (CIFs), as well as non-government organisations and experts. We have also sought expert analytical support from the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). The OECD's analytical note is available online.<sup>5</sup>

## **2. Progress to date**

Since 2010, developed countries have significantly scaled-up the level of financial support provided and mobilised to developing countries. We have also made concerted efforts to improve the transparency of climate finance so we can better understand what finance is being mobilised, where there are positive precedents to build on, and where we can do better.

In 2015, the OECD, in collaboration with the Climate Policy Initiative (CPI), prepared a report on climate finance mobilised towards the US\$100 billion goal.<sup>6</sup> The report was prepared at the request of the Peruvian and French governments as the outgoing and incoming presidencies of the UNFCCC Conference of Parties.<sup>7</sup> It estimated that the aggregate volume of public and private climate finance mobilised by developed countries for developing countries reached US\$62 billion in 2014, up from US\$52 billion in 2013.<sup>8</sup> The

---

<sup>4</sup> Paragraph 114 of decision 1.CP/21.

<sup>5</sup> OECD (2016), Projecting climate finance to 2020, <http://www.oecd.org/environment/cc/oecd-climate-finance-projection.htm>

<sup>6</sup> The OECD (2015) report covers the period 2013-14. It found that average finance over this period was \$57 billion. As 2015 data on finance flows are not yet available for most countries, this is the most up to date assessment as of the date of release of this Roadmap.

<sup>7</sup> OECD (2015), "Climate finance in 2013-14 and the USD 100 billion goal", a report by the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) in collaboration with Climate Policy Initiative (CPI), <http://www.oecd.org/environment/cc/OECD-CPI-Climate-Finance-Report.htm>

<sup>8</sup> These aggregate estimates of climate finance, as well as those projected volumes in 2020 referred to in this Roadmap, do not include finance related to coal projects. However, Japan and Australia consider that financing for high efficiency coal plants should also be considered as a form of climate finance. In addition to the figures in the OECD (2015) report, Japan provided US\$3.2 billion for such

Standing Committee on Finance's forthcoming 2016 Biennial Assessment (BA) reports similar levels of aggregate climate finance from developed to developing countries. The BA estimate is a slightly higher US\$53 billion in 2013, and a slightly lower US\$61 billion in 2014.<sup>9</sup>

The OECD (2015) report was prepared in the context of a common understanding on the scope of mobilised climate finance and a common methodology for tracking and reporting towards the US\$100 billion goal,<sup>10</sup> which was reached by most developed countries in 2015. The methodology aimed to enhance transparency and consistency of reporting, and was guided by the following principles:

- Only finance mobilised by *developed country governments*<sup>11</sup> is counted towards the US\$100 billion goal and in accounting for mobilised private climate finance, assessments are made on an *activity-by-activity basis*, to report on private finance associated with activities where there is a *clear causal link* between a public intervention and private finance, and where the activity would not have moved forward, or moved forward at scale, in the absence of the governments' intervention;
- Where multiple actors are involved, the *resulting finance is counted only once*; and
- The reporting framework should encourage and incentivise the most *effective use of climate finance*.

The OECD (2015) report provided the first insight into progress towards the US\$100 billion goal, using methodologies that were both transparent and conservative. Nevertheless, data gaps and methodological limitations meant the picture it presented was necessarily partial. For example, finance mobilised via public policy interventions could not be included due to a lack of available methodologies.

Developed countries are looking forward to working with all Parties to continue to improve the tracking of climate finance in the context of our work to build an enhanced transparency framework under the Paris Agreement. As methodological approaches evolve and data availability improves, we expect reporting to become more complete over time including for mobilised private finance, and support received. In this regard, we look forward to the recommendations of the 2016 Biennial Assessment. We also support efforts by the OECD as well as the MDBs and International Development Finance Club to harmonise tracking and reporting of climate finance through common principles.<sup>12</sup>

### 3. Roadmap to 2020

Developed countries are committed to collectively scaling up climate finance to meet the US\$100 billion goal. We expect the upward trend in climate finance levels from developed to developing countries to continue over the remainder of this decade, as evidenced by the significant pledges and announcements made by the following developed countries in 2015:

Australia, Austria, Belgium, Bulgaria, Canada, Czech Republic, Cyprus, Denmark, European Commission, Estonia, Finland, France, Germany, Hungary, Iceland, Ireland, Italy, Japan, Latvia, Liechtenstein, Lithuania, Luxembourg, Malta, Monaco, Netherlands, New Zealand, Norway, Poland, Portugal, Slovenia, Spain, Sweden, Switzerland, United Kingdom, and United States.

The following MDBs also made significant climate finance pledges and announcements in 2015:

Asian Development Bank (ADB), African Development Bank (AFDB), European Investment Bank (EIB), European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), Inter-American Development Bank Group (IDBG), and the World Bank Group (WBG).

---

projects in 2013-14. The coal-related volumes in Japan's 2020 pledge were assumed by the OECD (2016) analysis to represent the same percentage as in 2013-14, and this value is subtracted from the overall pledge in the projections detailed in this Roadmap.

<sup>9</sup> The (minor) differences between the BA estimates and the OECD (2015) estimates are due to different data and methodologies being used in some cases

<sup>10</sup> <http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/40866.pdf>

<sup>11</sup> Under the agreed methodology, private finance is attributed among all public actors involved from developed and developing countries alike. Only the share attributable to developed country public interventions is counted towards the US\$100 billion.

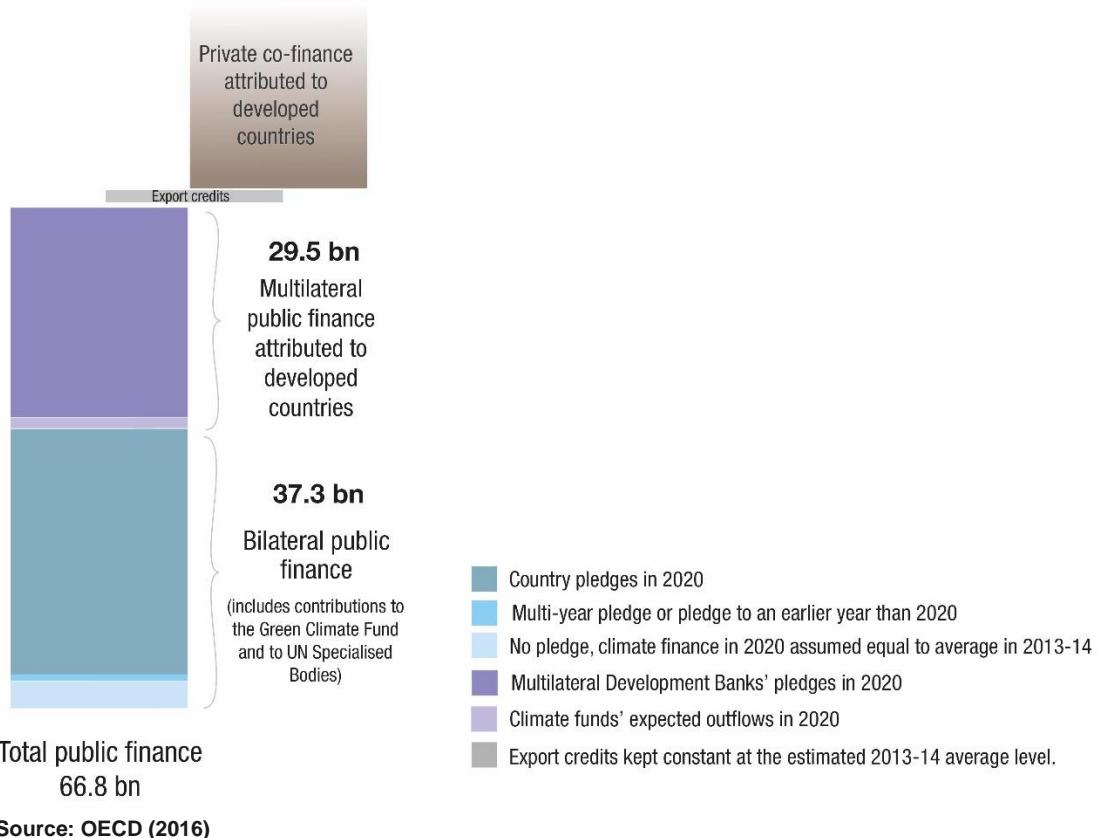
<sup>12</sup> <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2015/07/09/development-banks-common-approach-climate-finance> .

To provide further clarity, we asked the OECD to analyse the impact of these pledges and announcements on overall public financing levels in 2020. This analysis makes reasonable assumptions, for example to annualise multi-year pledges, to proxy the levels of climate finance from developed countries not having made pledges to date, and to avoid double counting between multiple sources.<sup>13</sup> The projection uses a methodology to attribute the developed countries' share in each multilateral institution and fund. In order to provide an overall sense of progress towards the US\$100 billion mobilisation goal, the analysis also includes a component relating to the levels of private finance that might be mobilised by the projected amounts of public finance.

According to analysis by the OECD (2016), pledges made in 2015 alone will boost public finance from an average of US\$41 billion over 2013-14 to US\$67 billion in 2020 – an increase of US\$26 billion. This projection is based on the significant pledges and announcements made by many developed countries and MDBs as described above and in Table 1, as well as reasonable assumptions about trends of climate finance from other countries.<sup>14</sup> However, due to the challenges in predicting future levels of climate finance (discussed further in section 3.1), and in some cases currently partial information available, the projection should be considered a conservative, indicative aggregation of public climate finance levels in 2020, rather than a firm prediction.

According to the analysis, modest assumptions about increased leverage ratios would lead to projected overall finance levels in 2020 above US\$100 billion. We are confident we will meet the US\$100 billion goal from a variety of sources, and reaffirm our commitment to doing so through the range of actions outlined in this Roadmap.

**Figure 1: Projected finance levels in 2020**



<sup>13</sup> The OECD (2016) analysis assumes that climate finance from countries that have not made pledges or announcements about future finance contributions will remain constant at average 2013-14 levels.

<sup>14</sup> Over 90% of this projection is based on country and MDB pledges. The remainder is based on reasonable assumptions about climate finance for those countries who haven't made 2020 pledges – for example, that current levels of finance are maintained.

**Developed countries are confident that we will meet the US\$100 billion goal, and will take all necessary actions to mobilise climate finance from a range of public and private sources to do so.**

This includes to collectively:

- Fulfil our pledges and make further efforts to scale-up climate finance and significantly increase finance for adaptation, in line with the priorities expressed by developing countries
- Help developing countries to develop and implement ambitious mitigation contributions and adaptation plans that are essential to attract investment
- Work with developing countries to address the barriers associated with access to climate finance, and to build institutional capacity and strengthen policy environments
- Use public finance and policy interventions to effectively mobilise private finance, which is critical not just for the US\$100 billion, but to achieve the Paris Agreement objectives
- Partner with the MDBs to deliver transformational change, and work to maximise the impact of climate funds, including the Green Climate Fund and the Global Environment Facility
- Mainstream climate change into decision making, including development assistance, to align efforts to address climate change and achieve the Sustainable Development Goals
- Continue to improve tracking of climate finance, to share learnings and to understand where we can collectively do better

The following sections of this Roadmap further detail the overarching strategy and underlying actions that we will continue to pursue to not only achieve the US\$100 billion goal, but to help catalyse developing countries' efforts to a broader transformation towards low emission, climate resilient societies. Specifically, this Roadmap outlines actions across four dimensions:

- 3.1 Scaling-up public resources
- 3.2 Significantly increasing finance for adaptation
- 3.3 Using public finance and policy interventions to effectively mobilise private finance
- 3.4 Supporting enhanced access, capacity building, and investment readiness

### **3.1. Scaling-up public resources**

Developed countries remain firmly committed to doing our part to deliver on the US\$100 billion goal. Providing specific information about future climate finance allocations is challenging, including because some countries' national processes mean they cannot make statements on their future budgets out to 2020, and because the actual level and composition of climate finance will depend on recipient demand, availability of projects to fund, and indirect global and local economic factors.

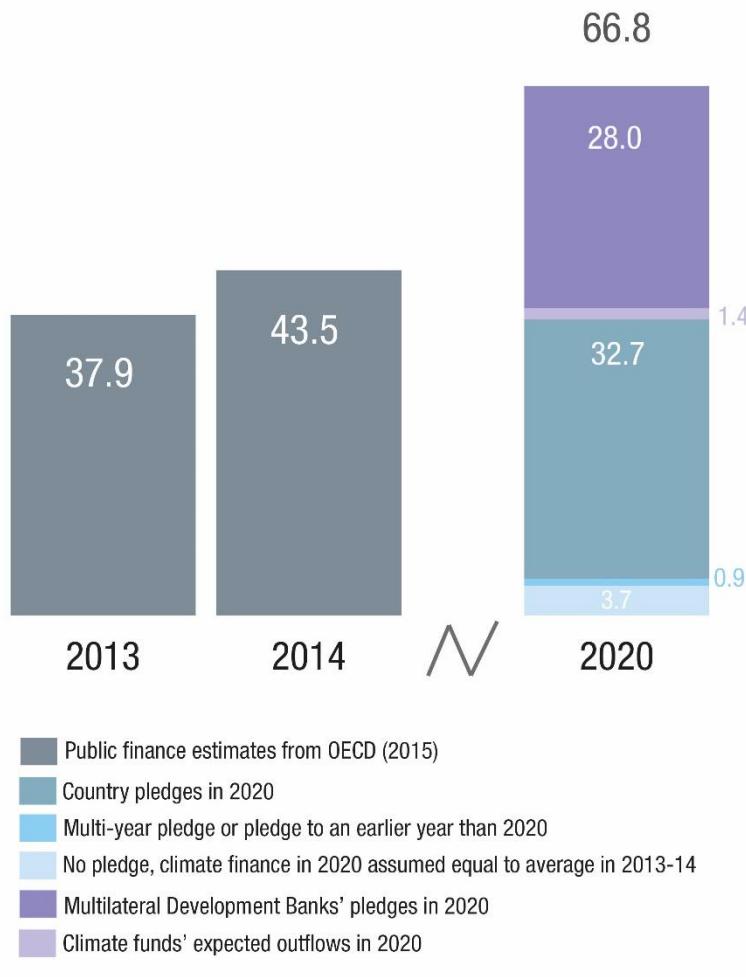
Nevertheless, as noted above, during the course of 2015 many developed countries and MDBs made significant pledges and announcements to further scale-up pre-2020 public climate finance.<sup>15</sup> Furthermore, as part of developing this Roadmap, developed countries and MDBs have, wherever possible, provided additional information on how they will implement their pledges. The pledges and additional information are set out in Table 1 (see page 13).

---

<sup>15</sup> The following developed countries made pledges: Australia, Austria, Belgium, Bulgaria, Canada, Czech Republic, Cyprus, Denmark, European Commission, Estonia, Finland, France, Germany, Hungary, Iceland, Ireland, Italy, Japan, Latvia, Liechtenstein, Lithuania, Luxembourg, Malta, Monaco, Netherlands, New Zealand, Norway, Poland, Portugal, Slovenia, Spain, Sweden, Switzerland, UK and US. The following MDBs made pledges: ADB, AfDB, EIB, ERDB, IDBG and WBG.

These pledges and announcements tell us how the majority of the US\$100 billion goal will be reached. The OECD (2016) analysis aggregated these pledges, and estimated that public finance from developed countries and MDBs could amount to approximately US\$67 billion in 2020. This would represent an approximate US\$26 billion increase from 2013-14 levels, as illustrated in Figure 2 below.

**Figure 2: Estimated public finance levels in 2013, 2014, and 2020**



As shown by Figure 1, the US\$100 billion goal will be reached through a combination of existing pledges and announcements, in addition to increased efforts to mobilise finance from a range of sources.

The MDBs play a key role in the delivery and mobilisation of climate finance – both individually and collectively. Of the US\$62 billion estimated by the OECD (2015) to have been mobilised by developed countries in 2014, 30% of this was through multilateral channels. The scaled-up MDB pledges made during 2015 demonstrate their continuing leadership and commitment to climate financing, and will be an important component in realising the US\$100 billion goal.<sup>16</sup>

The UNFCCC's Financial Mechanism will also be instrumental in delivering climate finance. We hope the GCF will be a key channel for achieving not just the US\$100 billion, but supporting the broader implementation and transformational goals of the Paris Agreement. We want to see the GCF accelerate the deployment of its resources to support high impact, transformational projects, including to catalyse private finance. A track record of high-quality programming will help prepare the ground for future replenishments. Likewise, the GEF will continue to play a crucial role in providing finance and capacity building support.

<sup>16</sup> See 2015 Joint Report on Multilateral Development Banks' Climate Finance  
<http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Climate/mdb-climate-finance-2014-joint-report-061615.pdf>

### **3.2. Significantly increasing finance for adaptation**

On the critical issue of adaptation finance, it is clear that increased efforts on finance for adaptation are necessary to support developing countries' efforts to enhance resilience to the impacts of climate change. Recognising this imperative, many developed countries included an adaptation specific component in their climate finance pledge, as shown in Table 1 (see page 13).

**Based on these pledges, the OECD (2016) analysis indicates that the amount of public adaptation finance (bilateral and attributed multilateral) is projected to at least double in volume between 2013-14 and 2020.**

We recall that in the Paris Agreement, Parties agreed that the provision of scaled-up financial resources should continue to aim to achieve a balance between adaptation and mitigation, taking into account country-driven strategies, and the priorities and needs of developing country Parties, considering the need for public and grant-based resources for adaptation.

It is important to note that measuring adaptation efforts only in terms of financial inputs likely under-estimates true levels of both finance and action for adaptation. This is in part due to the challenges in identifying and tracking adaptation finance, in particular from private sources. It is often most efficient and effective to integrate action on climate change adaptation – and therefore climate finance – into programmes that also deliver wider development outcomes, for example, restoring and protecting coastal ecosystems and mangrove forests which provide protection from storm surges, or building a water conservation element into an irrigation programme. Therefore, adaptation-specific investments may be only part of a broader project, making them difficult to identify and to track, and challenging to quantify. This means it is difficult to make direct comparisons between adaptation and mitigation finance.

Developed countries are committed to scaling-up adaptation finance. The magnitude of the increase in adaptation finance will depend in part on our own efforts, in part on the demand for adaptation support by recipient countries and on our common ability to crowd-in financial resources from the private sector.

The GCF Board decision to aim for a 50:50 balance between mitigation and adaptation over time, on a grant-equivalent basis, helps provide further certainty about the availability of finance for adaptation. The GCF has already made progress towards this aim – as of September 2016, US\$219.9 million out of a total US\$424.4 million of total approvals was approved for adaptation-specific projects and US\$140.7 million has been approved for cross-cutting projects.

Adaptation funding will also be available from other channels. For example, in 2015, eleven developed countries pledged funding totaling US\$248 million for the Least Developed Countries Fund (LDCF).<sup>17</sup> The LDCF plays a key role in addressing the urgent and immediate adaptation needs of least developed countries and also supports the national adaptation planning process. In addition, a number of donors presented new pledges to the Adaptation Fund at COP21, reaching nearly US\$75 million.<sup>18</sup>

Developed countries are committed to taking a comprehensive approach to supporting developing countries to adapt to climate change impacts and build resilience. Three over-arching strategies and examples are set out below.

---

<sup>17</sup> Canada, Denmark, Finland, France, Germany, Ireland, Italy, Sweden, Switzerland, UK, US.

<sup>18</sup> Italy, Germany, Sweden, Belgian region of Wallonia.

1. *Providing tools, data, and support necessary for smart investment and planning decisions by both public and private sector actors*
  - We are providing **open-access to satellite and geophysical data and computer models**, enabling governments and the private sector to better identify and plan for future climate impacts, for example through the Global Climate Observing System.<sup>19</sup>
  - We are helping countries develop **national adaptation plans (NAPs)**, including by supporting the GCF decision to provide up to US\$3 million per country for the formulation of NAPs, and through the National Adaptation Plans Global Network.<sup>20</sup> This will enhance ongoing bilateral and multilateral efforts to integrate adaptation considerations into countries' national development plans, allowing adaptation finance to be delivered in line with priorities and needs.
2. *Ensuring the resilience of both domestic and international development and investment activities*
  - We are working to **mainstream resilience** across our bilateral assistance programmes and encouraging multilateral institutions to take similar measures, ensuring that all of our efforts to advance development and the Sustainable Development Goals are resilient to the impacts of climate change and are in line with country-driven strategies. Considering the scale of bilateral and multilateral development finance spending across climate-relevant sectors, we expect these efforts to play a major role in enhancing resilience of countries and communities.
  - We are **helping to build the resilience of vulnerable communities to climate shocks** and generating knowledge and learning on best practice on how to do this, for example through the Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters (BRACED) programme (see Box 1).
  - We are **supporting countries to put in place smart policies and regulations** that will help to ensure that domestic development and investment activities are resilient to climate change.
  - We are supporting vulnerable countries to put in place **early warning systems for extreme weather events**, for example through the Climate Risk and Energy Warning Systems (CREWS) initiative (see Box 1) to help reduce the loss of lives and assets.
3. *Enhancing availability of innovative finance for adaptation and resilience measures*
  - Developed countries see the **Green Climate Fund** as an important vehicle for mobilising adaptation finance now and in the future. We were pleased to support the GCF decision to aim for a 50:50 balance between mitigation and adaptation over time, on a grant-equivalent basis.
  - We are using public finance to address market failures and strengthen regulatory environments, helping to pioneer innovative approaches to **mobilise and attract private finance for adaptation**, for example through the Global Innovation Lab, which had a specific focus on adaptation in its recent call for proposals (see Box 2).
  - **We are enhancing access to climate risk insurance** – initiatives designed to offer insurance to those who are vulnerable to natural disasters, such as tropical cyclones and droughts caused by climate change. Examples of initiatives include large-scale regional facilities such as the African Risk Capacity initiative, Pacific Catastrophe Risk Assessment and Financing Initiative, and Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility (see Box 1). Our efforts also include supporting a number of small-scale, micro insurance facilities, including through public-private partnerships like the R4 Rural Resilience Initiative which aims to enable vulnerable rural households to increase their food and income security in the face of increasing climate risks.<sup>21</sup>

**(continued on page 15)**

---

<sup>19</sup> <http://www.wmo.int/pages/prog/gcos/index.php>

<sup>20</sup> <http://www.napglobalnetwork.org>

<sup>21</sup> <http://www.wfp.org/climate-change/initiatives/r4-rural-resilience-initiative>

**Table 1: Climate finance pledges and announcements from developed countries and MDBs**

Country	Climate finance pledge - including information specific to adaptation, where available
Australia	Announced a AU\$1 billion climate finance commitment over 5 years. We expect our pledge to be 100% grant-based finance. <b>Australia will continue to prioritise adaptation, while being responsive to the needs and requests of developing country partners.</b>
Austria	Austria will strive to provide at least half a billion euros in climate finance between 2015 and 2020 in addition to the current Austrian pledge to the GCF. We aspire to over-achieve the pledged amount in total climate finance. <b>We are committed to achieving a balance between mitigation and adaptation in bilateral grant flows over time, while also taking into consideration priorities of individual partner countries.</b>
Belgium	Belgium committed to provide €50 million a year until 2020.
Bulgaria	As a transition economy, Bulgaria can support the climate finance efforts on a voluntary basis. Bulgaria pledged US\$100,000 to the Green Climate Fund in late 2015.
Canada	Canada has committed CAD\$2.65 billion between 2015 and 2020 to support developing countries in their transition to clean and climate-resilient economies. Canada's contribution will scale up to CAD\$800 million per year by 2020. <b>As part of this pledge Canada already made announcements related to adaptation including CAD\$300 million to the GCF, CAD\$30 million to the LDCF, CAD\$50 million for the G7 Climate Risk Insurance Initiative and CAD\$10 million to the World Meteorological Organisations to support early warning systems.</b>
Czech Republic	Annually, the Czech Republic will provide around US\$5,000 thousands of climate financing through bilateral cooperation. Any further additional contribution to other multilateral funds such as the GCF or GEF beyond 2018 has not been decided yet.
Cyprus	The President of the Republic of Cyprus has made a pledge for €350.000 towards the Green Climate Fund (GCF) during the COP21 in Paris.
Denmark	Denmark announced it would commit DKK 270m (approximately US\$38 million) in earmarked climate finance in 2016, including DKK 156 million to the Least Developed Countries Fund (approximately US\$22 million). This will in 2017 be increased to DKK 300m (subject to parliamentary approval). Additional public climate finance will be provided through a range of bilateral and multilateral interventions.
EC	The EU and its Member States provided climate finance worth €14.5 billion in 2014 to developing countries, including grants from the budgets of the EU and its Member States, and loans by public development banks and blending. In addition, the European Investment Bank financed €2 billion of climate projects in developing countries. Pledges from EU Member States also make up about half of the pledges so far received by the UN's Green Climate Fund (US\$4.7 billion). At least 20% of the EU budget will be spent on climate action by 2020. This means that at least €14 billion, an average of €2 billion per year, of public grants from the EU budget will support activities in developing countries between 2014 and 2020. Compared to the average level in 2012-2013, funding for international climate action will more than double.
Estonia	Estonia has pledged to contribute €1 million per annum for climate finance until the year 2020.
Finland	Finland intends to provide over half a billion euros in new investment funding for developing countries over the next four years, a substantial part of which will contribute to climate finance.
France	France announced that it would, by 2020, (i) increase annual climate finance from current €3 billion level to more than €5 billion, almost all but not exclusively via AFD (bilateral); and (ii) within this objective of <b>€5 billion of climate finance in 2020, triple its annual adaptation finance to reach €1 billion by 2020.</b>
Germany	Germany recalled that it aimed at doubling its international climate finance by 2020 compared to 2014.
Hungary	Hungary has pledged HUF 1 billion (approximately US\$3.5 million) from 2016 to latest 2020 for international climate finance projects on a multilateral and bilateral basis, which is in addition to its July 2015 pledge to the GCF of HUF 1 billion.
Iceland	Iceland will strive to provide around US\$10 million annually to climate related development efforts. <b>Focus will be placed on geothermal development, sustainable land and ocean management, as well as gender equality in climate action.</b>
Ireland	Ireland will continue public funding ensuring €175 million in climate finance over the period 2016 to 2020 mainly for adaptation <b>and will increase our contribution to the Least Developed Countries Fund.</b>
Italy	Italy announced that it will increase its support for international climate finance reaching at least US\$4 billion between 2015-2020. <b>In the provision of public financial resources we aim to strike a fair balance between mitigation and adaptation.</b>
Japan	Prime Minister Abe announced at the Summit Meeting of COP21 that Japan will provide, in 2020, approximately 1.3 trillion yen of public and private climate finance, 1.3 times up from the current level, to developing countries.
Latvia	Latvia has provided €350,000 to the Green Climate Fund.
Liechtenstein	Liechtenstein has provided CHF 50,000 to the Green Climate Fund.
Lithuania	Lithuania has agreed to make available to the Green Climate Fund the sum of €100,000.
Luxembourg	Public climate finance from 2014-2020 amounts to €120 million, including €30 million in 2020 and including a total contribution of €35 million to the GCF (€5 million/year). Climate-related ODA funding is expected to be around €35 million per year which comes on top of the €120 million. <b>Until further notice, the proportions will be as follows: adaptation- 40%, mitigation- 40%, REDD+ 20%.</b>
Malta	Malta has agreed to make available to the Green Climate Fund the sum of €100,000.
Monaco	Monaco has a pledge amounting to €420,000 per year until 2018. We expect to increase our pledge thanks to the increase of our ODA.
Netherlands	Before COP21 (2015), the Netherlands announced that it would provide and mobilise €440 million in 2015 with an increase to €550 million in 2016. In 2016, the Netherlands provided a target of €660 million for 2017.

New Zealand	The Prime Minister announced at COP21 that New Zealand would contribute up to NZD\$200 million in climate-related support over the next four years (including 2019). New Zealand's current projections suggest that it will now meet this \$200 million target in three years rather than four, and New Zealand expects to once again exceed its budgeted commitment as other adaptation and mitigation projects come online. Due to New Zealand's significant contribution to renewable energy in the Pacific region, over three quarters of our climate-related support is likely to go towards mitigation activities. New Zealand is actively working to balance our climate mitigation support with more adaptation activities; while also helping recipient countries in the Pacific meet their targets for both access to electricity and renewable energy generation.
Norway	<ul style="list-style-type: none"> <li>Norway intend to continue REDD+ finance at least at current levels until 2020 (Budget for 2015 is 2,8 billion NOK)</li> <li>Green Climate Fund: Committed NOK 400 million per year in 2016, 2017 and 2018.</li> </ul> <p>Regarding REDD+ finance: All is directed at mitigation, though recognizing that improved forest management and protection may make significant positive contributions to adaptation. Regarding GCF, the fund will "strive to maximize the impact of its funding for adaptation and mitigation, and seek a balance between the two".</p>
Poland	Poland has announced its intention to provide US\$8 million until 2020 for climate finance, including for the Green Climate Fund.
Portugal	In 2016, Portugal announced a pledge of €10 million of climate finance by 2020. In 2015 Portugal made available to the Green Climate Fund the sum of €2 million. Portugal also disbursed at the end of last year extra €500,000 to CPLP (Community of Portuguese Language Countries) for capacity building projects in the field of climate change.
Slovenia	Slovenia has pledged €3,500,000 /year over the period 2016-2020 including 3,500,000 in 2020.
Spain	Doubling its international climate finance by 2020 compared to 2014, by mobilising an amount of €900 million by 2020.
Sweden	Sweden provides support to both mitigation and adaption through a wide variety of channels. Before COP21, Sweden pledged to substantially increase, nearly double, its contributions to multilateral climate funds in 2016, compared to 2015. It is now clear that we will achieve this goal, including by additional voluntary contributions to the Adaptation Fund and the Least Developed Countries Fund. During the period 2015-2020 Sweden will disperse on average nearly 500 mSEK per year to the Green Climate Fund, currently making us the biggest donor per capita. Adaptation will remain important in our bilateral development cooperation.
Switzerland	In the past our (multi-)bilateral climate finance was distributed as follows (only grants): 2013: 61% adaptation and 39% mitigation; 2014: 57% adaptation and 43% mitigation; We have no indication that this proportion will change significantly in the future unless the demand from our partner countries will change accordingly. Switzerland has committed US\$100 million to the Green Climate Fund, which will be disbursed in three tranches over three years (2015-2017)
UK	In September 2015, the Prime Minister announced that the UK will significantly increase our climate finance over the next five years, providing at least £5.8bn by 2020. In 2020, the UK's annual climate financing will be double that of 2014. The UK can also reaffirm our commitment to achieve a 50:50 balance between adaptation and mitigation spend over this period.
US	The U.S. pledged to double its grant-based public finance for adaptation by 2020, implying an increase of more than \$400 million in annual adaptation finance.

Multilateral Development Bank (MDB)	Climate finance pledge - including information specific to adaptation, where available
Asian Development Bank (ADB)	ADB announced a doubling of ADB climate finance from its own resources of \$6 billion annually by 2020, which will be 30% of its financing in that year. From ADB's \$6 billion target, \$4 billion is for mitigation and \$2 billion for adaptation.
African Development Bank (AfDB)	The AfDB announced that it would triple its climate financing to reach nearly US\$5 billion annually by 2020. Half of the \$5 billion will be dedicated to reducing Africa's greenhouse gas emissions. The other half of the \$5 billion will help African economies adapt to climate change.
European Investment Bank (EIB)	The EIB will finance US\$20 billion a year globally for the next five years under its recently announced climate strategy commitments, a total of US\$100 billion, equal to at least 25% of its overall lending for the period. In order to strengthen the impact of EIB's financing, notably in developing countries, the EIB aims to increase its lending for climate action in those countries to 35% of total lending by 2020.
European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)	The EBRD Green Economy Transition (GET) approach aims to increase the Bank's green financing to 40% of total EBRD financing by 2020, compared with a target share of 25% over the previous five years. This will increase the level of the Bank's financing in the sphere of sustainable resources to some €18 billion over the 2016-2020 period, or annually to some €4 billion in the year 2020.
Inter-American Development Bank Group (IDBG)	Goal to double climate finance to 30 per cent of operational approvals by 2020 to an average US\$4 billion per annum, and to improve evaluation of climate risks and identify opportunities for resilience and adaptation measures.
World Bank Group (WBG)	At the Climate Finance Ministerial in 2015 in Lima, the WBG announced that it will grow its climate work by a third to 28% of annual commitments by 2020. The WBG now provides an average of \$10.3 billion a year in direct financing for climate action. If current financing levels were maintained, this would mean an increase to \$16 billion in 2020. In addition, the WBG plans to continue current levels of leveraging co-financing for climate-related projects; at current financing levels, that could mean up to another \$13 billion a year in 2020. The direct financing and leveraged co-financing together represent an estimated \$29 billion.

#### **BOX 1: Supporting adaptation and resilience-building**

##### **InsuResilience**

The Initiative on Climate Risk Insurance (“InsuResilience”) aims to increase by up to 400 million the number of people in developing countries who have access to climate risk insurance coverage by 2020. In 2015, Germany announced an initial contribution of €150 million. The Initiative’s ambitious objective is to be achieved by expanding established indirect risk insurance facilities such as the African Risk Capacity (ARC), the Pacific Catastrophe Risk Assessment and Financing Initiative (PCRAFI) and the Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility (CCRIF) in combination with additional direct and indirect insurance schemes and targeted measures to develop insurance markets in regions at risk. At COP21 in Paris, G7 partners announced the provision of US\$420 million in funding for InsuResilience allowing up to another 180 million people to benefit from climate risk insurance cover.

##### **Climate Risk and Early Warning Systems (CREWS)**

The CREWS initiative was launched by the French Presidency at COP21 in Paris in December 2015. CREWS aims to significantly increase the capacity for Multi-Hazard Early Warning Systems, to generate and communicate effective impact-based early warnings, and risk information for hazardous hydro-meteorological and climate events to protect lives, livelihoods, and property in Least Developed Countries (LDCs) and Small Island Developing States (SIDS).<sup>22</sup> On 12 September 2016, the first Steering Committee endorsed its implementation plan for investment in projects in Pacific small island developing states, and 5 other countries.<sup>23</sup>

##### **Building resilience and adaptation to climate extremes and disasters programme (BRACED)**

Working in the Sahel region and 7 other countries in Africa and Asia, BRACED is a UK initiative that builds the resilience of vulnerable communities to climate shocks and generates knowledge and learning of best practice on how to do this. BRACED projects cover a wide range of issues, for example securing, servicing and promoting trans-border livestock mobility across the Sahel, and supporting the uptake of climate information in Ethiopia. BRACED is expected to directly benefit up to 5 million vulnerable people, especially women and children, in developing countries by helping them become more resilient to climate extremes.

### **3.3. Using public finance and policy interventions to effectively mobilise private finance**

Public finance is playing and will continue to play an important role. However, the Paris Agreement goals and the transition to a low emissions, climate resilient world cannot be achieved with public finance alone. Success will depend on our ability to strategically use public resources and smart public policies to mobilise private finance.

Developed countries have already made significant improvements in mobilising private finance over this decade. The OECD (2015) found that private finance mobilised by bilateral and multilateral public finance (attributable to developed countries) was US\$12.8 billion in 2013, and US\$16.7 billion in 2014. Notably, this estimate was partial – the study reflected only available data, and for example did not take into account the less direct mobilisation effect of capacity building and public policies, due to lack of available methodology.<sup>24</sup>

The OECD (2016) analysis estimated that if the level of mobilisation per dollar in 2020 was the same as in 2013-2014, estimated public finance in 2020 would mobilise US\$24.2 billion in private finance. The analysis also estimated what mobilised private finance in 2020 could be if the mobilisation rates and project mix in 2020 were different to what they were in 2013-14 – see Figure 3. It showed that if the proportion of projects mobilising private finance increases, and if the effectiveness of mobilisation improves, mobilisation rates would increase significantly in comparison to the business as usual scenario.

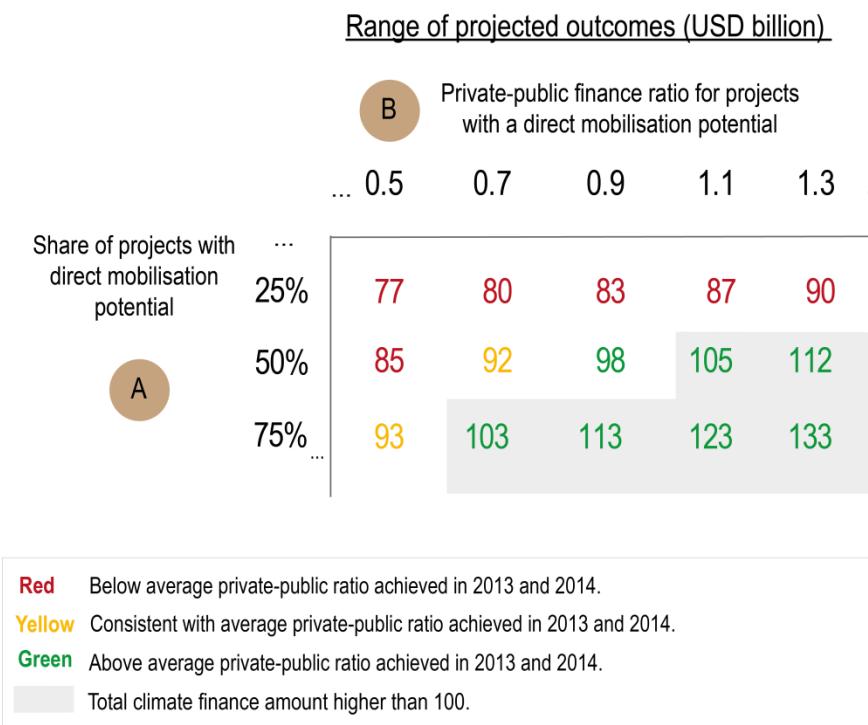
---

<sup>22</sup> Australia, Canada, France, Germany, Luxembourg, and the Netherlands have contributed to a trust fund hosted by Global Facility for Disaster Risk Reduction and Recovery which will support the development of implementing institutions and organizations and their activities, and Japan and UK have participated in the initiative as supporting partners.

<sup>23</sup> Burkina Faso, Democratic Republic of the Congo, Mali, Niger, Papua New Guinea.

<sup>24</sup> The estimate is derived from estimates of direct private co-financing where co-financing estimates are adjusted and attributed using volume-based pro-rating in order to avoid double counting and not overestimate mobilisation. The estimate does not capture the indirect mobilisation effect of capacity building, technical assistance, and support for domestic policy development owing to lack of available methodologies and data. See: <http://www.oecd.org/environment/cc/OECD-CPI-Climate-Finance-Report.htm> - Part I 'The Accounting Framework'

**Figure 3: Range of projected outcomes in 2020**



Source: OECD (2016)

Actual levels of finance mobilised will depend on a range of factors, such as policy environments; integration of climate change objectives into development planning; promoting a pipeline of investment-ready projects; performance of climate funds including the GCF; and cost curves associated with development and deployment of climate-smart technology. There are also a range of indirect factors related to future global macroeconomic conditions that will impact the amount of private capital mobilised in 2020, including aggregate demand, investor preferences, and currency fluctuations.

Next to scaling-up public finance, developed countries are committed to working with developing countries to improve the mobilisation of private finance beyond historic levels. We are confident that improvement is achievable because a range of promising models and success stories exist for more effectively mobilising private capital. To realise this potential, we will increase efforts to pull all of the levers we collectively influence while also looking to maximise efficiency and effectiveness of spending and outcomes. Our strategy in this regard includes actions on various fronts:

- Supporting countries to design and implement domestic policies that can accelerate the mobilisation of finance at scale**, to implement Nationally Determined Contributions (NDCs) and NAPs in a way that is aligned with national development objectives of recipient countries. This is a core component of many developed countries' bilateral climate finance. We are working with partner countries to help promote investment-friendly business climates, including sound governance and transparency, and to remove barriers to competition, for example through the GETFiT programme (see Box 2).
- Developing and scaling innovative models for mobilising private finance**. This includes pioneering new tools, for example through the work of the Global Innovation Lab (see Box 2) as well as improving awareness of proven models. It also includes transforming the private equity space, for example by demonstrating the feasibility of green investments in frontier markets through initiatives such as the IFC Catalyst Fund,<sup>25</sup> Global Climate Partnership Fund (GCPF),<sup>26</sup> Global Energy Efficiency and Renewable Energy Fund,<sup>27</sup> the Danish Climate Investment Fund,<sup>28</sup> and Climate Investor One (CIO).<sup>29</sup>

<sup>25</sup> <https://www.ifcamc.org/content/catalyst>

<sup>26</sup> [www.gcpf.lu](http://www.gcpf.lu)

<sup>27</sup> [www.geeref.com](http://www.geeref.com)

<sup>28</sup> [www.danishclimateinvestmentfund.com](http://www.danishclimateinvestmentfund.com)

<sup>29</sup> [www.climatefundmanagers.com](http://www.climatefundmanagers.com)

3. **Strategically de-risking investments** to attract private investment and accelerate the development of local financial markets, for example through credit enhancements and revenue guarantees, first-loss provisions, cornerstone stakes, and tools for targeting different challenges across the stages of the project life cycle.
4. **Enhancing in-country capacity to develop a pipeline of investment-ready projects** and to access the full range of financial instruments and resources available. This includes supporting proponents of promising projects to prepare ‘bankable’ proposals, ‘match-making’ proponents and investors, and creating opportunities for knowledge exchange, through initiatives such as Climate Technology Initiative (CTI) Private Financing Advisory Network (see Box 2), the GCF’s Project Preparation Facility and Germany’s Climate Finance Readiness Programme (see Box 4).

**BOX 2: Mobilising private finance – innovative tools and improving investment environments**

**Global Innovation Lab**

*The Global Innovation Lab for Climate Finance is an international platform that supports the identification and piloting of cutting edge climate finance instruments. It brings together senior representatives from investment and development communities with the aim of driving billions of dollars of private investment in climate change mitigation and adaptation in developing countries.<sup>30</sup>*

*Since 2015 the Lab has catalysed over US\$500 million in seed funding for projects in Colombia, Mexico, and Rwanda, among others. In June 2016, the Lab endorsed four new instruments to catalyse billions for climate action.<sup>31</sup> Programmes include a ‘Climate-Smart Lending Platform’, which will bring together the tools, actors, and finance necessary to reduce climate risk in lending portfolios and scale up climate-smart lending to smallholder farmers around the world; and the Water Financing Facility<sup>32</sup> which will mobilise large-scale domestic private finance and strengthen water utilities in countries subject to climate-related water stress.<sup>33</sup>*

**Green Climate Fund Private Sector Facility (PSF)**

*The PSF is mandated to engage private sector investors, developers, entrepreneurs, businesses, and small and medium sized enterprises in climate projects in developing countries. It aims to mobilise private sector investment at scale from local, regional, and international commercial banks, businesses, and institutional investors (including pension funds, private equity funds, and insurance companies), using a range of financial instruments, including debt, equity, and guarantees.*

*For example, in November 2015, the GCF Board approved a US\$20 million equity contribution to the **Kawi-Sawi Ventures Fund in East Africa** to drive investment in off-grid solar in Kenya and Rwanda through small and medium sized enterprises. The GCF’s anchoring investment is expected to help non-profit fund manager Acumen raise US\$100 million in total capital, and leverage around US\$600 million in on-ground investment.*

<sup>30</sup> <http://climatefinancelab.org/>

<sup>31</sup> <http://climatefinancelab.org/press-release/launch-new-financial-instruments-to-catalyze-billions-for-developing-country-climate-action/>

<sup>32</sup> <http://climatefinancelab.org/idea/water-finance/>

<sup>33</sup> The Lab was developed in 2014 by the UK, US and German governments in partnership with several climate finance donor countries and key private sector representatives. It has been funded by the UK, Germany, the US, the Netherlands, Bloomberg Philanthropies, and The Rockefeller Foundation.

**BOX 2: Continued...****CTI Private Financing Advisory Network (PFAN)**

According to PFAN, since 2006 the network has mobilised over US\$1 billion in private financing for clean energy projects in developing countries for 87 projects, representing 701 MW of clean generation capacity and at least 2.6 million tonnes of CO<sub>2</sub> mitigation per year.

PFAN bridges the gap between investments and clean energy businesses. It operates by identifying high potential clean energy projects, and providing them with project development, investment advisory and financing facilitation support via a network of independent experts.

PFAN is a multilateral public private partnership<sup>34</sup> that uses a small amount of public finance to leverage much larger amounts of private finance. It has a leverage ratio of US\$80-100 for every US\$1 of donor funds. PFAN is scaling-up its operations and transitioning to a new governance and hosting arrangement with UNIDO and the Renewable Energy and Energy Efficiency Partnership.

**Global Energy Transfer Feed-in Tariffs (GETFiT) programme, Uganda**

GETFiT supports the development of small-scale on-grid renewable energy projects in Uganda. It aims to demonstrate to private sector developers that investment in renewable energy in Uganda is financially attractive.<sup>35</sup> The innovative GETFiT toolbox provides support to top-up existing Feed-in Tariffs for renewables; builds capacity in the Ugandan Energy Regulatory Authority; and facilitates access to guarantees to help project developers reduce risk.

GETFiT is expected to add an additional 20% of installed capacity, diversifying both the ownership and the technology mix of Uganda's energy. As well as emission savings, GETFiT will create jobs and improve the availability of energy for at least 200,000 households. Following the success of GET FiT Uganda, the UK is working with KFW to assess the feasibility of GETFiT in other countries.

**European Fund for Sustainable Development**

In recognition of the need to support the Sustainable Development Goals, as well as the challenges of migration and the outcome of COP21, the European Commission proposed, on 14 September 2016, the establishment of a European Fund for Sustainable Development (EFSD).<sup>36</sup> This is an innovative scheme whereby the €1.5 billion of guarantee covered by the EU budget would be backed by a guarantee fund provisioned with €750 million to maximise the impact of the new EFSD guarantee and reach a critical mass. It is expected that the EFSD will mobilise private investment of €44 billion over its four year lifetime (2017-2020). The Fund has the objective of spending 20% of these monies on renewable energy and climate change projects.

<sup>34</sup> [www.cti-pfan.net](http://www.cti-pfan.net). Donors are Australia, Canada, Japan, Sweden, US, Asian Development Bank and the Climate Technology Initiative and its Member States.

<sup>35</sup> <http://www.getfit-uganda.org/>. GETFiT is supported by Norway, Germany, UK, EU and the World Bank.

<sup>36</sup> [http://ec.europa.eu/rapid/press-release\\_IP-16-3002\\_en.htm](http://ec.europa.eu/rapid/press-release_IP-16-3002_en.htm)

The MDBs have also made substantial climate finance pledges, these are summarized at Box 3. Implementing these commitments will be a critical step in meeting the US\$100 billion goal, and in the broader transition to a low emissions, climate resilient global economy.

#### **BOX 3: MDB Climate Finance efforts**

*In 2015, the **Asian Development Bank** set up the Climate Change and Disaster Risk Management Division (SDCD). It is developing a Climate Change Strategic Framework for Action to feed into its corporate Strategy 2030. The Framework will outline how AsDB will (i) achieve its announced target for climate finance in 2020, and (ii) enhance its climate programmes to meet the needs of developing countries through to 2030, with the Intended Nationally Determined Contributions (INDCs) being the cornerstone of this support.*

*The **Inter-American Development Bank Group** (IDBG) established a Climate Change and Sustainability Department in 2016. Its primary mandate is to mainstream sustainability across sectors, in operations with both public and private clients. The Department leads the IDBG's climate finance tracking efforts as well as efforts to carry-out early assessments of climate risk on the full portfolio, thus identifying opportunities to invest in the climate adaptation process and increase resilience of communities, productive systems and infrastructure.*

*In 2016, the **World Bank Group** approved a Climate Change Action Plan to support developing country efforts to tackle climate change and its impacts.*

*In 2015, the **European Bank for Reconstruction and Development** adopted a Green Economy Transition approach that should expand the volume of green and climate-related financing.*

*In 2015, the **European Investment Bank** approved its Climate Strategy: setting out action areas for mobilising finance for the transition to low-carbon and climate-resilient economies and for financing US\$100 billion of Climate Action globally over five years to 2020. The climate strategy for EIB financing outside the EU has been updated and a climate strategy is in preparation in 2016 for Africa, Caribbean and Pacific financing. EIB will be guided by these strategies, to support public and private sector Climate Action in developing countries around the world.*

*The **African Development Bank** expects to complete an update of its climate action plan for the 2016-2020 period.*

#### **3.4. Supporting enhanced access, capacity building and investment readiness**

While expected levels of climate finance are increasing, the success of these resources in helping developing countries to effectively address climate change will also depend on the quality of finance. Without accessible and catalytic finance that flows to where it is most needed and has the greatest impact, any quantity of finance will fall short of the Paris Agreement goals.

Developed countries design our climate finance channels with these considerations in mind. Still, developing countries can face a number of barriers and challenges in accessing and attracting climate finance. For instance, the increasing diversity of channels for climate finance makes for a complex access landscape. Applicants need to navigate between numerous bilateral and multilateral financing institutions – often with varying application procedures and funding criteria. A second challenge relates to limited readiness. Even after a particular funding source is identified, applicants may lack the technical expertise and capacity to design and implement investment proposals for low carbon technology and climate resilience. In some cases, improved regulatory environments and governance arrangements are necessary to better attract investment.

Developed countries are committed to addressing these barriers, and supporting developing country partners throughout the development and implementation stages of climate programming, including through the following activities:

- 1. Development of ambitious, nationally determined mitigation and adaptation plans** that align with countries' development plans and objectives. This includes working with countries to directly support preparation of NDCs and NAPs for example through the NAP Global Network,<sup>37</sup> the NAP-Ag Initiative,<sup>38</sup> Low Emissions Development Strategies Global Partnership,<sup>39</sup> Low Emission Capacity Building Programme,<sup>40</sup> as well as a range of bilateral initiatives. It also means helping to put in place the building blocks to support development of robust mitigation and adaptation policy – including, critically, measurement, reporting and verification. In Paris, developed countries were pleased to support the establishment of the Capacity Building Initiative for Transparency (CBIT) which will help build capacity to meet enhanced reporting requirements for action and support, to identify least-cost mitigation opportunities and track effectiveness, and to participate in market mechanisms. To date, developed countries have made pledges to CBIT totaling around US\$36 million, and we look forward to its prompt operationalisation.<sup>41</sup>
- 2. Implementation of mitigation and adaptation plans.** This includes supporting countries to put in place meaningful climate and investment policies, develop a pipeline of investment-ready projects, and access and attract finance. Examples of initiatives that will support countries to do this over coming years include the GCF's Readiness and Preparatory Support Programme, \$40 million Project Preparation Facility, and Enhanced Direct Access pilot programme (see Box 4), the NDC Partnership to be launched at COP22 (see Box 4), the Climate Technology Centre and Network,<sup>42</sup> CTI PFAN (see Box 2), the NZ-EU co-hosted Pacific Energy Conference (see Box 4), Germany's Climate Finance Readiness Programme (see Box 4), the Adaptation Fund Readiness Program for Climate Finance, USAID's Adapt Asia-Pacific program,<sup>43</sup> Agence Française de Développement's (AFD) new facility to support developing countries in the implementation of their INDC<sup>44</sup> and the Danish Energy Agency's Bilateral Energy Partnership Programme.<sup>45</sup>

---

<sup>37</sup> <http://www.napglobalnetwork.org/>

<sup>38</sup> [www.fao.org/in-action/naps/](http://www.fao.org/in-action/naps/)

<sup>39</sup> [http://ledspq.org/?loclang=en\\_gb](http://ledspq.org/?loclang=en_gb)

<sup>40</sup> [www.lowemissiondevelopment.org](http://lowemissiondevelopment.org)

<sup>41</sup> <http://www.thegef.org/topics/capacity-building-initiative-transparency-cbit>. The UK has pledged £11 million (~US\$16.7 million) (£10 million from the International Climate Fund, and £1 million from the Scottish Government's Climate Justice Fund) to support the initiative; the US has announced US\$15 million and Canada CND\$5 million (~US\$3.9 million). Conversion to US\$ based on the average OECD 2015 exchange rate. Others, including Germany, Italy and New Zealand have also confirmed their intention to announce pledges of support in the near future.

<sup>42</sup> <https://www.ctc-n.org>

<sup>43</sup> <http://www.adaptasiapacific.org>

<sup>44</sup> [http://www4.unfccc.int/Submissions/Lists/OSPSSubmissionUpload/75\\_274\\_131202365159712331-SK-10-06-Strategies%20and%20Approaches.pdf](http://www4.unfccc.int/Submissions/Lists/OSPSSubmissionUpload/75_274_131202365159712331-SK-10-06-Strategies%20and%20Approaches.pdf)

<sup>45</sup> <https://ens.dk/en/our-responsibilities/global-cooperation>

#### **BOX 4: Supporting enhanced access, capacity, and readiness**

##### **Green Climate Fund**

The GCF provides ‘readiness and preparatory’ support to enhance the capacity of countries to access GCF resources, and to strengthen country relationships with the Fund. Readiness funds can be used to cover a range of activities - including helping countries to identify projects and programmes that advance national priorities and align with the results areas of the GCF. All developing countries are eligible for readiness support – and the GCF will aim to provide a floor of 50% of the readiness funding to Small Island Developing States, Least Developed Countries and African States.

The GCF’s Project Preparation Facility (PPF) will also help accredited entities, especially direct access entities, to develop high quality GCF funding proposals. The PPF provides support to help cover the costs of early design work, including feasibility studies and risk assessments.

The GCF’s Enhanced Direct Access pilot programme is designed to enhance access by sub-national, national and regional public and private entities to the Fund by devolving decision making at country level, to allow greater involvement and input from stakeholders. It will strengthen countries’ decision-making authority over resources dedicated to supporting their climate change projects and programmes. The pilot phase will provide an initial allocation of \$200m for around 10 pilots, of which at least four will be implemented in Small Island Developing States, Least Developed Countries and African States.

##### **NDC Partnership**

The purpose of the NDC Partnership is to achieve enhanced cooperation among Parties and to support developing country partners in successfully implementing their NDCs and related Sustainable Development Goal (SDG) commitments, with the ultimate goal of reaching climate resilient and low carbon growth. The initiative seeks to respond to developing countries’ needs and priorities and work to ensure a country-driven perspective. It aims to achieve a new level of alignment between development and climate finance.

Furthermore, the Partnership offers a new, flexible platform for achieving greater coherence of NDC implementation support through enhanced collaboration, coordination and shared learning. The Partnership will facilitate implementation by match making and enhancing coordination of implementation support and action at national level. The partners themselves will deliver on actual implementation.

##### **Climate Finance Readiness Programme**

The Climate Finance Readiness Programme aims to provide support to achieve results-oriented, transformational and efficient use of funds from international climate finance, particularly the GCF. The programme is funded by a €50 million contribution by the Government of Germany, with co-financing from USAID and the Czech Republic. It is delivered through multiple partners such as GIZ, KFW, WRI, UNEP, UNDP, AfDB and the World Bank, assisting countries to implement mitigation and adaptation activities through better access to climate finance.

##### **Commonwealth Climate Finance Access Hub**

Hosted by the Government of Mauritius, the Commonwealth Climate Finance Access Hub will help developing countries in Commonwealth countries to build capacity to access multilateral funds, such as the Green Climate Fund, as well as private sector finance. The Hub will place national climate finance advisers in recipient countries to help host ministries identify and apply for funding streams. The Hub is supported with a AUD1 million grant from Australia, a GBP1 million grant from the Commonwealth Secretariat, and in-kind support from Mauritius.

##### **Pacific Energy Conference**

In June 2016, the Pacific Energy Conference (PEC) saw donors commit over NZD\$1 billion for sustainable energy projects in the Pacific out to 2024. The conference built on the success of the Pacific Energy Summit in 2013, which kick-started wide-scale international investment in energy in the Pacific, and has resulted in over US\$900 million of energy projects being developed across the region. The commitments made at the PEC are aligned with recipient countries’ requests, demonstrating the ability for climate finance to be mobilised in support of countries’ priorities, delivering tangible and effective outcomes. Specific areas of focus include supporting Polynesia achieve its target of more than 50% renewable energy by 2024, and providing access to electricity for an estimated 1 million people in Melanesia.

#### **4. Promoting transformational change to implement the Paris Agreement**

Public finance alone cannot bring about the transformation required. An estimated US\$90 trillion of infrastructure investment is required globally over the next 15 years.<sup>46</sup> All actors – governments, international organisations, non-government organisations, sub-national actors including cities, and the private sector – need to play their part to ensure this is low greenhouse gas emission and climate resilient shift, in line with Article 2.1(c) of the Paris Agreement. This broader transformation, and implementing the Sustainable Development Goals, will require actions to mainstream climate considerations into everyday investment and planning decisions within both the public and private sectors and to mobilise both domestic and international sources of public and private capital.

The transformation has already begun, and investors are increasingly aware of the accompanying opportunities for economic and social growth. Actions in this area include phasing out inefficient fossil fuel subsidies (see Box 5); carbon pricing, notably through the Carbon Pricing Leadership Coalition; ambitious regulations; long-term planning and target setting; increasing volumes of green bonds; voluntary carbon markets and shadow-pricing; carbon and climate-related risk assessments; divestments from assets with high carbon potential; preferential trade and investment settings for green energy; improved mainstreaming of climate change considerations in investment decisions, for example through the Voluntary Principles to Mainstream Climate Action within Financial Institutions (see Box 5); greening of the finance and investment sectors, for example through the Financial Stability Board (FSB) Task Force on Climate-related Financial Disclosures (see Box 5) and the G20's Green Finance Study Group; investor-focused initiatives such as the Montreal Carbon Pledge and the Portfolio Decarbonization Coalition; and initiatives that support development and deployment of new technologies, for example Mission Innovation and the Africa Renewable Energy Initiative (see Box 5).

Progress to date has been encouraging. We intend to continue to find platforms to share lessons learned, including from our domestic experience, and to support the transformation of finance flows in all countries. New actors, such as sub-national governments, are playing an increasingly important role in scaling-up finance in their own jurisdictions and in support of developing countries. We also recognise increasing efforts from developing countries to transform their economies, shift financial flows and mobilise climate finance.

Developed countries are committed to working with all countries and actors to accelerate transformational change to achieve the Paris Agreement goals. Some examples of initiatives are set out in Box 5.

---

<sup>46</sup> [http://static.newclimateeconomy.report/wp-content/uploads/2014/08/NCE\\_ExecutiveSummary.pdf](http://static.newclimateeconomy.report/wp-content/uploads/2014/08/NCE_ExecutiveSummary.pdf)

#### **BOX 5: Transforming financial flows**

##### **Mainstreaming climate change within financial institutions**

Twenty six financial institutions from developing and developed countries with combined balance sheets of more than US\$11 trillion signed on to the voluntary *Principles to Mainstream Climate Action within Financial Institutions*, pledging to integrate climate considerations into their investment and advisory functions. The voluntary principles are as follows:

1. Commit to climate strategies
2. Manage climate risks
3. Promote climate smart objectives
4. Improve climate performance
5. Account for your climate action

##### **Financial Stability Board (FSB) Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD)**

The FSB Task Force has been established in response to a request by G20 Finance Ministers to develop voluntary, consistent climate-related financial risk disclosures for use by companies in providing information to investors, lenders, insurers, and other stakeholders. Increasing transparency will make markets more efficient, and economies more stable and resilient.

##### **Fossil Fuel Subsidy Reform**

Globally, governments spend over US\$500 billion per year in subsidising fossil fuels – this is four times the amount of subsidies as for renewable energy, and five times the amount of our collective US\$100 billion goal. Reform of inefficient fossil fuel subsidies has the potential to free up finance for low emissions and climate resilient investment, and levels the playing field for renewable energy. The resulting reduction in wasteful consumption of fossil fuels would play an important role in reducing emissions – the IEA and OECD have estimated that the gradual phase-out of fossil fuel consumption subsidies could deliver a 10% reduction in global greenhouse gas emissions by 2030.

As an example, Morocco underwent a major reform of fossil fuel subsidies in 2015. This was coupled with commitment to increase the role of renewable energy, particularly solar energy. By redirecting these savings towards renewable energy, Morocco presents an example of an economy placing subsidy reform at the heart of an energy transition.

##### **Mission Innovation**

Mission Innovation brings together participating countries and leading private investors to help reinvigorate public and private global clean energy innovation with the objective to make clean energy widely affordable. The 20 participating countries and the European Union will seek to double governmental and/or state-directed clean energy research and development investment over five years. At the same time, the Breakthrough Energy Coalition – a group of around 28 high net-worth individuals from across ten countries – will direct capital to clean energy projects.

##### **Africa Renewable Energy Initiative**

Under the German G7-presidency in 2015 the G7 expressed their support to the Africa Renewable Energy Initiative (AREI), followed by the G20 energy ministers in Istanbul in October 2015. The AREI aims to achieve at least 10 GW of new and additional renewable energy generation capacity by 2020, and at least 300 GW by 2030. At the COP21 in Paris the G7, Sweden, the Netherlands and the European Commission reiterated their support for AREI and committed to mobilising at least US\$10 billion cumulatively from 2015 to 2020 to accelerate efforts to harness Africa's renewable energy potential. Germany has announced €3 billion for this period. France committed to provide €2 billion for this period.

## **List of Abbreviations and Acronyms**

<b>AREI</b>	<i>Africa Renewable Energy Initiative</i>
<b>AFDB</b>	<i>African Development Bank</i>
<b>ARC</b>	<i>African Risk Capacity</i>
<b>AFD</b>	<i>Agence Française de Développement's</i>
<b>ADB</b>	<i>Asian Development Bank</i>
<b>BA</b>	<i>Biennial Assessment</i>
<b>BRACED</b>	<i>Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters</i>
<b>CBIT</b>	<i>Capacity Building Initiative for Transparency</i>
<b>CCRIF</b>	<i>Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility</i>
<b>CIF</b>	<i>Climate Investment Funds</i>
<b>CIO</b>	<i>Climate Investor One</i>
<b>CPI</b>	<i>Climate Policy Initiative</i>
<b>CREWS</b>	<i>Climate Risk and Energy Warning Systems</i>
<b>COP</b>	<i>Conference of Parties</i>
<b>CTI</b>	<i>Climate Technology Initiative</i>
<b>EBRD</b>	<i>European Bank for Reconstruction and Development</i>
<b>EFSD</b>	<i>European Fund for Sustainable Development</i>
<b>EIB</b>	<i>European Investment Bank</i>
<b>FSB</b>	<i>Financial Stability Board</i>
<b>GIZ</b>	<i>Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i>
<b>GCPF</b>	<i>Global Climate Partnership Fund</i>
<b>GETFIT</b>	<i>Global Energy Transfer Feed-in Tariffs</i>
<b>GEF</b>	<i>Global Environment Facility</i>
<b>GCF</b>	<i>Green Climate Fund</i>
<b>INDC</b>	<i>Intended Nationally Determined Contributions</i>
<b>IDBG</b>	<i>Inter-American Development Bank Group</i>
<b>IEA</b>	<i>International Energy Agency</i>
<b>KFW</b>	<i>Kreditanstalt Für Wiederaufbau</i>
<b>LDC</b>	<i>Least Developed Countries</i>
<b>LDCF</b>	<i>Least Developed Countries Fund</i>
<b>MDB</b>	<i>Multilateral development banks</i>
<b>NAP</b>	<i>National adaptation plans</i>
<b>NDC</b>	<i>Nationally Determined Contributions</i>
<b>OECD</b>	<i>Organisation for Economic Co-operation and Development</i>
<b>PCRAFI</b>	<i>Pacific Catastrophe Risk Assessment and Financing Initiative</i>
<b>PEC</b>	<i>Pacific Energy Conference</i>
<b>PFAN</b>	<i>Private Financing Advisory Network</i>
<b>PSF</b>	<i>Private Sector Facility</i>
<b>PPF</b>	<i>Project Preparation Facility</i>
<b>SIDS</b>	<i>Small Island Developing States</i>

<i>TCFD</i>	<i>Task Force on Climate-related Financial Disclosures</i>
<i>UNDP</i>	<i>United Nations Development Programme</i>
<i>UNEP</i>	<i>United Nations Environment Programme</i>
<i>UNFCCC</i>	<i>United Nations Framework Convention on Climate Change</i>
<i>WBG</i>	<i>World Bank Group</i>
<i>WRI</i>	<i>World Resources Institute</i>





# 2020 Projections of Climate Finance Towards the USD 100 Billion Goal

## Technical Note

# Foreword

This work was undertaken in response to a request to provide analytical support to the preparation by developed countries of a roadmap for meeting the commitment of jointly mobilising USD 100 billion per year by 2020 for climate action in developing countries.

This technical note was prepared by staff members from the OECD Environment and Development Co-operation Directorates<sup>1</sup> and aims to set out as transparently and rigorously as possible the methodology and assumptions underlying the projections of climate finance in 2020 presented here. It is published under the responsibility of the Secretary-General of the OECD. The opinions expressed and arguments employed herein do not necessarily reflect the official views of OECD member countries or the international organisations and other institutions referenced in this note. The authors are, however, grateful to the countries and institutions that have shared information to help interpret their climate finance pledges.

This document and any map included herein are without prejudice to the status of or sovereignty over any territory, to the delimitation of international frontiers and boundaries and to the name of any territory, city or area.

Please cite this publication as:

OECD (2016), *2020 projections of Climate Finance towards the USD 100 billion goal: Technical Note*, OECD Publishing

---

1. The main quantitative analysis was produced by Mariana Mirabile, Raphaël Jachnik and Simon Buckle from the Environment Directorate, with additional analytical input from Jennifer Calder and Lauren McNicoll. Jens Sedemund co-ordinated inputs from the Development Co-operation Directorate. This note further benefited from comments by OECD colleagues Julia Benn, Jan Corfee-Morlot and Nicolina Lamhauge (Development Co-operation), Jane Ellis (Environment) and Michael Gonter (Trade and Agriculture).

# Contents

<b>1. Key results</b>	2
<b>2. Introduction</b>	6
<b>3. Projection of climate finance in 2020</b>	9
3.1    Public climate finance	11
3.2    Export credits	22
3.3    Mobilised private finance	23
<b>4. What if public finance, portfolios and/or private finance ratios change?</b>	29
4.1    Analytical framework	30
4.2    Range of projected outcomes	31
<b>5. Climate finance in the context of finance for development</b>	34
5.1    Trends and implications	35
5.2    Insights from sectoral analysis	37
<b>6. References</b>	39

# 1. Key results

Developed countries committed to mobilise jointly USD 100 billion a year in climate finance by 2020 to address the needs of developing countries, in the context of meaningful mitigation actions and transparency on implementation (UNFCCC, 2009). “Climate finance in 2013-14 and the USD 100 billion goal” (OECD, 2015) provided estimates of progress towards this commitment. Several countries and multilateral development banks<sup>2</sup> recently pledged to scale up the climate finance they provide in future. This note provides an analysis of what the current pledges<sup>3</sup> imply about climate finance levels in 2020, conscious that any such projections are inherently uncertain, made at a specific point in time and incomplete in some respects. It also briefly discusses climate finance in the broader context of development finance and mainstreaming.

The methodology used here takes as a starting point the accounting framework set out in OECD (2015). The projection of developed countries’ public finance in 2020 is based on an analysis of pledges made so far by developed countries and multilateral institutions, as well as a number of assumptions detailed in the body of this note. On this basis, developed countries’ public finance in 2020 is projected to be close to USD 67 billion (approximately USD 37 billion of bilateral public finance and USD 30 billion of multilateral public finance attributable to these countries). In addition to the USD 67 billion, the projection includes the value of export credits<sup>4</sup> at the average annual level observed in 2013-14 of USD 1.6 billion.

Mobilised private finance in 2020 cannot be projected with the same degree of confidence as public finance. Indeed, conceptually these two elements are of a very different nature. This note, therefore, provides a projected overall range for climate finance in 2020 that is driven by the level of public finance (P) but is conditional on the fraction of projects likely to mobilise private finance (A) as well as the corresponding private-public finance ratio (B). As an illustration, if half the public finance in 2020 mobilises private finance (A=0.5), meeting the USD 100 billion commitment would require the private-public ratio (B) to be 50 percent larger than if three quarters of the public finance (A=0.75) was devoted to such projects.

Each of these three elements (P, A and B) of the analytical framework will be affected by several other factors, such as exchange rates, the location of projects financed, and climate policies. As many of these factors are not determined at this time, there is currently insufficient information available to significantly narrow the range of future values of A and B. Historical private-public finance ratios based on estimates in OECD (2015) are, therefore, used to provide some insights.

Nevertheless, a key implication of this analysis is that, while a higher level of public finance always enhances developed countries’ ability to meet the USD 100 billion commitment, it does not guarantee a higher level of overall climate finance, which also depends on the portfolio of projects and the average private-public finance ratio.

---

2. [http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Climate/Joint%20MDB%20Statement%20Climate\\_NOV%2028\\_final.pdf](http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Climate/Joint%20MDB%20Statement%20Climate_NOV%2028_final.pdf)

3. The term “pledge” here is used to refer to any firm intention announced by countries and other relevant institutions.

4. Primarily related to renewable energy projects.

# Projection of climate finance in 2020



## Projected public finance based on pledges as of September 2016 (USD billions)

The analysis distinguishes two main components:

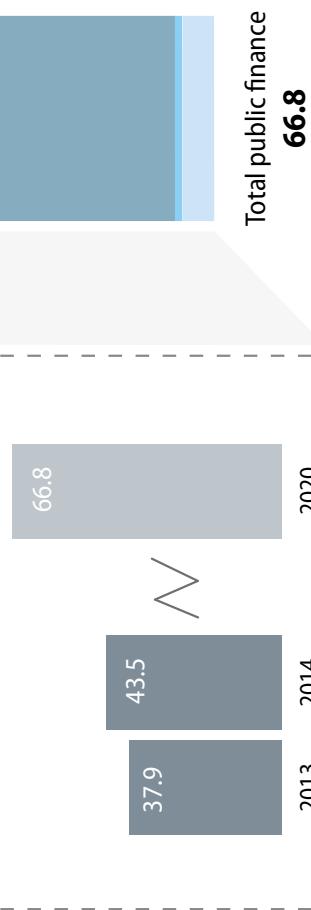
- 1 Bilateral pledges, including contributions (inflows) to specialised United Nations Bodies and to the Green Climate Fund.

- 2 Multilateral pledges from MDBs and expected outflows from multilateral climate funds attributable to developed countries.

The projection takes as a starting point the methodological framework used in OECD (2015) to produce estimates of climate finance in 2013-14. It takes into consideration the different channels through which developed countries' climate finance can flow to developing countries, while taking the necessary analytical steps to avoid double counting.

## Comparison of public pledges to historical levels of climate finance

On the basis of public pledges expressed to date, developed countries are projected to increase the levels of public climate finance – bilateral and multilateral – to close to USD 67 billion by 2020 compared to almost USD 38 billion in 2013 and close to USD 44 billion in 2014.

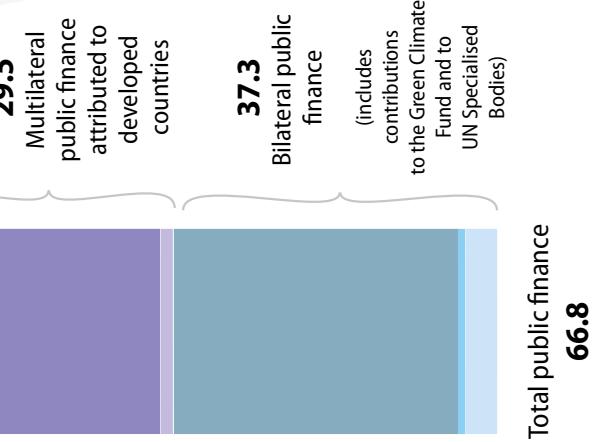


## Private finance mobilisation potential

The future levels of private finance mobilised by developed countries for climate action in developing countries will depend not only on the level of total public finance (P), but also on:

- A The share of projects with a direct private finance mobilisation potential in the portfolios of bilateral and multilateral actors.

- B The ratio between (attributed) private finance mobilised and public finance provided in such projects, which is affected by a range of factors including policy and broader enabling environments.

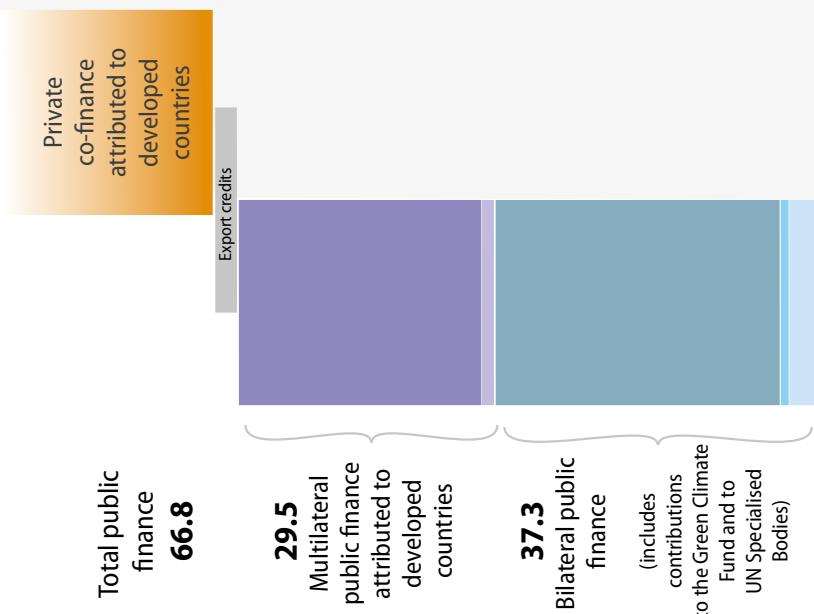


Multilateral Development Banks' pledges in 2020  
Climate funds' expected outflows in 2020  
Country pledges in 2020  
Multi-year pledge or pledge to an earlier year than 2020  
No pledge, climate finance in 2020 assumed equal to average in 2013-14

# Projection of climate finance in 2020

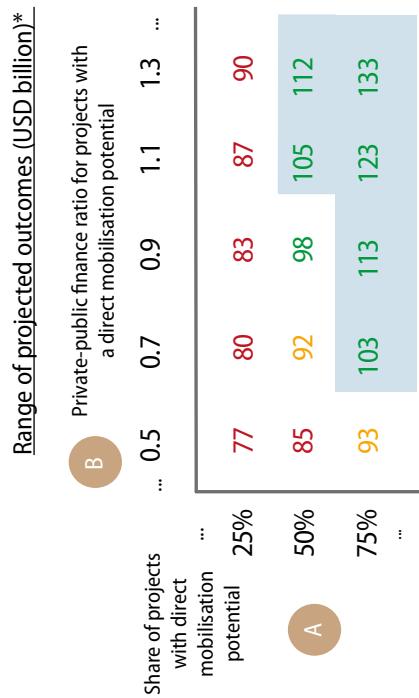


## Projected public finance based on pledges as of September 2016 (USD billions)

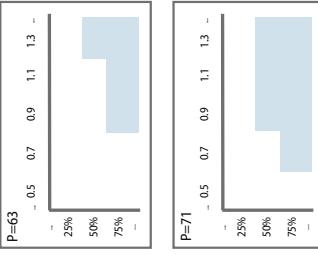


## What if public finance, portfolios and/or private finance ratios change?

For the level of projected public climate finance in 2020 of USD 67 billion (P), the figure below shows: the share of projects (volumes) with a direct private finance mobilisation potential (A); illustrative ratios between (attributed) private finance mobilised and public finance provided in such projects (B); and resulting total amounts of climate finance in 2020.



Illustrative variations of P  
(+/- two standard deviations on average exchange rates over the last 10 years)



**Red** Below projected outcome based on average private-public ratios observed in 2013 and 2014.

**Yellow** Positions consistent with the projected outcome based on average private-public ratios observed in 2013 and 2014.

**Green** Above projected outcome based on average private-public ratios observed in 2013 and 2014.

**Total climate finance amount higher than 100.**

\* 1.6 bn of export credits are included in the projections. Private-public finance ratios are not applied to export credits.

## Examples of influence factors of climate finance in 2020

Each of the three elements determining the overall projected outcome (i.e. the level of public finance, the fraction of projects and the private-public finance ratio) will be affected by other factors. While the range of projections presented here cannot be adjusted to account for such additional factors, there is no reason to suppose that the future will be exactly like the past.

Commercial viability of cleantech	Global financial conditions	Public finance - geographic and thematic split	Political shifts	Exchange rates
Climate policies	Additional or unfulfilled pledges			
Multilateral Development Banks' pledges in 2020				
Climate funds' expected outflows in 2020				
Country pledges in 2020				
Multi-year pledge or pledge to an earlier year than 2020				
No pledge, climate finance in 2020 assumed equal to average in 2013-14				

## 2. Introduction

At the 15th Conference of Parties (COP15) of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) in 2009, developed countries committed to mobilise jointly USD 100 billion a year in climate finance by 2020 to address the needs of developing countries, in the context of meaningful mitigation actions and transparency on implementation (UNFCCC, 2009). This commitment has, since then, been a key element of the international climate negotiations. The text of the Copenhagen Accord specifies that this finance would come from a wide variety of sources, public and private, bilateral and multilateral, including alternative sources of finance. However, even as late as 2015 there was much confusion about what exactly constituted mobilised climate finance and the levels of such flows, despite the significant progress made on the underpinning definitional and methodological issues by a number of different institutions, including the UNFCCC Standing Committee on Finance in its first Biennial Assessment (UNFCCC SCF, 2014) and its forthcoming second Biennial Assessment to be released ahead of COP22 in Marrakech in November 2016.

The importance of having greater clarity on the progress developed countries had made against this commitment was seen by the (then current) Peruvian and incoming French COP Presidencies as a potentially critical factor for improving trust between Parties ahead of the COP21 negotiations. The two COP Presidencies, therefore, asked the OECD to provide an updated estimate of climate finance flows as an input to a ministerial meeting on climate finance in Lima in October 2015.

The OECD undertook this previous work in collaboration with Climate Policy Initiative (CPI) and published the results in the OECD report “Climate Finance in 2013–14 and the USD 100 billion goal” (OECD, 2015). That report provided a preliminary aggregate estimate of public and mobilised private climate finance flows in those years. Public and private finance mobilised by developed countries for climate action in developing countries reached USD 62 billion in 2014 compared to USD 52 billion in 2013.<sup>5</sup>

The underlying data for these estimates were specially provided by developed countries and by the relevant financial institutions, including major multilateral development banks and key climate funds. The data provided by developed countries were their preliminary estimates of what they would themselves subsequently report officially under the UNFCCC in January 2016 in their Biennial Reports. Similarly, the data provided by the major multilateral development banks were based on their own established definitions of what counted as climate finance. The major contribution of OECD (2015) was to provide the rigorous and consistent analysis of these data to ensure that the risks of any double counting were minimised and that the amounts were adjusted to ensure that developed countries could only claim their share of multilateral public flows and associated mobilised private finance.

In the run-up to and at COP21 in Paris, a number of developed countries and multilateral institutions made significant climate finance pledges, as acknowledged in the COP21 Decision relating to long-term finance (5/CP.21). Further, Decision 1/CP.21 accompanying the Paris Agreement “strongly urges developed country Parties to scale up their level of financial support, with a concrete roadmap to achieve the commitment of jointly providing USD 100 billion annually by 2020 for mitigation and adaptation while significantly increasing adaptation finance from current levels” (UNFCCC, 2015). The Paris Decision made clear that developed countries intended to continue their existing collective mobilisation commitment through to 2025, with a new collective quantified goal to be agreed prior to 2025, taking into account the needs and priorities of developing countries.

Against this background, the OECD was asked to provide analytical support to the preparation by developed countries of a concrete roadmap for meeting the commitment of mobilising USD 100 billion per year by 2020. The intention of this note is, therefore, to provide an analysis of the scale of future climate finance

---

5. These aggregate estimates of climate finance, as well as those projected volumes in 2020 referred to in this note, do not include finance related to coal projects. However, Japan and Australia consider that financing for high efficiency coal plants should also be considered as a form of climate finance. In addition to the figures in the OECD (2015) report, Japan provided US\$3.2 billion for such projects in 2013–14. The coal-related volumes in Japan’s 2020 pledge are here assumed by the OECD to represent the same percentage as in 2013–14, and this value is subtracted from the overall pledge in the projections detailed in this note.

and identify and discuss some key uncertainties. It sets out the resulting OECD projections for climate finance in 2020 along with the underlying assumptions and methodologies used to construct them, based on the recent climate finance pledges made by developed countries and relevant institutions. The analytical and accounting framework underpinning the projections is consistent with that used for the 2013-14 estimates (OECD, 2015) as well as the common understanding of the scope of mobilised climate finance that was adopted by a large group of developed countries ahead of COP21 (TWG, 2015).

The note further explores how achieving the USD 100 billion a year commitment depends on three key factors: the level of public finance in 2020; the way in which it is allocated between projects aimed at mobilising private climate finance and those which do not; and the private-public ratio with which public finance is able to mobilise private climate finance. Rather than trying to identify a single number for climate finance in 2020, this note, therefore, sets out a scenario-based approach that yields a range of projected outcomes conditional on these key factors.

### 3. Projection of climate finance in 2020

This section sets out the OECD's projections of climate finance in 2020 based on the pledges of climate finance by developed countries (including to the GCF) and multilateral development banks (MDBs) as of September 2016. It takes as starting point the accounting framework used to produce estimates of mobilised climate finance for 2013-14 (OECD, 2015). Table 1 summarises the main financial components of climate finance flows considered.

**Table 1: Overview of the categories of finance underpinning the 2020 projection**

Category	Coverage
Bilateral public	Developed countries bilateral pledges (or 2013-14 levels of bilateral public finance) and their intended contributions (inflows) to the Green Climate Fund and United Nations Specialised Bodies
Multilateral public	Portion of pledges from seven multilateral development banks* and multilateral climate funds** attributable to developed countries, benefitting developing countries
Export credits	Mainly officially-supported export credits to renewable energy projects
Directly-mobilised private	Attributed private co-finance linked to bilateral and the developed country share of multilateral public climate finance

\*The African Development Bank (AfDB), the Asian Development Bank (ADB), the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), the European Investment Bank (EIB), the Inter-American Development Bank (IDB), and the International Finance Corporation (IFC) and the World Bank (WB) from the World Bank Group (WBG).

\*\*The Adaptation Fund, the Climate Investment Funds (CIFs), the Global Environment Facility (GEF), and the Nordic Development Fund (NDF).

On the basis of public pledges, developed countries are projected to increase the levels of public climate finance – bilateral and multilateral – to close to USD 67 billion by 2020 compared to almost USD 38 billion in 2013 and close to USD 44 billion in 2014 (slightly below USD 41 billion on average). Taking into account export credits, climate finance increases to some USD 68 billion (assuming that the level of export credits in 2020 will remain at the same level as on average in 2013-14).

Climate finance in 2020 will also include the level of private finance mobilised by bilateral and attributed multilateral public finance. If private finance is mobilised in the same proportion as estimated in 2013-14, these increased levels of public finance would be accompanied by an increased level of private co-finance by 2020, relative to 2013-14. There is at this stage no strong analytical or evidential basis for estimating whether, and if so to what extent, future mobilisation of private finance in 2020 might differ from that in 2013 or 2014. To attempt that task would require a granularity of information on public finance pledges that is (at least currently) not available to the OECD, e.g. in terms of financial instruments to be used, the intended levels of concessionality, the destination countries for the finance, etc.

As such, it is important to underline that any projection is:

**Inherently uncertain.** Levels of climate finance in 2020 will depend on a multitude of factors that will, between now and then, influence both the actual levels of public finance provided and the extent to which private finance can be mobilised by public interventions. While these projections cannot be adjusted to account for the possible effect of all of these factors, there is no reason to suppose that the future will be exactly like the past.

**Time-sensitive.** It would need to be updated if, for instance, new pledges are announced or if countries or MDBs were to adjust the pledges they have already made.

**Incomplete in some respects.** The projection for export credits and private co-finance is derived from underlying 2013-14 data which are partial. Estimates that will be produced in future years are likely to capture both components more comprehensively and accurately as data availability and methods continue to improve.

Rather than a single absolute number, these informational gaps and uncertainties require a scenario-based approach. A framework for such an approach and the resulting range of possible outcomes is presented in Section 4. The following sub-sections first describe the different components of the projection of climate finance in 2020 in further detail, along with the underlying methodological assumptions made.

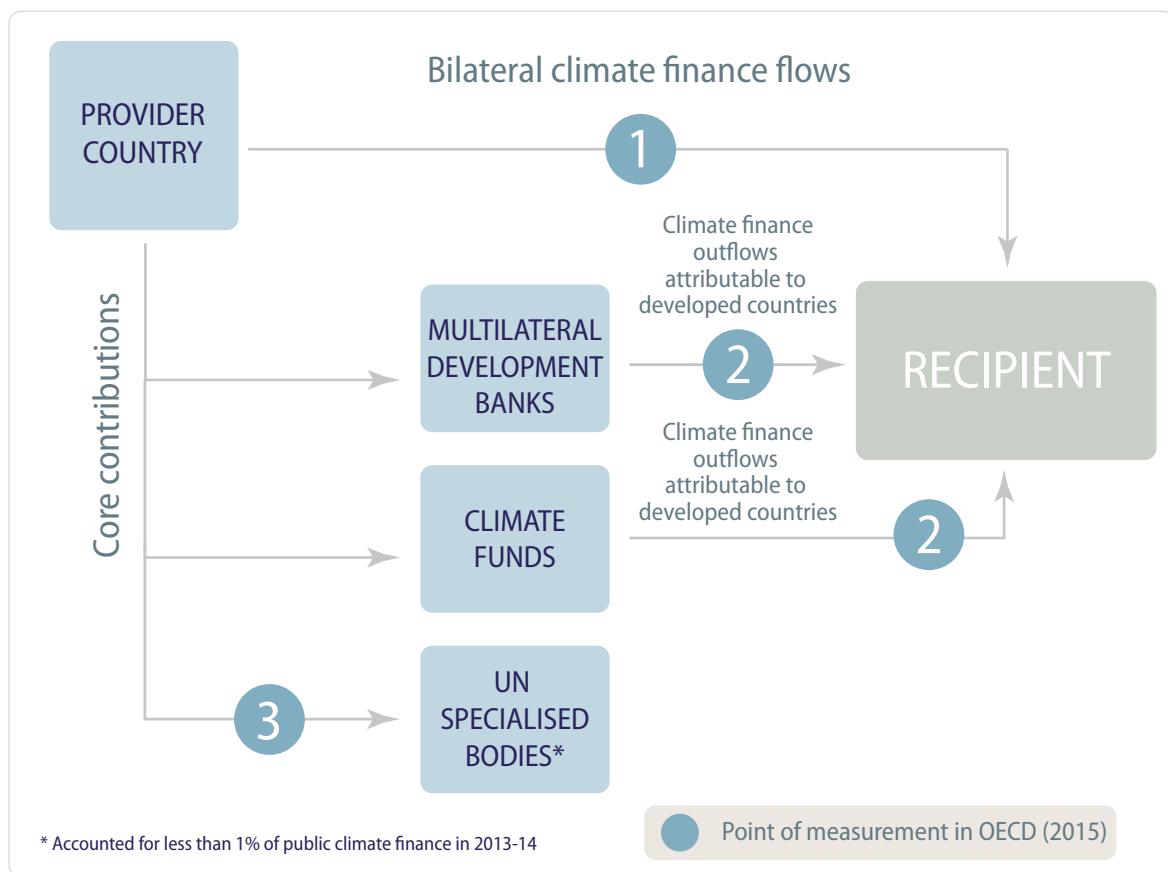
### 3.1 Public climate finance

As done in the OECD (2015) report, the projection takes into account the different channels through which climate finance can flow to developing countries (see Figure 1). Bilateral flows refer to the financial commitments made in a given period by a developed country directly to a developing country. Large volumes of climate finance support are also channelled through the multilateral financial system; countries provide core contributions<sup>6</sup> to multilateral institutions, which in turn conduct all or part of their activities in developing countries.

Public finance in OECD (2015) was divided between:

1. Bilateral flows;
2. Outflows from MDBs and climate funds attributable to developed countries; and
3. Contributions from countries to specialised United Nations Bodies; for which outflow information were not available.

Figure 1: Point of measurement of climate finance in OECD (2015)



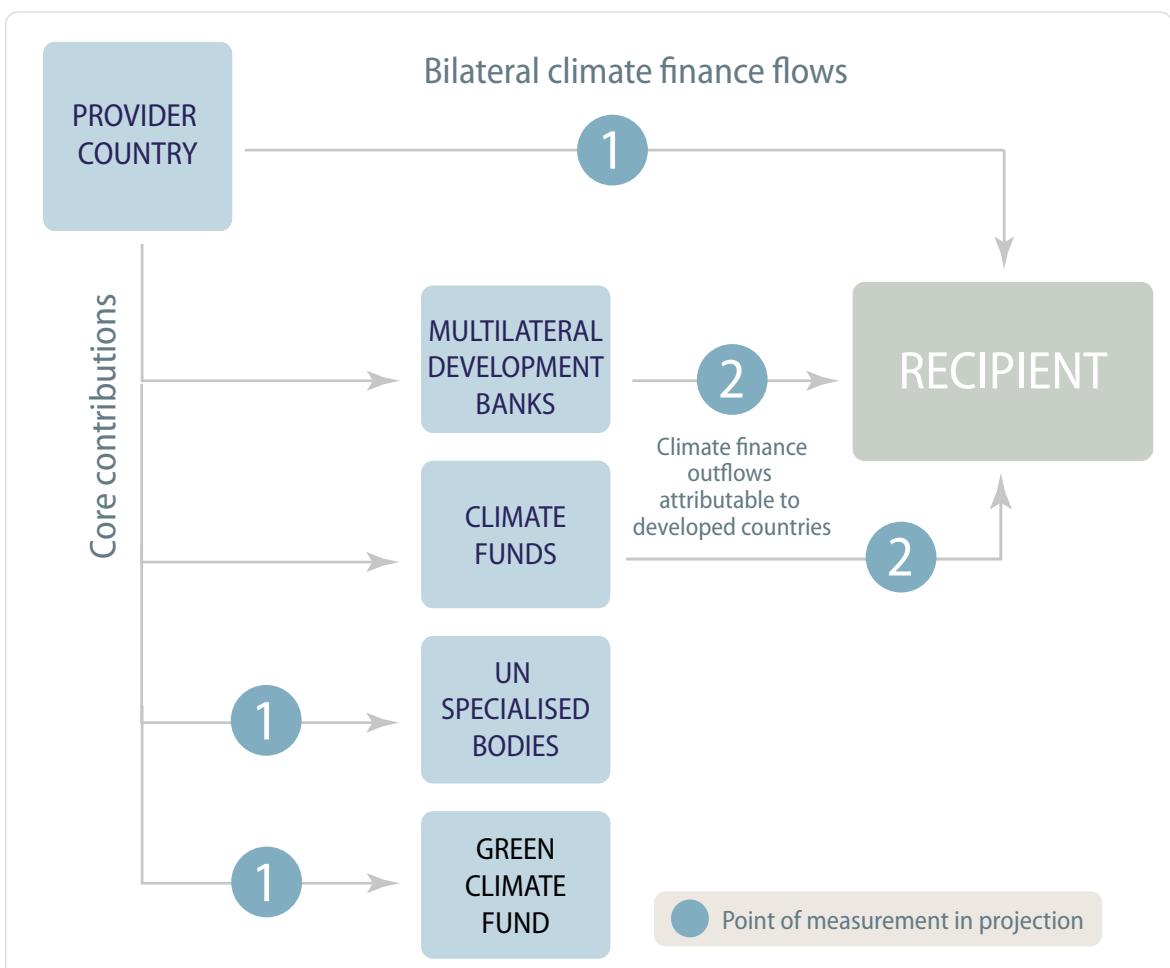
6. The country relinquishes the exclusive control of its funds. Core contributions are pooled and used to meet the recipient institution's running and programme costs, i.e. it loses its identity and becomes an integral part of the recipient institution's financial assets.

GCF contributions were not included in OECD (2015) as, when the report was prepared, there had been no disbursements from countries to the Fund<sup>7</sup>. The substantial forward looking pledges made by developed countries to provide funds to the GCF over the coming years need to be considered in the context of the present projection.

For the purposes of this projection, and given constraints in terms of the granularity of information available, climate finance pledges made by countries and multilateral institutions are grouped into the following two categories (Figure 2):

1. Bilateral pledges, including contributions (inflows) to specialised United Nations Bodies and to the GCF;
2. Multilateral pledges from MDBs and expected outflows from multilateral climate funds attributable to developed countries.

Figure 2: **Point of measurement of climate finance for 2020 projections**



The methodological steps and the information used under these categories are explained in sub-sections 3.1.1 to 3.1.3.

7. OECD (2015) was based on disbursements for inflows to multilateral institutions rather than on pledges.

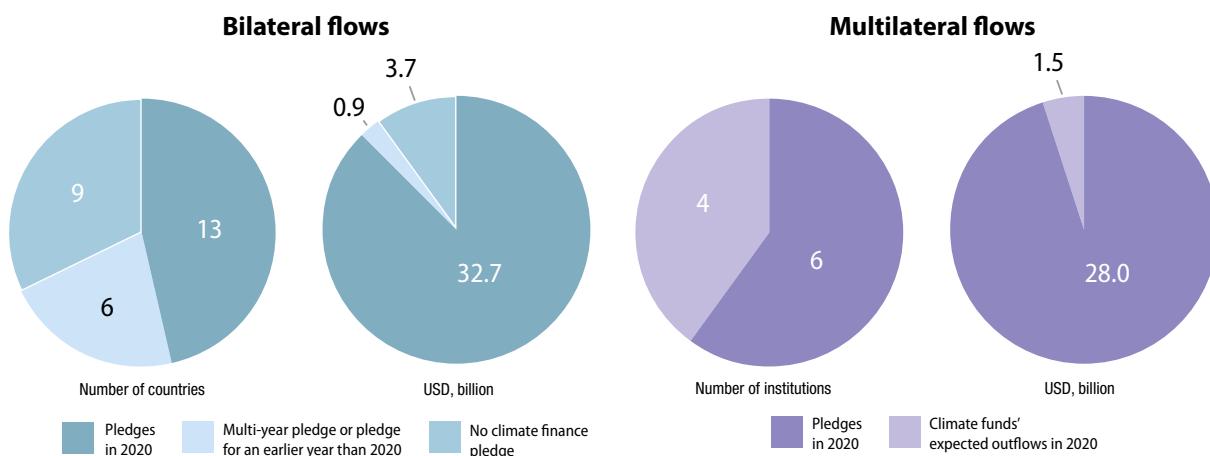
### 3.1.1 Assumptions and methodology

The projection of public climate finance in 2020 is based on the following general assumptions:

1. Developed countries' bilateral pledges refer to resources invested in or benefitting developing countries<sup>8</sup>. This analysis does not consider the possibility of countries transitioning out of the developing country category;
2. For multilateral institutions, the share of resources allocated to developing countries is assumed to be in 2020 equal to the share of resources allocated to such countries on average in 2013-14;
3. The structure and shareholding of multilateral institutions are assumed constant in 2020 compared to 2013-4 (or to the latest replenishment cycle) since it is difficult to foresee how the shareholding of multilateral institutions might evolve between now and 2020;
4. Except for the GCF, the in-country and international architecture of actors of climate finance is assumed constant compared to 2013-14. There is no consideration of the possibility of new bilateral development finance institutions being created or of the potential role of the recently-created Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB);
5. Pledges are all assumed to be in nominal values, like the USD 100 billion commitment;
6. The 2013-4 annual average exchange rate from the OECD Development Assistance Committee (DAC) Creditor Reporting System (CRS) is used to ensure comparability with results from OECD (2015).<sup>9</sup>

The nature of the pledges (for 2020, to earlier years or multi-year pledges) and level of further detail provided to the OECD vary widely (as shown in Figure 3).

**Figure 3: Type of information in pledges and projected public finance in 2020 (bilateral and multilateral)**



8. As in OECD (2015), developed countries are defined as 24 Annex II countries (including the European Union) plus Czech Republic, Poland, Slovak Republic and Slovenia. Developing countries are defined as non-Annex I and/or ODA-eligible countries.

9. For more information, see: <http://www.oecd.org/dac/stats/climate-change.htm>.

Further assumptions were, therefore, required to translate these pledges into a projected annual volume in 2020:

7. Where available, the value of the annual pledge for 2020 was used.
8. For countries or institutions having provided pledges up to 2019 or to earlier years, climate finance in 2020 is assumed to be equal to the pledge in the year closest to 2020.
9. For countries or institutions having provided multi-year pledges, the multi-year total is divided by the number of years the pledge refers to, thus implying an equal distribution of finance throughout the years.
10. For countries and institutions that have not made official climate finance pledges, finance in 2020 is assumed equal to the level of climate finance provided on average in 2013-14. This comprises nine countries whose climate finance in aggregate was estimated at USD 3.7 billion in 2013-14.
11. For countries that included export credits and/or mobilised private finance in their pledge, 2013-14 data were used as a basis for separating the share of public climate finance from the total pledge.

Over 90% of the projection of public climate finance to 2020 is based on the countries or institutions that made 2020 pledges (item 7 above). The following sub-sections describe the methodological steps followed to ensure a projection of public climate finance in 2020.

### 3.1.2 Projection of bilateral finance (including inflows to the GCF and Specialised United Nations Bodies)

---

Where pledges detailing future climate-related outflows for multilateral institutions are available, outflows attributable to developed countries are used in the projection rather than inflows (see Figure 1 and 2). Thus, whenever country pledges include contributions to a multilateral institution for which information on future outflows is available, a risk of double-counting between core contributions (from countries to multilateral institutions) and multilateral outflows arises. To avoid such double counting, future bilateral inflows to those multilateral institutions whose future outflows are counted need to be subtracted from the country pledges.

The content of the country pledges varies significantly in coverage (see Figure 4). In addition to pure bilateral flows, many pledges include contributions to climate funds, to MDBs and/or to the GCF. Clarifications on the content of pledges were sought from individual countries on a case-by-case basis, as necessary.

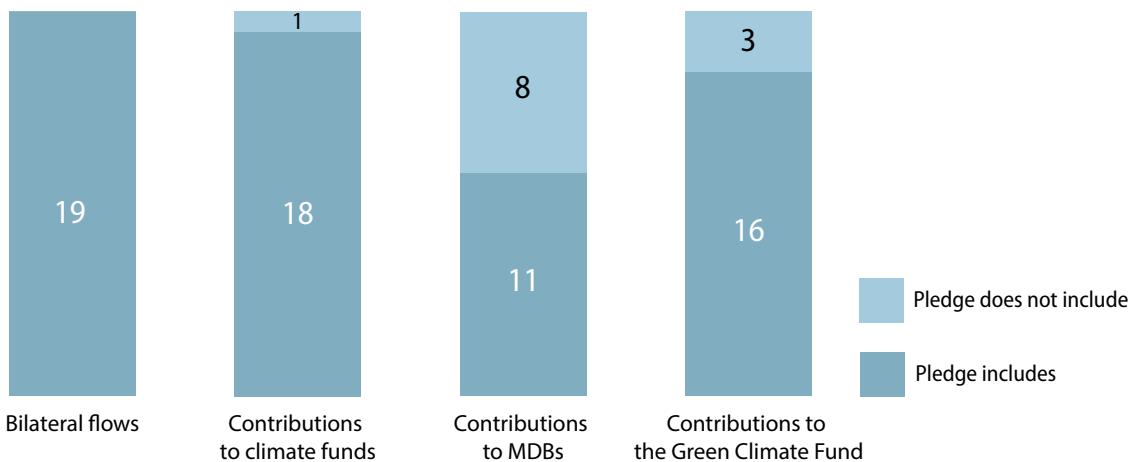
At this stage, however, countries know neither the share of their pledge that will be allocated to multilateral institutions in general, nor to which institutions they will provide funds. An additional assumption is therefore needed; namely that countries are assumed to disburse the same amounts (core contributions) to the same multilateral institutions in 2020 as they did on average in 2013-14.

Moreover, core contributions from countries to multilateral institutions are typically not climate-specific. So-called “climate-related imputed multilateral contributions” to multilateral institutions<sup>10</sup> were therefore used as a proxy for separating out the climate share of core contributions in 2020. These imputed multilateral

---

<sup>10</sup> Climate-related imputed multilateral contributions are an estimation of the share of the core contributions to multi-purpose organisations that is used for climate-related activities. It is a two-step estimation. First, the proportion of the activities undertaken by the multilateral organisation that aim to address climate change is calculated. Second, this proportion is applied to the country's core contributions, to estimate the climate-related share of their core contributions.

Figure 4: Content of country pledges – number of pledges



contributions were based on data from the OECD DAC statistical database for 2013 and 2014, which in turn is based on information reported by bilateral and multilateral providers. When subtracted from countries' total pledges, the result is a projection of their "bilateral" public climate finance.

#### How bilateral flows are quantified:

Bilateral flows = total country pledge – imputed multilateral contributions included in the pledge, to institutions for which outflows are available

Given the limited commitments made by the GCF to date, it is not yet possible to make reliable assumptions about future levels of GCF outflows. The projection, therefore, uses information about the envisaged level of contributions (inflows) to the GCF in 2020, supplemented by the assumptions set out below. As a result, and in contrast to multilateral institutions for which historic information about outflows is available, the GCF-related projection is included under the "bilateral public finance" heading rather than included under multilateral climate finance (see Figure 3).

As shown in Figure 4, pledges from most countries include future contributions to the GCF. In this case, no additional analytical step is needed. Some countries, however, explicitly stated that any future contribution to the fund would be additional to the amount pledged. An estimation of future GCF contributions was therefore added to such pledges and quantified using contributions (inflows) to the GCF by country from the GCF website for the period 2014 to 2018. As a first step, annual contributions were calculated by dividing the total amount of each country contribution by the relevant number of years. Secondly, contributions to the GCF in 2020 for these countries were assumed to be equal to annual contributions in the period 2014–18. Announced (rather than signed) contributions are included in this projection.<sup>11</sup>

The resulting amount of **bilateral climate finance** refers to bilateral flows in pledges plus any inflow to multilateral institutions for which outflows are not available (UN Specialised Bodies and the GCF).

11. Contributions to the GCF from developed countries based on signatures amount to USD 2.4 billion compared to USD 2.5 billion based on announcements. Contributions to the GCF based on announcements were considered more comparable to pledges.

### 3.1.3 Projection of multilateral finance (based on outflows)

Pledges made by MDBs vary in content and in the way the pledges are expressed. Assumptions are thus needed to estimate comparable pledges.

#### **Missing information**

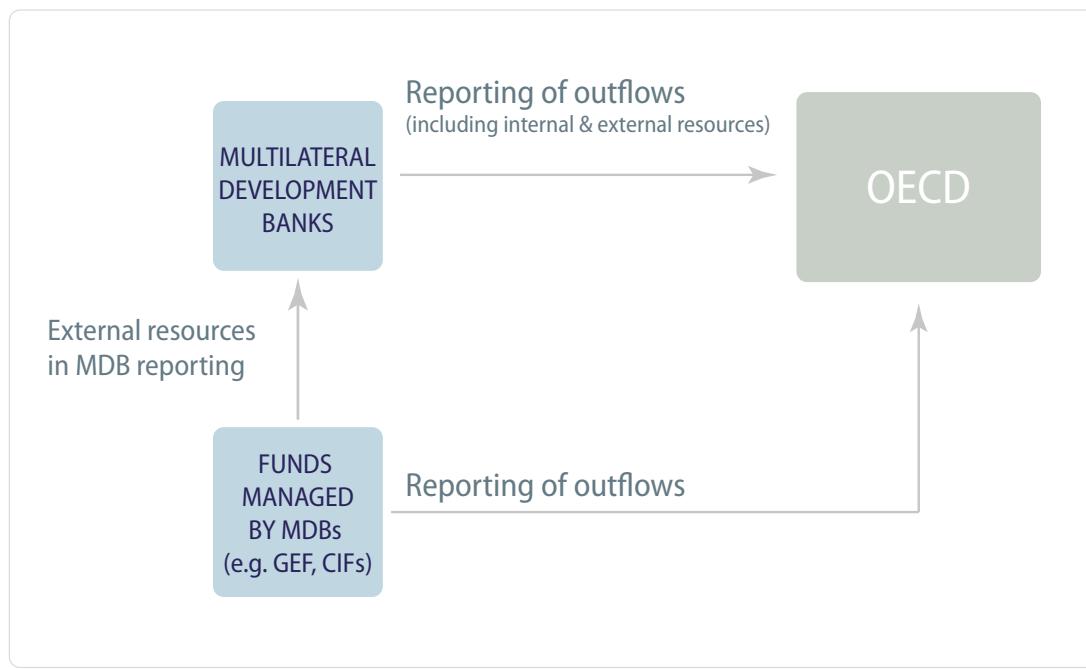
For multilateral institutions whose pledges are expressed as a share of climate finance in total outflows with no indication on the level of outflows in 2020, **total outflows in 2020 are assumed to be equal to the outflows on average in 2013-14**. This is the case for two MDBs, whose combined multilateral public finance to developing countries<sup>12</sup> and attributed to developed countries amounted to USD 9.5 billion on average in 2013-14 compared to total attributed multilateral public finance in the same period of USD 17.6 billion.

#### **Internal versus external resources**

MDBs provide finance based on both their own internal resources as well as resources they manage on behalf of others (external resources, i.e. trust funds managed by the MDBs such as the GEF and CIFs, see Figure 5). The pledges of two MDBs included both of these components. For these two, **the share of internal resources in total MDB climate finance in 2020 is assumed to be the same as the average level in 2013-14**. For multilateral pledges including external resources, the average share of internal resources to total climate finance outflows in 2013- 2014 (Joint-MDB Report 2013, 2014) is used to estimate the share of the pledge referring to internal resources.

The trust funds included under the MDBs' external resources report their outflows separately. Including both the MDBs external resources and these outflows would, therefore, result in double counting. The projection presented here adjusts for this risk.

Figure 5: **Reporting by MDBs and by funds managed by MDBs**



12. As set out in Section 3.1.1., the share of resources allocated to developing countries is assumed to be in 2020 equal to the share of resources allocated to such countries in average in 2013 and 2014 flows.

### **Share of multilateral climate finance attributed to developed countries**

In order to be in line with the scope of the USD 100 billion commitment, only outflows attributable to developed countries were included in the estimate in OECD (2015). For MDB pledges, the same share of attribution (Table 2) – based on a large group of developed countries’ “Technical Working Group” methodology (TWG, 2015) – is used, with the underlying assumption that “... **the structure and shareholding of multilateral institutions are assumed constant in 2020 compared to 2014.**”<sup>13</sup>. A weighted average was used to recalculate the shares below whenever pledges referred to more than one institution (e.g. the World Bank Group average which uses the weighted average of the IDA, IBRD and IFC values shown in Table 2).

#### **How multilateral flows are quantified:**

Multilateral flow = Multilateral pledges \* Share of multilateral climate finance attributed to developed countries \* Share of internal resources in total MDB climate finance (if pledge includes external resources) \* Share of resources benefitting developing countries

Figures for climate funds refer to expected outflows in 2020 rather than to pledges. As for the MDB pledges, only the portion attributable to developed countries (using the shares in Table 2) and benefitting developing countries was included in this estimate.

Table 2: **Share of pledges attributed to developed countries**

Type of institution	Institution name	Share of pledges attributed to developed countries
<b>MDBs</b>	African Development Bank	59%
	African Development Fund	94%
	Asian Development Bank	71%
	Asian Development Bank Special Fund	96%
	European Bank for Reconstruction and Development	89%
	European Investment Bank	99%
	International Bank for Reconstruction and Development	70%
	International Development Association	95%
	Inter-American Development Bank	74%
	Inter-American Development Bank Special Fund	73%
<b>Climate funds</b>	International Finance Corporation	64%
	Adaptation Fund	100%
	Climate Investment Funds	100%
	Global Environment Facility	98%
	Nordic Development Fund	100%

13. As stated in general assumption 3 on page 13.

### 3.1.4 Discussion of further factors that could affect the public finance projection

---

There are a multitude of factors that will influence the actual volumes of public climate finance in 2020 compared to the projected amounts presented here on the basis of announced pledges. Some relate to the demand (e.g. the project pipeline), domestic policy settings and enabling environments in developing countries, although such factors may have an even greater impact on the ability to mobilise private investment, as discussed in Section 3.3.2. There are, however a number of specific “supply side” factors that can impact future levels of public climate finance, two of which are briefly discussed below.

The architecture of international climate finance is evolving. New actors are emerging on the scene, most notably the GCF and the AIIB, which has a number of developed country founding members. As the GCF becomes more fully operational and to the extent that the AIIB becomes a major provider of climate finance, this could impact significantly on the projections of future climate finance set out in this note. While some account has been made for the future activities of the GCF (although only on the basis of developed country inflows to the GCF, not future outflows from the GCF), the potential contribution that the AIIB might make to climate finance flows in 2020 has not been included in these projections. Further, in the time period considered, some developed countries are considering the creation of new bilateral development finance institutions, or might restructure or consolidate existing ones. This would likely have an effect on both the respective shares of bilateral and multilateral public finance channels, as well as the ability of these countries and their DFIs to mobilise additional funds and thereafter commit such finance to projects in developing countries. Similarly, there may be changes in the way MDBs are structured, raise or channel development finance, which in turn could influence future flows. For example, the Asian Development Bank is merging the balance sheets of its concessional and non-concessional windows (effective as of January 2017) as a means to significantly increase its overall lending capacity.

Another source of uncertainty relates to the domestic political, economic and budgetary context in developed countries in relation to forward looking pledges. Without questioning in any way the commitment of developed countries to fulfil the pledges they have made, it remains possible that some will adjust their pledges.

### 3.1.5 Sensitivity analyses

---

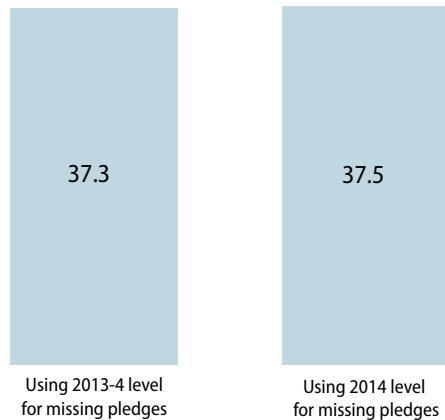
This section highlights the sensitivity of the results presented above under alternative methodological choices. It also includes a further sensitivity analysis that underlines the impact that exchange rate variations may have on the level of climate finance reported in 2020.

#### 3.1.5.1 Alternative baseline year for missing pledges

---

For countries and institutions not having made official pledges, or not having provided information on their pledge or the expected levels of outflows, finance in 2020 was assumed to be equal to the climate finance they provided on average in 2013 and 2014. The two-year average was preferred as a proxy for missing information in order to smooth fluctuations from large multi-year commitments programmed in a given year. The most recent data point available – 2014 flows – is an alternative proxy. Figure 6 compares the resulting 2020 projection using as a proxy the average climate finance in 2013 and 2014 versus a projection using 2014 flows. The resulting projection for country pledges appears not to be significantly affected by the choice of proxy year.

**Figure 6: 2020 projections with alternative proxy for missing information (country pledges only, including contributions to the GCF)**

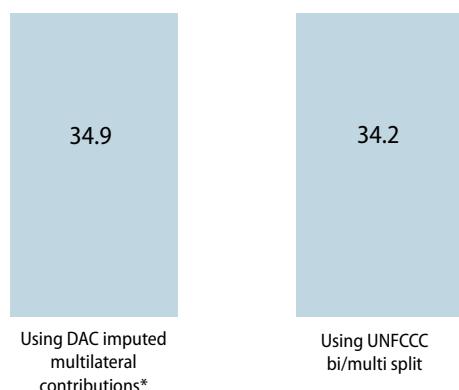


### 3.1.5.2 Alternative method for estimating the share of bilateral finance in country pledges

Countries separately report to the UNFCCC on the climate finance they provide bilaterally and multilaterally. Multilateral contributions reported to the UNFCCC refer to inflows to multilateral institutions. Instead of using the climate-related imputed multilateral contributions based on the DAC data and methodology to derive a measure of bilateral public finance, the projection might have instead used the share of bilateral flows reported by developed country Parties to the UNFCCC. The underlying assumption of doing so is that the allocation of funds in 2020 will follow the same pattern as in 2013 and 2014.

The method of using climate-related imputed multilateral contributions from the DAC was preferred as the higher granularity and better consistency of information allowed for more precise estimations. Results for both approaches are compared in Figure 7 and there is only a very marginal difference in the resulting projections.

**Figure 7: Bilateral projection using imputed multilateral contributions vs. UNFCCC preliminary reporting**



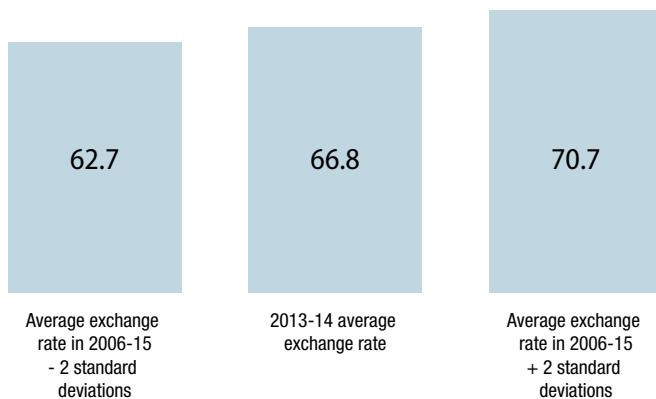
\* Contributions to the GCF were excluded to ensure comparability.

### 3.1.5.3 Exchange rate fluctuations

In the 2020 projection described in Section 3.1.1, 3.1.2 and 3.1.3, the same exchange rate as in the OECD (2015) report was used, so as to ensure that changes in volumes between 2013-14 and 2020 did not relate to exchange rate fluctuations. Pledges were reported in different currencies – so too is climate finance to the UNFCCC – and thus the aggregated climate finance figures are affected by the exchange rate used to convert the amounts reported by countries into US Dollars.

The future exchange rates that will be used to estimate climate finance in 2020 are not yet known. As an illustration of the effect exchange rate fluctuations may have on actual climate finance in 2020, Figure 8 presents the impact of exchange rate fluctuations in the last 10 years (2006-15) on the projection. To do so, the standard deviation of the average exchange rates over that period of time is used as a basis.<sup>14</sup> It is clear from Figure 8 that exchange rates can make a very significant difference to the amounts of climate finance reported in connection with the USD 100 billion commitment.

**Figure 8: 2020 projections of total public finance with alternative exchange rates**



### 3.1.6 Thematic split

The pledges of eleven countries and two multilateral finance institutions mention mitigation and adaptation as categories of climate finance. None refer to finance targeting both activities (“cross-cutting”), as a third category, which was a significant proportion (14 percent) of bilateral public finance on average in 2013-14 (OECD, 2015)<sup>15</sup>. Only six of these pledges (four countries and the two MDBs) include a clear target in terms of either thematic allocation between mitigation and adaptation or a quantified objective for adaptation specifically. The remaining seven pledges only mention an intended, and as such tentative, increased funding of adaptation.

As a result, there is currently limited tangible and quantified information available to inform a comprehensive projection of the thematic allocation of bilateral and multilateral public finance in 2020. Except for those aforementioned six pledges that do include a clear thematic target and for inflows to the GCF (see below), the 2020 projection is based on the assumption that the respective shares of mitigation, adaptation and cross-cutting remain the same for each country and institution in 2020 as in 2013-14 on average<sup>16</sup>. The GCF aims for

14. The standard deviation was calculated for each currency and weighted by the share of the total pledges having been reported in such currency. An underlying assumption is that climate finance will be reported in 2020 in the same currencies and same proportion as the pledges.

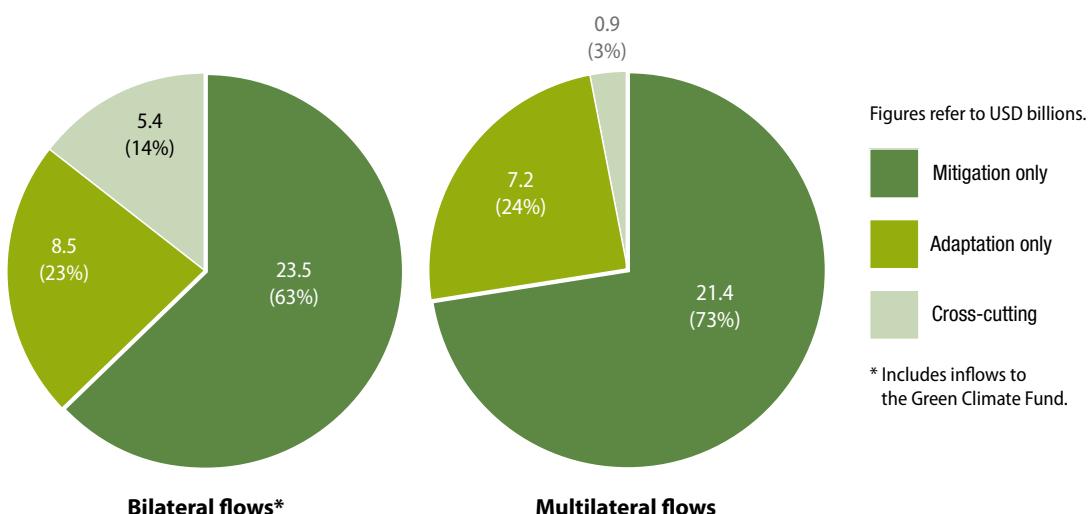
15. It was a much smaller proportion of attributed public finance from MDBs, at about 4 percent of their 2013-14 average.

16. The thematic split for the average level of mobilised climate finance in 2013-14 was estimated to be: 68% mitigation, 18% adaptation and 14% cross-cutting for total bilateral public finance; 76% mitigation, 20% adaptation and 4% cross-cutting for total multilateral public finance attributable to developed countries (OECD, 2015).

a 50:50 balance between mitigation and adaptation investments on a grant-equivalent basis over time<sup>17</sup>. For the purposes of this report, the shares of mitigation and adaptation are consequently assumed to be 50% for mitigation and 50% for adaptation projects for inflows to the GCF.

Figure 9 below presents the resulting projected volumes of climate finance in 2020 for developed countries' bilateral (including inflows to the GCF) and multilateral public finance. When combined, they add up to almost USD 45 billion (67%) for mitigation only, close to USD 16 billion (24%) for adaptation only, and over USD 6 billion for cross-cutting (9%).

**Figure 9: Projected thematic allocation of developed countries' bilateral and multilateral public climate finance in 2020**



Note: Based on six pledges including a thematic target and - for the majority of countries and institutions - the assumption that the respective shares of mitigation, adaptation and cross-cutting remain the same in 2020 as in 2013-14 on average

An additional assumption about the share of cross-cutting activities in 2020 is needed, given that country pledges that included a thematic component only refer to the two distinct mitigation and adaptation categories. Consistent with the approach taken elsewhere in the context of this projection in the absence of information, the percentage share of cross-cutting activities in 2020 is (for each individual country) kept the same as the 2013-14 average. The remaining share of the 2020 projected volume of public finance for each country is then allocated between mitigation and adaptation, taking into account the thematic specification contained in each country's pledge. For the two MDB pledges, no such assumption is needed as the institutions for which information on the thematic split is available in the pledge, do not use the cross-cutting category in their accounting of climate finance.

The use of the average 2013-14 thematic split for all but six countries and institutions does not reflect the less quantifiable intent mentioned in another seven pledges to increase adaptation funding.

17. Source: <http://www.greenclimate.fund/~gcf-paradigm-shift-revisited>

## 3.2 Export credits

Governments provide official export credits with the primary objective to support national exporters that compete for overseas sales of technologies, goods or services. Official Export Credit Agencies (ECAs) can be government institutions or private companies operating on behalf of the government. The financing that ECAs provide can take the form of direct credits (loans) to foreign buyers, or a credit guarantee or insurance to the private financial institution extending the loan to the buyer.

Export credits are, here, a separate category from public climate finance (Section 3.1) because they do not qualify as official development finance due to their financial terms and conditions and trade-related aim. Nonetheless, they can represent an important source of finance for large projects in developing countries. When they provide support in sectors and for activities that are relevant to climate change mitigation and/or adaptation, export credits participate in financing climate action in addition to supporting national exports and facilitating international trade.

### 3.2.1 Projection and underlying assumptions

---

The estimates for export credits in 2013-14 were based on renewable energy-related officially supported export credits data collected by the OECD Trade and Agriculture Directorate directly from ECAs. It is important to note that such data are limited to:

- Support to renewable energy projects but may involve the export of any type of good or service to such projects e.g. export of jack-up rigs for a wind farm is counted as wind energy;
- Export credits provided in conformity with the terms and conditions of the Arrangement on Officially Supported Export Credits<sup>18</sup> and that were reported to the OECD via established procedures. This means that there could be export credits from official sources that are not included e.g. what countries/ECAs consider being purely market terms and conditions.

The 2013-14 estimates also included limited complementary reporting by a few countries of climate-relevant export credit data for other sectors than renewable energy. On that basis, volumes of climate-related export credits from developed to developing countries was estimated at USD 1.6 billion per year in 2013-14. This estimate may be considered as incomplete since it omits climate-related export credits beyond renewable energy for the majority of countries. Reporting on climate-related export credits might expand over the coming years, thereby resulting in more comprehensive estimates by 2020.

Climate-related activities (e.g. renewable energy, energy efficiency, resilient infrastructure such as in the water sector) might be of increasing focus for ECAs in response to priorities expressed by either provider or recipient governments. However, export credits are primarily demand driven to respond for instance to a lack of commercial market financing due to either risk appetite or liquidity concerns. Hence, in contrast to development finance institutions, ECAs do not typically make sector-, thematic- or geographic-related forward-looking pledges. As a result, consistent with the assumption made for using future volumes of public finance as a proxy in the absence of publicly-announced pledges (see Section 3.1), projected volumes of export credits in 2020 are kept constant with the average annual estimate for 2013-14 i.e. USD 1.6 billion. Actual levels of climate-related export credits in 2020 will most likely differ. Some of the factors that could lead to lower or higher volumes are discussed in Section 3.2.2.

Further, as a means to avoid double counting in cases where climate finance pledges put forward by countries were known to include export credits, the corresponding amounts were deducted from the “bilateral public finance” projection presented in Section 3.1.

---

<sup>18</sup> See <http://www.oecd.org/tad/xcred/theexportcreditsarrangementtext.htm>

### 3.2.2 Discussion of factors that could lead to a lower or higher volume of climate-related export credits in 2020

As mentioned above, the provision of export credits is typically demand driven. As a result, an increase in the demand of climate-related export credits between now and 2020 would mainly be dependent on an increasing deployment of commercially-viable climate-related technologies in countries requiring the use of risk-reduction instruments in support of imports. This implies a growing pipeline of (at least partly) import-based projects in developing countries. The extent to which domestic policies in developing countries include local content requirement regulations could therefore reduce the demand for export credits.

This does not mean that there cannot be supply-side factors (i.e. on the side of ECAs, governments and exporters) that could lead to an increase or decrease in volumes of climate-related export credits. These include for instance recent restrictions on official export credits for the least efficient coal-fired power plants<sup>19</sup>. However, it cannot be assumed that the consequences of this necessarily include an increased use of export credits for renewable energy.

There are nevertheless specific initiatives to pave the way for an increasing use of export credits to reduce the risk associated with climate projects in developing countries (see for e.g. EKF, 2014). The possible positive effect of such initiatives on volumes of climate-related export credits volumes by 2020 is, however, dependent on the growth of demand.

## 3.3 Mobilised private finance

Governments have at their disposal a range of **public finance and policy interventions** in order to increase private sector investments in climate-relevant activities in developing countries. Depending on their characteristics, public interventions might mobilise private finance directly (mainly the case of public finance at the project- or fund-levels), or have a more catalytic effect over time (typically the case of capacity building and climate policies). While developed countries have an important role to play in this context, it is important that developing countries' own efforts (domestic finance and policies) towards mobilising private investments are acknowledged.

Further, the ability of public finance and policy interventions to effectively mobilise and catalyse private investment is dependent on **country and market conditions** (or “enabling conditions”) that influence levels of investment flows in general. Table 3 below provides an indicative list of examples of the types of factors that would ideally need to be considered to make a comprehensive and holistic analysis of what has led to private investment.

**Table 3: Factors playing a role in mobilising and catalysing private investment**

International and domestic public finance instruments	Domestic climate-related public policies	Enabling conditions
Grants	Joining/ratification of the Paris Agreement	GDP level and growth
Loans (including credit lines)	Nationally-Determined Contributions	Structural demand
Mezzanine finance	Formalised and quantified objectives	Technology costs
Direct and fund-level equity investments	Incentive programmes	Absorptive capacity
Guarantees	Subsidies	Investment environment
Insurances	Carbon pricing	Legal framework
	Quotas	Political stability

Source: adapted from Haščić et al. (2015)

19. See <http://www.oecd.org/newsroom/statement-from-participants-to-the-arrangement-on-officially-supported-export-credits.htm>

Progress has been made to collect data and design methods for measuring private finance mobilised directly by international public climate finance (e.g. Benn et al., 2016; Joint-MDB, 2016; Stumhofer et al., 2015), including specifically towards the USD 100 billion commitment (OECD, 2015; TWG, 2015). By comparison, it is not yet possible to reliably quantify the “indirect” catalytic effects on private investment resulting from capacity building and policy interventions. This is, however, an active field of exploration and research (e.g. Brown et al., 2015; Haščič et al., 2015).

### 3.3.1 Illustrative projection of private co-finance attributable to developed countries

---

The projections presented in this section and the remainder of this note are based just on the direct mobilisation of private finance by public finance. This is consistent with the methodological approach used in OECD (2015) to estimate private finance mobilised in 2013-14 by developed countries for climate action in developing countries. These estimates were based on private co-financing directly associated with public climate finance (at the project-, activity- or fund-level) as best-available evidence for mobilisation.

As underlined in that report, private co-financing does not necessarily equate to mobilisation, and analysing private finance mobilisation based on co-financing data has some limitations. On the one hand, it may lead to overestimating the impact of public finance at the project level given that the catalytic role of public finance for upstream capacity building and project demonstration as well as the role of public policies is not taken into account. On the other hand, it means that private finance mobilised indirectly in the absence of direct public co-finance will not be captured, leading to a possible underestimation of overall volumes.

Taking 2013-14 total private co-financing data from bilateral and multilateral public climate finance providers as a starting point (only for projects to developing countries), two attribution steps were needed to quantify the private finance directly mobilised by developed countries:

- First, total private co-finance was attributed among public co-financiers based on respective volumes provided by each. This approach took into account the contributions of all multilateral, bilateral and domestic public actors involved, from both developed and developing countries alike.
- Second (for multilateral public actors only): the developed countries’ share in each multilateral institution (See Table 2 in Section 3.1.3) was applied to the amounts estimated as mobilised by each.

The 2013-14 estimates produced on that basis are summarised in Table 4 below, along with the resulting indicative public to private finance ratios. Very careful and transparent use should be made of such public-private finance ratios. This is because they are highly sensitive to both the underlying calculation methods (e.g. in terms of attribution of private finance among public actors involved), as well as to core characteristics of public finance that result from varying mandates of individual bilateral and multilateral institutions (see Jachnik and Raynaud, 2015). A number of other factors will also affect them, including technology risk and the country in which the project is financed.

The ratios presented in Table 4 are based on the aforementioned attribution steps. They are, therefore, significantly lower than public-private finance ratios that can be calculated by each public finance institution based on total (rather than attributed) private finance involved in the projects it funds. Using total (rather than attributed) private co-finance for estimating mobilisation at an aggregate level across actors would, however, lead to systematic double counting where more than one public co-financer is involved in a given project or activity.

**Table 4: Estimates of private co-finance attributable to developed countries for 2013-2014 and resulting ratios  
(attributed private co-finance/total public climate finance commitments)**

		Attributed private co-finance (USD billion)	Public finance (USD billion) *	Ratio **
Bilateral *	2013	6.5	22.8	0.29
	2014	8.1	23.5	0.34
	2013-14 average	7.3	23.2	0.32
Multilateral **	2013	6.2	15.1	0.41
	2014	8.6	20.0	0.43
	2013-14 average	7.4	17.5	0.42
Total	2013	12.8	37.9	0.34
	2014	16.6	43.5	0.38
	2013-14 average	14.7	40.7	0.36

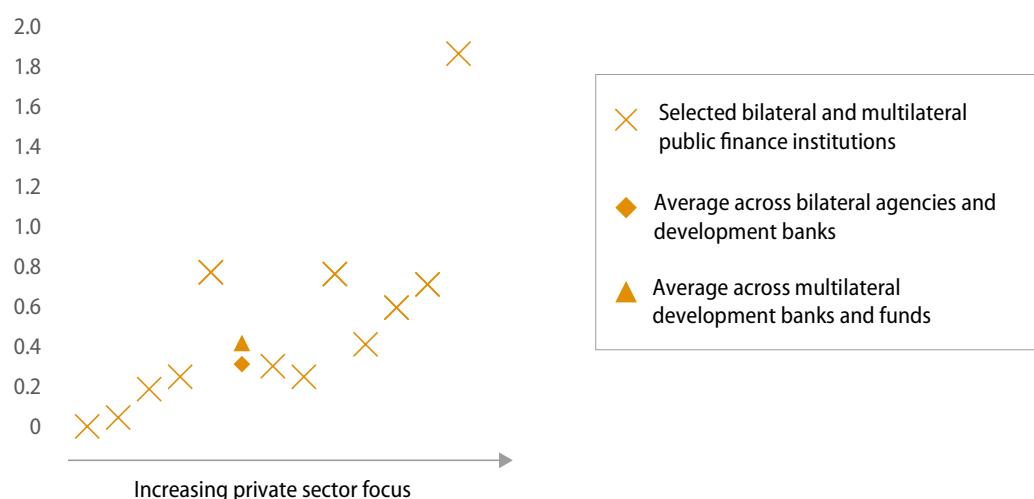
Source: Based on OECD (2015) and underlying data

\* Public finance under "Bilateral" includes inflows to "Specialised United Nations Bodies". Public finance under "Multilateral" includes outflows from multilateral funds e.g. GEF, CIFs.

\*\* Ratios might not match exactly due to rounding

The ratio in 2014 was greater than in 2013, particularly for bilateral public finance. From these two data points, it is not clear to what extent this reflects a random variation, improved data coverage, or an upwards trend. However, many developed countries and institutions have expressed a determination to increase the ratio with which their public finance mobilises private climate finance. Further, the averages presented in Table 4 hide significant difference across institutions providing public climate finance. This is illustrated in Figure 10, which displays private to total public finance ratios (based on the same attribution steps described above and for the ratios presented in Table 4) for a selection of bilateral and multilateral development finance institutions, some of which are more specialised in targeting the private sector than others. There might even be small, specialised funds or institutions that achieve higher ratios than the ones displayed below.

**Figure 10: Illustration of the variability of private-public finance ratios using institution specific 2013-14 averages  
(attributed private co-finance/total public climate finance commitments)**



Source: based on data underpinning the 2013-2014 estimates in "Climate finance in 2013-14 and the USD 100 billion goal" (OECD, 2015)

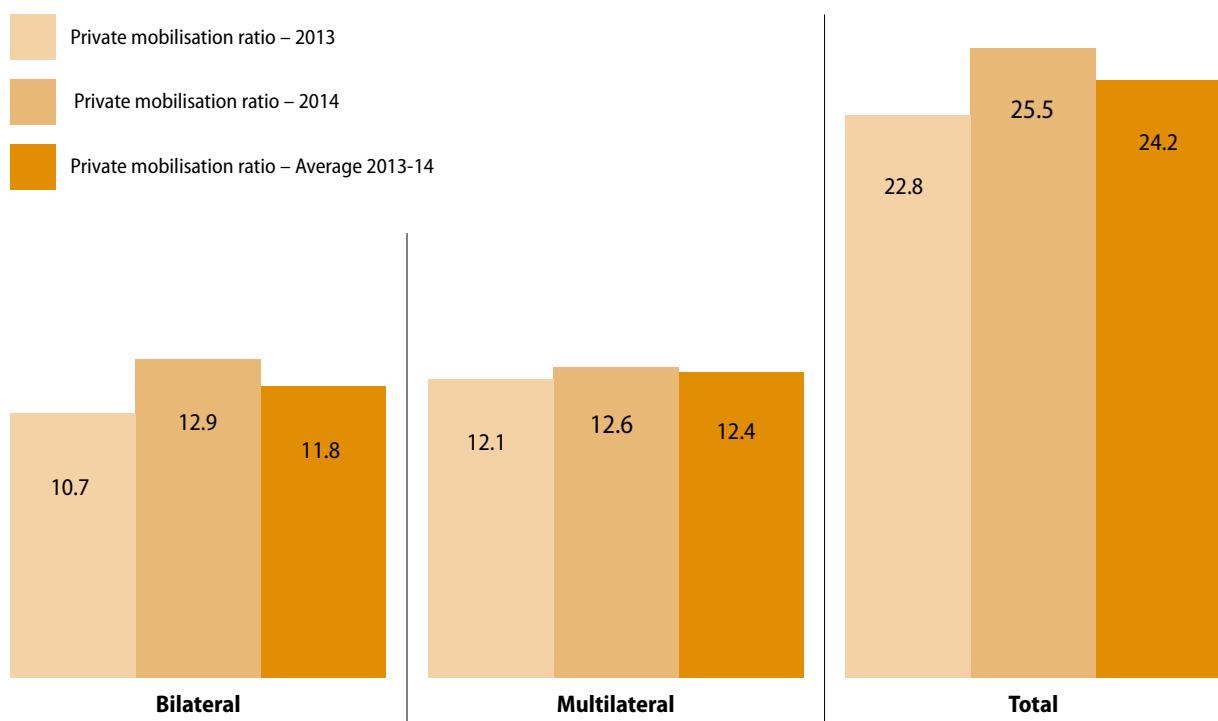
Note: The ratios presented here are solely aimed at illustrating that institutions with different mandates and focuses will, on average, mobilise very different levels of private finance per unit of public finance they provide.

It is also important to note that the ratios in Table 4 and Figure 10 were calculated by including in the denominator not just public finance that had private co-finance attached to it, but all public climate finance. This means that the ratios are averages across the full portfolios of activities and financial instruments of bilateral and multilateral actors. Obviously, considering only instruments and projects that have a direct private finance mobilisation potential would yield higher ratios on average (see Section 4 for a further discussion of these two distinct types of ratios).

Independently from how ratios are calculated, caution should be exercised in their use and interpretation. If, for instance, maximising private-public ratios is set as a performance measure, there is a risk of incentivising public resources to be provided primarily to countries and activities where the context would allow such maximisation. This might lead to increased “efficiency” in terms of use of fewer public resources needed to mobilise private investment. But it could also result in decreased “effectiveness”, as these resources might not be invested in the countries or activities most in need (Ellis et al. 2013, Mirabile et al, 2013). Thus, the amount of private finance mobilised by public actors (and the various ratios that can be derived on that basis) should not be interpreted as reflecting their respective abilities to achieve effective and transformational climate action, which requires monitoring over time of both the catalytic effect of public interventions on private finance, as well of actual mitigation and adaptation results.

Nevertheless, the historic 2013-14 average as well as the individual 2013 and 2014 annual public-private finance ratios can be used to derive an indicative projected level of private co-finance in 2020 on the assumption that nothing changes (Figure 11). This is done by multiplying the projected amounts of bilateral and multilateral public finance in 2020<sup>20</sup> presented in Section 3.1.2 and 3.1.3, by the respective average ratios of public co-finance and attributed private co-finance (shown in Table 4) observed based on the estimates for 2013 and 2014.

**Figure 11: 2020 projections of mobilised private finance attributable to developed countries based on 2013-14 average ratios**



20. As a means to avoid double counting where climate finance pledges put forward by countries or multilateral institutions were known to include mobilised private finance, the corresponding amounts were deducted from the “bilateral” and “multilateral” public finance projection presented above.

Assuming no change in the observed ratios over time is clearly implausible, but at least it provides one illustrative projection of total climate finance. However, there is no tangible basis in the countries' and institutions' pledges that would allow a robust quantification of the extent to which future private-public ratios might differ from those estimated for 2013-14. Section 3.3.2 below, however, discusses how individual factors (introduced in Table 3 above) might affect future levels of publicly-mobilised private finance. Section 4.1 then quantifies a range of possible outcomes based on shares within public finance portfolios of activities with a mobilisation potential and ranges of average private-public finance ratio for such activities, rather than for total public finance.

Finally, it should be kept in mind that the 2013-14 estimates of mobilised private finance (and the resulting ratios presented in Table 4 and Figure 11) were based on partial data from bilateral and multilateral development finance institutions. On-going efforts by the international community to improve data collection and methodologies in this area are expected to lead to more comprehensive estimates in the next few years, and would contribute to measuring progress toward the USD 100 billion commitment. Without any change in accounting framework and methods used for the present analysis, better data coverage would lead to a higher number than the one projected using the historic ratio (all other things equal).

### 3.3.2 Discussion of factors likely to affect levels of private finance mobilisation in 2020

As indicated in Table 3 above, a range of public interventions and enabling conditions play a role in mobilising and catalysing private investment. Quantifying the combined effect of these factors on future levels of private finance would – even assuming that adequate data was available – require the use of advanced modelling techniques without necessarily yielding reliable projections. Tables 5 and 6, however, provide a qualitative discussion of some of the factors, which, depending on their evolution, could lead to increased/decreased private finance mobilisation for climate action in developing countries in 2020.

Table 5 focuses on some of the future characteristics of developed countries' bilateral and multilateral public finance that could lead to increased or decreased private finance mobilisation.

**Table 5: Possible influence of the type of, mix and aim of developed countries' bilateral and multilateral public finance on future levels of private finance**

Selected factors	An increased focus on which would likely lead to higher private-public finance ratio	An increased focus on which would likely lead to lower private-public finance ratio
Type of activity	Investments in mitigation-related projects and companies that make use of demonstrated technologies	Finance in support of non-income generating, capacity building and policy development activities (though catalytic of private finance over time)
Instruments and mechanisms	Instruments to reduce private investors' risk exposure (e.g. equity, guarantees); Loan syndications and blending mechanisms	Stand-alone grants and highly concessional loans in countries where the private sector will not invest for the time being
Geographical split	Countries with lower sovereign risk and more conducive enabling environments	Politically unstable countries with an under-developed private financial sector and local capital markets

Beyond the characteristics of developed countries' public finance (Table 5), Table 6 puts forward a number of other factors that will play a critical role in catalysing or hindering private investment. These relate to domestic policies in developing countries (the development and implementation of which can in some instances be supported by finance or technical assistance provided by developed countries), as well as to broader national and international enabling conditions.

**Table 6: Possible influence of selected policy environment and enabling conditions on future levels of private finance**

Selected factor	Would positively impact the ability to mobilise private finance	Would negatively impact the ability to mobilise private finance
Domestic investment environment and legal framework	Transparent and stable rule of law (as well as application of it) for investors	Overly protectionist conditions e.g. discriminating between different investors, creating barriers to entry
Domestic climate policies	Increased level of ambition (e.g. targets, carbon pricing) and stability of climate-related support policies	Lack of ambition/transparency of climate goals and targets; Retroactive changes to policies; Increase in fossil fuel subsidies
Depth of domestic financial markets and industry	Well-developed capital markets and financial services industry (e.g. banks, equity funds and investors)	Under-developed markets for bonds and shares; limited number and variety of actors of the financial services industry
Country risk factors	Improved sovereign ratings in destination countries	Deteriorating macro-economic conditions; Excessive levels of country debt and risk of default
Global financial conditions	Solid balance sheets of domestic and international commercial banks	International financial crisis leading to tightening of credit-granting conditions including high interest rates
Maturity of technologies / project-related risk	Increased profitability of climate-related technologies and projects thanks to a decrease in their overall cost structures	Failure of demonstration projects for key upcoming climate-related technologies

# 4. What if public finance, portfolios and/or private finance ratios change?

## 4.1 Analytical framework

As underlined at the start of Section 3, any projection is inherently uncertain. This is the case for public finance (see Sections 3.1.4, 3.1.5) but even more so for the private finance component (see Section 3.3.2). As a means to provide additional analytical input to decision makers, this section proposes a framework that allows for the presentation of a range of possible outcomes for a given level of public finance and conditional on the portfolio choices that could be made by countries and multilateral institutions.

Total level of climate finance ( $T$ ) net of the value of export credits ( $X$ ) can be written as:

$$T-X=(1+R)P \text{ (Equation 1)}$$

where the symbol  $R$  stands for the average private-public finance ratio for the whole portfolio of public finance ( $P$ ) described in Section 3.1.1. In practice, different countries and institutions will have a different value of  $R$ , as shown in Figure 11 in Section 3.3.1. Indeed, countries and institutions typically provide public finance in different forms, each with a different capacity to mobilise private finance. The parameter “ $R$ ” lacks the granularity to inform on this aspect, as many different types of public finance portfolio could result in the same average value for “ $R$ ”. To see this, the total public climate finance portfolio,  $T$ , can be divided between the fraction of projects (by volume) with a potential to mobilise private finance ( $A$ ) and the remainder that do not. The average mobilisation effect of “ $A$ ” is then captured in one single parameter ( $B$ ).

Hence, the projections of overall climate finance takes into account the following three determinants:

- P.** The overall level of public finance provided;
- A.** The share of projects with a direct private finance mobilisation potential in the portfolios of bilateral and multilateral actors;
- B.** The ratio between (attributed) private finance mobilised and public finance provided in such projects ( $A$ ).

Based on this, the total level of climate finance net of export credits can then be rewritten as:

$$T-X=P(1-A)+PA(1+B) \text{ (Equation 2)}$$

Note that the level of export credits ( $X$ ) is included in total climate finance ( $T$ ), but not in  $P$  and, thus, not multiplied by the private-public finance ratio ( $A$ ).

Using Equations 1 and 2, we see that the portfolio wide average private-public finance ratio “ $R$ ” (or the “portfolio-wide average public-private ratio”) is given in terms of the two factors,  $A$  and  $B$ , by the relationship:

$$R=AB$$

This implies that different combinations of  $A$  and  $B$  can result in the same value of  $R$ , as illustrated in Figure 12 below. One public finance portfolio might have a high fraction of projects ( $A$ ) with a small capacity to mobilise private finance ( $B$ ). Another one might have a smaller share of such projects ( $A$ ) but with a higher capacity to mobilise private finance ( $B$ ). As an illustration, if half the public finance in 2020 was used for interventions mobilising any private finance, meeting the USD 100 billion commitment would require the mobilisation ratio to be 50 percent larger than if three quarter of public finance was devoted to such projects.

In more concrete terms, the portfolio-wide average private-public ratio ( $R$ ) for bilateral public finance in 2013-14 (used in Section 3.3.1 to derive a “no-change” projection) was estimated at 0.32. It was calculated by including in the denominator all public finance (whether it mobilised private finance or not). Due to

data constraints, it is not possible to provide a more detailed characterisation of the portfolio of projects. It is, however, important to underline that such a ratio could result from different types of portfolios, in which for example:

- 75% of projects (A) mobilise private finance with an average ratio of 0.48 (B), the remaining 25% do not mobilise directly;
- 50% of projects (A) mobilise private finance with an average ratio of 0.72 (B), the remaining 50% do not mobilise directly.

All three determinants considered by the framework (P, A and B) will in turn be influenced by a number of contributing factors, such as the exchange rate of key currencies against the US Dollar (see Section 3.1.5) or enabling conditions for investment in recipient countries (see Section 3.3.2). It would, therefore, be premature on a *purely technical and analytical basis* to draw conclusions from this projection about whether or not the USD 100 billion commitment will be met by 2020. It is, however, possible to illustrate under which assumptions about “A and B” the USD 100 billion commitment might be met.

## 4.2 Range of projected outcomes

A simple rearrangement of Equation 2 gives us the value of total climate finance that is of interest for these projections:

$$T = P(1+AB) + X \text{ (Equation 3)}$$

Figure 13 presents the range of outcomes (T) based on a fixed level of public finance (P) of USD 67 billion corresponding to the 2020 public finance projection presented earlier in this note. There is currently insufficient information available to significantly narrow down the range of likely outcomes (T). This would require the availability of more complete and granular information on the composition of the current (and ideally future) public climate finance portfolios of developed countries and multilateral institutions, including the probability distribution of individual activities with different private-public finance ratios.

It is, however, possible to illustrate the range of combinations of factors A and B that would lead to the same USD 92.5 billion figure projected on the basis of the 2013-14 historical private-public finance ratios (R) – see bold numbers in Figure 13. Further, as a pure sensitivity test, Figures 14 and 15 then present the same range of outcomes (T) for a variation in the volume of public finance (P) based on exchange rate fluctuations. To do so, two standard deviations of the average exchange rates over the last ten years are used, as detailed in Section 3.1.5.3.<sup>21</sup> A key implication when comparing Figures 13, 14 and 15 is that, while a higher level of public finance always enhances developed countries’ ability to meet the USD 100 billion commitment – all other things being equal – it does not guarantee a higher level of overall climate finance, since this also depends on the portfolio of projects and the average private-public ratio for those projects.

---

<sup>23</sup>. The standard deviation was calculated for each currency and weighted by the share of the total pledges having been reported in such currency. An underlying assumption is that climate finance will be reported in 2020 in the same currencies and same proportion as the pledges.

**Figure 12: Portfolio-wide average private-public ratios (R) for different combinations of shares of projects with a direct private finance mobilisation potential (A) and private-public ratio (B)**

	...	0.5	0.6	0.7	0.8	0.9	1	1.1	1.2	1.3	...
A. Share of projects (volumes) with a direct private finance mobilisation potential	25%	0.13	0.15	0.18	0.20	0.23	0.25	0.28	0.30	0.33	
	30%	0.15	0.18	0.21	0.24	0.27	0.30	0.33	0.36	0.39	
	35%	0.18	0.21	0.25	0.28	0.32	0.35	0.39	0.42	0.46	
	40%	0.20	0.24	0.28	0.32	0.36	0.40	0.44	0.48	0.52	
	45%	0.23	0.27	0.32	0.36	0.41	0.45	0.50	0.54	0.59	
	50%	0.25	0.30	0.35	0.40	0.45	0.50	0.55	0.60	0.65	
	55%	0.28	0.33	0.39	0.44	0.50	0.55	0.61	0.66	0.72	
	60%	0.30	0.36	0.42	0.48	0.54	0.60	0.66	0.72	0.78	
	65%	0.33	0.39	0.46	0.52	0.59	0.65	0.72	0.78	0.85	
	70%	0.35	0.42	0.49	0.56	0.63	0.70	0.77	0.84	0.91	
	75%	0.38	0.45	0.53	0.60	0.68	0.75	0.83	0.90	0.98	
...											

Note: For a fixed public finance volume (P) of USD 66.8 billion. In bold yellow the possible positions of the private-public ratios observed in 2013 and 2014.

**Figure 13: Range of projected outcomes (in USD billion) for a fixed level of public climate finance of USD 67 billion**

P= 66.8	B. Private-public finance ratio for projects with a direct mobilisation potential										
	...	0.5	0.6	0.7	0.8	0.9	1	1.1	1.2	1.3	...
A. Share of projects (volumes) with a direct private finance mobilisation potential	25%	77	78	80	82	83	85	87	88	90	
	30%	78	80	82	84	86	88	90	92	94	
	35%	80	82	85	87	89	92	94	96	99	
	40%	82	84	87	90	92	95	98	100	103	
	45%	83	86	89	92	95	98	101	104	107	
	50%	85	88	92	95	98	102	105	108	112	
	55%	87	90	94	98	101	105	109	112	116	
	60%	88	92	96	100	104	108	112	116	120	
	65%	90	94	99	103	107	112	116	120	125	
	70%	92	96	101	106	110	115	120	124	129	
	75%	93	98	103	108	113	118	123	128	133	
...											

Note: In bold yellow the possible positions of the projected outcome using the average private-public ratio observed in 2013 and 2014.

**Figure 14: Range of projected outcomes (in USD billion) for a fixed level of public climate finance of USD 63 billion**

**Figure 15: Range of projected outcomes (in USD billion) for a fixed level of public climate finance of USD 71 billion**

# 5. Climate finance in the context of finance for development

Climate finance is an integral part of development finance. This results in a number of opportunities and challenges to ensure coherence and impact across multiple policy objectives. One key concern is whether increasing volumes and shares of climate-related finance within development co-operation portfolios might be diverting development finance from other developmental priorities or sectors.

This section provides a preliminary discussion in the light of data drawn from the OECD DAC's statistics on climate-related development finance from bilateral and multilateral providers.<sup>22</sup> It is in this context important to underline the extent to which insights from analysis of DAC data can be assumed to apply to climate finance data in relation to the USD 100 billion a year commitment. Key is the difference between the DAC bilateral public finance data and the data reported by countries to the UNFCCC, which was used for producing both 2013-14 estimates (OECD, 2015) and 2020 projections of climate finance (previous sections of this note) against the USD 100 billion a year commitment. There is currently no easy way to systematically identify which specific elements in the DAC data correspond to the volumes reported to the UNFCCC by the countries.<sup>23</sup> A second consideration is that there is no attempt in DAC data to attribute a share of multilateral public climate finance outflows back to provider countries.

Despite these differences, the analysis of climate-related development finance recorded in the DAC statistical system (where all data is publicly-available at the activity level) can yield some relevant insights. This is particularly the case when it comes to the mainstreaming that will be required to make “finance flows consistent with a pathway towards low-greenhouse gas emissions and climate-resilient development” (UNFCCC, 2015) and in the context of the Sustainable Development Goals. In this regard, the sectoral allocation of development finance can provide information about the extent to which providers and partner developing countries have been able to mainstream climate objectives and align them with broader sustainable development objectives.

## 5.1 Trends and implications

Official Development Assistance (ODA) has been on an upward trajectory since 2000, with ODA commitments from the 29 members of the OECD DAC increasing by 90% in real terms between 2000-01 and 2013-14. Least Developed Countries (LDCs) and other Low Income Countries (LICs) have traditionally been the primary recipients of concessional development finance. Recently, however, net flows of overall ODA to this group had declined, though 2015 marked a slight rebound as bilateral ODA to LDCs and LICs increased by 4%.<sup>24</sup>

Climate-related concessional development finance (see Box 1) has also increased, both in absolute terms and as a share of total (bilateral and multilateral) concessional development finance<sup>25</sup> (see Figure 16). Annual commitments reached USD 33.7 billion in 2014, representing 20% of the total. The upward trend of the share of climate-related development finance in the total is an indication of the priority attention given to climate change within development co-operation portfolios. The convergence of allocation patterns of climate-related development finance with those for broader development finance, in terms of geographies and income groups, will be important to achieve broader sustainable development objectives.

---

22. While the DAC CRS database is comprehensive, containing all development finance activities at project level identified by providers as targeting climate change objectives, provider countries do not report all of the finance related to these activities to the UNFCCC. Bilateral numbers in Figure 17 refer to ODA from members of the OECD Development Assistance Committee. Due to reporting coverage issues, the series for multilateral outflows does not go back further than 2013.

23. Efforts are underway in the DAC to address this.

24. This is based on preliminary data – see <http://www.oecd.org/dac/development-aid-rises-again-in-2015-spending-on-refugees-doubles.htm>.

25. All subsequent figures in this section relate to commitments.

**Box 1: Distinction between official development assistance (ODA) and concessional development finance**

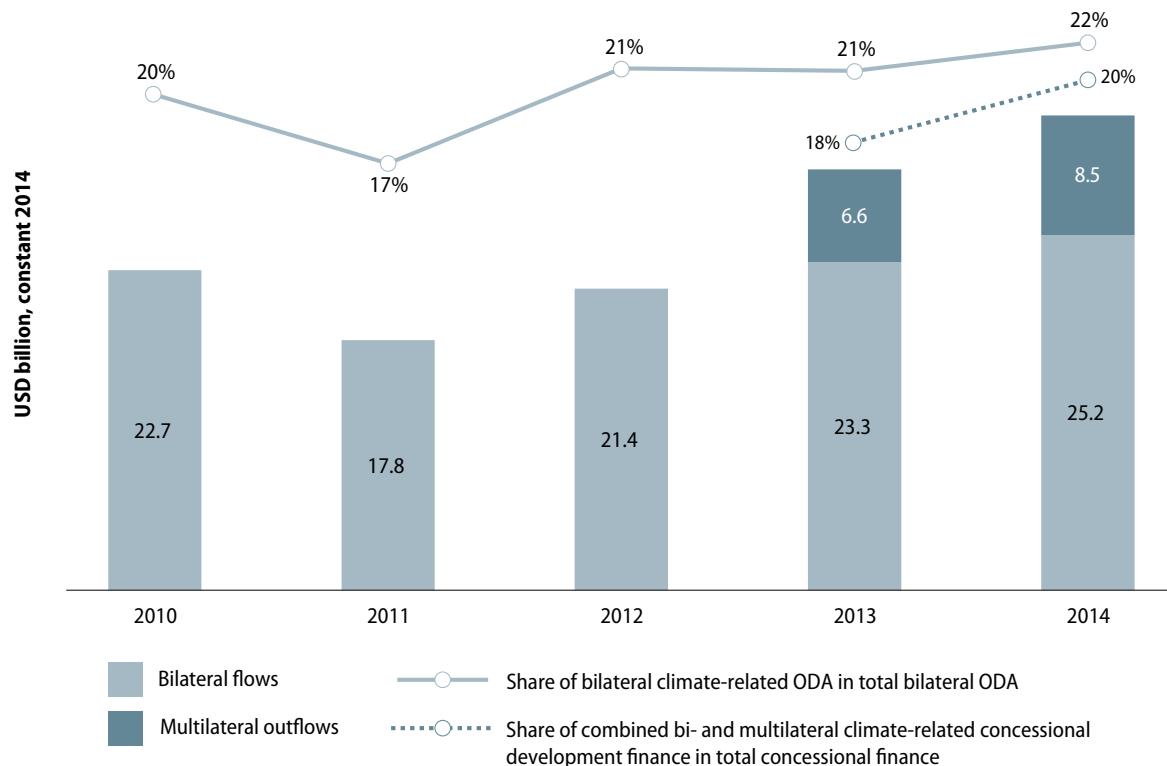
- **ODA** is a measure of effort by countries, consisting of bilateral ODA as well as contributions to eligible multilateral organisations.
- **Concessional development finance** refers to bilateral ODA and multilateral concessional outflows (i.e. finance provided by multilateral organisations to developing countries on concessional terms)

While ODA contributions to multilateral organisations are essential to fund their concessional operations, concessional outflows of multilateral institutions are, in turn, generally considered to be the multilateral

equivalent to ODA. Flows of concessional development finance to developing countries are constituted by concessional multilateral outflows together with direct bilateral ODA, and this section focuses primarily on this measure.

Total development finance then refers to concessional development finance as defined above, plus official bilateral and multilateral flows to developing countries that are not considered concessional but do have a primary development purpose.

**Figure 16: Climate-related concessional development finance, volume and share of total commitments (bilateral 2010-14, bi- and multilateral 2013-14)**



Source: DAC CRS, 2016.

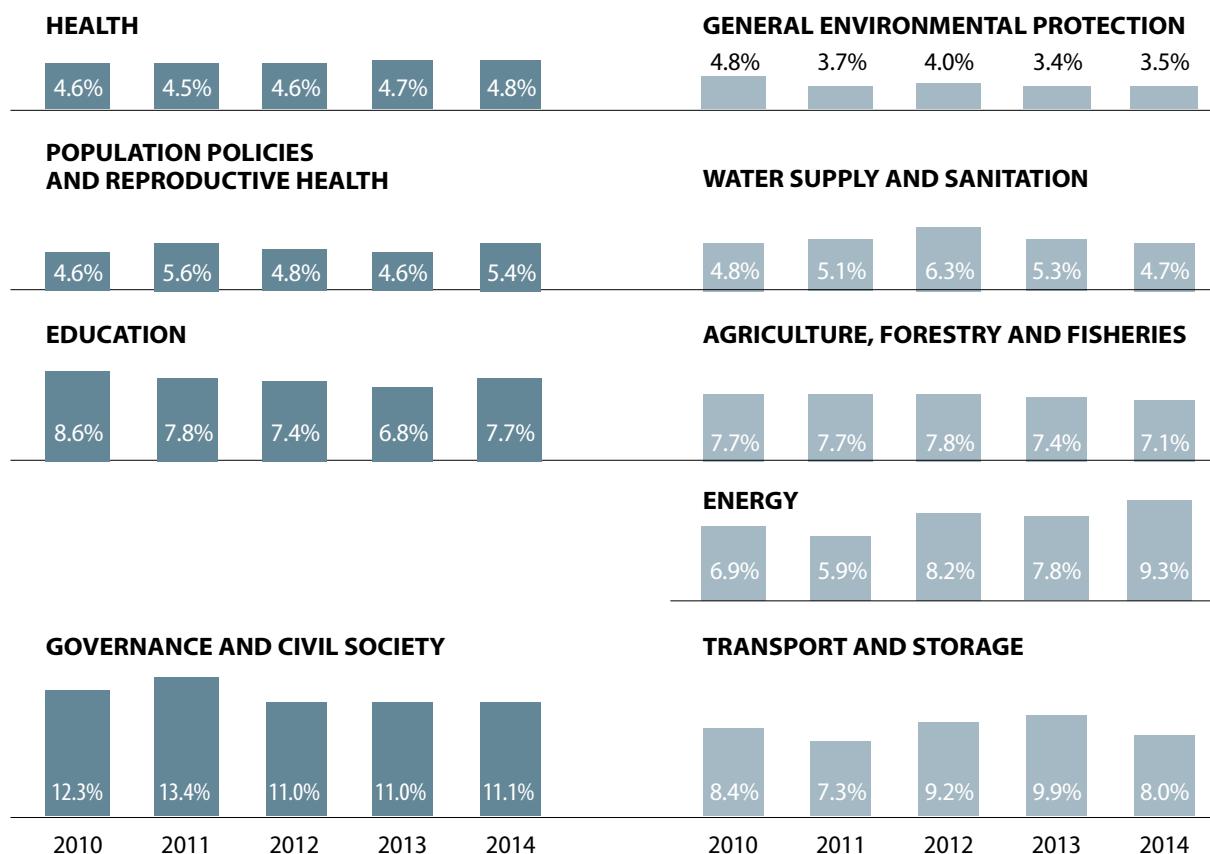
Note: Bilateral figures refer to ODA from members of the OECD Development Assistance Committee. Due to reporting coverage issues, the series for multilateral outflows does not go back further than 2013.

## 5.2 Insights from sectoral analysis

Mainstreaming climate change considerations into development co-operation activities offers a way forward to deliver adaptation and mitigation results as part of sustainable development (Shine and Campillo, 2016). This suggests that larger shares of climate-related finance can be expected in development finance portfolios over time, particularly in key climate-sensitive sectors such as energy, transport, agriculture and water. Mainstreaming of climate considerations into development activities also offers potential for exploiting co-benefits between action on climate change and other development objectives such as gender, health, poverty reduction and so on.

To shed more light on this issue, Figure 17 presents data on four key social sectors (Health; Education; Population & Reproductive Health; Government & Civil Society) as well as five climate-sensitive sectors accounting for 84% of total climate-related commitments in 2013-14 (Energy; Agriculture, Fisheries & Forestry; Water & Sanitation; General Environmental Protection; and Transport & Storage). The social sectors reflect key development priorities, yet they account for very low volumes of climate-related development finance. If climate-related activities had been diverting concessional development finance from priority social sectors, the share of social sectors in total commitments would be expected to exhibit a declining trend. Conversely, the share of climate-relevant sectors should exhibit a corresponding increasing trend.

**Figure 17: Shares of total concessional development finance, social and climate-sensitive sectors, 2010-2014**



Source: OECD CRS data

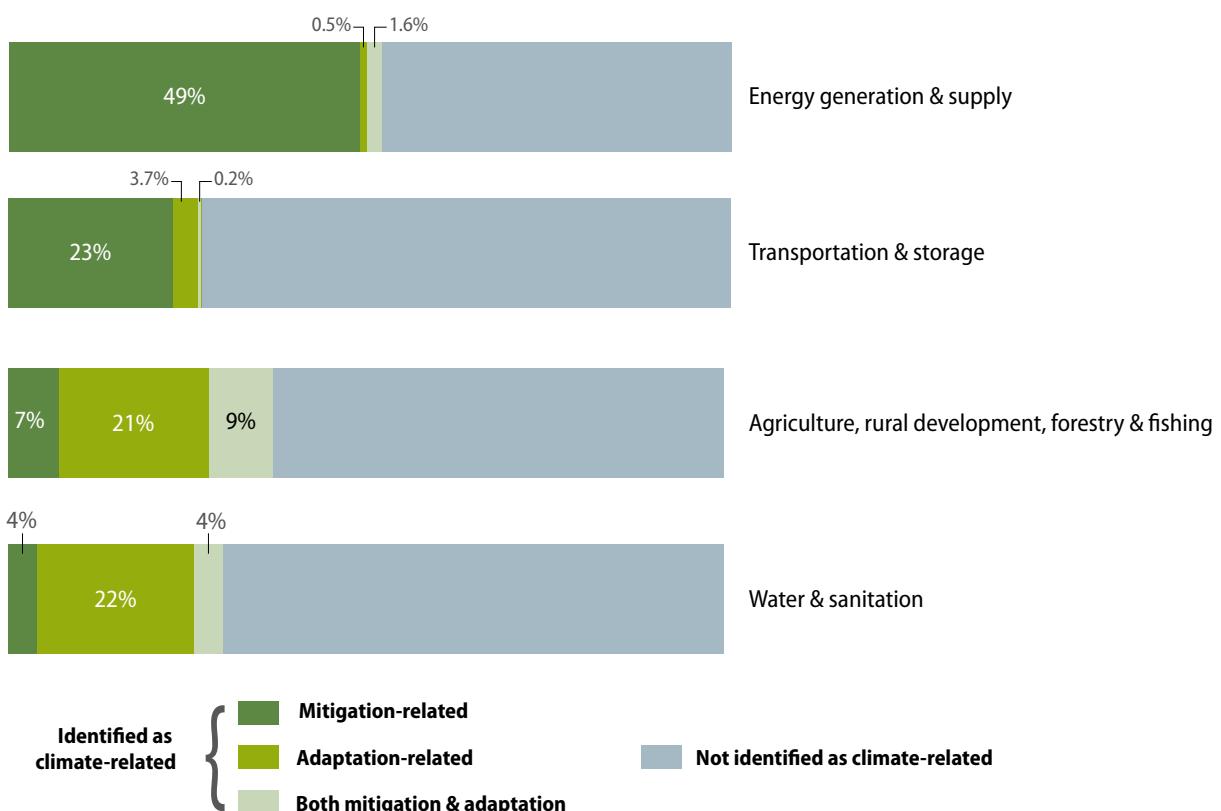
Note: Shares of total concessional development finance commitments, based on sector allocable aid across multilateral and bilateral channels. Values for multilateral channels have been adjusted to account only for institutions reporting on climate finance outflows.

While some fluctuation in the social sectors is observed, the data does not support the existence of a declining trend of social sectors. Two of the social sectors show a lower share at the end of the period, whereas two record a slight increase, and none follows a clear linear trend over the period. Similarly, there is no clear tendency across the climate-sensitive sectors. While Energy shows an upward trend for the 2010-14 period, all the others recorded slightly lower shares of total concessional development finance commitments in 2014 than at the start of the period considered.

Examining the five climate-relevant sectors combined, the share in total concessional development finance commitments fluctuated over the five-year period, but accounted for an identical 32.6% in both 2010 and 2014. For the social sectors combined, the share was slightly lower in 2014 (29.1%) than in 2010 (30.1%). Over the last five years, the evidence, therefore, does not suggest that increased mainstreaming of climate considerations in concessional development finance is diverting concessional development finance from priority social sectors. However, further analysis is needed to understand what is behind the changing shares of finance in the five climate-sensitive sectors identified above.

Substantial potential actually exists to further mainstream climate change considerations into development finance portfolios in particular within climate-sensitive sectors, as displayed in Figure 18. For example, for 2013-14, climate-related development finance for energy represented 51% of the sector total, suggesting that the remaining 49% (around USD 13.3 billion on average per year), offers significant scope for activities to be made low-emission and/or climate-resilient. The potential also exists in other sectors to increase climate mainstreaming, although the scale of the opportunity varies with the relative size of the portfolio in different sectors.

**Figure 18: Extent of greening within key climate-sensitive sectors, 2013-14**



Source: OECD CRS data

Note: Total sector allocable commitments, concessional and non-concessional, across multilateral and bilateral channels. Values for multilateral have been adjusted to account only for institutions reporting on climate finance outflows.

# References

- Benn, J., et al. (2016), "Amounts Mobilised from the Private Sector by Official Development Finance Interventions: Guarantees, syndicated loans and shares in collective investment vehicles", OECD Development Co-operation Working Papers, No. 26, OECD Publishing, Paris. DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/5jm3xh459n37-en>
- Brown, J., et al. (2015), Estimating Mobilized Private Finance for Adaptation: Exploring Data and Methods, Climate Policy Initiative and OECD, <http://climatepolicyinitiative.org/publication/estimating-mobilized-private-finance-for-adaptation-exploring-data-and-methods>
- EKF (2014), Export credits and climate finance: Follow-up on the ECA workshop on climate finance – a compendium, <http://www.ekf.dk/Docs/Handbook%20EKF%20climate%20financing.pdf>
- Ellis, J., R. Caruso and S. Ockenden (2013), "Exploring Climate Finance Effectiveness", OECD/IEA Climate Change Expert Group Papers, No. 2013/04, OECD Publishing, Paris. DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/5jzb44nmnbd2-en>
- Haščić I., et al. (2015), Public Interventions and Private Climate Finance Flows: Empirical Evidence from Renewable Energy Financing, OECD Environment Working Papers, No. 80, OECD Publishing, Paris. DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/5js6b1r9lfd4-en>
- Jachnik, R. and V. Raynaud (2015), Sector-level approach to estimating mobilised private climate finance: The case of renewable energy, OECD Environment Working Papers, No. 98, OECD Publishing, Paris. DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/5jrp02jnzl35-en>
- Joint-MDB (2016, 2015, 2014, 2013), Joint report on Multilateral development banks' Climate Finance, by the AfDB, the ADB, the EBRD, the EIB, the IDB and the WBG. <http://www.adb.org/documents/joint-report-mdbs-climate-finance-2015>
- Mirabile, M., J. Benn and C. Sangaré (2013), "Guarantees for Development", OECD Development Co-operation Working Papers, No. 11, OECD Publishing, Paris. DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/5k407lx5b8f8-en>
- OECD (2016) DAC Statistics on Climate-related Development Finance <http://oe.cd/RioMarkers>
- OECD (2015), Climate finance in 2013-14 and the USD 100 billion goal, a report by the OECD in collaboration with Climate Policy Initiative. <http://www.oecd.org/environment/cc/OECD-CPI-Climate-Finance-Report.htm>
- Shine, T. and G. Campillo (forthcoming) The role of development finance in climate action post-2015. OECD Development Co-operation Working Paper, OECD Publishing, Paris.
- Stumhofer T., et al. (2015), Proposal of a methodology for tracking publicly mobilized private climate finance, KfW Development Bank Materials on Development Financing. [https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Download-Center/Materialien/Nr.-9\\_Proposal-of-a-methodology-for-tracking-publicly-mobilized-private-climate-finance.pdf](https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Download-Center/Materialien/Nr.-9_Proposal-of-a-methodology-for-tracking-publicly-mobilized-private-climate-finance.pdf)

TWG (2015), “Joint Statement on Tracking Progress Towards the 100 billion Goal” and “Technical Working Group input to the OECD-CPI report”, <http://www.bafu.admin.ch/dokumentation/medieninformation/00962/index.html?lang=en&msg-id=58589>

UNFCCC SCF (2014), First Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows, [http://unfccc.int/cooperation\\_and\\_support/financial\\_mechanism/standing\\_committee/items/8034.php](http://unfccc.int/cooperation_and_support/financial_mechanism/standing_committee/items/8034.php)

UNFCCC (2015), Paris Agreement, [http://unfccc.int/paris\\_agreement/items/9485.php](http://unfccc.int/paris_agreement/items/9485.php)

UNFCCC (2014) Compilation and synthesis of sixth national communications and first biennial reports from Parties included in Annex I to the Convention [http://unfccc.int/documentation/documents/advanced\\_search/items/6911.php?priref=600008209#beg](http://unfccc.int/documentation/documents/advanced_search/items/6911.php?priref=600008209#beg)

UNFCCC (2009), Copenhagen Accord, <http://unfccc.int/resource/docs/2009/cop15/eng/11a01.pdf> \

## LINKS

[www.oecd.org/environment/cc/oecd-climate-finance-projection.htm](http://www.oecd.org/environment/cc/oecd-climate-finance-projection.htm)

[www.oecd.org/environment/cc/oecd-cpi-climate-finance-report.htm](http://www.oecd.org/environment/cc/oecd-cpi-climate-finance-report.htm)

[www.oecd.org/env/researchcollaborative](http://www.oecd.org/env/researchcollaborative)

<http://oe.cd/RioMarkers>

[www.oecd.org/environment/cc/ccxg.htm](http://www.oecd.org/environment/cc/ccxg.htm)





# Climate Finance in 2013-14 and the USD 100 billion goal

A report by the OECD  
in collaboration with  
Climate Policy Initiative





# Climate Finance in 2013-14 and the USD 100 billion goal

A report by the OECD in collaboration  
with Climate Policy Initiative



## Abstract

---

Developed countries committed to mobilise jointly USD 100 billion a year in climate finance by 2020 for climate action in developing countries. Five years after the initial commitment was made at COP15 in Copenhagen in 2009 and six years ahead of the target date of 2020, this report provides a status check on the level of climate finance mobilised by developed countries in 2013 and 2014. There has been significant progress in meeting this goal. The preliminary estimates provided in this report are that climate finance reached USD 62 billion in 2014 and USD 52 billion in 2013, equivalent to an annual average over the two years of USD 57 billion. The report aims to be transparent and rigorous in its assessment of the available data and the underlying assumptions and methodologies, within the constraints of an aggregate reporting exercise. Methodological approaches and data collection efforts to support estimates such as this one are improving. Nevertheless, there remains significant work to be done to arrive at more complete and accurate estimates in the future, as outlined in the report. The OECD and CPI stand ready to support such efforts.

## Disclaimer

---

This work is published under the responsibility of the Secretary-General of the OECD. The opinions expressed and arguments employed herein do not necessarily reflect the official views of OECD member countries or international organisations and other institutions referenced in this report. This document and any map included herein are without prejudice to the status of or sovereignty over any territory, to the delimitation of international frontiers and boundaries and to the name of any territory, city or area.

**Please cite this paper as:**

OECD (2015), "Climate finance in 2013-14 and the USD 100 billion goal", a report by the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) in collaboration with Climate Policy Initiative (CPI).

Online: <http://www.oecd.org/environment/cc/OECD-CPI-Climate-Finance-Report.htm>

## Acknowledgments

---

Producing a major report on the technically complex and politically sensitive issue of climate finance is difficult enough in the best of circumstances. Producing an estimate of the current status of climate finance in a matter of just a few months on the eve of COP 21 was not a task that we initially thought would be possible. That we have been able to provide a robust and methodologically transparent estimate of climate finance in 2013 and 2014 is, we believe, a significant contribution to the information available to the international community as it prepares to gather in Paris at the end of the year.

This report has been produced by the Secretariat of the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) in collaboration with Climate Policy Initiative (CPI). There would, however, have been no such report without a huge amount of hard work by, and the goodwill of, numerous people in many different organisations and countries beyond the immediate OECD-CPI project team.

The project was led by Simon Buckle (Head of the Climate, Biodiversity and Water Division of the Environment Directorate, OECD) and managed by Stephanie Ockenden (Global Partnerships & Policies Division of the Development Co-operation Directorate, OECD), who also led the report drafting and analysis on public finance. The OECD project team comprised Raphaël Jachnik, who led the analytical work and drafting on mobilised private finance; Mariana Mirabile who provided invaluable quantitative

analysis and statistical expertise; Jennifer Calder who diligently gathered key data and provided analysis and Gonzalo Bustos-Turu who provided tireless and continuous support on data processing and analysis. Ziga Zarnic contributed to our analysis in the later stages of the project. Barbara Buchner, CPI Senior Director, was a key part of the project team and the main channel for CPI's contributions and a source of invaluable advice.

The Secretary General, Ángel Gurría, and the OECD Chief of Staff and Sherpa (Gabriela Ramos) took a close and active interest, and provided financial and institutional support throughout. Reflecting the cross-Directorate nature of the project, Simon Upton (Director of the Environment Directorate) and Jon Lomøy (Director of the Development Co-operation Directorate) were jointly responsible for the project and provided guidance, support and leadership. The project team also benefited from the insights and expertise of a range of other colleagues at the OECD, notably Julia Benn, Jan Corfee-Morlot, Jane Ellis, Valérie Gaveau, Michael Gonter, Cécile Sangare, Anthony Cox and Haje Schütte. At CPI Jessica Brown, Federico Mazza, Chiara Trabacchi and Jane Wilkinson provided expert advice and support, and a special thank you to Thomas C. Heller, CPI Executive Director, for his guidance and advice throughout the project. Shayne MacLachlan, Justine Garrett, Sama Al Taher Cucci, Stéphanie Simonin-Edwards, Stephanie Coic, and Dominique Haleva at the OECD were in various ways critical in supporting the project and for developing communications material.

The team would also like to thank government officials from Australia, Austria, Belgium, Canada, Czech Republic, Denmark, the European Commission, Finland, France, Germany, Greece, Iceland, Ireland, Italy, Japan, Korea, Luxembourg, the Netherlands, New Zealand, Norway, Poland, Portugal, Slovak Republic, Slovenia, Spain, Sweden, Switzerland, the United Kingdom and the United States for sharing with the OECD Secretariat their finance data on an accelerated timescale, for their review of the report, and for their support and engagement with the OECD Secretariat throughout this project. The team is also thankful to all other OECD member countries, the Peruvian UNFCCC COP Presidency and the UNFCCC Secretariat for their comments on an early draft of the report, together with the Green Climate Fund Secretariat and the KfW Development Bank.

The project team would also like to extend its warm thanks to officials from the World Bank Group, (Multilateral Investment Guarantee Agency, International Finance Corporation and World Bank), the Adaptation Fund, the African Development Bank, the Asian Development Bank, the Climate Investment Funds, the European Bank for Reconstruction and Development, the European Investment Bank, the Global Environment Facility, the International Finance Corporation, the Inter-American Development Bank and the Islamic Development Bank for sharing their institutions' data on multilateral flows and co-financing as well as for their patience in responding to what must have seemed an incessant stream of questions.

While we have benefited from this enormous wealth of expertise and insight, the project team remains responsible for the methodological choices, the treatment and interpretation of data provided to us and any possible resulting errors.



## Foreword

Expectations are high in advance of the UNFCCC Conference of the Parties meeting in Paris at the end of the year (COP21). Parties to the Convention are aiming to bring to fruition several years of negotiations on a new, universal agreement to address climate change beyond 2020. It is truly a critical meeting.

Climate finance is a key part of these negotiations, particularly in relation to developed countries' commitment to mobilise jointly USD 100 billion a year by 2020 for climate action in developing countries. This is, however, an area where the data and methodologies needed to provide a clear picture of the volume of climate finance have lagged behind political realities. The UNFCCC Standing Committee on Finance (SCF) published last year a first estimate of financial flows from developed to developing countries in 2010-12 of between USD 40 175 billion each year. The SCF also made a number of recommendations for improving the measurement, reporting and verification of climate finance flows. It will produce its next report in 2016.

It was in the context of enhancing transparency ahead of COP21, that the French and Peruvian Governments through Mr. Sapin, Minister of Finance and Public Accounts of France, and Mr. Segura Vasi, Minister of Economy and Finance of Peru, asked the OECD to provide an aggregate estimate of climate finance mobilised and an indication of the progress towards the USD 100 billion a year goal.

This report has been undertaken by the OECD in collaboration with Climate Policy Initiative (CPI). We were immediately conscious of the importance and sensitivity of the task entrusted to us. We knew there would be many technical and data challenges to overcome – and this had to be done in record time if our work was to contribute to increasing transparency and trust in the context of the climate negotiations leading up to COP21. Of course, the subject was not entirely new to us. In addition to the cutting-edge work of the OECD-hosted Research Collaborative on Tracking Private Climate Finance established in 2013, the OECD has longstanding and proven experience in measuring and monitoring development finance and in tracking climate-related development finance through the OECD Development Assistance Committee (DAC) Statistical Framework. CPI brought to bear its knowledge on the overall landscape of climate finance flows, and related methodological and definitional issues.



We have now concluded our work, which has involved extensive data collection and analysis, including a survey of countries' expected reporting to the UNFCCC due in January 2016 and data from the main Multilateral Development Banks (MDBs) and Development Finance Institutions (DFIs). Our final estimates, which focus on the volume of public and mobilised private climate finance in 2013 and 2014, paint an encouraging picture. We estimate the aggregate volume of public and private climate finance mobilised by developed countries for developing countries reached USD 62 billion in 2014, up from USD 52 billion in 2013, with an average for the two years of USD 57 billion per year in 2013-14. A large share of the rise from 2013 to 2014 was due to a substantial increase in outflows from MDBs.

We believe this to be a robust estimate, based on a transparent methodology that allows us to minimise the risks of double counting where multiple public actors are involved in financing an activity alongside private finance. Our estimates also take into account the fact that multilateral flows – both public and mobilised private – are due to the efforts of developing and developed countries and we only count the efforts of developed countries in our estimates. The bilateral public finance data reflects what countries currently expect to report to the UNFCCC in 2016. The aggregate estimates of mobilised private finance are a significant step forward. This is a particularly challenging area that requires more work to improve both measurement and methodologies. As such, these first estimates must be regarded as preliminary and subject to improvement.

I hope that this report will indeed contribute to transparency and confidence building in the run-up to COP21. We are extremely grateful for the co-operation and support provided by many individuals, countries and institutions during this project. Without their assistance this work would not have been possible. Finally, I hope that the lessons learned from this exercise will be helpful in further improving the tracking and reporting of climate finance in relation to the USD 100 billion goal. The OECD stands ready to support such efforts.



**Angel Gurria**, OECD Secretary General  
7 October 2015



Dear Secretary-General,

Five months ahead of the Climate Change Conference, which will take place in Paris in December, the hope of reaching a universal agreement has never been as high. Peru and France, respectively the current and incoming Presidents of the Conference of the Parties (COP) to the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), are committed to achieving an ambitious outcome at the end of the international negotiations, in the form of an agreement to limit global warming to below 2°C.

One of the conditions for improving trust between the Parties and reaching an agreement is unquestionably the availability of adequate financial resources for managing climate change and the meeting of existing commitments on finance. In particular, developed countries need to provide clear, reassuring information about the implementation of their commitment to mobilize \$100 billion a year by 2020 from a variety of sources, public and private, bilateral and multilateral, including alternative sources of financing, to support climate change adaptation and mitigation actions in developing countries.

As the current and incoming Presidencies of the COP, we are endeavouring to provide the necessary framework to enhance transparency and promote discussion and action around these issues. With this aim, the Presidencies will be co-hosting a closed-door Ministerial event on climate finance in Lima. This ministerial meeting will be held on the occasion of the 2015 Annual Meetings of the World Bank Group and the International Monetary Fund.

Angel GURRÍA  
Secretary-General  
Organisation for Economic Co-operation and Development

Within the UNFCCC, the Standing Committee on Finance (SCF) last year published a first estimate of the financing mobilized for 2010-2012 through the 2014 biennial assessment and overview of climate finance flows. On the basis of the available data, the SCF estimated that between \$40 billion and \$175 billion of financing flowed from developed to developing countries each year. Those figures present a wide range of uncertainty and the SCF has made recommendations to the UNFCCC to improve tracking of climate finance flows; however, the next report will not be published until COP22.

As an input to the discussion during the Ministerial event on climate finance referenced above, and in order to capture the latest progress, it would be beneficial to provide an updated estimate of North-South climate finance flows in order to have a better indication of the progress being made towards meeting the \$100 billion commitment. Due to its current work on the issue, we would like to entrust this task to the OECD. The report would need to be finalized at least two weeks before the Lima meeting. We trust your analytical capacity can capture and consolidate the ongoing efforts on the matter, helping to increase transparency around this issue.

Our staff will be informed of the progress of this work and will remain at your disposal for any organizational assistance you may require.

We hope we can rely on your support and assistance towards securing an ambitious agreement in Paris in 2015.

Yours truly,



**Michel SAPIN**  
Minister of Finance  
and Public Accounts



**Alonso SEGURA VASI**  
Ministry of Economy  
and Finance



# Executive summary

Developed country Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) committed to a goal *"of mobilising jointly USD 100 billion per year by 2020 to address the needs of developing countries... from a wide variety of sources, public and private, bilateral and multilateral, including alternative sources"* (UNFCCC, 2010).

With the aim of informing the international discussions and enhancing transparency on climate finance ahead of the UNFCCC 21st Conference of Parties (COP21) in Paris in December 2015, the current and incoming COP Presidencies, Peru and France, asked the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) to provide an up-to-date aggregate estimate of mobilised climate finance and an indication of the progress towards the UNFCCC climate finance goal. This report has been undertaken by the OECD in collaboration with Climate Policy Initiative (CPI).

Following the UNFCCC Standing Committee on Finance's (SCF) recommendations in 2014, efforts by the international community to improve the tracking of climate finance have gathered momentum, including within the OECD and among its members, Multilateral Development Banks (MDBs) and Development Finance Institutions (DFIs). Building on these efforts and making use of the best available data and a transparent accounting framework, with clear methodological choices and definitions, this report presents a snap-shot of public and private climate finance mobilised towards the USD 100 billion goal in 2013 and 2014.

Given the extremely short period of time available to complete this exercise, the estimates we provide must however be regarded as preliminary and to be improved as measurement and methodologies develop further. One particular area where future work is required is to develop methodologies to quantify the role of climate policy and the broader domestic enabling environments on mobilising private finance. Relative to previous estimates, this report aims to make a contribution in four distinct areas:

- First, thanks to efforts by countries and international financial institutions to accelerate their reporting, we are able to provide comprehensive (though preliminary) figures for **public climate finance** in 2013 and 2014 in advance of COP21.
- Second, we are able to present preliminary partial estimates of **mobilised private climate finance**, drawing on private co-financing data associated with public finance interventions as best-available evidence to date. An important caveat is that direct co-financing does not necessarily equate to mobilisation and does not capture the indirect mobilisation effect of capacity building, budgetary support and domestic policies.
- Third, following the recent Joint Statement of a group of 19 bilateral climate finance providers<sup>1</sup> on their common understanding of the scope of mobilised climate finance, this report draws on the preliminary data provided in the context of their common methodology for tracking and reporting towards this goal, to the extent possible.
- Finally, the report provides **transparency** by breaking down the aggregate estimate of climate finance into its main financial elements and by disclosing the methodological approaches used.

---

1. Joint Statement on Tracking Progress Towards the \$100 billion Goal by Australia, Belgium, Canada, Denmark, Finland, France, Germany, Italy, Japan, Luxembourg, Netherlands, New Zealand, Norway, Poland, Sweden, Switzerland, United Kingdom, United States, and the European Commission (Group of 19 bilateral climate finance providers, 2015).

The report provides what we believe to be a robust estimate of climate finance flows in 2013 and 2014, addressing the risks both of double counting and the problems of attributing multilateral flows in a credible and reasonable way.

## Progress towards the USD 100 billion goal: what is the level of climate finance in 2013-14?

In line with the UNFCCC SCF's recommended operational definition, this report considers climate finance to include all finance that specifically targets low-carbon or climate-resilient development. The report uses the following working classification of developed and developing countries. Developed countries are classified as the 24 UNFCCC Annex II parties plus members of the OECD Development Assistance Committee that voluntarily requested to be part of this exercise<sup>2</sup>. Developing countries are classified as non-Annex I parties to the UNFCCC and/or ODA eligible recipients.

We estimate the aggregate volume of public and private climate finance mobilised by developed countries for developing countries reached USD 61.8 billion in 2014, up from USD 52.2 billion in 2013, with an average for the two years of USD 57.0 billion per year in 2013-14. A large share of the rise from 2013 to 2014 was due to a substantial increase in outflows from MDBs (see Figure 1). This aggregate volume does not include finance related to coal projects. However, Japan and Australia consider that financing for high efficiency coal plants should also be considered as a form of climate finance and, in addition to the figures in this report, Japan has provided USD 3.2 billion for such projects in 2013-14.

The aggregate estimate is based on the following elements of public and private finance:

- Provisional estimates of bilateral public climate finance based on Parties' expected reporting to the UNFCCC;
- Multilateral public climate finance from MDBs and key climate funds that can be attributed to developed countries;
- Climate-related officially supported export credits, predominately to renewable energy, together with supplementary Party reporting;
- A preliminary and partial estimate of private finance mobilised by bilateral and multilateral channels attributed to developed countries.

**Figure 1: Mobilised climate finance in 2013 and 2014, by funding source (USD billions)**



2. See Part I of the report for further details.

**Figure 2: Preliminary estimated aggregates of climate finance mobilised from developed countries for developing countries (USD billions)**

Climate Finance Source		2013	2014	Average 2013-14	Coverage of data	Consistency of data
Public	Bilateral finance	22.5	23.1	22.8	28 Parties, ODA and OOF	Party-own reporting to UNFCCC
	Multilateral climate change funds (outflows, attributed)	2.2	2.0	2.1	GEF and 5 main funds	Reporting to OECD DAC CRS
	Multilateral Development Banks (climate finance outflows, attributed)	13.0	18.0	15.5	6 main MDBs, concessional and non-concessional	Joint MDB approach reported to OECD DAC CRS
	Specialised United Nations Bodies and other multilateral organisations (climate-specific inflows)	0.3	0.4	0.4	Range of funds, limited climate-specific data	Party-own reporting to UNFCCC and OECD DAC Statistics
Export Credits	Officially supported export credits	1.3	1.5	1.4	Renewables only	OECD Export Credits Individual Transactions Database
	Supplementary Party reporting	0.3	0.1	0.2	Information from 3 parties	Party-own reporting
Private	Mobilised through bilateral channels	6.5	8.1	7.3	21 bilateral finance institutions and providers; varying instrument coverage	Initial joint-DFI and DAC methodologies
	Mobilised by MDBs, attributed to developed countries	6.2	8.6	7.4	6 main MDBs, MIGA, CIFs, GEF; limited instrument coverage	Initial MDB methodology for estimating co-financing
<b>Aggregate of Climate Finance</b>		<b>52.2</b>	<b>61.8</b>	<b>57.0</b>		

Source: OECD analysis based on i) responses to OECD survey of Parties' expected UNFCCC reporting ii) OECD DAC statistics on reporting from the Adaptation Fund, Climate Investment Funds(CIFs), Global Environment Facility (GEF), Nordic Development Fund and six main MDBs and inflows for the IPCC, Montreal Protocol and UNFCCC, iii) OECD Export Credits Individual Transactions Database, iv) provision by countries, DFIs, MDBs, the CIFs and the GEF of private co-financing data, v) country, DFI and MDB responses to OECD surveys on amounts of private finance mobilised. Note: Figures in this table may not sum to the totals due to rounding. See Part III and Annexes C-E for further information.

#### Spectrum of data coverage (providers and instruments)

Complete	Comprehensive	Partial	Very Partial	Unavailable
----------	---------------	---------	--------------	-------------

#### Spectrum of data consistency

Consistent	Broad convergence	Partial convergence	Variety of approaches	Unclear
------------	-------------------	---------------------	-----------------------	---------

The average estimate for 2013-14 comprises USD 40.7 billion of public finance (71% of the total), USD 1.6 billion of finance associated with export credits (3%), and an estimated USD 14.7 billion of mobilised private finance per year (26%). From these partial figures it is not possible to draw general conclusions regarding the overall ability of public finance to mobilise private finance or about the balance of public and private in future flows. The extent to which mobilisation of private finance happens depends on many factors, including the enabling conditions and sector-specific policies in the recipient country, the institution providing the finance, the type of instrument, and the purpose for which public finance is being made available.

These elements are presented in detail in Figure 2 together with our assessment of the data coverage and consistency. Supporting discussion can be found in Part II of the main report. Overall, confidence in the coverage and consistency of our estimates of public finance is higher than for private finance. These figures reflect the results of an extensive data collection exercise in collaboration with the main providers of climate finance embracing the 29 members of the OECD Development Assistance Committee (DAC)<sup>3</sup> and their bilateral development finance agencies, banks and institutions, the six

3. Australia, Austria, Belgium, Canada, Czech Republic, Denmark, European Union, Finland, France, Germany, Greece, Iceland, Ireland, Italy, Japan, Korea, Luxembourg, Norway, the Netherlands, New Zealand, Poland, Portugal, Slovak Republic, Slovenia, Spain, Sweden, Switzerland, United Kingdom, and the United States.

main Multilateral Development Banks (MDBs)<sup>4</sup>, and key climate funds (the Adaptation Fund (AF), Climate Investment Funds (CIFs) and the Global Environment Facility (GEF) and its trust funds) and the Nordic Development Fund. The estimates presented in this report do not reflect any pledges to the Green Climate Fund (GCF), which became operational in 2014 and naturally did not result in committed outflows by the end of that year. Further details – including on data coverage by provider and instrument, and reporting approaches - can be found in the main body of the report and its annexes.

It is important to acknowledge that recent developments in definitions and accounting methodologies to track climate finance are a staging post on the way towards more complete and transparent estimates of climate finance. Improving the quality and coverage of data collection is an evolving multi-year process. Methodological choices made this year on refined definitions and accounting approaches represent progress but it may be some time before they can be systematically implemented and before data can be consistently and routinely collected.

Further analytical and methodological effort will be required to underpin future improvements in measuring and reporting climate finance across a range of organisations, international financial institutions and countries. Improved methodologies for more robust estimates would need to take into account the effects of public finance for capacity building or budgetary support, and of public policies, while also considering the role of domestic conditions for enabling private financial flows.

Issues identified to further improve the understanding of climate finance relate in particular to transparency and accountability, as well as to working towards common definitions, methodologies and reporting approaches.

We hope that the lessons we have learned during this process may help to accelerate improvements in methodological refinements and data collection, both within and across countries and institutions and also in relation to Parties' reporting obligations under the UNFCCC. We note in particular that there are opportunities for developed country Parties to improve on the transparency and comprehensiveness of their climate finance reporting under the UNFCCC. The OECD and CPI stand ready to support and continue to co-operate with and contribute towards these efforts.

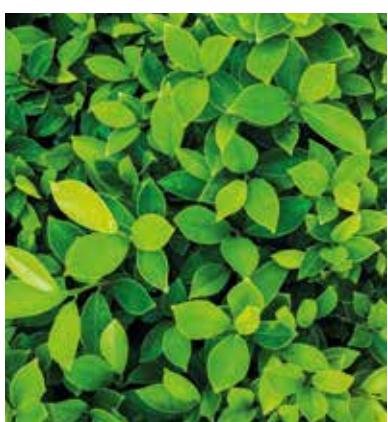
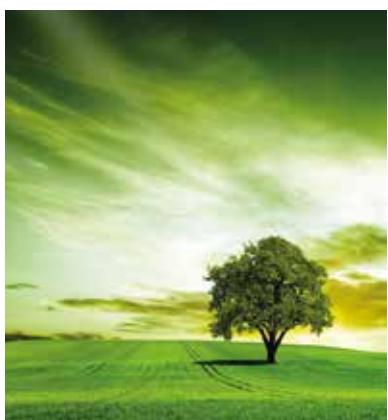
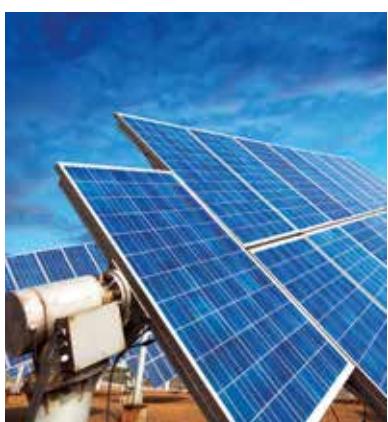
*Preliminary estimates and figures presented in this report reflect climate finance mobilised by developed countries for developing countries related to the UNFCCC USD 100 billion a year goal, following the accounting framework and working definitions outlined in Part I.*

---

4. African Development Bank (AfDB), Asian Development Bank (AsDB), European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), European Investment Bank (EIB), Inter-American Development Bank (IADB), International Financial Corporation (IFC) and the World Bank.



# Contents



Introduction	14
<b>Part I. The Accounting Framework</b>	16
<b>Part II. Progress towards the UNFCCC USD 100 billion climate finance goal</b>	20
Estimates of climate finance 2013-14 by funding source	22
Public climate finance	22
Officially-supported export credits and supplementary party reporting	25
Private climate finance mobilised	26
<b>Part III. Methodologies for tracking climate finance</b>	31
Climate finance reporting by developed country parties under the UNFCCC	33
Reporting on multilateral climate finance	36
Reporting on private climate finance mobilised	39
<b>Part IV: Lessons learned and conclusions</b>	42
Annex A: “Developed country” providers and coverage of bilateral climate finance sources included in 2013-14 aggregate estimates	44
Annex B: UNFCCC Non-Annex I & OECD DAC ODA-eligible recipients	46
Annex C: Reporting coverage and approaches for public bilateral climate finance (2013-14)	48
Annex D: Coverage of multilateral climate finance in OECD DAC Statistics (2013-14)	50
Annex E: Coverage and approaches for mobilised private climate finance (2013-14)	52
Annex F: Input from the Technical Working Group	54
Annex G: Comparative analysis of headline estimates of climate finance	57
Glossary of key terms	58
List of abbreviations and acronyms	60
References	61



## Introduction

In 2010, the UNFCCC formalised the collective climate finance goal on the part of developed countries “of mobilizing jointly USD 100 billion per year by 2020 to address the needs of developing countries... from a wide variety of sources, public and private, bilateral and multilateral, including alternative sources” (UNFCCC, 2010).

This report provides a status check as of September 2015, presenting a snap-shot of climate finance mobilised in 2013-14 in relation to the UNFCCC USD 100 billion a year by 2020 goal (hereafter referred to as mobilised climate finance).

To date, there has been relatively limited information available on the current volumes of climate finance and in particular of mobilised climate finance in the context of the USD 100 billion a year goal. The UNFCCC Standing Committee on Finance (SCF) provided in its *2014 Biennial Assessment and Overview of Climate Finance* (UNFCCC SCF, 2014) an estimate of all climate-related financial flows from developed countries to developing countries, concluding that on average between 2010-12, these ranged between USD 40 to USD 175 billion per year, including USD 35-50 billion through public institutions and between USD 5-125<sup>5</sup> billion of private finance.

The SCF did not, however, explicitly address the question of mobilised climate finance in the context of the USD 100 billion a year goal. It is therefore unclear to what extent these estimates of broader climate finance flows can tell us about progress towards the USD 100 billion goal. Separately the Biennial Assessment presented aggregates of (predominately) climate-specific public finance and core multilateral support (including non-climate finance) to developing countries provided and reported to the UNFCCC by Annex II countries. Together, this totalled nearly USD 29 billion on average per year in 2011-12.

The analysis presented in this report builds on the OECD's longstanding experience in measuring and monitoring development finance and in tracking climate-related development finance through the OECD

5. The SCF issued a clarification stating that flows from developed to developing countries maybe closer to the lower bound (UNFCCC SCF, 2015).



DAC Statistical Framework, as well as existing and ongoing work by the UNFCCC Standing Committee on Finance, Multilateral Development Banks (MDBs) and Development Finance Institutions (DFIs). The more recently established and OECD-hosted Research Collaborative for Tracking Private Climate Finance has also been instrumental in co-ordinating emerging findings on methodologies to estimate mobilised private climate finance, collaborating across the DAC, MDBs, DFIs, countries and expert organisations. Building on the work of the Research Collaborative, most recently a group of 19 bilateral climate finance provider countries developed a common understanding of the scope of mobilised climate finance and a common methodology for tracking and reporting towards the USD 100 billion a year goal (TWG, 2015). This report also benefits from the collaboration with Climate Policy Initiative, which brings its own knowledge on the overall landscape of global climate finance flows.

Data challenges and constraints mean that it was not possible to provide a fully complete and comprehensive picture of mobilised climate finance for climate action in developing countries. Furthermore ongoing developments in, and discussions about, climate finance definitions and measurement approaches mean that this report can only present preliminary estimates of progress towards the USD 100 billion a year goal. Nevertheless, these estimates provide an up-to-date aggregate picture of climate finance in relation to the UNFCCC goal based on a transparent accounting framework. We hope that this new information about the volume of mobilised climate finance will be helpful in the context of the international climate negotiations leading up to COP21 in Paris at the end of 2015.

The report is structured in four parts. Part I outlines the accounting framework for measuring and aggregating climate finance estimates. Part II describes progress towards the USD 100 billion a year by 2020 goal, looking both at estimates of public and private climate finance mobilised. Part III describes the methodologies employed in producing these estimates and explores methodological progress in tracking climate finance, providing greater clarity on reporting approaches. Part IV concludes and reflects on open issues that may be helpful in informing efforts to further improve the transparency and comprehensiveness of climate finance measurement and reporting.

# Part I. The Accounting Framework

This report provides an aggregate estimate of mobilised climate finance towards the USD 100 billion a year by 2020 goal based on accelerated data reporting, in particular of Parties' expected reporting to the UNFCCC in January 2016 and from the Multilateral Development Banks (MDBs). It does not replace Parties' own forthcoming reporting to the UNFCCC on climate finance support, but rather intends to provide an early indication of the latest state of play of climate finance in 2013-14 ahead of COP21, providing greater clarity and transparency on reporting approaches and the composition of climate finance.

Estimating progress towards the USD 100 billion a year goal is a technically complex endeavour. There are significant risks of double counting and of attributing climate finance inappropriately because finance flows often result from several countries or institutions working in collaboration to achieve a given outcome. These considerations apply to public climate finance, but are even more complex when we consider private finance mobilised by public interventions.



In order to provide a robust and transparent aggregate estimate, this report presents and draws on an accounting framework, outlining the key methodologies, working classifications and definitions that have been employed. In line with the recent Joint Statement of a group of 19 bilateral climate finance providers on their common understanding of the scope of mobilised climate finance, and with detailed methodological input from their Technical Working Group (TWG, 2015), this report applies their common methodology to the preliminary data, to the extent possible and recognising that this is work in progress (see Annex F for further detail). The following accounting framework, working classifications and definitions have been adopted for the purpose of this report:

## 1. Funding Sources

---

Five key funding sources are included in this aggregate reporting exercise:

- **Bilateral public finance** contributions, including Official Development Assistance (ODA) and Other Official Flows (OOF), as reported to the UNFCCC.
- **Multilateral climate finance** through the major MDBs and key multilateral climate funds, including both concessional and non-concessional flows – attributable to developed countries<sup>6</sup>.
- **Officially supported export credits and supplementary Party reporting<sup>7</sup>**
- **Private finance mobilised;**
  - **through bilateral channels**, in particular the major bilateral Development Agencies and DFIs.
  - **through multilateral channels<sup>6</sup>**, in particular the major MDBs as well as the key climate funds, the CIFs and the GEF.

**Figure 3: Illustration of funding sources included in the aggregate estimate of climate finance mobilised by developed countries (not to scale)**



## 2. Classification of “developed country” and other participating providers of climate finance

---

- For the scope of this aggregate reporting exercise we have adopted a working classification for developed country and other providers of climate finance in the context of the USD 100 billion a year goal.
- This includes the 24 UNFCCC Annex II parties<sup>8</sup> together with four OECD DAC members that voluntarily asked to be part of this exercise – the Czech Republic, Poland, the Slovak Republic and Slovenia, hereafter referred to collectively as “developed countries”. Only finance provided by and attributed to these providers is included in the estimates presented in this report. (See Annex A for a list of Parties, the financial sources that each report and that are included in this exercise).
- This working classification does not prejudge any potential definitions under the UNFCCC.

6. Multilateral finance and private flows mobilised through multilateral channels are not counted in their entirety as being due to developed countries. Rather, a share is attributed to developed economies based on a methodology described in Part III, with only this share counting towards the USD 100 billion a year goal.

7. Export credit statistics have not been routinely available or typically drawn upon by the climate finance community, and were not commonly reported in first 2011-12 Biennial Reports to the UNFCCC. Most recently a group of 19 bilateral climate finance providers announced in their common understanding of mobilised climate finance that it includes public finance provided by export credit agencies (Group of 19 bilateral climate finance providers, 2015).

8. The UNFCCC Annex II parties are those that are required to provide financial resources to enable developing countries to undertake emissions reduction activities under the convention and to help them adapt to adverse effects of climate change, and who are required under the convention to provide information on financial resources provided. This does not include Turkey who was removed from the Annex II list in 2001 at its request to recognise its economy as a transition economy. The Annex II list is narrower than the OECD DAC membership.

### 3. Classification of “developing country” recipients

---

- For the purposes of this report we have adopted a working classification for developing country recipients. This includes any country that is a UNFCCC Non-Annex I Party and/or an OECD DAC ODA-eligible recipient (see Annex B for a list).
- This working classification does not prejudge any potential definitions under the UNFCCC.

### 4. Climate Definitions

---

- Climate adaptation, mitigation and cross-cutting activities drawing on existing definitions and eligibility criteria from relevant international organisations (e.g. the OECD DAC Rio markers, Joint MDB Typology of Mitigation Activities, and the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC)). (See Part II, information Boxes 7 and 8.)
- In line with the UNFCCC SCF’s recommended operational definition which reflects the points of convergence and common elements across data collectors and aggregators: “*Climate finance aims at reducing emissions, and enhancing sinks of greenhouse gases and aims at reducing vulnerability of, and maintaining and increasing the resilience of, human and ecological systems to negative climate change impacts*” (UNFCCC SCF, 2014).
- Excluding finance for coal-related power generation in the aggregate estimates, except if related to Carbon Capture and Storage and/or Carbon Capture and Use (TWG, 2015). (For details on the volume, refer to Part II, bullet 2.)

### 5. Basis of measurement

---

- Flows can be counted either on a commitment basis (measuring firm obligations, expressed in writing and backed by the necessary funds) or a disbursement basis (reflecting the release of funds to, or the purchase of goods or services for a recipient). Counting on a commitment basis normally leads to some “front loading” compared to disbursements.
- Commitments provide a good indication of providers’ current allocations, while disbursements show actual payments in each year and thus indicate the state of execution of activities, reflecting past decisions on multi-year commitments disbursed in tranches overtime.
- The use of Parties’ reporting to the UNFCCC means that there is a mix of both bases of measurement (commitments and disbursement) with regard to bilateral public climate finance flows, whereas other flows are all on a commitment basis (see Annex C).

### 6. Accounting period

---

- Figures and estimates are for 2013 and 2014, presented on a yearly basis and as annual averages, in USD nominal amounts.
- Annual averages may be considered more reliable when analysing fluctuating financial flows. In this case, averaging smooths fluctuations from large multi-year commitments programmed in a given year. However, averaging a very short data series such as the climate finance data presented here also has the effect of reducing differences. If such differences are due to random factors, then averaging is preferable. If such differences are due to policy action to achieve a goal, averaging will hide key information. This report therefore presents annual and average data together.

## 7. Definition of public and private finance

---

- Use of the OECD DAC standard definition to determine if an entity is public or private: official [i.e. public] transactions are those undertaken by central, state or local government agencies at their own risk and responsibility, regardless of whether these agencies have raised the funds through taxation or through borrowing from the private sector (OECD DAC, 2013).

## 8. Quantification of public finance

---

- All financial instruments are accounted for at cash face value.
- Country and organisation own approaches to quantifying the climate-specific volume of an activity, i.e. in line with individual party reporting to the UNFCCC (see Annex C for further details) and the joint MDBs' climate component approach (see Box 6).

## 9. Quantification of private mobilised finance

---

- Quantification of mobilised private finance using best-available activity-level data, where in the context of this report mobilised private climate finance has been estimated based on “co-financing” directly associated with public finance instruments (see Part III).
- This report does not use leverage ratios to approximate mobilised private climate finance.

## 10. Avoidance of double counting

---

- Bilateral public finance flows for this report have been collected outside of the DAC system, whilst multilateral flows have been drawn on through the DAC system which collects detailed activity-level data within a statistical framework to ensure no double counting, i.e. between MDB outflows and flows from other multilateral funds or bi-multi finance.
- Double counting is avoided across private finance estimated through the use of volume-based pro-rata attribution of private co-finance among public actors involved (from developed and developing countries alike) based on respective contributions.

## 11. Attribution of mobilised multilateral finance to developed countries

---

- Multilateral outflows are supported through financial contributions by both developed and developing countries. This report draws on a methodology that quantifies the contribution of each, counting only multilateral finance attributed to developed countries in estimates relating to the USD 100 billion a year goal (TWG, 2015). See Part III for further details.
- The concessional and non-concessional operations of the MDBs are treated differently reflecting the different ways in which country contributions are used. In particular, the non-concessional operations of MDBs depend on finance raised on global capital markets, which in turn depends on the capital of the MDB in question, both paid-in capital and capital available in the event of financial distress – so-called callable capital. The attribution methodology takes into account these variables.

All figures and estimates presented in this report reflect climate finance mobilised by developed countries related to the UNFCCC USD 100 billion a year goal, following the accounting framework and working definitions outlined above, unless stated otherwise.

# Part 2. Progress towards the UNFCCC USD 100 billion climate finance goal



- The aggregate volume of public and private climate finance mobilised by developed countries is estimated to be USD 61.8 billion in 2014 up from USD 52.2 billion in 2013, equivalent to USD 57.0 billion on average per year in 2013-14.
- This aggregate volume does not include finance related to coal projects. However, Japan and Australia consider that financing for high efficiency coal plants should also be considered as a form of climate finance and, in addition to the figures in this report, Japan has provided USD 3.2 billion for such projects in 2013-14.
- Of this average aggregate estimate, 77% of climate finance is allocated towards climate change mitigation objectives, 16% towards climate change adaptation and 7% to activities that target both. This result is driven by the dominance of mobilised private climate finance towards mitigation-related activities (over 90%).

Figure 4: Mobilised climate finance in 2013-14, by funding source (USD billions, annual average)



Source: OECD analysis. Note: Numbers in this figure may not sum to the totals due to rounding.

- Bilateral public climate finance represents a significant proportion of this aggregate, provisionally estimated at USD 22.8 billion on average per year in 2013-14, representing an increase of over 50% relative to levels reported for 2011-12.
- Multilateral climate finance attributable to developed countries is estimated at USD 17.9 billion in 2013-14.
- The volume of officially supported export credits to the renewable energy sector, in addition to limited supplementary party-own reporting on export credits and amounts of private finance mobilised, is estimated at USD 1.6 billion in 2013-14.
- The preliminary aggregate figures of private finance mobilised by bilateral and multilateral finance, attributable to developed countries, is estimated at USD 14.7 billion in 2013-14, drawing on co-financing data and estimates from initiatives by DAC members, DFIs and MDBs.
- All these figures reflect the recognisable progress made in tracking climate finance across all key data providers and institutions. However, whilst this report is comprehensive in capturing the best available data, its estimate for private climate finance should be considered as partial, with varying degrees of data coverage currently available across institutions and financial instruments.
- From these figures it is not possible to draw general conclusions on the ability of public finance to mobilise private finance or on the balance of public and private in future flows. The extent to which mobilisation of private finance happens depends on many factors, including the enabling conditions and sector-specific policies in the recipient country, the institution providing the finance, the type of instrument, and the purpose for which public finance is being made available.

All figures and estimates presented in this report reflect climate finance mobilised by developed countries related to the UNFCCC USD 100 billion a year goal, following the accounting framework and working definitions outlined in Part I.

# Estimates of climate finance 2013-14 by funding source

## Public climate finance

Public climate finance contributions towards the USD 100 billion a year goal for 2013 and 2014 are to be submitted in developed Parties' Biennial Reports (BRs) to the UNFCCC by 1st January 2016, reflecting countries' own reporting approaches. For this aggregate reporting exercise, we draw on provisional figures collected through a survey of OECD DAC members' expected reporting to the UNFCCC together with data on multilateral finance reported to the OECD DAC by the MDBs and climate funds, a share of which is attributed to developed countries.

**For information on reporting approaches and methods see Part III and Annexes A-E for details.**

## Bilateral climate finance

**It is estimated that public climate finance contributions through bilateral channels reached in USD 23.1 billion in 2014 up from USD 22.5 billion in 2013, equivalent to a 2013-14 average of USD 22.8 billion per year, based on provisional figures provided by developed country providers of their expected reporting to the UNFCCC.**

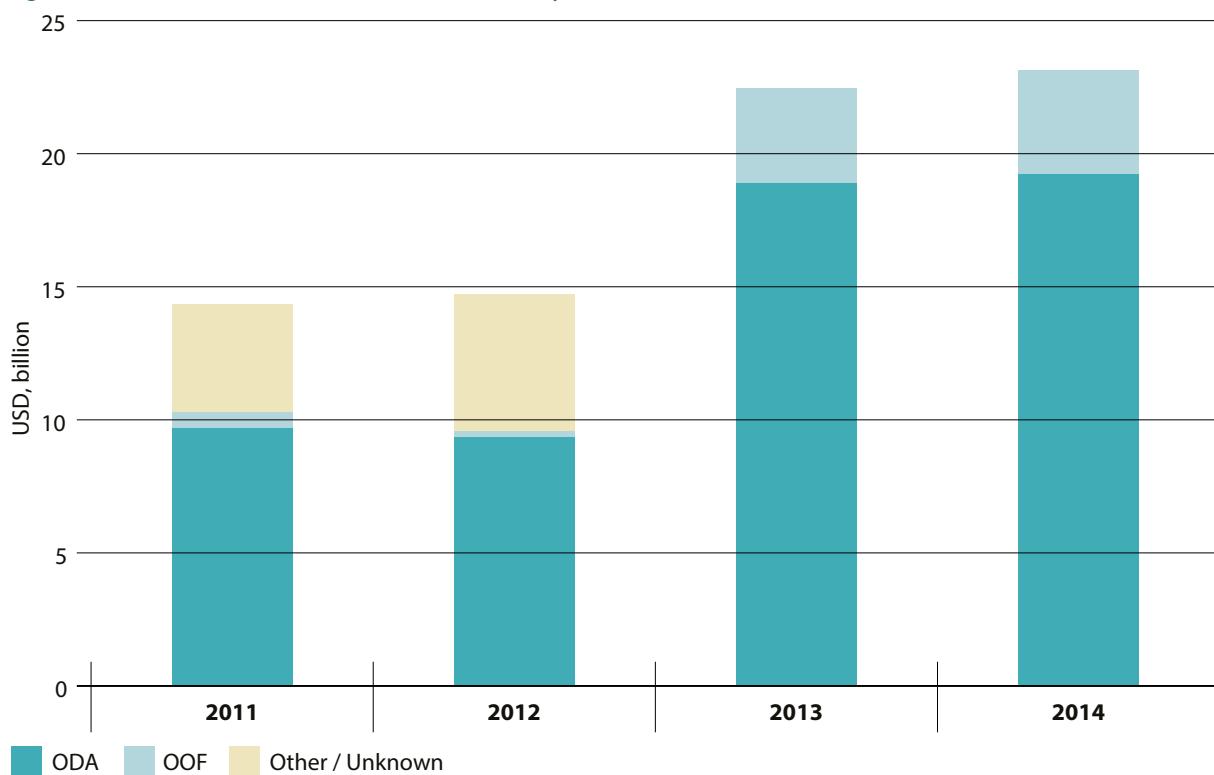
This provisional estimate of bilateral public climate finance in 2013-14 represents an increase of 57% relative to average levels reported to the UNFCCC for 2011-12, where public bilateral climate finance was estimated at USD 14.5 billion per year. Consultations with key donors (representing more than 80% of the overall increase) indicate that two key factors are: (i) real increases in budgets specifically allocated to climate change and (ii) the widening of statistical coverage as finance from a more varied range of sources is reported (e.g. Other Official Flows, mobilised capital etc.). The increase also reflects a shift in the programming of climate finance support compared to approaches under the Fast Start Finance period (2010-12), including moving beyond specific climate change funds and programmes, and a greater emphasis on the integration and mainstreaming of climate change into broader international co-operation activities.

Official Development Assistance (ODA) provided through grants and concessional loans continues to be the predominant source of bilateral public climate finance (accounting for 84% of volumes in 2013-14). It is also important to note that climate finance from ODA is lower than total climate-related ODA reported to the OECD DAC (see Part III). While Other Official Flows (OOF) are increasingly reported, their coverage may still be somewhat partial. This may lead to overestimating the true share of ODA.

Overall transparency regarding the composition of bilateral finance sources is improving. In this exercise, finance unidentified as ODA or OOF and reported as "other" is diminished compared to reporting for 2011-12 (see Figure 5). There is also an improved understanding of Party-own approaches for reporting to the UNFCCC. However, it is evident that a range of approaches are being followed with no common standards (see Part III and Annex C).

---

9. This estimate reflects bilateral climate finance reported by Annex II parties only for 2011-12, based on a triangulation of data sources: Parties' First Biennial Reports (BR1) to the UNFCCC, Common Tabular Reporting Formats and analysis from the UNFCCC SCF. This estimate is not comparable to the headline USD 29 billion figure presented in the UNFCCC SCF 2014 Biennial Assessment and Overview of Climate Finance as it excludes "climate-specific" and "core/general" multilateral support, in order to have comparable figures to those in this section of the report.

**Figure 5: Bilateral Public Climate Finance, 2011-14 by finance source (USD billions)**

Source: OECD analysis, 2011-12 figures based on review of UNFCCC BR1s, CTFs and UNFCCC SCF (2014), 2013-4 figures based on responses to OECD survey on expected UNFCCC reporting in BR2.

### Box 1: Climate finance from South-South providers

Climate finance flows in multiple directions. Developing countries are not just recipients of international flows. Looking at annual global climate finance flows in 2013, more than 11% of the total represents south-south flows between different developing countries (Buchner et al., 2014). Insights from current flows, both from bilateral and multilateral providers, indicate that these flows can be significant in volume and in supporting climate action in developing countries. For example, based on statistics reported to the OECD DAC:

- The Islamic Development Bank is committed to increase its funding towards climate change objectives, providing USD 0.7 billion in 2013 through its ordinary capital resources, and,
- The United Arab Emirates (UAE) as a participant to the DAC provided USD 0.6 billion of climate-related finance on average per year in 2013-2014

*Note:* No South-South climate finance is included in the estimates presented in this report.

Recent developments, including related to new banks in emerging countries, suggest that south-south flows have a critical role in supporting the transition to a low-carbon, climate-resilient future:

- The New Development Bank BRICS (NDB BRICS), formerly referred to as the BRICS Development Bank, is a multilateral development bank operated by the BRICS states (Brazil, Russia, India, China and South Africa). The Bank aims to fund infrastructure and sustainable development needs across BRICS nations and developing countries and is set up to foster greater financial and development cooperation among the five emerging markets.
- The Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB) led by China is a multilateral development bank that aims to increase the pool of multilateral development support available to regional economies for infrastructure development and improvement in Asia. In doing so, AIIB cooperates closely with existing multilateral development banks and other development partners; and its financing complements and supplements their efforts.

## Multilateral climate finance

**It is estimated that multilateral climate finance reached USD 20.4 billion in 2014, up from USD 15.4 billion in 2013, equivalent to USD 17.9 billion on average per year in 2013-14.** This aggregate estimate captures predominately the mobilisation effect from channelling public finance through key multilateral climate funds and MDBs (see Box 2). For these estimates, this report uses as the point of measurement the multilateral agencies' committed outflows which are attributed between developed and developing countries, only counting the contribution of developed countries in the estimates. The methodology used to attribute multilateral flows to developed and developing countries is described in Part III.

Total outflows committed from the key multilateral climate funds, attributed to developed countries reached USD 2.1 billion on average in 2013-14. This captures outflows from the Adaptation Fund, the Climate Investment Funds and the Global Environment Facility (GEF) (including the GEF administered trust funds; the Least Developed Country Fund and Special Climate Change Fund), and the Nordic Development Fund. This does not reflect any pledges to the Green Climate Fund (GCF), which became operational in 2014 and consequently has no committed outflows recorded in 2013 and 2014. Going forward, significant finance is, however, expected (see Box 5).

Total climate finance outflows from the six major MDBs<sup>10</sup> attributed to developed countries reached USD 18.0 billion in 2014, from 12.9 billion in 2013, representing USD 15.5 billion on average in 2013-14. The rise from 2013 to 2014 reflects a bounce back from lower levels of climate finance commitments in 2013. Nevertheless, the overall 2014 level appears to be higher than the previous period, reflecting real increases as well as year-to-year volatility.

In addition, partial data available suggests that climate-specific flows from other multilateral funds and specialised UN bodies are not insignificant. These contributions are estimated from expected reporting to the UNFCCC and DAC statistics at USD 0.4 billion in 2013-14. This represents a very partial estimate, approximated on an inflow basis reflecting data unavailability on the climate-specific outflows from key funds such as the Forest Carbon Partnership Facility and organisations such as UNDP and UNEP (see Part III for further details).

**Figure 6: Multilateral climate finance attributed to developed countries in 2013-14 (USD billions)**

	2013	2014	2013-14 average
Multilateral climate change funds <sup>11</sup> (outflows, attributed)	2.2	2.0	2.1
Multilateral Development Banks (climate finance outflows, attributed)	12.9	18.0	15.5
Specialised United Nations Bodies and other multilateral organisations (climate-specific inflows)	0.3	0.4	0.4
<b>Aggregate multilateral climate finance</b>	<b>15.4</b>	<b>20.4</b>	<b>17.9</b>

Source: OECD analysis drawing on OECD DAC statistics and survey of members' expected reporting to the UNFCCC.

This predominately outflow-based measurement of climate finance committed by international organisations and attributed to developed countries is different from the direct contributions (inflows) reported by Parties to the UNFCCC to date (see Part III). Direct comparisons cannot therefore be made between this aggregate estimate of mobilised multilateral climate finance and the narrower estimate of climate-specific contributions through multilateral channels<sup>12</sup>.

10. African Development Bank (AfDB), Asian Development Bank (AsDB), European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), European Investment Bank (EIB), Inter-American Development Bank (IADB), International Financial Corporation (IFC) and the World Bank.

11. The Adaptation Fund, the Climate Investment Funds, the Global Environment Facility (including the GEF administered trust funds, the Least Developed Country Fund and Special Climate Change Fund), and the Nordic Development Fund.

12. Comparisons with 2011-12 reporting are further complicated by the range of different reporting approaches and partial coverage used by Parties.

## Box 2: The mobilisation effect of Multilateral Development Banks

Multilateral Development Banks (MDBs) provide development finance and associated financial services to governments, state-owned enterprises and private sector firms in pursuit of poverty reduction and other development goals, including for projects with climate co-benefits. This report focuses on six major MDBs – the World Bank Group (WBG), the Asian Development Bank (ADB), the Inter-American Development Bank (IADB), the African Development Bank (AfDB), the European Investment Bank (EIB) and the European Bank of Reconstruction and Development (EBRD) – but there are many others. Some MDBs and international finance institutions, such as the International Finance Corporation (IFC – part of the WBG) and the EBRD, are focused on supporting private sector development, while the Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA, also part of the WBG) promotes foreign direct investment into developing countries.

MDBs have traditionally operated two types of financing “window” – concessional financing for the poorest countries and non-concessional financing on market terms for others – though there is considerable institutional innovation taking place which complicates this simple picture:

- **Concessional financing** is typically funded by donor country contributions, retained earnings from previous lending activity and, in some cases, transfers from sister institutions.
- **Non-concessional financing** leverages money from global capital markets on the basis of the MDBs’ capital, which is typically composed of “paid-in”, and “callable” capital as well as “reserves” built up over the years from income from operations. Paid-in capital is actual cash contributed by member country shareholders. Together with the reserves, it constitutes the Bank’s equity. Callable capital is a contingent liability, payable in the event that the Bank is not able to meet its financial obligations. The member countries have an obligation to pay their share of the callable capital on demand at the request of the Bank’s Board of Directors. The money raised by MDBs on capital markets to fund their operations is considered public finance in this report, as part of total MDB outflows.

This complex structure raises the question of how to attribute multilateral flows of climate finance to developed countries since both developed and developing countries contribute to an MDBs’ resources. The methodology by which we do this is set out in Part III.

## Officially-supported export credits and supplementary party reporting

**The volume of officially-supported export credits to the renewable energy sector in developing countries, in addition to limited party-own reporting on export credits and associated amounts of private finance mobilised, is estimated at USD 1.6 billion<sup>13</sup> per year in 2013-14.**

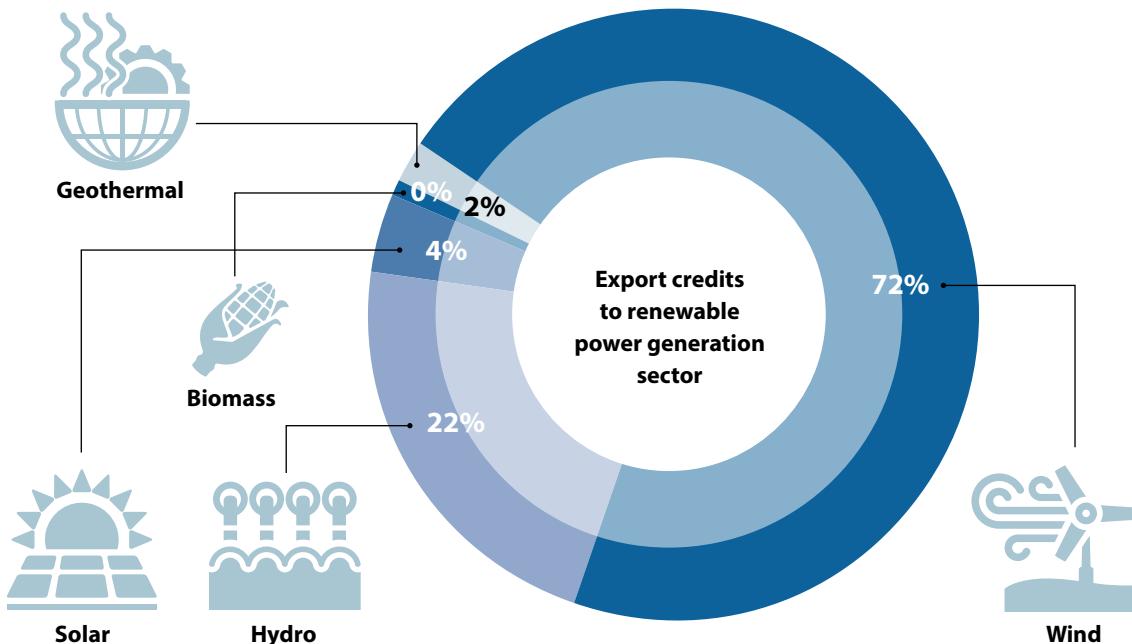
Developed countries’ officially-supported export credits to the renewable energy sector for projects in developing countries reached USD 1.4 billion on average per year in 2013-14, based on provisional reporting by OECD members (see Annex A). These estimates reflect the value of any officially insured, guaranteed or directly provided credit. They are predominantly focused towards wind-technology (72%) and in middle-income countries (91%).

Whilst climate-related export credit support could involve transactions outside of the renewable energy sector, there are no readily available figures for all OECD members to estimate the extent of this support. To date, although the Arrangement on Officially Supported Export Credits (15 January 2015)<sup>14</sup>

13. This has been estimated to ensure no double counting between volumes of finance to the renewable energy sector based on the OECD database (USD 1.4 billion) and between party own reporting (USD 0.4 billion).

14. The Arrangement is a “Gentlemen’s Agreement” amongst its Participants who represent most OECD Member Governments. The Arrangement sets forth the most generous export credit terms and conditions that may be supported by its Participants. The main purpose of the Arrangement is to provide a framework for the orderly use of officially supported export credits. In practice, this means providing for a level playing field (whereby competition is based on the price and quality of the exported goods and not the financial terms provided) and working to eliminate subsidies and trade distortions related to officially supported export credits.

Figure 7: Officially-supported export credits to the renewable power generation sector, 2013-14



Source: OECD Export Credits Individual Transactions Database, as of September 2015.

contains specific provisions that are meant to encourage support for renewable energy and climate change mitigation and adaptation projects, no projects outside of the renewable energy sector have been supported under these provisions.

Parties are, however, individually reporting on these flows to the UNFCCC. Canada, Japan and the United States have signalled their intentions to include reporting on climate-related export credits in their second Biennial Reports to the UNFCCC. This would include both the value of the instrument and estimates of the amounts of private finance mobilised, following their own reporting approaches. In total, reporting by these three parties is USD 0.4 billion<sup>15</sup> in 2013-14. (This includes export credits to renewables which have also been reported to the OECD and presented in the USD 1.4 billion figure above. This overlap has been removed in the aggregate estimate to prevent double counting.)

## Private climate finance mobilised

This report presents, for the first time, an aggregate estimate of private finance mobilised by bilateral and multilateral finance (attributable to developed countries) for climate action in developing countries: USD 16.7 billion in 2014, up from USD 12.7 billion in 2013, equivalent to USD 14.7 billion on average per year in 2013-14. This estimate draws on the latest private co-financing data available from recent initiatives by OECD DAC members, bilateral development finance institutions and multilateral development banks and funds.

While the public sector plays an important role in financing climate change action, the participation of the private sector is critical to achieve the scale needed to transition to low-carbon, climate-resilient economies. A well-balanced mix of public finance, capacity building and policy interventions can mobilise private capital by providing a combination of incentives and financial support to improve the risk-return profile of climate-related investments. In this context, it is important to note that, due to data and methodological constraints, estimates of mobilised private finance presented in this report are

15. Excluding support to coal.

### Box 3: Terminology: mobilisation vs. co-finance

The terms **mobilisation** and **co-financing** are sometimes used interchangeably when describing the relationship between public interventions and private finance. Private co-financing refers to the amount of **private finance directly associated with public finance for specific investments or projects**. While the ability to measure private co-financing mainly depends on data availability, estimating **publicly mobilised private finance** introduces the notion of causality between public interventions and the amount of private finance claimed to have been mobilised as a result of these interventions. Claiming mobilisation therefore requires demonstrating or making plausible assumptions about such causal link. For the purpose of this report, private co-financing was used as best available evidence of mobilisation, acknowledging limitations of doing so.

Analysing private finance mobilisation based on co-financing data can, on the one hand, lead to overestimating the impact of public finance at the project level given that the role of **public finance for**

**capacity building and budgetary support** (e.g. for the development of a feed-in-tariff to support renewable energy projects) as well as of **public policies** (e.g. the feed-in-tariff) in mobilising such private finance is not taken into account. On the other hand, disregarding these public interventions means that **private finance mobilised indirectly in the absence of direct public co-finance** will not be captured, leading to an underestimation of the total.

Recent empirical research has shown the key role of renewable-energy related domestic policies as well as of **country and market conditions** for mobilising private finance at scale, alongside the direct mobilisation impact of bilateral, multilateral and domestic public finance (Haščič *et al.*, 2015). In 2013, three-quarters of global climate finance originated and was spent in the same country, which further underlines that domestic policies and enabling environments are critical drivers of investment (Buchner *et al.*, 2014). Such evidence highlights the importance of continued interventions in support of policy developments in recipient countries.

based on private co-financing directly associated with public climate finance (at the project-, activity- or fund-level) as best-available evidence for mobilisation. Private co-financing does not necessarily equate to mobilisation (see Box 3).

**Although this report captures and aggregates best-available private co-financing data, the estimate presented should be considered as both preliminary and partial.** While significant progress has been made over a short period of time, this was the first time that most countries, DFIs and MDBs collected such data beyond case studies or specific portfolios of projects.

The measurement and reporting of mobilised private finance is in its infancy and remains work in progress, with varying degrees of data coverage currently available across institutions and financial instruments. Figure 8 provides an overview of private co-finance data availability for different public finance instruments. It highlights relatively good coverage for debt-related public finance instruments and guarantees and less readily-available data for public equity investments, and that estimates of private finance mobilised by multilateral climate finance are likely more partial than those on the bilateral side (see further details in Annex E).

The estimates of mobilised private finance presented in Figure 9 below are split between bilateral and multilateral public finance. The latter includes private finance mobilised by both MDBs' own resources and external resources they manage on behalf of bilateral providers and dedicated climate finance funds such as the CIFs, the GEF and the IFC Catalyst Fund. This practical decision results from the format in which co-financing data is currently available. It is by no means intended to promote a comparison or suggest that there is a strict dichotomy between private finance mobilised by different sources and channels of public finance. In practice, bilateral, multilateral as well as domestic public finance often work together, whether through blending at the fund-level or co-financing at the project-level. Hence, **the range of actors and complexity of interactions associated with mobilising private climate finance makes it statistically challenging to isolate the specific mobilisation effect of each public finance intervention**.

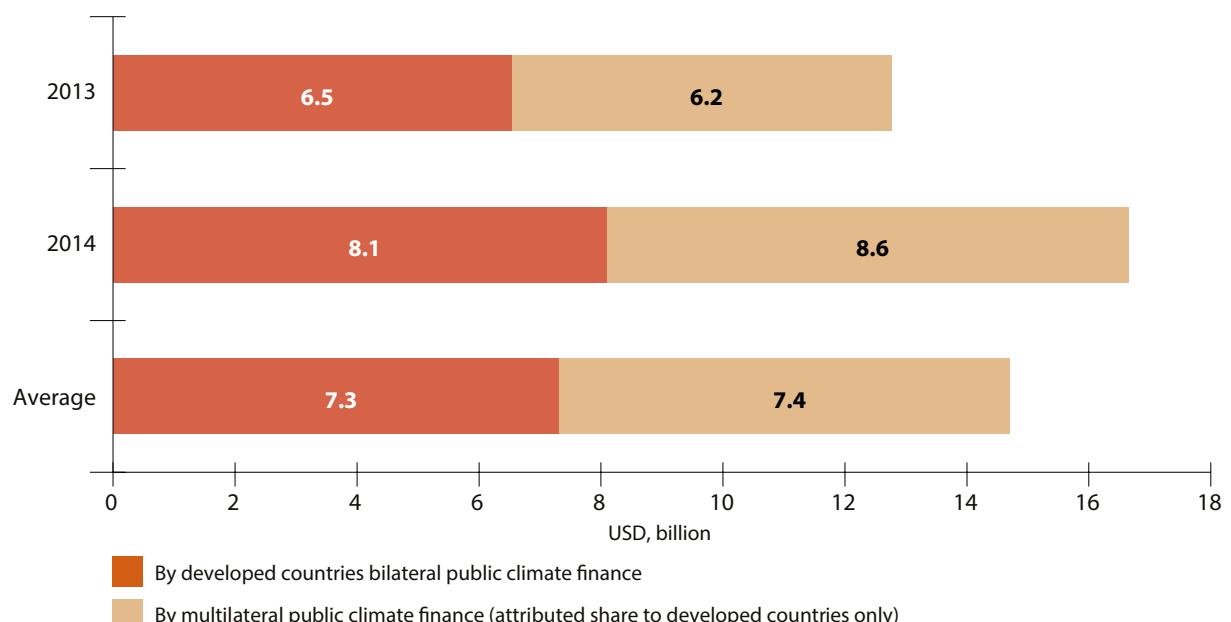
**Figure 8: Overview of current data availability of private co-financing data per public finance instrument**

Public finance instruments	Private climate finance mobilised by...	
	Bilateral public climate finance	Multilateral public climate finance*
Grants		
Concessional loans		
Non-concessional loans		
Credit lines		
Direct equity		
Fund-level equity		
Guarantees		

Spectrum of data coverage				
Complete	Comprehensive	Partial	Very Partial	Unavailable

Note: \* Covers MDBs' own and external resources (the latter consist of trust fund operations managed by the MDBs on behalf of bilateral providers and dedicated climate finance funds), as well as GEF-financed projects through other channels than MDBs (UN agencies and organisations in particular). This table reflects the extent and format in which data was available from data providers for the purpose of this report. It does not represent the use of these instruments by various types of actors and institutions.

**Figure 9: Estimate of private finance mobilised by developed countries through bilateral and multilateral channels (USD billions)**

Sources: OECD analysis based on activity-level data or estimates provided by countries and their bilateral development agencies and finance institutions, MDBs and climate funds for the purpose of this report or OECD DAC data collection exercises (see Annex E for detail).

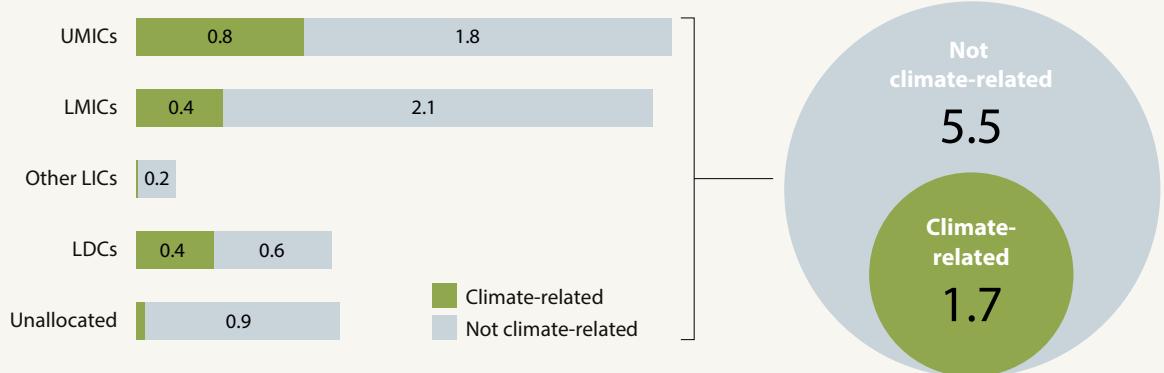
Note: Figures include private finance of all geographical origins. Amounts of private co-financing were, to the best extent made possible by current data availability, attributed to each institution at the activity-level by the OECD or the reporting entity. In doing so, the possible participation of other public co-financiers involved, from both developed and developing countries, was taken into account.

#### Box 4: Potential of using public guarantees for development to mobilise private climate finance: results from recent OECD DAC Surveys

Since 2013, the DAC has been working on the measurement of amounts mobilised from the private sector by official development finance interventions, including for climate-related activities. Based on a number of surveys, instrument-specific methodologies have been developed and data collected for three public finance instruments comprising guarantees (syndicated loans and shares in collective investment vehicles being the two others). The latest survey, launched in April 2015, targeted 72 development finance institutions, of which 51 bilateral institutions (bilateral DFIs, development banks, aid agencies) and 21 multilateral organisations. Analysis based on these survey data illustrates the leveraging

potential of guarantee schemes used for development, including for climate. In 2013-14, guarantees extended for development purposes mobilised on average USD 7.2 billion per year from the private sector, of which 24% (USD 1.7 billion) was labelled as climate-related. Guarantees mainly targeted and mobilised private finance in middle-income countries. Although amounts mobilised appear relatively small in the overall picture of development and climate finance, the data show an upward trend, also for climate-related guarantees (from USD 0.2 billion in 2009 to 1.7 billion in 2014). This reflects the growing use of this mechanism by development finance providers.

##### **Amounts mobilised from the private sector by guarantees for development, including for climate-total and per recipient country income group (USD billions, annual average, 2013-14)**



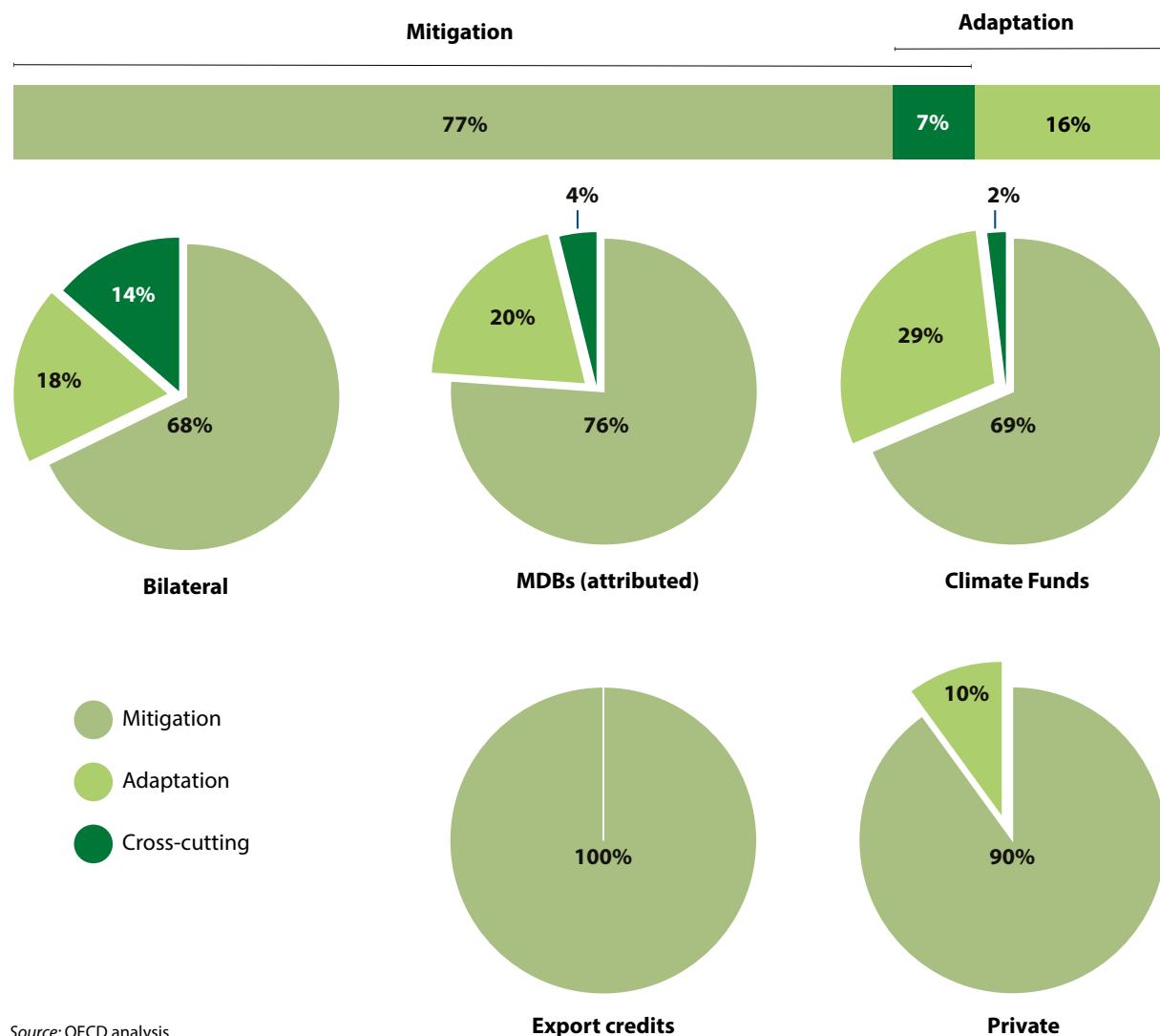
Sources: 2013 and 2015 OECD DAC surveys on amounts of private finance mobilised. Note: Amounts reported by multilateral organisations were not apportioned back to developed countries like elsewhere in this report. Climate-related projects were identified using either the DAC Rio markers or MDB approach. For the institutions which were not able to report on this information, all of their projects in renewable energies were considered as climate-related.

## The adaptation-mitigation balance

It is estimated that mobilised climate finance in the context of the USD 100 billion a year goal reached USD 57.0 billion in 2013-14. Of this aggregate, **77% addresses climate change mitigation only, 16% climate change adaptation only, and 7% consists of activities designed to address both adaptation and mitigation**. Targeting adaptation and mitigation simultaneously reflects the potential for multiple co-benefits from jointly mainstreaming both objectives into activities, provided programmes are well designed.

More public climate finance than private finance is recorded as targeting climate change adaptation objectives (see Figure 10). This reflects that over 90% of mobilised private climate finance and finance associated with export credits that we can currently track targets mitigation-related activities. This finding is not surprising but in part relates to difficulties in tracking adaptation finance. Activities improving climate-resilience are rarely stand-alone but are mostly integrated into mainstream development interventions and business activities, for example, in the agricultural or water sectors. Due to this integration, investments in climate resilience are difficult to classify as such and therefore rarely reported as adaptation finance. The balance between mitigation and adaptation also varies across types of funder, though not substantially (i.e. mitigation still represents 65-75% of all portfolios).

Figure 10: Mobilised Climate Finance in 2013-14, thematic allocation



#### Box 5: The Green Climate Fund and significant climate finance commitments post-2014

The Green Climate Fund (GCF) became operational in 2014 and is an important new element of the climate finance architecture. Designated as an operating entity of the financial mechanism of the UNFCCC, its objective is to support a paradigm shift towards low-emissions and climate-resilient development pathways, by supporting developing countries to limit or reduce their greenhouse gas emissions and to adapt to the impacts of climate change at scale. The GCF will channel new financial resources, and target these to catalyse public and private climate finance at international and national levels.

In 2014 developed and developing countries pledged more than USD 10 billion towards the GCF's initial

capitalisation, making it the largest public climate fund in history. These pledges have not yet been disbursed into the GCF, and outflows were therefore not committed by the GCF in 2013-14. As such the GCF does not feature in the figures for climate finance in 2013-14.

The GCF will seek to balance its funding between adaptation and mitigation over time, with 50% of the funds, on a grant equivalent basis, dedicated to adaptation, half of which will target developing countries most vulnerable to the adverse effects of climate change.

# Part 3. Methodologies for tracking climate finance



- Over the past two years there has been significant momentum and progress in tracking climate finance and climate-related development finance flows.
- In January 2014 developed parties to the UNFCCC reported their first Biennial Reports for the years 2011-12, following for the first time a common reporting format. Whilst the current reporting guidelines are open to a variety of reporting approaches, as has been observed, these reports provide a critical starting point and benchmark for future improvements.
- Significant progress has and is being made towards developing common climate finance definitions. The MDBs and International Development Finance Club (IDFC) have established common principles for tracking climate adaptation and mitigation finance, and the OECD DAC has been fine-tuning the Rio marker definitions to reflect the MDB principles.
- The OECD DAC, in collaboration with the MDBs and other international organisations, has presented since 2014 an integrated picture of bilateral and multilateral public development finance, providing near complete coverage of public climate-related development finance, ensuring consistent accounting and no double counting.
- With the goal of advancing progress towards a comprehensive climate finance picture, CPI has provided since 2011 annual overviews of global climate finance flows, working closely with key actors in the climate finance tracking community.
- A number of new initiatives have emerged in recent years on tracking private climate finance, including the OECD-hosted Research Collaborative and efforts under the OECD DAC, MDBs and DFIs. These should result in more systematic and consistent data collection over time.

This section outlines the methodological approaches underpinning the estimates that are presented in this report. In doing this, it also provides an overview of the latest progress in tracking climate finance, in particular for reporting to the UNFCCC, but also for developments across the OECD DAC and MDBs in the measurement and monitoring of broader climate-related finance flows which provide a foundation for UNFCCC reporting.



## Climate finance reporting by developed country parties under the UNFCCC

Reporting on climate finance under the UNFCCC has developed significantly in recent years, particularly for Annex II Parties. Biennial Reports (BR), submitted for the first time in January 2014, have considerably enhanced previous reporting through the National Communications (NC) – in comprehensiveness and transparency, as well as in frequency (with BRs submitted every 2 years, and NCs every 4 years).

The existing reporting guidelines<sup>16</sup> and “Common Tabular Formats” (CTF) developed in 2012<sup>17</sup> provide no internationally-agreed definitions or methodology for basic financial reporting, or for the term “climate-specific” finance. Parties are required to explain in their reports how this is defined and provide a description of their approach for tracking financial support, which does not facilitate consistent reporting. Reviews of the first Biennial Reports for 2011-12 have shown that the guidelines leave room for interpretation and for a range of reporting approaches (Ockenden and Gaveau, *forthcoming*) and that reporting of climate support by Annex II Parties is not always entirely transparent and complete (UNFCCC, 2014, Ellis and Moarif, 2015 *forthcoming*).

The UNFCCC Standing Committee on Finance (SCF) published the 2014 Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows report, which reviewed existing measurement and reporting systems for tracking a broad range of climate finance and climate-related finance flows. **The SCF made a series of recommendations to improve the measuring, reporting and verification (MRV) of climate finance which remain highly important and relevant.**

### Reporting on Public Climate Finance through bilateral channels

For this report, bilateral climate finance figures have been collected from a survey of developed country climate finance providers’ expected reporting to the UNFCCC in January 2016 (see Annex C for further detail on individual member reporting approaches). The survey required accelerated reporting and as such represents provisional data.

The main funding sources for bilateral public climate finance are bilateral Official Development Assistance (ODA), as well as Other Official Flows (OOF). Reflecting the existing OECD DAC international statistical standards and system for reporting on development finance, Party public climate finance reporting to the UNFCCC is often based on the OECD DAC’s basic financial data collection definitions and classifications (e.g. for commitments/disbursements/exchange rates).

However there are a variety of reporting practices observed reflecting the open-to-interpretation nature of the UNFCCC reporting templates. For example, reporting can take place at different levels of aggregation or at different points of measurement, e.g. committed, provided or disbursed finance (UNFCCC, 2014). For those countries with a predominance of grants in their portfolios, the difference between commitments and disbursements is minor and would not significantly change the aggregate, whilst for countries with large multi-year loans, significant differences and fluctuations could be observed between yearly commitment and disbursement data.

The majority of OECD DAC members in their reporting to the UNFCCC draw on their standard annual reporting to the DAC on climate-related development finance, following the Rio markers definitions and eligibility criteria (see Box 7). The Rio markers were originally intended to track the mainstreaming of climate change considerations into development co-operation rather than providing a quantification

16. UNFCCC Decision 2/CP.17, Durban, 2011. <http://unfccc.int/resource/docs/2011/cop17/eng/09a01.pdf>

17. UNFCCC Decision 19/CP.18, Doha, 2012 <http://unfccc.int/resource/docs/2012/cop18/eng/08a03.pdf>

### Box 6: The DAC development finance measurement framework and statistical system for monitoring development finance

- The DAC Creditor Reporting System (CRS) provides transparent activity-level information on development finance, integrating data across a range of channels, bilateral and multilateral, to provide both a measure of provider effort and flows to recipients, whilst avoiding double counting. The CRS provides an example of how to reconcile developed and developing country perspectives to development finance, which is relevant to reporting under the UNFCCC on climate finance provided and received.
- Definitions and classifications outlined in the OECD DAC Statistical Reporting Directives (OECD, 2013) underpin consistent, comparable and transparent data collection. For example, these include reporting rules and requirements for commitments, disbursements, financial instruments, exchange rates, sector codes and points of measurement. (See Glossary for key definitions)
- The modernisation of the DAC's development finance statistics – notably the modernisation of the ODA measure and future broader measure of Total Official Support for Sustainable Development - will also apply to climate-related development finance flows. This modernised framework provides a structure for the categorisation, measurement and monitoring of climate finance and will cover a range of international sources and channels of official finance (concessional and non-concessional, bilateral and multilateral), including private finance mobilised.

### Box 7: Climate Change Rio marker definitions and eligibility criteria

Since 1998, the DAC has monitored development finance targeting the objectives of the Rio Conventions through its Creditor Reporting System (CRS) using the "Rio markers". Markers indicate donors' policy objectives in relation to each activity, where every development co-operation activity reported to the CRS should be screened and marked as either (i) targeting the Conventions as a "principal" objective or a "significant" objective, or (ii) not targeting the objective. Activities marked as having a "principal" climate objective would not have been funded but for that objective; activities marked "significant" have other prime objectives but have been formulated or adjusted to help meet climate change concerns.

**Definition of climate change mitigation:** An activity should be classified as climate-change mitigation related (score Principal or Significant) if: it contributes to the objective of stabilisation of greenhouse gas (GHG) concentrations in the atmosphere at a level that would prevent dangerous anthropogenic interference with the climate system by promoting efforts to reduce or limit GHG emissions or to enhance GHG sequestration.

**Definition of climate change adaptation:** An activity should be classified as adaptation-related (score Principal or Significant) if: it intends to reduce the vulnerability of human or natural systems to the impacts of climate change and climate-related risks, by maintaining

or increasing adaptive capacity and resilience. This encompasses a range of activities from information and knowledge generation, to capacity development, planning and the implementation of climate change adaptation actions.

In addition to these definitions, eligibility criteria also apply to guide the Rio marking of projects. Many countries and institutions have developed additional guidance to support the application of the Rio markers, as well as drawing on these definitions as a building block to develop their own approaches, i.e. CPI, IDFC and the Joint-MDBs.

The OECD DAC is committed to further develop the Rio marker methodology and system, and is working closely with the international community to "fine tune" the Rio marker definitions, eligibility criteria and guidance to support the application and improve the quality of the Rio marker data. Revisions to the reporting directives are expected in 2015/6. The OECD and its members are working in collaboration with a wide range of stakeholders including relevant international organisations in taking this work forward, in order to support the international community to enhance common reporting approaches.

*Source:* OECD 2011, OECD 2013a.

of finance. Given this, when reporting to the UNFCCC on climate finance, members may report only a certain share of climate-related development finance. The volume of finance associated with the Rio markers is often scaled down by using “coefficients” which differ across DAC members. These adjustments are used in particular to differentiate between finance marked as targeting climate change as a significant objective, reflecting that these activities have other prime objectives but have been formulated or adjusted to help meet climate change concerns. These shares range across members from 0-100% (see Annex C). There is no common reporting standard and to date there has been limited transparency regarding these practices (though this report provides greater clarity in this respect).

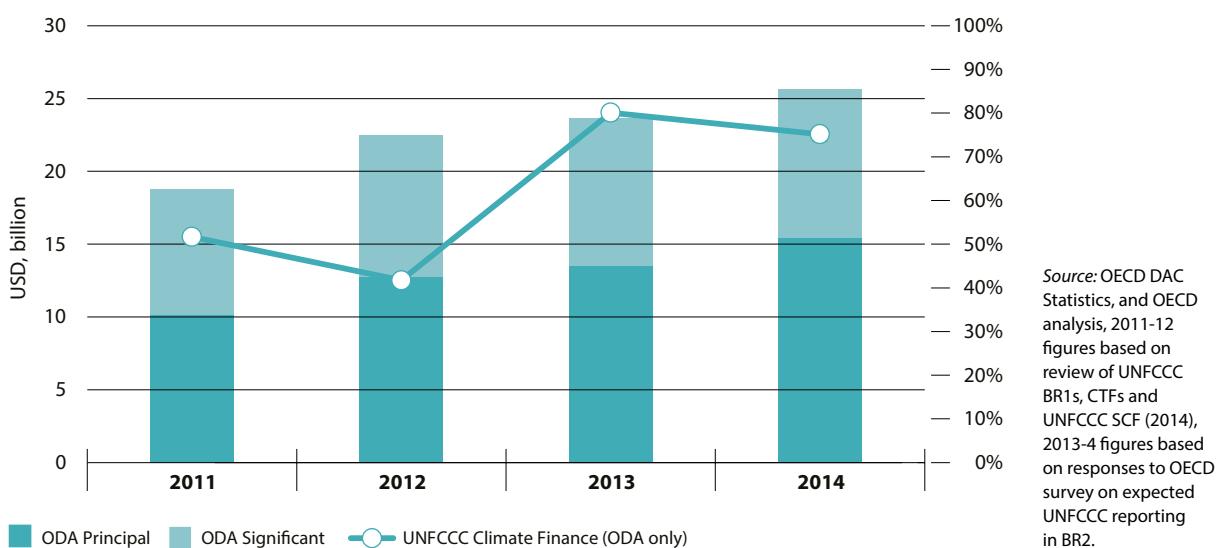
## Relationship between climate finance and climate-related development finance

The figures presented in Part II and the reporting approaches outlined above relate to Parties’ reporting to the UNFCCC on climate finance. This reporting includes ODA as a source of climate finance, but not all climate-related ODA is reported to the UNFCCC as climate finance. In this sub-section we explore the relationship between climate finance and total climate-related ODA.

Total bilateral climate-related Official Development Assistance commitments by members of the OECD’s DAC have increased at a steady pace over the past decade and reached USD 24.6 billion on average in 2013-14, representing 20% of total bilateral ODA (provisional figures). The level of ODA targeting climate change adaptation and/or mitigation as a principal objective is USD 14.5 billion (59%) in 2013-4, reflecting projects that primarily focus on climate change and representing what can be considered a “lower bound” of bilateral climate-related ODA (illustrated by the lower bar in the figure below). For the remaining 41% (USD 10.2 billion), climate change considerations are a significant objective, indicating the mainstreaming of climate objectives into bilateral development co-operation portfolios.

Direct comparisons with ODA figures reported by Parties as climate finance to the UNFCCC are difficult to draw owing to different reporting systems and differences in the basis of measurement, in particular given party-owned climate finance reporting is a mix of commitment and disbursement data (see Annex C). Crude comparisons can however be made and are informative to assess the relationship between climate finance and climate-related development finance. This report shows that preliminary bilateral climate finance in 2013-14 is USD 19.1 billion per year and is lower than total bilateral climate-related ODA, representing 78% reported to the DAC for the same period. This reflects how Party reporting, whilst often based on, is not directly comparable to climate-related development finance statistics (as outlined in the section above).

**Figure 11: Bilateral ODA Climate Finance vs. Bilateral Climate-related ODA commitments (USD billions)**



## Reporting on multilateral climate finance

Large volumes of climate finance support are channelled through the multilateral financial system. However, the inherent nature of un-earmarked support means it is often challenging for individual countries to report on these flows to the UNFCCC, and in particular to identify the climate-specific shares within and mobilised by their financial contributions to the MDBs and other international organisations. Resolving issues of attribution to developed countries and avoidance of double counting across Parties and across bilateral and multilateral flows is also crucial to ensuring a robust and accurate picture of total public climate finance flows.

Multilateral data can be analysed and measured from two main points of measurement:

- **Inflows to multilateral organisations;** capturing provider effort in a given year taking into account un-earmarked contributions flowing through multilateral organisations. “Imputed multilateral contributions” reflect climate-related inflows to multilateral organisations in a given year estimated through applying the climate-related share of an international organisation’s overall portfolio to core contributions to these international organisations<sup>18</sup>.
- **Outflows from multilateral organisations;** capturing the total funds from MDBs, reflecting finance from developed and developing country contributions as well as funds mobilised by the MDBs through ordinary capital resources (including funds they raise from the international capital market). There are a number of potential methods to attribute multilateral outflows to developed countries, the section below presents one such approach.

### Individual party reporting in Biennial Reports based on inflows to multilaterals

Individual party reporting to the UNFCCC through the Biennial Reports and associated CTF tables distinguishes between contributions through multilateral climate change funds and multilateral financial institutions (including regional development banks) and specialised UN bodies, and requires a distinction to be made between “core/general” support to multilateral institutions that cannot be specified as climate-specific and “climate-specific” support.

Room for interpretation in the existing tables and guidelines has however led, in BR1, to a range of reporting approaches and coverage of multilateral flows. Ambiguity in the guidelines means some countries report “core/general” reflecting the total contribution of a country to a fund or MDB, whilst others only report on climate-specific funds. Moreover there is a range of approaches adopted by parties for estimating the climate-specific share of core/general contributions. These variations, together with limited data availability, has meant that there are severe limitations in the use of the first Biennial Reports to estimate the scale of total contributions through multilateral channels and meaningful interpretations across parties and between 2011-12 and 2013-14 reporting cannot be drawn.

Going forward, a large number of OECD DAC members highlight that they will draw on OECD DAC statistics’ imputed multilateral contributions (inflow) data for the reporting of multilateral finance following recent improvements in data under the DAC (see OECD DAC, 2015). This however remains limited to the key climate funds, climate-specific organisations and MDBs. Reporting on this inflow basis does not reflect public finance mobilised by the MDBs and attributed to developed countries (see next section). Figure 12 presents total multilateral climate finance inflows as estimated in DAC statistics, reflecting OECD analysis based on data reported by multilateral development banks (MDBs) and other international organisations (i.e. the Adaptation Fund, CIFs and GEF) (see Box 8 and Annex D).

---

<sup>18</sup>. See technical note on Treatment of “climate” multilateral flows in DAC statistics for further information on this estimation methodology, (OECD, 2015).

**Figure 12: Multilateral Climate Finance inflows (USD billions)**

	2013	2014	2013-14 average
Total inflows (imputed multilateral contributions)	4.0	4.5	4.3
Inflows to key multilateral climate funds	1.4	1.7	1.6
Inflows to MDBs	2.5	2.7	2.6
Inflows to other climate-related international organisations (IPCC, Montreal Protocol, UNFCCC)	0.1	0.1	0.1

Source: OECD DAC Statistics (as of September 2015). Note: Totals do not necessarily sum owing to rounding.

### Box 8: Joint MDB approach and MDB-IDFC Common Principles for Climate Finance Tracking

Since 2012 the joint group of MDBs has published reports on climate finance following their joint approach for tracking mitigation and adaptation finance. The approach for mitigation is based on eligibility criteria following a positive list of activities while the adaptation approach is based on an assessment of the purpose, context and activities and their links to climate vulnerability. The measurement methodology identifies the climate-component within a project and in 2013, MDBs started to report project-level climate finance data to the OECD DAC.

In March 2015, a group of MDBs<sup>19</sup> and the International Development Finance Club<sup>20</sup> adopted 'Common Principles

for Climate Mitigation Finance Tracking' as a voluntary effort and established a list of activities eligible for classification as 'climate mitigation finance'. In July 2015, they adopted the 'Common Principles for Climate Change Adaptation Finance Tracking', which define the context of adaptation finance in development and lay the base for further joint work that includes addressing comparability of the reporting process and relevant process-based concepts and guidelines.

The Joint MDBs group and the IDFC are also developing standards for measuring mobilisation of private finance.

## Attributing MDB mobilised outflows to developed countries

There are a number of potential methods to attribute multilateral outflows between developed and developing countries. For the purposes of this report, the approach is based on the methodology developed by the Technical Working Group of 19 bilateral climate finance providers, reflecting their common principles for reporting on mobilised climate finance (TWG, 2015). These principles (see Box 9) seek to attribute mobilised multilateral climate finance to developed country efforts recognising their core contributions, and their share of paid-in and callable capital to the MDBs.

As described in Box 2, MDBs typically operate in two modes – through concessional and non-concessional windows based in their financing structures. The attribution methodology reflects these differences.

### Box 9: Principles for attributing multilateral finance

Climate finance mobilised by multilateral entities with complex ownership structures, such as MDBs, should be attributed to the various owners based on a methodology following a set of principles:

- The methodology should be transparent and as simple as possible.
- Only amounts that can reasonably be attributed to developed countries should be counted.

- The contributions of developed countries to the capacity of MDBs and multilateral organisations to mobilise resources should be recognised, including contributions to concessional windows and paid-in and callable capital contributions to non-concessional windows.
- The method should be dynamic; it should be relatively easy to adapt to changing circumstances as appropriate.

Source: Technical Working Group (2015).

19. African Development Bank (AfDB), Asian Development Bank (ADB), European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), European Investment Bank (EIB), Inter-American Development Bank (IDB) and World Bank Group (WBG) – International Finance Corporation and the World Bank.

20. A club of 22 international, regional and national public development banks.

## Concessional finance

---

MDB resources for their concessional windows come from contributions made during the replenishment process by countries and from retained earnings (reflows from loans and other instruments, transfers from sister organisations and interest on investments). The methodology proposed by the Technical Working Group (TWG, 2015) to attribute concessional flows is to partition these resources into those from new contributions and those related to retained earnings. Each of these is then multiplied by the share of developed country contributions in the most recent replenishment cycle (for new contributions) and the developed country share in historical replenishment rounds (i.e. all replenishments except the most recent one). The two terms are then added together and the resulting fraction is then used to calculate the developed country share of the total climate finance flow from that window or entity for the relevant year by simple multiplication. Based on OECD analysis, the weighted average developed country share of total MDB outflows from concessional windows is estimated at 95%. Further details are provided in Technical Annex F, by the Technical Working Group (TWG, 2015)<sup>21</sup>.

## Non-concessional finance

---

The terms on which MDBs can borrow is influenced by their credit ratings, which depend on their stand-alone financial strength, their paid-in capital and their callable capital amongst other factors. The extent to which each MDB's rating benefits from callable capital varies, and the degree of reassurance provided by callable capital is related to the sovereign credit rating of the countries providing that capital. For this report, it is assumed that only callable capital from countries that are highly rated (i.e. A or above) is effective in strengthening an MDB's stand-alone financial strength.

The TWG method takes into account both paid-in capital of the MDB and its callable capital, where the sovereign credit rating of the country providing it is above a certain threshold. The share of flows attributable to developed countries is then determined by calculating the value of paid in capital plus a fraction of eligible callable capital. This is first calculated for the developed countries that are shareholders of that MDB, and then subsequently for all shareholders. The ratio of these two quantities provides an estimate of the share of non-concessional MDB finance that might reasonably be attributed to developed countries. Clearly this will vary depending on the fraction of callable capital considered and threshold credit rating assumed. For the estimates reported, a fraction of 10 percent of the callable capital for countries with a sovereign credit rating of A or above is assumed<sup>22</sup>. Based on OECD analysis, the weighted average developed country share of total MDB outflows from non-concessional windows is estimated at 78%. Further details are provided in Technical Annex F, by the Technical Working Group (TWG, 2015).

## Approach for estimating developed country shares of finance from MDBs

---

The figures below present total multilateral climate finance outflows as recorded in DAC statistics<sup>23</sup> (with adjustments to reflect the exclusion of coal-related finance and inclusion of UNFCCC non-Annex II party recipients, as outlined in the accounting framework, in Part I). These statistics reflect OECD analysis based on data reported by multilateral development banks (MDBs) and other international organisations (i.e. the Adaptation Fund, CIFs, GEF, and the Nordic Development Fund). These data are integrated into the OECD DAC statistical system, reconciling bilateral and multilateral finance figures to avoid double counting (see Annex D for further information).

21. This methodology aims to take account of changes in the relative contribution of countries providing funding over time. In cases where this funding profile in terms of relative country contributions has been stable over time, the calculation reduces to a far simpler one based on the developed country share of cumulative contributions over time. This provides a useful benchmark, particularly since the data to perform the more complex calculation are not easily, transparently and consistently available from public sources. To facilitate transparency, we present the results of both approaches in a supplementary technical annex.

22. The way in which the developed country share changes with the fraction of callable capital chosen is complex and depends on the financial structure of each individual MDB. The share is typically smaller for smaller values of the fraction chosen. So choosing a higher fraction than 10% would result in higher estimates. In other words, we use a relatively conservative value for the fraction of eligible callable capital counted. Typically, the share will be very sensitive to the precise value of the fraction when it is small and vice versa.

23. See technical note on Treatment of "climate" multilateral flows in DAC statistics for further information on this estimation methodology, (OECD, 2015).

**Figure 13: Multilateral Climate Finance outflows, un-attributed and attributed to developed countries (USD billions)**

	2013	2014	2013-14 average
Total outflows (un-attributed)	17.7	23.8	20.7
Outflows from key multilateral climate funds	2.2	2.0	2.1
Outflows from 6 major MDBs	15.6	21.8	18.7
	2013	2014	2013-14 average
Total outflows (attributed)	15.2	20.0	17.6
Outflows from key multilateral climate funds, attributed	2.2	2.0	2.1
Outflows from 6 major MDBs, attributed	13.0	18.0	15.5
Share of total attributed outflows relative to total outflows (unattributed)	86 %	84%	85 %

Source: OECD DAC Statistics (as of September 2015), and OECD analysis to exclude coal-related finance, include non-Annex I party recipients, and the application of MDB attribution methodology (see Annex F for further information). Note: Totals do not necessarily sum owing to rounding.

## Reporting on officially supported export credits

For this report, data has been drawn from the OECD's export credits individual transaction database, which monitors officially supported export credits in conformity with the terms and conditions of the Arrangement (i.e. it does not include any export credits from official sources that were not provided in conformity with the Arrangement). The figures from the OECD database reflect the value of any insured, guaranteed or directly provided credit (flow) that has been provided in 2013 and 2014. Total project costs are not reflected, nor amounts of private finance that could have been mobilised beyond the guaranteed value itself. There are risks of double counting between activities that receive both export credit and other public climate finance support. These overlaps have not been explored in this project and such treatment of export credits and guarantees is an area for future consideration.

The OECD Secretariat has explored the feasibility of presenting high-level aggregates for climate-relevant sectors drawing on this database and concluded that it is only possible to present data on renewable energy generation to developing countries (given that it is a sector that can be uncontroversially assigned as climate-relevant). Beyond this sector it is not currently possible to identify what is climate-related, given that there are no climate markers or definitions within this database. Whilst there is need to further improve data methodologies and coverage with respect to climate-related export credits, it is worthwhile noting that the potential role of official export credits in overall climate finance is most likely to be modest. The average annual volume of official export credits to lower- and middle-income countries in sectors that could be considered relevant to climate change<sup>24</sup> only amount to around USD 12 billion in 2013 and 2014 (excluding the renewable energy sector).

## Reporting on private climate finance mobilised

A range of stakeholders within the climate and development communities are making increased efforts to collect data and define methodologies to improve the measurement and reporting of publicly-mobilised private climate finance. These include, notably:

- The development of a common understanding by a group of 19 bilateral climate finance providers of the scope of mobilised private climate finance (TWG, 2015) and a common methodology for tracking and reporting towards the USD 100 billion a year goal, building upon the work conducted under the OECD-hosted Research Collaborative on Tracking Private Climate Finance<sup>25</sup>.

24. Approximation based on sub-set of data, excluding sectors that are considered non-mitigation/adaptation relevant, e.g., ships, aircraft, fossil fuel power, to estimate the total portfolio that have some climate benefit/relevant, but where there is no information to infer what share could be considered climate-related.

25. <http://www.oecd.org/env/researchcollaborative>

- The collaborations, methodological work and data collection undertaken by the joint-MDB group (*International Finance Consulting, 2015*), and a group of bilateral DFIs<sup>26</sup> (*Stumhofer et al., 2015*) to measure private finance mobilised by their climate finance interventions.
- The OECD DAC's statistical work towards developing instrument-specific methodologies and collecting activity-level data on amounts mobilised from the private sector by bilateral and multilateral official development finance interventions (OECD DAC, 2015)<sup>27</sup>.
- A number of on-going pilot studies by individual countries that provide development finance, of private finance they mobilise for climate action in developing countries.

## Overview of the calculation methodology for this report

The OECD-hosted Research Collaborative on Tracking Private Climate Finance developed a four-stage framework, which steps through key decision points and corresponding methodological options for estimating publicly mobilised private climate finance (*Jachnik, Caruso and Srivastava, 2015*). Examples of key decisions include defining public and private finance, scoping private finance accounting boundaries, assessing causality (between public interventions and private finance) and deciding on an attribution method (where multiple public actors are involved). Three points of particular importance are highlighted in Figure 14.

**Figure 14: Selected methodological points and related limitations**

Decision point	Methodological option used	Comment and limitations
Defining public and private finance	Based on the principle of majority ownership of the entity providing the finance	The principle is in line with development finance (OECD DAC, 2013) and foreign direct investment statistics (OECD, 2009). It was applied to the best extent made possible by available data. There are, however, possible grey areas in the context of climate finance reporting under the UNFCCC, such as mixed public-private equity funds, or state-owned enterprises (e.g. water or energy utilities) and banks operating under purely commercial terms. Should financing by such actors be reported as public or (if appropriate) mobilised public or private finance? Such questions, including for developing countries actors, require further consensus building.
Assessing causality between public interventions and private finance	Use private co-financing best-available evidence of mobilised private finance	Due to current data and methodological limitations, this report uses private co-financing as best-available evidence of mobilisation, acknowledging the limitations of doing so. Further work is required to take account of the effect of public finance for project demonstration, capacity building and budgetary support, and of public policies. In doing so particular attention needs to be paid to risks of double counting when estimating amounts of private finance mobilised by such a wider range of public interventions.
Attributing mobilised private finance	Attribute among public actors involved using volume-based pro rating	Avoiding double counting across datasets used implied making a volume-based pro-rata attribution of private co-finance at the activity-level. This approach took into account the co-financing provided by all public actors involved from both developed and developing countries. While pure volume-based pro-rating was the only practical option in the short term, improved methodologies could seek to take into account instrument-specific characteristics such as respective risk and concessionality levels.

Where activity-level co-financing data was available, it was possible to adjust the data to reflect the above three points and the accounting framework introduced in Part I. Methodological consistency across the numerous datasets and estimates was, however, not always possible, owing to characteristics embedded in the data itself (e.g. use of OECD DAC Rio markers or MDB positive lists, coverage of fiscal/calendar years), and also due to data limitations. For instance, information about the identity of private co-financers was almost never available. This precluded verifying whether, in the context of grey zones mentioned in Figure 14, co-financers had been labelled as public or private in accordance with the

26. AFD (France), JICA (Japan), KfW (Germany), OPIC (United States), BIO (Belgium), CDC (United Kingdom), COFIDES (Spain), DEG (Germany), FINNFUND (Finland), FMO (Netherlands), IFU (Denmark), Norfund (Norway), OeEB (Austria), Proparco (France), SBI-BMI (Belgium), SIFEM (Switzerland), SIMEST (Italy), SOFIID (Portugal), SWEDFUND (Sweden)

27. <http://www.oecd.org/dac/stats/mobilisation-effect-of-public-development-finance.htm>

majority ownership principle. It also prevented an investigation of the geographical origin of private co-finance to inform the extent to which public climate finance is mobilising international sources of capital whilst also supporting domestic private investments, for instance through the use of credit lines<sup>28</sup>.

Private finance mobilised by bilateral public climate finance channelled through multilateral funds and banks was, for the most part, captured in co-financing datasets from MDBs, which include external public resources they manage. So as to avoid double counting, these amounts were excluded from aggregate estimates of private finance mobilised by bilateral finance.

Although not reported here since the focus is on private finance mobilised by developed countries, the role played by developing country public finance (e.g. national development banks) was taken into account in producing the estimates presented in this report via the volume-based pro-rating attribution approach described above.

## Methodological issues and future work

Beyond the issue of private co-financing data availability and coverage, which on-going efforts by countries, public development finance institutions, and the OECD DAC will progressively help resolve, further methodological work is required to improve measurement and reporting of mobilisation at the international level. Alternatives to equating mobilisation with co-financing and to attribution solely using volume-based pro-rating are and will be further explored. This can for instance be done by taking into account levels of concessionality of as well as risk covered and role played by each public intervention and actor.

The OECD DAC has, for instance, already developed methodologies and collected survey data for measuring private finance mobilised by guarantees (see Box 6), syndicated loans and equity shares in funds, taking an instrument-specific approach in terms of causality assumptions and attribution rules. Next steps involve similar work for mezzanine finance, direct equity investments, credit lines and traditional concessional finance (in consultation with development finance institutions), as well as more systematic data collection and reporting from 2017 onwards. Development finance institutions themselves are also pursuing improved data coverage and methodologies in the context of joint work conducted under the IDFC and joint-MDB group.

### Box 10: CPI's Landscape of Climate Finance reports

Over the last years, CPI's *Landscape of Climate Finance* reports have played a growing role informing policy makers about the global state of climate finance. In 2014, for the first time, the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) considered climate finance and investment in its 5th Assessment Report (Gupta et al. 2014), relying heavily on *Landscape 2013* analysis. These reports aim to capture the most recent information about global, annual climate finance flows supporting emission reductions and climate resilience based on empirical data collected from a wide range of public and private sources. As well as a survey distributed to DFIs to collect project-level information about their investments, CPI combines project-level and

aggregate data from a variety of sources, excluding some financial data from select sources and secondary market transactions to avoid double counting to the extent possible. From the beginning in 2011, the main goal of these reports was to stimulate thinking and action on next steps in developing a comprehensive / transparent tracking system that ultimately helps countries learn how to spend money wisely. For this purpose, CPI is working closely with key stakeholders in the climate and development community, including the OECD, the MDBs, the IDFC, the UNFCCC, donors and countries to support progress towards a more comprehensive climate finance picture.

28. Assigning a geographical origin to private finance can be based the FDI statistics approach, which rely on the residence principle as defined under the balance of payments. In practice, this can be technically challenging to apply and may not yield meaningful results due to the prevalence of financial sector intermediaries, special purpose entities, or commercial banks associated with several geographies (Caruso and Jachnik, 2014). Smaller-scale finance (e.g. in small enterprises and households) would likely prove easier to assign.

# Part 4. Lessons learned and conclusions

Following the recommendations of the UNFCCC Standing Committee on Finance (SCF) in its 2014 *Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows Report*, efforts by the international community to improve climate finance tracking and reporting have gathered momentum on the part of Parties, OECD members, MDBs and the IDFC as well as within the OECD (the DAC and the OECD-hosted Research Collaborative), CPI and other institutes.

This report has built on these efforts and, based on a major bespoke data gathering exercise, provides a transparent and up-to-date assessment of the current status of climate finance in relation to the commitment by developed countries to mobilise USD 100 billion per year by 2020 for climate action in developing countries. This exercise was only possible due to significant data gathering efforts by a wide range of actors over a short period of time.

**The key conclusion is that there is significant progress towards the USD 100 billion goal.** We estimate the aggregate volume of public and private climate finance mobilised by developed countries for developing countries reached USD 61.8 billion in 2014, up from USD 52.2 billion in 2013, with an average for the two years of USD 57.0 billion per year in 2013-14. Bilateral climate finance forms the largest source of finance over this period, and is significantly higher in 2013-14 than reported in 2011-12 owing both to real increase in finance as well as increase in reporting coverage.

**Methodologies for measuring and reporting on climate finance are improving.** This report builds on progress towards developing common climate finance definitions and accounting methodologies enabled by a group of 19 bilateral climate finance providers, the MDBs, the IDFC and OECD initiatives. It contributes to this process by applying a transparent accounting framework to the most recent data available and presenting preliminary partial estimates of mobilised private climate finance, in the form of private co-financing data associated with public finance interventions.

The lessons learned from conducting this exercise may be helpful in informing efforts to further improve the transparency and comprehensiveness of climate finance measuring, tracking and reporting. In particular, three issues appear significant in this context:

- **Convergence towards common and transparent definitions, methodologies and reporting approaches** helps ensure consistency and comparability of data. It is important to continue to build on ongoing efforts across the climate finance tracking community to harmonise accounting methodologies and standardise reporting and to further shed light on what constitutes climate finance, and particularly mobilised climate finance. In addition, a better understanding of how to account for policy-related public interventions is needed, as domestic policy frameworks and wider enabling environments for investment are critical drivers of investments. The OECD and CPI will continue advancing their work in these fields.
- **Improving transparency and accountability in reporting on climate finance.** Some progress has been made by countries and institutions to increase transparency on what they today report as climate finance. There is potential to exploit further synergies with existing statistical systems that contain project-level detail, by provider country and institution, and this could further enhance transparency and accountability in the reporting of climate finance. Exploiting these synergies could also help address the challenge in monitoring progress in mainstreaming climate change into development planning and of the implications for climate finance.
- **Making advances on multiple fronts in a co-ordinated way.** Further improvements in monitoring and reporting on climate finance depend on continued and coherent advances in the transparency, comparability and comprehensiveness of climate finance data across countries and institutions.

Progress is being made on data, tracking and methodologies for estimating, in a transparent and comprehensive manner, climate finance in relation to the USD 100 billion goal. Inevitably, it will take time and considerable hard work before the remaining methodological issues are adequately addressed and data are systematically and consistently collected. The OECD and CPI remain committed to improving the understanding and transparency of climate finance, and working with the international community on these issues.

## Annex A: “Developed country” providers and coverage of bilateral climate finance sources included in 2013-14 aggregate estimates

### **Classification of “developed country” and other participating providers of climate finance:**

This includes the 24 UNFCCC Annex II Parties<sup>29</sup> together with a number of OECD DAC members that voluntarily asked to be part of this exercise – the Czech Republic, Poland, the Slovak Republic and Slovenia, hereafter referred to collectively as “developed countries”.

---

29. The UNFCCC Annex II Parties are those that are required to provide financial resources to enable developing countries to undertake emissions reduction activities under the convention and to help them adapt to adverse effects of climate change, and who are required under the convention to provide information on financial resources provided. This does not include Turkey who was removed from the Annex II list in 2001 at its request to recognise its economy as a transition economy. The Annex II list is narrower than the OECD DAC membership.

**Coverage of “developed country” funding sources:**

	ODA	OOF	Renewable Energy – from OECD database	Individually reported (inc in expected UNFCCC reporting)	See Annex E for further details on instruments and data sources	
Country	UNFCCC Public Climate Finance reported in BR2		Export Credits		Bilateral Private Climate Finance	Inclusion of coal finance <sup>30,31</sup>
Australia	✓	✓				✗
Austria	✓	✓	✓			✗
Belgium	✓	✓	✓		✓	✗
Canada	✓			✓	✓	✗
Czech Republic	✓		✓			✓ <sup>32</sup>
Denmark	✓		✓			✗
EU Institutions	✓					✗
Finland	✓				✓	✗
France	✓	✓	✓		✓	✗
Germany	✓		✓		✓	✗
Greece	✓					✗
Iceland	✓					✗
Ireland	✓					✗
Italy	✓	✓	✓			✗
Japan	✓	✓		✓	✓	✓ (reported separately from aggregated figures)
Luxembourg	✓	✓				✗
Netherlands	✓				✓	✗
New Zealand	✓					✗
Norway	✓				✓	✗
Poland	✓		✓			✗
Portugal	✓				✓	✗
Slovak Republic	✓					✗
Slovenia	✓					✓ <sup>32</sup>
Spain	✓	✓	✓		✓	✗
Sweden	✓		✓		✓	✗
Switzerland	✓		✓		✓	✗
United Kingdom	✓				✓	✗
United States	✓	✓		✓	✓	✗

30. To the best of our ability we have excluded all finance relating to coal projects from this aggregate estimate.

31. 1) Japan and Australia consider that financing for high efficiency coal plants should also be considered as a form of climate finance. The aggregate estimates presented in this report exclude any such financing. 2) Developing countries including several major emitting countries have placed highly efficient coal-fired power generation as climate mitigation measures in their Intended Nationally Determined Contributions submitted to the UNFCCC.

32. Figures separated and not included.

## Annex B: UNFCCC Non-Annex I<sup>33</sup> & OECD DAC ODA-eligible recipients<sup>34</sup>

Countries and territories listed both in UNFCCC Non-Annex I and as OECD-DAC eligible recipients		
Afghanistan	Gambia	Nigeria
Albania	Georgia	Niue
Algeria	Ghana	Pakistan
Angola	Grenada	Palau
Antigua and Barbuda	Guatemala	Panama
Argentina	Guinea	Papua New Guinea
Armenia	Guinea-Bissau	Paraguay
Azerbaijan	Guyana	Peru
Bangladesh	Haiti	Philippines
Belize	Honduras	Rwanda
Benin	India	Saint Lucia
Bhutan	Indonesia	Saint Vincent and the Grenadines
Bolivia	Iran	Samoa
Bosnia and Herzegovina	Iraq	Sao Tome and Principe
Botswana	Jamaica	Senegal
Brazil	Jordan	Serbia
Burkina Faso	Kazakhstan	Seychelles
Burundi	Kenya	Sierra Leone
Cabo Verde	Kiribati	Solomon Islands
Cambodia	Kyrgyzstan	Somalia
Cameroon	Lao People's Democratic Republic	South Africa
Central African Republic	Lebanon	South Sudan
Chad	Lesotho	Sri Lanka
Chile	Liberia	Sudan
China (People's Republic of)	Libya	Suriname
Colombia	Madagascar	Swaziland
Comoros	Malawi	Syrian Arab Republic
Congo	Malaysia	Tajikistan
Cook Islands	Maldives	Tanzania
Costa Rica	Mali	Thailand
Côte d'Ivoire	Marshall Islands	Timor-Leste
Cuba	Mauritania	Togo
Democratic People's Republic of Korea	Mauritius	Tonga
Democratic Republic of the Congo	Mexico	Tunisia
Djibouti	Micronesia	Turkmenistan
Dominica	Moldova	Tuvalu
Dominican Republic	Mongolia	Uganda
Ecuador	Montenegro	Uruguay
Egypt	Morocco	Uzbekistan
El Salvador	Mozambique	Vanuatu
Equatorial Guinea	Myanmar	Venezuela
Eritrea	Namibia	Viet Nam
Ethiopia	Nauru	Yemen
Fiji	Nepal	Zambia
Former Yugoslav Republic of Macedonia	Nicaragua	Zimbabwe
Gabon	Niger	

33. [http://unfccc.int/parties\\_and\\_observers/parties/non\\_annex\\_i/items/2833.php](http://unfccc.int/parties_and_observers/parties/non_annex_i/items/2833.php)34. <http://www.oecd.org/dac/stats/daclist.htm>

<b>Countries and territories only listed in UNFCCC Non-Annex I</b>		
Andorra	Kuwait	San Marino
Bahamas	Oman	Saudi Arabia
Bahrain	West Bank and Gaza Strip	Singapore
Barbados	Qatar	Trinidad and Tobago
Brunei Darussalam	Korea	United Arab Emirates
Israel	Saint Kitts and Nevis	
<b>Countries and territories only listed as OECD-DAC eligible recipients</b>		
Belarus	Saint Helena	Ukraine
Kosovo	Tokelau	Wallis and Futuna
Montserrat	Turkey	West Bank and Gaza Strip

## Annex C: Reporting coverage and approaches for public bilateral climate finance (2013-14)

	ODA	OOF	Commitment	Disbursement (Provided)	Calendar Year	Fiscal Year	OECD DAC Rio Markers	MDB Adaptation 3-step approach	MDB Mitigation Positive list / IDFC Common Principles	ODA Eligible Countries	UNFCCC Non-Annex I Parties
	Coverage		Point of Measurement			Climate Definition			Recipient Definition		
Australia	✓	✓		✓		✓	✓			✓	
Austria	✓	✓	✓		✓		✓			✓	
Belgium	✓	✓		✓	✓		✓			✓	
Canada	✓			✓		✓	✓			✓	✓
Czech Republic	✓			✓	✓		✓			✓	
Denmark	✓		✓		✓		✓			✓	
EU Institutions	✓	✓	✓		✓		✓			✓	
Finland	✓			✓	✓		✓			✓	
France	✓	✓	✓		✓		✓*	✓	✓	✓**	
Germany	✓	✓	✓	✓	✓		✓			✓	
Greece	✓			✓	✓		✓			✓	
Iceland	✓		✓		✓		✓			✓	
Ireland	✓			✓	✓		✓			✓	
Italy	✓	✓	✓	✓	✓		✓			✓	
Japan	✓	✓	✓*	✓**	✓		✓				✓
Luxembourg	✓	✓		✓		✓	✓			✓	
Netherlands	✓			✓	✓		✓			✓	
New Zealand	✓			✓	✓		✓			✓	
Norway	✓			✓	✓		✓			✓	
Poland	✓			✓	✓		✓			✓	
Portugal	✓	✓	✓		✓		✓			✓	
Slovak Republic	✓		✓		✓		✓			✓	
Slovenia	✓			✓	✓		✓			✓	
Spain	✓	✓		✓	✓		✓			✓	
Sweden	✓			✓*	✓		✓				✓
Switzerland	✓			✓	✓		✓			✓	
United Kingdom	✓			✓	✓					✓	
United States	✓	✓	✓			✓				✓	✓

Source: Data in this annex is drawn from a survey sent out to donors in the context of the DAC ENVIRONET-WP-STAT Task Team as well as from bilateral exchanges with individual donors.

Activity-level component approach	Coefficient on Rio marker "Principal"	Coefficient on Rio marker "Significant"	Cash Value	Budgetary Finance / Grant Equivalent	Activity level	Aggregate or semi-aggregates		
Quantification			Valorisation of Instrument		Format of data	Additional Notes		
✓	100%	30%*	✓		✓	*Activity-level coefficients used where feasible, where not, a 30% coefficient is applied.		
	100%	50%	✓		✓			
Range of coefficients		✓		✓				
100%	Most relevant*	✓			✓	**"Significant" activities screened and most climate-relevant are counted		
100%	100%	✓		✓		Approximated based on OECD DAC Rio marker data		
100%	50%	✓		✓				
100%	40%	✓			✓			
Range of coefficients		✓			✓	2014 figures approximated based on provisional 2013 figures.		
✓	100%	40%	✓		✓	* For Fasep/Rpe: a hybrid system is used based on the MDB/IFC positive list and the Rio Markers (100% coefficient for "principal", 40% for "significant") **ODA-eligible excl. Annex I.		
	100%	50%	✓	✓*	✓	✓	*Figures provided for transparency for budgetary finance. The figures which fed into the aggregate are based on cash value	
100%	100%	✓		✓				
100%	100%	✓			✓	2014 figures approximated based on final 2013 figures		
100%	50%	✓			✓			
100%	40%	✓			✓			
100%	100%	✓			✓	* for loans and grants **for technical assistance		
100%	100%	✓			✓			
100%	40%	✓			✓			
100%	30%*	✓			✓	*default, unless an activity-specific coefficient is available		
100%	100%	✓			✓			
100%	100%	✓		✓				
100%	0%	✓			✓			
100%	100%	✓		✓		Approximated based on OECD DAC Rio marker data		
100%	100%	✓		✓		Approximated based on OECD DAC Rio marker data		
100%	20%-40%*	✓		✓	✓	* Activities targeting climate mitigation or adaptation as a significant objective (only) are accounted as 20% and operations targeting both mitigation and adaptation as a significant objective are accounted as 40%		
100%	40%	✓		✓		* Data used in this report reflects disbursements, as per Sweden's expected UNFCCC CTF table 7b. In the narrative part of its reporting, Sweden however includes commitment and disbursement data.		
51-100%	1-50%	✓			✓			
n/a	n/a	✓		✓	✓	Uses own approach		
n/a	n/a	✓			✓	Uses own approach		

## Annex D: Coverage of multilateral climate finance in OECD DAC Statistics (2013-14)

OECD's Development Assistance Committee (DAC) statistics capture an integrated picture of both bilateral and multilateral climate-related external development finance flows. This increases transparency through the collection and publication of detailed activity-level information, avoids double counting and supports consistency and robustness through the use of a statistical system with standardised definitions and bases of measurement.

The table reflects the coverage of reporting to the OECD DAC by MDBs based on the MDB Joint Approach (see Box 6) and multilateral funds, and reflects how data has been integrated and reconciled to ensure consistent points of measurement<sup>35</sup> and geographical coverage (for further information see technical annexes published online).

---

35. i.e. data were converted to USD dollars using the OECD annual average exchange rate, and standardised for calendar year and geography.

36. To the best of our ability we have excluded all finance relating to coal projects from this aggregate estimate.

37. Data for 2013 were approximated for AfDB based on the Joint MDB reporting, 2014.

38. EIB data reflect concessional and non-concessional projects. The concessionality of a loan is determined at the moment of the first disbursement, and so given the data are based on commitments, it is not possible to distinguish between concessional and non-concessional instruments at this stage.

	Coverage	Point of measurement	Climate definition and quantification		Geographical coverage
	Concessional	Non-Concessional	Commitment/ Approval	Disbursement	
			Joint MDB Principles & Component approach	Calendar Year	Fiscal Year
African Development Bank	✓	✓	✓	✓	✓
African Development Fund	✓	✓	✓	✓	n/a
Asian Development Bank <sup>37</sup>	✓	✓	✓	✓	✓
Asian Development Bank Special Funds	✓	✓	✓	✓	✓
European Bank for Reconstruction and Development	✓	✓	✓	✓	✓
European Investment Bank <sup>38</sup>	✓	✓	✓	✓	n/a
World Bank (IBRD)	✓	✓	✓	✓	✓
World Bank (Intl. Development Association)	✓	✓	✓	✓	n/a
Inter-American Development Bank	✓	✓	✓	✓	✓
Inter-American Development Bank Special Fund	✓	✓	✓	✓	n/a
International Finance Corporation	✓	✓	✓	✓	n/a
Adaptation Fund	✓	✓	✓	✓	✓
Climate Investment Funds	✓	✓	✓	✓	n/a
Global Environment Facility, incl. Least Developed Countries Funds (LDCF) and Special Climate Change Fund (SCCF)	✓	✓	✓	✓	✓
Nordic Development Fund	✓	✓	✓	✓	n/a

## Annex E: Coverage and approaches for mobilised private climate finance (2013-14)

Information in this table does not reflect the full set of financial instruments used nor official choices made by the institutions and countries listed. It reflects the extent to and format in which climate-related data was available for the purpose of this report. In most cases, data was sourced directly from the institutions (or countries) listed. Complementary data from the joint-DFI mapping (Stumhofer et al., 2015) and the OECD DAC survey on amounts mobilised (OECD DAC, 2015) was used for a limited number of institutions.

		Activity-level	Aggregate or semi-aggregate	Grants	Concessional loans	Non-concessional loans	Credit lines	Direct equity investments	Fund-level equity investments	Guarantees (exc. export credits)
Country	Reporting	Format of data		Public finance instruments						
Belgium	BIO-Invest	✓				✓				
Finland	FINNFund	✓								✓
France	AFD	✓	✓	✓	✓	✓	✓			
France	Proparco		✓			✓	✓	✓		
France	FFEM		✓	✓						
Germany	KfW		✓	✓	✓	✓	✓			✓
Germany	DEG		✓			✓		✓		
Japan	JICA		✓							✓
Japan	JBIC		✓			✓				
Netherlands	FMO		✓		✓					
Norway	Foreign Ministry	✓		✓						
Norway	NORAD	✓		✓						✓
Norway	NORFUND	✓		✓	✓			✓	✓	✓
Portugal	SOFID	✓								✓
Spain	COFIDES	✓				✓		✓		
Spain	MAEC FONPRODE	✓						✓		
Sweden	SIDA	✓								✓
Switzerland	SIFEM	✓								✓
UK	DECC/DFID	✓	✓	✓	✓				✓	
USA	OPIC		✓			✓				✓
USA	USAID		✓	✓						✓
	AfDB <sup>39</sup>	✓		✓	✓	✓				✓
	ADB <sup>39</sup>	✓			✓	✓				
	CIF	✓		✓	✓					✓
	EBRD	✓		✓		✓		✓		
	EIB	✓		✓	✓	✓		✓	✓	✓
	GEF	✓		✓	✓					✓
	IDB	✓		✓	✓	✓		✓	✓	✓
	IFC	✓			✓	✓		✓	✓	✓
	MIGA	✓								✓
	WB (IDA/IBRD)	✓			✓	✓				✓

39. Data for 2013 were approximated for AfDB and AsDB based downward-adjusted 2014 levels.



## Annex F: Input from the Technical Working Group

The recent Joint Statement of a group of 19 bilateral climate finance providers on their common understanding of the scope of mobilised climate finance was supported by detailed methodological input from their Technical Working Group.

The Technical Working Group provided further clarification and input to the OECD for the purposes of this report (TWG, 2015), and these details are presented in this annex.

Whilst the focus of the TWG was on methodologies to estimate mobilised private climate finance, some of their methodological choices can also apply to the measurement and reporting of public finance flows and for consistency in this report they are applied as a general framework (i.e. decisions on the treatment of coal and on the methodology for attributing multilateral finance).

### **Accounting for mobilised private climate finance: input to the OECD-CPI Report**

On September 6th 2015 in Paris, ministers and senior officials from various developed country governments<sup>40</sup> agreed to a common methodology to track and report mobilized climate finance<sup>41</sup>. This methodology relies on the following principles: to ensure that only finance mobilized by developed country governments is counted towards the \$100 billion goal and that, where multiple actors are involved, the resulting finance is only counted once in tracking finance; and to ensure that the reporting framework encourages and incentivizes the most effective use of climate finance.

Based on these principles and for the purpose of the OECD/CPI report commissioned by France and Peru, the following document outlines the methodologies that were used by the group to provide their bilateral data for the purposes of this report as well as some technical recommendations related to the accounting of flows mobilized by developed countries towards the \$100 billion Copenhagen goal. It is worth noting that due to differences in data systems in use across countries, and in light of the compressed timeline for providing data for this report, not all providers were able to apply this precise methodology for the data submitted. This methodology builds on technical discussions over the past years within the OECD-hosted Research Collaborative on Tracking Private Climate Finance<sup>42</sup>; it reflects the best available technical understanding and data availability, acknowledging that further improvements will take place in the future in the light of changing data availability and lessons learned from trialing these recommendations.

- **Sectoral coverage:** the data provided by the group to OECD/CPI did not include finance related to coal projects<sup>43</sup>; however Japan and Australia consider that financing for high efficiency coal plants should also be considered as a form of climate finance and Japan provided a separate estimate of the amount of finance that Japan provided for high efficiency coal plants projects. In the report this estimate will be indicated separately from, and additionally to the main total climate finance estimate.
- **Classification of actors as public or private:** the group applied the OECD DAC standard definition to determine if an entity was public or private: official (i.e. public) transactions are those undertaken by central, state or local government agencies at their own risk and responsibility, regardless of whether these agencies have raised the funds through taxation or through borrowing from the private sector. The group reported data with the view that 100% of the finance by such entity should be counted as public<sup>44</sup> or private depending on the definition of the entity.
- **Geographic source of private flows mobilized:** considering the importance of mobilizing flows from the widest variety of sources and of strengthening the private sector in developing countries, in particular small and medium enterprises,

40. Australia, Belgium, Canada, Denmark, Finland, France, Germany, Italy, Japan, Luxembourg, Netherlands, New Zealand, Norway, Poland, Sweden, Switzerland, United Kingdom, United States, and the European Commission.

41. <http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/40866.pdf>

42. The Research Collaborative is an open network, co-ordinated and hosted by the OECD Secretariat, of interested governments, relevant research institutions and international finance institutions.

43. except if equipped with CCS.

44. For increased transparency, in addition to total public finance, the group intends to provide information on public budgetary sources and/or grant equivalent in future reporting.

the data provided by the group included both domestic and international private flows mobilized by a developed country public intervention, with the understanding that multilateral data would follow the same convention. Where possible, the group agreed to aim to indicate where flows originated, using international standard based on Foreign Direct Investment statistics definitions, which relies on the residence principle as defined by the balance of payments<sup>45</sup>.

- **Data sets:** the group provided activity-level data were available, or aggregates estimates based on activity-level data analysis. Only robust proxies were occasionally used<sup>46</sup> when no such data was available.
- **Causality between public intervention and private finance:** the group understands private finance as being mobilized where there is a clear causal link between a public intervention and associated private finance and where the activity would not have moved forward, or moved forward at scale, in the absence of our governments' intervention; and reported data accordingly. Data provided by the group relied on project-level boundaries for grants, loans and syndicated loans. For other types of financial instruments, such as guarantees and collective investment vehicles, the precise boundaries varied according to the level and quality of available data, as well as causality considerations based on conservative approaches.
- **Instruments:** as both are useful to effectively mobilize private sector towards low-carbon and resilient development, the group was of the view that private finance mobilized both by public finance and by policy support should be included, to the extent that data existed and that a causality link could be demonstrated, and fairly taking into account public finance and policy support provided by developing countries themselves. At this stage however, for practical reasons, data availability and coherence, the data provided by the group only reflected private finance mobilized via public instruments, until robust methodology and necessary data become available.
- **Currency:** the data provided by the group relied where possible on exchange rates from the OECD DAC.
- **Attribution – co-financing:** In order to prevent double counting and to recognize the role that developing countries' public finance plays in mobilizing private finance, the group recommended that mobilized private finance be accounted based on a volume-based, pro-rata attribution approach, and reported its bilateral data accordingly. In other words: if several public actors are involved in one project, the mobilized private climate finance associated with this project would be attributed to the various actors in equal proportion to the share of public finance (estimated at face value) that each public financier provided. Only developed countries' shares of private finance mobilized should be reported, excluding private finance mobilized by developing countries' public finance.
- **Attribution – multilateral institutions:** The group recommended that climate finance mobilized by multilateral entities with complex ownership structures, such as multilateral development banks and other multilateral entities, be attributed to the various owners based on the following methodology.

The development of this methodology was guided by the principles below:

- The methodology should be transparent and as simple as possible;
- Only amounts that can reasonably be attributed to developed countries should be counted;
- The contributions of developed countries to the capacity of MDBs and multilateral entities to mobilize resources should be recognized, including contributions to concessional windows and paid-in and callable capital contributions to non-concessional windows;
- The method should be dynamic; it should be relatively easy to adapt to changing circumstances as appropriate.

## Concessional windows and dedicated climate funds

---

The MDB concessional windows, as well as dedicated climate funds, operate on a “money-in, money-out” model—they are not leveraged (they do not raise funds in bond markets for their financing), and they have to be replenished regularly. Their resources come from contributions made during the replenishment process by countries and from retained earnings (reflows from loans and other instruments and interest on investments).

---

45. See for example <http://www.imf.org/external/np/sta/bop/BOPman.pdf>

46. By some DFIs in particular.

The overall approach recommended to calculating the attributable share of finance from concessional windows involves separating flows that originate from the most recent replenishment from flows originating from reflows and past replenishments. The former should be imputed using the developed countries' share of contributions in the most recent replenishment; the latter should be imputed using the developed countries' share of historical contributions<sup>47</sup>. This translates in the following formula:

$$\left[ \left[ x \left( \frac{\text{Developed country contributions}}{\text{All contributions}} \right)_{\text{Current}} \right] + \left[ y \left( \frac{\text{Developed country contributions}}{\text{All contributions}} \right)_{\text{Historical}} \right] \right] \times \text{Annual climate finance flow}$$

where x is the portion of climate finance from the concessional window or fund that derives from recent contributions, and y is the portion that comes from retained earnings.

## Non-concessional windows

---

The financial mechanics of the MDB non-concessional windows, which rely on leverage, require a different approach. The non-concessional windows fund themselves through (1) resources raised in the bond market and (2) retained earnings. The banks' ability to fund themselves is determined by their capital, which is usually of two types: paid-in and callable. The banks' AAA credit ratings allow them to raise larger volumes of finance in the markets and at terms that are more attractive than the banks' borrowers could secure on their own.

The banks' credit ratings derive from the quality of their balance sheets and the extraordinary support that shareholders are committed to providing in the form of callable capital, whose value is taken into account by rating agencies in their judgment only if it is highly-rated (HR)<sup>48</sup>. The importance of this capital to a particular institution's credit rating depends on several factors, including the strength of the bank's portfolio. For some MDBs, highly-rated callable capital results in uplift of one or more notches in the rating of the bank beyond what the Stand Alone Credit Profile would provide. In other cases, highly-rated callable capital is deemed as increasing the MDB's lending and borrowing headroom. In all cases, highly-rated callable is deemed as providing stability to the MDBs' credit ratings.

The proposed approach to calculating the attributable share of finance from non-concessional windows involves two elements. The first is developed countries' share of paid-in capital, and the second is developed countries' share of highly-rated callable capital<sup>49</sup>. To recognize that callable capital is not equal to paid-in capital, the eligible callable capital should be affected with an important discount<sup>50</sup>. This approach translates into the following formula:

$$\left[ \frac{\text{Paid in capital}_{\text{Developed countries}} + (\text{HR Callable capital}_{\text{Developed countries}} * 0.1)}{\text{Paid in capital}_{\text{All countries}} + (\text{HR Callable capital}_{\text{All countries}} * 0.1)} \right] \times \text{Annual climate finance flow}$$

Source: Technical Working Group, (September 2015)

---

47. To calculate the amount of climate finance that can be attributed to developed countries in a given year, the climate finance outflows of the MDB concessional windows and dedicated climate funds for that year will be separated into those that are sourced from recent contributions and those that are based on retained earnings. The portion sourced from recent contributions will be multiplied by the share of the total replenishment contributed by developed countries in the most recent cycle. The portion sourced from retained earnings will be multiplied by the share of developed countries in historical contributions, which is the sum of all replenishments except for the most recent one. The two terms are then added together and the resulting ratio is multiplied by the total climate finance flow from that window or entity for the relevant year.

48. Highly-rated callable capital is understood for the purpose of this exercise as capital contributed by countries whose median credit rating among the three major credit rating agencies is "A" or above (higher of the two, if one of the three is missing).

49. The ratio of climate finance from non-concessional windows attributable to developed countries will be calculated as (1) the sum of developed countries' paid-in capital and developed countries' highly-rated callable capital (with discount), divided by (2) the sum of the total paid-in capital and the total highly-rated capital (with discount).

50. To recognize that paid-in capital has substantially more value than callable capital, a discount rate should be applied to the callable-capital portion of the calculation. Setting a discount rate is not an exact science but the group proposes to discount highly-rated callable capital by 90%, thereby only counting 10% of its volume.

## Annex G: Comparative analysis of headline estimates of climate finance

Institution/ Report	Headline Figure	Coverage/Data	Source
OECD DAC Statistics (2015)	<ul style="list-style-type: none"> <li>USD 40bn climate-related development finance in 2013 (public).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Providers include DAC members, MDBs and multilateral climate funds and the UAE</li> <li>Flows to ODA-eligible recipients</li> <li>Data reflect commitments, based on calendar year</li> <li>Concessional and non-concessional flows</li> <li>Data gaps; bilateral OOF only partial and some MDB flows and smaller multilateral funds.</li> </ul>	Activity level data, collected routinely and systematically through the OECD DAC Creditor Reporting System (CRS),
CPI Landscape (2014)	<ul style="list-style-type: none"> <li>USD 31-37 billion (34 billion) of the finance captured flowed from developed (OECD) to developing countries (non-OECD).</li> <li>Of which 94% is public resources.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Split as developed (OECD) and developing (non-OECD countries)</li> <li>DAC members reporting to the OECD; US Government where needed by data gaps; Multilateral, Bilateral and National Development Finance Institutions; Multilateral Climate Funds; private finance invested in renewable energy projects.</li> <li>Data reflect new financial commitments and investment that reached financial closure in 2013.</li> </ul>	Compilation of data from primary and secondary data sources, including direct project-level reporting from a number of Development Finance Institutions.
UNFCCC SCF (2014) Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows	<ul style="list-style-type: none"> <li>Climate finance flows from developed to developing countries:</li> <li>USD 35-50bn p.a. public finance (av. 2010-12)</li> <li>USD 5-120bn p.a. private finance (av. 2010-12)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Estimates aim for as full coverage as data available.</li> <li>Unclear on basis of measurement – though given sources, likely mostly commitments.</li> </ul>	Compilation of data from a range of sources, rather than primary data collection
UNFCCC Biennial Reports	<ul style="list-style-type: none"> <li>USD 28.755bn reported in 2011, and USD 28.863bn in 2012 (source: UNFCCC BA)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Range of reporting approaches, combining commitment and disbursement data, bi and multi, public and some private finance, and range of instruments...</li> </ul>	Developed Party UNFCCC reporting to in (Biennial reports).
MDB Joint Climate Finance Reports 2013 & 2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>USD 23.8 and USD 28.3 bn. in 2013 and 2014 respectively, from MDB's own resources and external resources.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Providers include the six main MDBs</li> <li>Country coverage beyond ODA-eligible.</li> <li>Data corresponds to commitments at the time of Board approval or financial agreement signature, and are based on fiscal year.</li> <li>Concessional and non-concessional flows</li> </ul>	Main MDBs reporting

## Glossary of key terms

<b>Attribution of multilateral finance between developed and developing countries</b>	The process by which public finance from multilateral entities' (e.g. MDBs) own resources or public finance mobilised by the latter is attributed to the entity shareholders.
<b>Attribution of private co-finance among public actors</b>	The process by which private co-finance (see below) or mobilised private finance (see below) is attributed among public actors involved. This can for instance be done based on the role played or risk taken by each actor/intervention. For practical reasons, private co-finance was, for the purpose of this report, attributed using volume-based pro-rating. Such attribution simply reflects the share of each actor in the total public finance involved at the project or activity-level.
<b>Bilateral flows</b>	Bilateral transactions are those provided by a climate finance provider country to a developing country. They may encompass transactions channelled through multilateral organisations ("multi-bi" or "earmarked" contributions), transactions with non-governmental organisations active in development and other, internal development-related transactions such as interest subsidies, spending on promotion of development awareness, debt reorganisation and administrative costs.
<b>Commitment</b>	A commitment is a firm written obligation by a government, public agency or bank, backed by the appropriation or availability of the necessary funds, to provide resources of a specified amount under specified financial terms and conditions and for specified purposes for the benefit of a recipient country or a multilateral agency.
<b>Concessional and non-concessional loans</b>	While non-concessional loans are provided at, or near to, market terms, concessional loans are provided at softer terms than market terms. For bilateral loans, to help distinguish official development assistance from other official flows, a minimum grant element of 25% has been specified to qualify loans as concessional.
<b>Creditor Reporting System (CRS)</b>	The central statistical reporting system of the Development Assistance Committee (DAC) whereby bilateral and multilateral providers of development co-operation report at item level on all flows of resources to developing countries. It is governed by reporting rules and agreed classifications, and used to produce various aggregates, making DAC statistics the internationally recognised source of comparable and transparent data on official development assistance and other resource flows to developing countries.
<b>DAC List of ODA Recipients</b>	The list of developing countries eligible for official development assistance. This list is maintained by the Development Assistance Committee and revised every three years.
<b>Developed countries</b>	In the context of this report, developed countries are classified as the 24 UNFCCC Annex II parties together with the Czech Republic, Poland, Slovak Republic and Slovenia.
<b>Developing countries</b>	In the context of this report, these include any country that is a UNFCCC Non-annex I Party and/or an OECD DAC ODA-eligible participant (see Annex B for a list).
<b>Development Finance Institutions (DFIs)</b>	National and international development finance institutions (DFIs) are specialised development banks or subsidiaries set up to support private sector development in developing countries. They are usually majority-owned by national governments and source their capital from national or international development funds or benefit from government guarantees.
<b>Disbursement</b>	The release of funds to or the purchase of goods or services for a recipient; by extension, the amount thus spent. Disbursements record the actual transfer of financial resources, or of goods or services valued at the cost to the provider.
<b>Fast Start Finance</b>	The collective agreement taken by developed countries during COP15 in 2009 to provide new and additional resources, including forestry and investments, approaching USD 30 billion for the period 2010-2012 and with balanced allocation between mitigation and adaptation.
<b>Grant element</b>	A measure of the concessionality of a loan, expressed as the percentage by which the present value of the expected stream of repayments falls short of the repayments that would have been generated at a given reference rate of interest. The reference rate is 10% in DAC statistics.
<b>Guarantees</b>	A guarantee refers to a risk-sharing agreement under which the guarantor agrees to pay part or the entire amount due on a loan, equity or other instrument to the lender/investor in the event of non-payment by the borrower or loss of value in case of investment.

<b>Imputed multilateral ODA</b>	Climate-related imputed multilateral contributions are an estimation of the share of the core contributions to multi-purpose organisations that is used for climate-related activities. It is a two-step estimation. First, the proportion of the activities undertaken by the multilateral organisation that aim to address climate change is calculated. Second, this proportion is applied to the donor's core contributions, to estimate the climate-related share of their core contributions.
<b>Mobilised private finance</b>	Private finance caused by public interventions. Claiming mobilisation requires demonstrating or making plausible assumptions about such causal link. For the purpose of this report, private co-financing (see below) was used as best available evidence of mobilisation, acknowledging the limitations of doing so.
<b>Multi-bi allocations</b>	Contributions to multilateral organisations earmarked for a specific purpose, sector, region or country, which includes contributions to trust funds and joint programming; also referred to as non-core funding
<b>Multilateral climate funds</b>	Organisations managing contributions from public and private actors to climate-specific goals. For the purpose of this report, the main funds considered are those for which countries formerly report to the UNFCCC in the context of CTF table 7(a) (the Global Environment Facility, the Least Developed Countries Fund, the Adaptation Fund, the Green Climate Fund, the UNFCCC Trust Fund for Supplementary Activities).
<b>Multilateral development bank (MDB)</b>	An institution created by a group of countries, which provides financing and professional advice for the purpose of development. The main multilateral development banks are the World Bank, the European Investment Bank (EIB), the Asian Development Bank (ADB), the New Development Bank (NDB), the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), the Inter-American Development Bank Group (IDB or IADB), the African Development Bank (AfDB) and the Islamic Development Bank (IsDB).
<b>Official development assistance (ODA)</b>	Grants or loans to countries and territories on the DAC list of ODA recipients and to multilateral agencies that are undertaken by the official sector at concessional terms (i.e. with a grant element of at least 25%) and that have the promotion of the economic development and welfare of developing countries as their main objective. In addition to financial flows, technical co-operation is included in ODA.
<b>Officially-supported export credits</b>	Export credits are government financial support, direct financing, guarantees, insurance or interest rate support provided to foreign buyers to assist in the financing of the purchase of goods from national exporters.
<b>Other official flows (OOF)</b>	Transactions by the official sector which do not meet the conditions for eligibility as official development assistance, either because they are not primarily aimed at development or because they have a grant element of less than 25%. See official development assistance.
<b>Private co-financing</b>	Amount of private finance directly associated with public finance at the activity-, project-, or fund-level.
<b>Public and private finance</b>	Finance is considered public when undertaken by central, state or local government agencies at their own risk and responsibility, regardless of whether these agencies have raised the funds through taxation or through borrowing from the private sector. This includes transactions by public corporations. Private transactions are those undertaken by firms and individuals resident in the reporting country from their own private funds (OECD DAC, 2013).
<b>Technical Working Group on mobilised climate finance</b>	19 bilateral climate finance providers (Australia, Belgium, Canada, Denmark, Finland, France, Germany, Italy, Japan, Luxembourg, Netherlands, New Zealand, Norway, Poland, Sweden, Switzerland, United Kingdom, United States, and the European Commission) having developed a common understanding of the scope of mobilised climate finance (TWG, 2015).

## List of abbreviations and acronyms

<b>ADB</b>	Asian Development Bank
<b>AfDB</b>	African Development Bank
<b>CCS</b>	Carbon Capture and Storage
<b>CIFs</b>	Climate Investment Funds
<b>COP21</b>	21st Conference of parties of the UNFCCC (see below)
<b>CPI</b>	Climate Policy Initiative
<b>DAC</b>	OECD Development Assistance Committee
<b>EBRD</b>	European Bank for Reconstruction and Development
<b>EIB</b>	European Investment Bank
<b>GCF</b>	Greec Climate Fund
<b>GEF</b>	Global Environment Facility
<b>IaDB</b>	Inter-American Development Bank
<b>IDFC</b>	International Development Finance Club
<b>IFC</b>	International Finance Corporation
<b>IPCC</b>	Intergovernmental Panel on Climate Change
<b>IsDB</b>	Islamic Development Bank
<b>ODA</b>	Official Development Assistance
<b>OECD</b>	Organisation for Economic Co-operation and Development
<b>OOF</b>	Other official flows
<b>MDBs</b>	Multilateral development banks
<b>MIGA</b>	Multilateral Investment Guarantee Agency
<b>SCF</b>	UNFCCC Standing Committee on Finance
<b>TWG</b>	Technical Working Group
<b>UNDP</b>	United Nations Development Programme
<b>UNEP</b>	United Nations Environment Programme
<b>UNFCCC</b>	United Nations Framework Convention on Climate Change
<b>WBG</b>	World Bank Group

## References

- Buchner B., M. Stadelmann, J. Wilkinson, F. Mazza, A. Rosenberg and D. Abramskiehn (2014), "Global Landscape of Climate Finance 2014", Climate Policy Initiative, <http://climatepolicyinitiative.org/publication/global-landscape-of-climate-finance-2014/>
- Caruso, R. and R. Jachnik (2014), "Exploring Potential Data Sources for Estimating Private Climate Finance", OECD Environment Working Papers, No. 69, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/5jz15qwz4hs1-en>
- Climate Policy Initiative (2013), *The Global Landscape of Climate Finance 2013*. <http://climatepolicyinitiative.org/wp-content/uploads/2013/10/The-Global-Landscape-of-Climate-Finance-2013.pdf>
- Ellis, J. and S. Moarif (2015, forthcoming), "Identifying and Addressing Gaps in the UNFCCC Reporting Framework"
- Group of 19 bilateral climate finance providers (2015), "Joint Statement on Tracking Progress Towards the \$100 billion Goal", [www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/40866.pdf](http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/40866.pdf)
- Haščić, I., et al. (2015), "Public Interventions and Private Climate Finance Flows: Empirical Evidence from Renewable Energy Financing", OECD Environment Working Papers, No. 80, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/5js6b1r9lfd4-en>
- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) (2014), Fifth Assessment Report. <https://www.ipcc.ch/report/ar5/index.shtml>
- International Finance Consulting (2015, unpublished), *Leverage of Climate Finance: Guidance and Common Practice by the Multilateral Development Banks*.
- Jachnik, R., R. Caruso and A. Srivastava (2015), "Estimating Mobilised Private Climate Finance: Methodological Approaches, Options and Trade-offs, OECD Environment Working Papers, No. 83, OECD Publishing, Paris. DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/5js4x001rqf8-en>
- Joint-MDB (2015a), "2014 joint report on Multilateral Development Banks' climate finance", <http://documents.worldbank.org/curated/en/2015/06/24641149/2014-joint-report-multilateral-development-banks-climate-finance>
- Joint-MDB (2015b), "Common Principles for Climate Mitigation Finance Tracking", by African Development Bank (AfDB), the Asian Development Bank (ADB), the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), the European Investment Bank (EIB), the Inter-American Development Bank (IDB) and the World Bank Group <http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Climate/common-principles-for-climate-mitigation-finance-tracking.pdf>
- Joint-MDB (2015c), "Common Principles for Climate Change Adaptation Finance Tracking" by African Development Bank (AfDB), the Asian Development Bank (ADB), the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), the European Investment Bank (EIB), the Inter-American Development Bank (IDB) and the World Bank Group. [http://www.eib.org/attachments/documents/mdb\\_idfc\\_adaptation\\_common\\_principles\\_en.pdf](http://www.eib.org/attachments/documents/mdb_idfc_adaptation_common_principles_en.pdf)

- Joint-MDB (2014), *Joint report on MDB Climate Finance 2013*, by African Development Bank, Asian Development Bank, European Bank for Reconstruction and Development, European Investment Bank, InterAmerican Development Bank, International Finance Corporation and World Bank. [http://www.eib.org/attachments/documents/joint\\_report\\_on\\_mdb\\_climate\\_finance\\_2013.pdf](http://www.eib.org/attachments/documents/joint_report_on_mdb_climate_finance_2013.pdf)
- Mirabile, M., J. Benn and C. Sangaré (2013), “Guarantees for Development”, OECD Development Co-operation Working Papers, No. 11, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/5k407lx5b8f8-en>
- Ockenden, S., and V. Gaveau (2015, forthcoming), “A stock-take of OECD DAC members’ reporting practices on climate and environment-related official development finance, including reporting to the Rio Conventions”.
- OECD (2015a), Research Collaborative on Tracking Private Climate Finance [www.oecd.org/env/researchcollaborative](http://www.oecd.org/env/researchcollaborative)
- OECD (2015b), Methodologies to Measure Amounts Mobilised from the Private Sector by Official Development Finance Interventions. Available at: [www.oecd.org/dac/stats/mobilisation-effect-of-public-development-finance.htm](http://www.oecd.org/dac/stats/mobilisation-effect-of-public-development-finance.htm)
- OECD (2015c), “Technical note on the treatment of “green” multilateral flows in DAC statistics”. [www.oecd.org/dac/stats/documentupload/Technical%20note%20on%20the%20treatment%20of%20green%20multilateral%20flows%20in%20DAC%20statistics.pdf](http://www.oecd.org/dac/stats/documentupload/Technical%20note%20on%20the%20treatment%20of%20green%20multilateral%20flows%20in%20DAC%20statistics.pdf)
- OECD (2015d), Arrangement on Officially Supported Export Credits, <http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?doclanguage=en&cote=tad/pg%282015%291>
- OECD (2014a), “Climate-related development finance in 2013: Improving the statistical picture”. [www.oecd.org/dac/environment-development/Climate-related%20development%20finance%20FINAL.pdf](http://www.oecd.org/dac/environment-development/Climate-related%20development%20finance%20FINAL.pdf)
- OECD (2014b), *Development Co-operation Report 2014: Mobilising Resources for Sustainable Development*, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/dcr-2014-en>
- OECD (2013a), “Converged Statistical Reporting Directives for the Creditor Reporting System (CRS) and the Annual DAC Questionnaire”, <http://www.oecd.org/dac/stats/methodology.htm>
- OECD (2013b), “OECD Workshop with International Financial Institutions (IFIS) on Tracking Climate Finance: Main points of discussion”, February 2013, Paris. <http://www.oecd.org/dac/environment-development/workshop-riomarkers-february2013.htm>
- OECD (2011), *Handbook on the OECD-DAC Climate markers*. <http://www.oecd.org/dac/stats/48785310.pdf>
- OECD (2009), *OECD Benchmark Definition of Foreign Direct Investment 2008: Fourth Edition*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264045743-en>
- Stumhofer, T., Detken, A., Harnisch, J. and B. Lueg (2015), “Proposal of a methodology for tracking publicly mobilized private climate finance”. [https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Download-Center/Materialien/Nr.-9\\_Proposal-of-a-methodology-for-tracking-publicly-mobilized-private-climate-finance.pdf](https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Download-Center/Materialien/Nr.-9_Proposal-of-a-methodology-for-tracking-publicly-mobilized-private-climate-finance.pdf)

Technical Working Group (2015), “Accounting for mobilized private climate finance: input to the OECD-CPI Report”, September 2015. <http://www.bafu.admin.ch/dokumentation/medieninformation/00962/index.html?lang=en&msg-id=58589>

UNFCCC (2010), “UNFCCC Decision 1/CP.16”, The Cancun Agreements, 2010. <http://unfccc.int/resource/docs/2010/cop16/eng/07a01.pdf#page=2>

UNFCCC Standing Committee on Finance (2015), “Note of Clarification on the 2014 Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows” [http://unfccc.int/files/cooperation\\_and\\_support/financial\\_mechanism/standing\\_committee/application/pdf/clarification\\_note\\_2014\\_ba.pdf](http://unfccc.int/files/cooperation_and_support/financial_mechanism/standing_committee/application/pdf/clarification_note_2014_ba.pdf)

UNFCCC Standing Committee on Finance (2014), “Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows”, [http://unfccc.int/cooperation\\_and\\_support/financial\\_mechanism/standing\\_committee/items/8034.php](http://unfccc.int/cooperation_and_support/financial_mechanism/standing_committee/items/8034.php)

UNFCCC Subsidiary Body for Implementation (2014), “Compilation and synthesis of sixth national communications and first biennial reports from Parties included in Annex I to the Convention”, <http://unfccc.int/resource/docs/2014/sbi/eng/inf20a01.pdf>



## About OECD

The OECD has a long experience in measuring climate-related development finance in the broader context of financing for development. The DAC statistical framework provides an international standard for tracking development finance, recently capturing integrated statistics on bilateral and multilateral climate-related development finance flows and working on improving its quality and coverage.

The OECD also hosts the Research Collaborative for Tracking Private Climate Finance, which co-ordinates emerging findings on methodologies to estimate mobilised private climate finance. The Research Collaborative has close technical collaboration with the DAC, MDBs, other development finance institutions, countries and expert organisations.



CLIMATE  
POLICY  
INITIATIVE

## About CPI

Climate Policy Initiative (CPI) works to improve the most important energy and land use policies around the world, with a particular focus on finance. It supports decision makers through in-depth analysis on what works and what does not. CPI works in places that provide the most potential for policy impact, including Brazil, China, Europe, India, Indonesia, and the United States.

Its work helps nations grow while addressing increasingly scarce resources and climate risk. This is a complex challenge in which policy plays a crucial role.

## LINKS

### OECD

[www.oecd.org/environment/cc/cop21.htm](http://www.oecd.org/environment/cc/cop21.htm)  
[www.oecd.org/env/researchcollaborative/](http://www.oecd.org/env/researchcollaborative/)  
<http://oe.cd/RioMarkers>  
[www.oecd.org/environment/cc/ccxg.htm](http://www.oecd.org/environment/cc/ccxg.htm)

### CPI

[www.climatepolicyinitiative.org](http://www.climatepolicyinitiative.org)  
<http://climatepolicyinitiative.org/climate-finance/>  
[www.climatefinancelandscape.org/](http://www.climatefinancelandscape.org/)

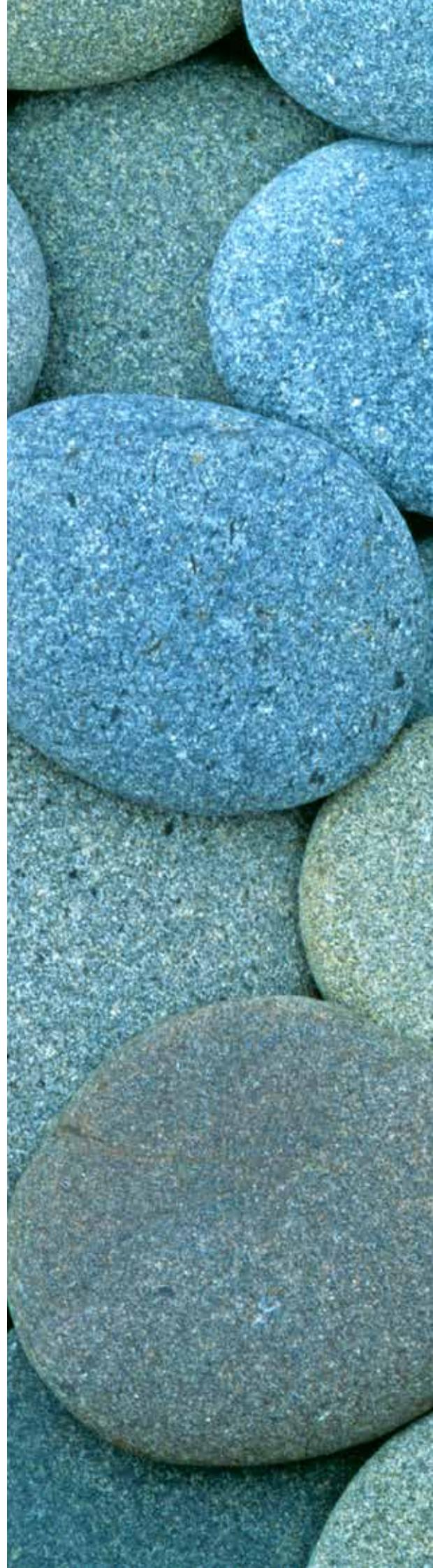
## CONTACTS

### OECD

Simon.Buckle@oecd.org  
Stephanie.Ockenden@oecd.org  
Raphael.Jachnik@oecd.org

### CPI

Barbara.Buchner@cpivenice.org





CLIMATE  
POLICY  
INITIATIVE



# Le financement climatique en 2013-2014 et l'objectif des 100 milliards de dollars

Rapport de l'OCDE  
établi en collaboration avec  
Climate Policy Initiative





# Le financement climatique en 2013-2014 et l'objectif des 100 milliards de dollars

Rapport de l'OCDE établi en collaboration  
avec Climate Policy Initiative



## L'abstract

Les pays développés se sont engagés à mobiliser ensemble 100 milliards USD par an d'ici à 2020 afin de financer les efforts de lutte contre le changement climatique dans les pays en développement. Cinq ans après l'annonce de cet engagement, qui a été faite à Copenhague en 2009 lors de la COP15, et six ans avant la date butoir de 2020, ce rapport présente un état des lieux du financement climatique mobilisé à cette fin par les pays développés en 2013 et 2014. Des avancées non négligeables ont été réalisées vers cet objectif. Selon les estimations préliminaires que présente ce rapport, le financement climatique a atteint 62 milliards USD en 2014 et 52 milliards USD en 2013, ce qui équivaut à une moyenne de 57 milliards USD par an pour ces deux années. Le rapport s'attache à faire preuve de transparence et de rigueur dans l'analyse des données disponibles et le choix des hypothèses et des méthodes sous-jacente, malgré les limites que peut imposer un exercice de notification globale. Les approches méthodologiques et les activités de collecte de données nécessaires pour étayer l'élaboration d'estimations de cette nature vont en s'améliorant. Comme le souligne le rapport, il reste néanmoins des efforts importants à faire pour parvenir à établir des estimations plus complètes et plus justes à l'avenir. L'OCDE et CPI sont prêts à appuyer cet effort.

## Responsabilité

Ce rapport est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions qui y sont exprimées et les arguments qui y sont avancés ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel des pays membres de l'OCDE ou des organisations internationales et autres institutions référencés.

Ce document et toute carte qu'il peut contenir sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :  
**OCDE (2015), « Le financement climatique en 2013 2014 et l'objectif des 100 milliards de dollars », rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en collaboration avec Climate Policy Initiative (CPI).**

En ligne : <http://www.oecd.org/environment/cc/OECD-CPI-Climate-Finance-Report.htm>

## Remerciements

La rédaction d'un rapport de premier plan sur la question techniquement complexe et politiquement sensible du financement de la lutte contre le changement climatique est un exercice difficile à accomplir, même dans les meilleures conditions. Élaborer une estimation sur l'état actuel du financement climatique en l'espace d'à peine quelques mois est une entreprise qui ne nous a initialement pas paru être possible. Le fait que nous soyons néanmoins parvenus à produire une estimation solide, à partir d'une démarche méthodologique transparente, sur le financement consacré au climat en 2013 et 2014, apporte, nous pensons, une importante contribution à l'information disponible à la communauté internationale à l'heure où elle prépare la réunion prévue à Paris à la fin de l'année.

Ce rapport a été établi par le Secrétariat de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en collaboration avec Climate Policy Initiative (CPI). Mais il n'aurait pu voir le jour sans les efforts considérables et la bonne volonté de toutes les personnes qui, au sein de diverses organisations et dans de nombreux pays, ont prêté leur concours à l'équipe de l'OCDE et de CPI chargée de ce projet.

Le projet a été dirigé par Simon Buckle (Chef de la Division du climat, de la biodiversité et de l'eau de la Direction de l'environnement de l'OCDE) et encadré par Stéphanie Ockenden (Division Partenaires mondiaux et politiques de la Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE), qui a aussi mené la rédaction du rapport et l'analyse du financement public qu'il contient. L'équipe de l'OCDE comprenait Raphaël Jachnik, qui a mené les travaux d'analyse et de rédaction concernant le financement privé mobilisé, Mariana Mirabile, qui a apporté ses précieuses compétences en matière d'analyse quantitative et statistique, Jennifer Calder, qui s'est employée avec zèle à réunir des données essentielles et à participer à leur analyse, et Gonzalo Bustos-Turu, qui a prêté sans relâche son concours au traitement et à l'analyse des données. Ziga Zarnic a contribué aux travaux d'analyse à un stade plus avancé du projet. Barbara Buchner, Directrice principale de CPI, a joué un rôle clé au sein de l'équipe chargée du projet, notamment en faisant office de vecteur central des contributions de CPI et en fournissant des conseils des plus utiles.

Ángel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, et Gabriela Ramos, Directrice du Cabinet de l'OCDE et Sherpa, ont manifesté un vif intérêt pour le projet et assuré un appui financier et institutionnel durant toute sa réalisation. En raison du caractère transversal du projet, Simon Upton (Directeur de la Direction de l'environnement) et Jon Lomøy (Directeur de la Direction de la coopération pour le développement) en ont assumé conjointement la responsabilité et ont fourni conseils, soutien et force d'impulsion. L'équipe chargée du projet a pu aussi profiter

des compétences et connaissances de plusieurs autres collègues de l'OCDE, notamment Julia Benn, Jan Corfee-Morlot, Jane Ellis, Valérie Gaveau, Michael Gonter, Cécile Sangare, Anthony Cox et Haje Schütte. Du côté de CPI, elle a bénéficié de l'expertise de Jessica Brown, Federico Mazza, Chiara Trabacchi et Jane Wilkinson, avec un remerciement particulier à Thomas C. Heller, Directeur exécutif de CPI, pour ses conseils tout au long du projet. À l'OCDE, Shayne MacLachlan, Justine Garrett, Sama Al Taher Cucci, Stéphanie Simonin-Edwards, Stéphanie Coic et Dominique Haleva ont joué à divers égards un rôle décisif dans l'accompagnement du projet et la mise au point des supports de communication.

L'équipe tient également à remercier les représentants des gouvernement de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, de la Commission européenne, de la Corée, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République slovaque, de la République tchèque, du Royaume-Uni, de la Slovénie, de la Suède et de la Suisse, d'avoir communiqué leurs données financières au Secrétariat de l'OCDE dans un délai très court, ainsi que d'avoir examiné le rapport et activement coopéré durant tout le projet. L'équipe remercie en outre tous les autres pays membres de l'OCDE, la Présidence péruvienne de la Conférence des Parties à la CCNUCC et le Secrétariat de la CCNUCC pour les commentaires qu'ils ont formulés sur une première version du rapport, de même que le Secrétariat du Fonds vert pour le climat et la Banque de développement KfW.

Enfin, l'équipe chargée du projet remercie chaleureusement les représentants du Groupe de la Banque mondiale (Agence multilatérale de garantie des investissements, Société financière internationale et Banque mondiale), du Fonds d'adaptation, de la Banque africaine de développement, de la Banque asiatique de développement, des Fonds d'investissement pour le climat, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, de la Banque européenne d'investissement, du Fonds pour l'environnement mondial, de la Société financière internationale, de la Banque interaméricaine de développement, et de la Banque islamique de développement, d'avoir communiqué les données de leurs organisations sur les apports multilatéraux et le cofinancement, ainsi que d'avoir répondu avec patience à un flot de questions qui a dû leur paraître incessant.

Si l'équipe chargée du projet a pu profiter de cette profusion de compétences et de conseils judicieux, elle n'en demeure pas moins responsable des choix méthodologiques, du traitement et de l'interprétation des données qui lui ont été fournies, ainsi que des erreurs qui peuvent en résulter.

## Avant-propos

La 21ème Conférence des Parties à la CCNUCC (COP21), qui doit se tenir à Paris à la fin de l'année, nourrit de fortes attentes. Les Parties à la Convention ont en effet pour ambition d'y faire déboucher plusieurs années de négociations sur un nouvel accord, à caractère universel, concernant la lutte contre le changement climatique, qui entrerait en vigueur en 2020. Il s'agit donc véritablement d'une réunion décisive.

Le financement de l'action contre le dérèglement climatique constitue un volet essentiel de ces négociations, en particulier dans l'optique de l'engagement pris par les pays développés de mobiliser ensemble 100 milliards USD par an à l'horizon 2020 pour aider les pays en développement dans cet effort. Or, c'est un domaine où la définition des données et des méthodes requises pour pouvoir déterminer clairement le volume du financement est en retard sur les réalités politiques. L'an dernier, le Comité permanent du financement (CPF) de la CCNUCC a publié une première estimation des flux financiers des pays développés vers les pays en développement pour la période 2010-2012, soit un montant compris entre 40 et 175 milliards USD par an. De plus, il a formulé plusieurs recommandations en vue d'améliorer la mesure, la notification et la vérification des apports financiers pour le climat. Il présentera son prochain rapport en 2016.

C'est le souci de renforcer la transparence dans la perspective de la COP21 qui a conduit les gouvernements français et péruvien à demander à l'OCDE, par les voix de M. Sapin, ministre français des Finances et des Comptes publics, et de M. Segura Vasi, ministre péruvien de l'Économie et des Finances, d'établir une estimation globale du financement mobilisé pour le climat, en donnant une indication des progrès réalisés vers l'objectif des 100 milliards USD annuels.

Ce rapport a été élaboré par l'OCDE en collaboration avec Climate Policy Initiative (CPI). Nous avons immédiatement pris conscience de l'importance de la tâche qui nous était ainsi confiée et de la résonance qu'elle pourrait avoir. Nous savions qu'il y aurait de nombreux problèmes à résoudre sur le plan technique et des données, et ce dans des délais records pour que nos travaux puissent contribuer à renforcer la transparence et la confiance indispensables à l'heure où se déroulaient les négociations sur le climat destinées à préparer la COP21. Le sujet n'était évidemment pas vraiment nouveau pour nous. En effet, outre les travaux d'avant-garde effectués dans le cadre du Réseau de recherche collaborative sur le suivi du financement climatique provenant de sources privées, créé en 2013 et hébergé par l'OCDE, l'Organisation est forte d'une longue et solide expérience de la mesure et du suivi de la finance pour le développement, y compris de sa partie liée au climat, qu'elle a acquise en s'appuyant sur le cadre statistique de son Comité d'aide au développement (CAD). CPI a, pour sa part, apporté sa connaissance vue d'ensemble du panorama du financement climatique, ainsi que des questions relatives aux méthodes et définitions qui s'y rapportent.



Nous avons maintenant achevé nos travaux, qui ont comporté un vaste effort de collecte et d'analyse de données, y compris les réponses à une enquête sur les montants que les pays prévoient de notifier à la CCNUCC en janvier 2016, et des données provenant des principales banques multilatérales de développement (BMD) et d'institutions de financement du développement (IFD). Nos estimations finales, qui se concentrent sur le volume des fonds publics et des fonds privés mobilisés qui ont été consacrés au climat en 2013 et 2014, laissent apparaître un tableau encourageant. Il en ressort que le volume global du financement climatique public et privé mobilisé par les pays développés pour les pays en développement a atteint 62 milliards USD en 2014, contre 52 milliards USD en 2013, soit une moyenne de 57 milliards USD par an pour les deux années de la période 2013-2014. L'augmentation constatée en 2014 par rapport à 2013 tient en grande partie à un fort accroissement des engagements des BMD.

Il s'agit, selon nous, d'une estimation solide, établie suivant une démarche méthodologique transparente qui permet de réduire au minimum le risque de double comptage, lequel existe lorsqu'une même activité est financée par des fonds provenant de plusieurs acteurs publics en même temps que par des fonds privés. De plus, nos travaux ont pris en considération le fait que le financement multilatéral – apports publics et apports privés mobilisés – est imputable aussi bien aux pays en développement qu'aux pays développés, et nous n'avons tenu compte que des efforts des seconds dans nos calculs. Les données sur le financement public bilatéral reflètent les montants que les pays prévoient actuellement de notifier à la CCNUCC en 2016. Les estimations concernant le financement privé mobilisé représentent une avancée non négligeable. C'est un domaine particulièrement complexe où de plus amples efforts s'imposent pour perfectionner aussi bien la mesure que les méthodes. Il faut donc garder à l'esprit le fait que ces estimations ont un caractère préliminaire et qu'elles sont susceptibles d'être améliorées.

J'espère que ce rapport contribuera à renforcer la transparence et la confiance à l'approche de la COP21. Nous remercions vivement les nombreuses personnes et tous les pays et organisations ayant coopéré avec nous et nous ayant prodigué leur soutien durant le déroulement de ce projet. Sans leur concours, il n'aurait pas été possible de le réaliser. Enfin, j'espère que les enseignements tirés de cet exercice seront utiles pour améliorer encore le suivi et la notification du financement climatique au regard de l'objectif des 100 milliards USD. L'OCDE est prête à appuyer les efforts qui seront déployés dans ce sens.



**Angel Gurria**, OCED Secrétaire général  
7 octobre 2015



Dear Secretary-General,

Five months ahead of the Climate Change Conference, which will take place in Paris in December, the hope of reaching a universal agreement has never been as high. Peru and France, respectively the current and incoming Presidents of the Conference of the Parties (COP) to the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), are committed to achieving an ambitious outcome at the end of the international negotiations, in the form of an agreement to limit global warming to below 2°C.

One of the conditions for improving trust between the Parties and reaching an agreement is unquestionably the availability of adequate financial resources for managing climate change and the meeting of existing commitments on finance. In particular, developed countries need to provide clear, reassuring information about the implementation of their commitment to mobilize \$100 billion a year by 2020 from a variety of sources, public and private, bilateral and multilateral, including alternative sources of financing, to support climate change adaptation and mitigation actions in developing countries.

As the current and incoming Presidencies of the COP, we are endeavouring to provide the necessary framework to enhance transparency and promote discussion and action around these issues. With this aim, the Presidencies will be co-hosting a closed-door Ministerial event on climate finance in Lima. This ministerial meeting will be held on the occasion of the 2015 Annual Meetings of the World Bank Group and the International Monetary Fund.

Angel GURRÍA  
Secretary-General  
Organisation for Economic Co-operation and Development

Within the UNFCCC, the Standing Committee on Finance (SCF) last year published a first estimate of the financing mobilized for 2010-2012 through the 2014 biennial assessment and overview of climate finance flows. On the basis of the available data, the SCF estimated that between \$40 billion and \$175 billion of financing flowed from developed to developing countries each year. Those figures present a wide range of uncertainty and the SCF has made recommendations to the UNFCCC to improve tracking of climate finance flows; however, the next report will not be published until COP22.

As an input to the discussion during the Ministerial event on climate finance referenced above, and in order to capture the latest progress, it would be beneficial to provide an updated estimate of North-South climate finance flows in order to have a better indication of the progress being made towards meeting the \$100 billion commitment. Due to its current work on the issue, we would like to entrust this task to the OECD. The report would need to be finalized at least two weeks before the Lima meeting. We trust your analytical capacity can capture and consolidate the ongoing efforts on the matter, helping to increase transparency around this issue.

Our staff will be informed of the progress of this work and will remain at your disposal for any organizational assistance you may require.

We hope we can rely on your support and assistance towards securing an ambitious agreement in Paris in 2015.

Yours truly,



**Michel SAPIN**  
Minister of Finance  
and Public Accounts



**Alonso SEGURA VASI**  
Ministry of Economy  
and Finance



# Résumé

Les pays développés Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont adhéré à l'objectif consistant à «*mobiliser ensemble 100 milliards USD par an d'ici à 2020 pour répondre aux besoins des pays en développement... provenant de diverses sources, publiques et privées, bilatérales et multilatérales, y compris d'autres sources de financement*» (CCNUCC, 2010).

Dans le but d'informer les discussions internationales et de renforcer la transparence au sujet du financement climatique dans la perspective de la 21ème Conférence des Parties (COP21) à la CCNUCC qui se tiendra à Paris en décembre 2015, les Présidences sortante et entrante de la COP, à savoir le Pérou et la France, ont demandé à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) d'établir une estimation globale actualisée du financement mobilisé pour le climat et de donner une indication des progrès réalisés vers l'objectif de financement climatique défini dans le contexte de la CCNUCC. Le présent rapport a été établi par l'OCDE en collaboration avec Climate Policy Initiative (CPI).

Suivant les recommandations formulées par le Comité permanent du financement de la CCNUCC en 2014, les efforts visant à améliorer le suivi et la notification du financement climatique se sont intensifiés dans la communauté internationale, notamment au sein de l'OCDE et ses membres, des banques multilatérales de développement (BMD) et des institutions de financement du développement (IFD). S'appuyant sur ces efforts et faisant usages des meilleures données disponibles et d'un cadre comptable transparent, assorti de choix méthodologiques et définitions clairs, ce rapport présente un état des lieux du financement public et privé mobilisé en 2013 et 2014 au regard de l'objectif des 100 milliards USD.

Étant donné les délais extrêmement courts dans lesquels cette tâche a dû être accomplie, les estimations fournies doivent être considérées comme préliminaires et susceptibles d'être améliorées avec le perfectionnement des outils de mesure et des méthodes. Il faudra en particulier s'attacher à définir des méthodes qui permettent de quantifier le rôle des politiques climatiques et, plus généralement, celui du contexte national dans la mobilisation du financement privé. Par rapport aux estimations précédentes, ce rapport a pour ambition d'apporter une contribution dans quatre domaines distincts :

- Premièrement, grâce aux efforts déployés par les pays et les institutions financières internationales pour accélérer la notification de leurs données, nous sommes en mesure de fournir, avant la COP21, des chiffres proches de complets (quoique préliminaires) concernant le **financement climatique public** pour 2013 et 2014.
- Deuxièmement, nous sommes en mesure de présenter des estimations partielles préliminaires sur le **financement climat privé mobilisé**, établies à partir des meilleures données disponibles à ce jour, à savoir celles qui se rapportent au cofinancement privé associé aux interventions financières du secteur public. Il importe toutefois de noter que le cofinancement direct n'est pas nécessairement assimilable au financement mobilisé et qu'il ne rend pas compte de l'effet de mobilisation indirect des mesures de renforcement des capacités, du soutien budgétaire et des politiques nationales.
- Troisièmement, suite à la récente déclaration conjointe d'un groupe de 19 fournisseurs bilatéraux de financement climatique<sup>1</sup> sur leur définition commune du périmètre couvert par le financement climatique mobilisé, le présent rapport s'appuie dans toute la mesure du possible sur les données préliminaires fournies conformément à leur méthodologie commune de suivi et de notification au regard de l'objectif des 100 milliards USD.
- Enfin, le rapport répond à l'objectif de **transparence** en détaillant les principales composantes de l'estimation agrégée du financement climatique et en décrivant les approches méthodologiques suivies.

Ce rapport présente ce que nous pensons être une estimation solide des apports de fonds pour le climat effectués en 2013 et 2014, en prenant en considération aussi bien le risque de double comptage que les difficultés posées par l'attribution des apports multilatéraux suivant des critères crédibles et raisonnables.

1. *Joint Statement on Tracking Progress Towards the \$100 billion Goal*, signée par l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la Finlande, la France, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume Uni, la Suède, la Suisse et la Commission européenne (Groupe des 19 fournisseurs bilatéraux de financement climatique, 2015).

## Progrès accomplis vers l'objectif des 100 milliards USD : quel est le niveau du financement climatique en 2013-2014 ?

Conformément à la définition opérationnelle recommandée par le Comité permanent du financement de la CCNUCC, le présent rapport considère que le financement climatique englobe tous les apports financiers ayant expressément pour objectif de favoriser un développement sobre en carbone ou résilient face au changement climatique. Le rapport fait usage de la classification de travail suivante des pays développés et des pays en développement. Les pays développés sont les 24 Parties visées à l'Annexe II de la CCNUCC plus les membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE qui ont demandé à participer à cet exercice.<sup>2</sup> Les pays en développement sont les Parties non visées à l'Annexe I de la CCNUCC et/ou les destinataires admissibles à l'aide au développement (APD).

Selon nos estimations, le volume global du financement climatique public et privé mobilisé par les pays développés pour les pays en développement a atteint 61.8 milliards USD en 2014, contre 52.2 milliards USD en 2013, soit une moyenne de 57.0 milliards USD par an sur les deux années. La hausse constatée entre 2013 et 2014 est en grande partie imputable à l'augmentation des engagements des BMD (voir le graphique 1). Ce volume global ne comprend pas le financement relatif aux projets liés au charbon. Toutefois, le Japon et l'Australie considèrent que le financement de centrales à charbon à haute efficacité devrait aussi être considéré comme une forme de financement climat et, outre les chiffres figurant dans ce rapport, le Japon a affecté 3.2 milliards USD à ces projets en 2013-2014.

L'estimation totale est fondée sur les éléments suivants du financement public et privé :

- Estimations provisoires du financement climatique bilatéral de source publique, établies d'après les chiffres que les Parties prévoient de communiquer à la CCNUCC ;
- Financement climatique multilatéral de source publique apporté par les BMD et les principaux fonds climatiques, et pouvant être attribué aux pays développés ;
- Crédits à l'exportation liés au climat bénéficiant d'un soutien public, essentiellement en faveur des énergies renouvelables ainsi que des montants supplémentaires par certaines Parties à la CCNUCC ;
- Estimation préliminaire et partielle du financement privé mobilisé par la finance publique bilatérale et multilatérale, et pouvant être attribué aux pays développés.

L'estimation moyenne pour 2013-2014 comprend 40.7 milliards USD de financement public (71 % du total), 1.6 milliard USD de financement associé à des crédits à l'exportation (3 %) et une estimation annuelle de 14.7 milliards USD pour le financement privé mobilisé (26 %). Ces chiffres partiels ne permettent pas de tirer de conclusions générales sur la capacité globale du financement public de mobiliser des fonds privés, ou sur l'équilibre entre financement public et financement privé dans les apports futurs. Le degré de mobilisation de fonds privés dépend

**Graphique 1 : Financement climatique mobilisé en 2013 et 2014, par source de financement (en milliards USD)**



Source : Analyse de l'OCDE. Note : Les chiffres figurant dans ce graphique ayant été arrondis, leur somme n'est pas nécessairement égale au total correspondant.

2. Pour plus de détails, voir la Partie I du rapport.

**Graphique 2 : Estimations globales préliminaires sur le financement climatique mobilisé auprès des pays développés pour les pays en développement** (en milliards USD)

Source de financement climatique		2013	2014	Moyenne 2013-14	Couverture des données	Homogénéité des données
<b>Public</b>	Financement bilatéral	22.5	23.1	22.8	28 Parties, APD et AASP	Notification à la CCNUCC selon des modalités propres aux Parties
	Fonds multilatéraux pour les changements climatiques (engagements, attribuées)	2.2	2.0	2.1	FEM et 5 principaux fonds	Notification au CAD-OCDE
	Banques multilatérales de développement (engagements au titre du financement climat, attribuées)	13.0	18.0	15.5	6 principales BMD, apports concessionnels et non concessionnels	Notification des BMD au CAD-OCDE (SNPC) selon leur approche commune
	Organismes spécialisés des Nations Unies et autres organisations multilatérales (apports de fonds axés sur le climat)	0.3	0.4	0.4	Divers fonds, données sur les apports axés sur le climat limitées	Notification à la CCNUCC selon des modalités propres aux Parties et statistiques du CAD-OCDE
<b>Crédits à l'exportation</b>	Crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public	1.3	1.5	1.4	Uniquement énergies renouvelables	Base de données de l'OCDE sur les opérations de crédit à l'exportation
	Notification supplémentaire par certaines Parties	0.3	0.1	0.2	Données provenant de 3 Parties	Notification à la CCNUCC selon des modalités propres aux Parties
<b>Privé</b>	Mobilisé à travers les canaux bilatéraux	6.5	8.1	7.3	21 organismes et fournisseurs bilatéraux de financement; couverture variable des instruments	Exercice initial conjoint des IFD et méthodologie du CAD
	Mobilisé par les BMD, attribué aux pays développés	6.2	8.6	7.4	6 principales BMD, AMGI, FIC, FEM ; couverture des limitée des instruments	Méthodologie initiale des BMD pour l'estimation du cofinancement
<b>Montant total du financement climatique</b>		<b>52.2</b>	<b>61.8</b>	<b>57.0</b>		

Source : Analyse de l'OCDE sur la base i) des réponses à l'enquête de l'OCDE sur les montants que les Parties prévoient de notifier à la CCNUCC, ii) des statistiques du CAD-OCDE concernant les apports notifiés par le Fonds pour l'adaptation, les Fonds d'investissement pour le climat (FIC), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Nordic Development Fund et les six principales BMD, ainsi que les entrées de fonds pour le GIEC, le Protocole de Montréal et la CCNUCC, iii) de la base de données de l'OCDE sur les opérations de crédit à l'exportation, iv) des données fournies par les pays, les IFD, les BMD, les FIC et le FEM sur le cofinancement privé, v) des réponses des pays, des IFD et des BMD aux enquêtes de l'OCDE sur les montants de fonds privés mobilisés. Note : Les chiffres figurant dans le tableau ayant été arrondis, leur somme n'est pas

#### Spectre de la couverture des données (fournisseurs et instruments)

Complète	Très étendue	Partielle	Très partielle	Données non disponibles

#### Spectre de l'homogénéité des données

Homogénéité parfaite	Convergence globale	Convergence partielle	Approches diverses	Flou

de nombreux facteurs, dont l'existence de conditions favorables et de politiques sectorielles spécifiques dans le pays bénéficiaire, de l'organisme qui apporte le financement, du type d'instrument utilisé et de l'objet pour lequel le financement public est fourni.

Le graphique 2 présente en détail ces éléments, ainsi que notre évaluation de la couverture et de l'homogénéité des données. On trouvera l'analyse sous-jacente dans la Partie II du rapport. Globalement, nous estimons que l'homogénéité et la couverture des données sont meilleures pour le financement public que pour le financement privé. Ces chiffres sont le fruit d'un exercice de collecte de données de grande ampleur mené en collaboration avec les principaux fournisseurs de financement climatique, dont les 29 membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE<sup>3</sup> et leurs organismes, banques et institutions bilatéraux de financement du développement, les six grandes banques multilatérales de développement (BMD)<sup>4</sup>, ainsi que les principaux fonds climatiques [le Fonds pour l'adaptation (FA), les Fonds d'investissement pour le climat (FIC) ainsi que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et ses fonds fiduciaires] et le Nordic Development Fund. Les estimations présentées dans ce rapport ne tiennent pas compte des annonces de contributions au Fonds vert pour le climat (FVC), qui est devenu opérationnel en 2014 et n'avait donc évidemment pas encore engagé de fonds fin 2014. On trouvera plus de détails, notamment

3. Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Corée, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Slovénie, Suède, Suisse et Union européenne.

4. Banque africaine de développement (BAfD), Banque asiatique de développement (BAsD), Banque européenne d'investissement (BEI), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Banque interaméricaine de développement (BID), Banque mondiale et Société financière internationale (SFI).

sur la couverture des données par fournisseur et par instrument et sur les modalités de notification, dans le rapport et ses annexes.

Il importe de garder à l'esprit que les développements récents en terme de définitions et méthodes de comptabilisation relatives au suivi du financement climatique marque une étape vers des estimations plus complètes et transparentes de ce financement. L'amélioration de la qualité et de la couverture des données collectées est un exercice progressif qui s'étend sur plusieurs années. Les choix méthodologiques faits cette année concernant l'affinement des définitions et des méthodes de comptabilisation constituent un progrès, mais il se peut qu'un certain laps de temps soit nécessaire avant que ces choix soient appliqués systématiquement et que des données puissent être recueillies de manière homogène et régulière.

D'autres efforts analytiques et méthodologiques seront nécessaires pour continuer d'améliorer la mesure et la notification du financement climatique pour tout un éventail d'organisations, d'institutions financières internationales et de pays. Si l'on veut perfectionner les méthodes de façon à obtenir des estimations plus solides, il faudra tenir compte des effets du financement public consacré au renforcement des capacités ou au soutien budgétaire, ainsi que des effets des politiques publiques, tout en prenant en considération le rôle que joue le contexte national dans la mobilisation d'apports financiers privés.

Les difficultés rencontrées pour parvenir à une meilleure compréhension du financement climatique portent en particulier sur les questions de transparence et de redevabilité, ainsi que sur l'élaboration de définitions, méthodes et modalités de notification communes.

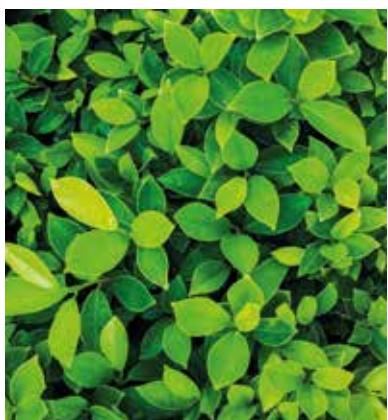
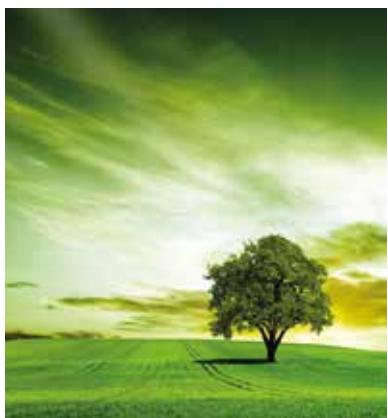
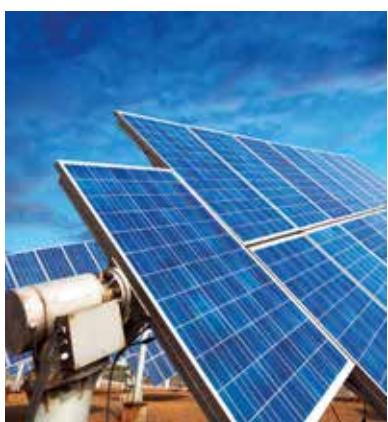
Nous espérons que les enseignements que nous avons tirés de cet exercice pourront contribuer à accélérer les progrès sur le plan de la méthodologie et de la collecte des données, à la fois au sein et à travers les pays et institutions, ainsi qu'en ce qui concerne les obligations de notification des Parties à la CCNUCC. Nous notons en particulier qu'il existe, pour les pays développés Parties à la Convention, des possibilités d'améliorer la transparence et l'exhaustivité des données sur le financement climatique qu'ils fournissent à la CCNUCC. L'OCDE et CPI sont prêtes à soutenir ces efforts et à continuer de coopérer et d'apporter leur contribution.

*Les estimations et autres chiffres préliminaires présentés dans ce rapport rendent compte du financement climatique mobilisé par les pays développés pour les pays en développement au regard de l'objectif des 100 milliards USD annuels fixé par la CCNUCC, conformément au cadre comptable et aux définitions de travail exposés dans la Partie I.*



# Table des matières

Introduction	14
<b>Partie I. Le cadre comptable</b>	16
<b>Partie II. Progrès accomplis au regard de l'objectif des 100 milliards USD de financement climatique</b>	20
Estimations relatives au financement climatique	
pour 2013-2014 par source de financement	22
Financement climatique public	22
Crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public et notification supplémentaire de la part de certaines Parties à la CCNUCC	25
Financement climatique privé mobilisé	26
<b>Part III. Méthodologies relatives au suivi du financement climatique</b>	31
Notification du financement climatique par les pays développés	
Parties à la CCNUCC	33
Notification du financement climatique multilatéral	36
Notification du financement climatique privé mobilisé	39
<b>Partie IV. Enseignements et conclusions</b>	42
Annexe A : « Pays développés » fournisseurs de financement climatique et couverture des sources bilatérales de financement climatique dans les estimations globales pour 2013-2014	44
Annexe B : Parties non visées à l'Annexe I de la CCNUCC et pays admissibles au bénéfice de l'APD selon le CAD de l'OCDE recipients	46
Annexe C : Couverture et modalités de la notification du financement climatique public bilatéral (2013-14)	48
Annexe D : Couverture du financement climatique multilatéral dans les statistiques du CAD de l'OCDE (2013-14)	50
Annexe E : Couverture des données relatives au financement climatique privé mobilisé et approches y afférentes (2013-14)	52
Annexe F : Contribution du Groupe de travail technique	54
Annexe G : Analyse comparative des estimations globales concernant le financement climatique	57
Glossaire des principaux termes	58
Liste des sigles et acronymes	60
Références	61





## Introduction

En 2010, la CCNUCC a formalisé l'objectif que se sont fixé collectivement les pays développés pour financer l'action contre le changement climatique, à savoir « mobiliser ensemble 100 milliards USD par an d'ici à 2020 pour répondre aux besoins des pays en développement... de diverses sources, publiques et privées, bilatérales et multilatérales, y compris d'autres sources de financement » (CCNUCC, 2010).

Ce rapport présente un état des lieux concernant cet effort à la date de septembre 2015 en donnant un aperçu du financement climatique en 2013-2014 au regard de l'objectif de mobiliser 100 milliards USD par an à l'horizon 2020 (ci-après dénommé financement climatique mobilisé) dans le cadre de la CCNUCC.

On dispose à ce jour d'informations relativement limitées sur le volume actuel du financement climatique et, en particulier, du financement climatique mobilisé au regard de l'objectif des 100 milliards USD annuels. Le Comité permanent du financement (CPF) de la CCNUCC a présenté, dans le rapport intitulé *Biennial Assessment and Overview of Climate Finance* (CCNUCC CPF, 2014), une estimation de la totalité des apports financiers liés au climat des pays développés vers les pays en développement, et constate ainsi qu'en moyenne entre 2010 et 2012, ces apports se sont élevés de 40 à 175 milliards USD par an, dont un montant compris entre 35 et 50 milliards USD en provenance d'organismes publics, et une fourchette de 5 à 125 milliards USD<sup>1</sup> de fonds privés.

Toutefois, dans ce rapport, le CPF n'appréhende pas explicitement la question du financement climatique mobilisé dans l'optique de l'objectif des 100 milliards USD annuels. Il n'est donc pas évident dans quelle mesure les estimations qu'il contient sur l'ensemble des apports de ressources financières pour le climat rendent compte des progrès réalisés vers cet objectif. Le rapport présente aussi séparément des chiffres globaux composés de financement public axé sur le climat (majeure partie) et d'apports au titre du budget central des organisations multilatérales (qui comprennent du financement non climatique) au profit des pays en développement et notifiés à la CCNUCC par les pays de l'Annexe II. Ces apports ont représenté au total près de 29 milliards USD en moyenne par an pour 2011 et 2012.

L'analyse présentée dans ce rapport a fait appel à la longue expérience de l'OCDE dans le domaine de la mesure et du suivi du financement du développement, et du recensement du financement du développement lié au climat, qu'elle a acquise en s'appuyant sur le cadre statistique de son Comité d'aide au développement (CAD), ainsi qu'aux travaux effectués ou en cours de réalisation par le CPF de la CCNUCC, les banques multilatérales de développement

5. Le CPF a publié une note de clarification dans laquelle il indique que les apports des pays développés aux pays en développement sont sans doute plus proches de la limite inférieure (Comité permanent du financement de la CCNUCC, 2015).



(BMD) et les institutions de financement du développement (IFD). De plus, le Réseau de recherche collaborative sur le suivi du financement climatique provenant de sources privées, créé assez récemment et hébergé par l'OCDE, a contribué activement à la coordination des résultats des travaux sur les méthodes d'estimation du financement climatique privé mobilisé, et coopéré à cette fin avec le CAD, les BMD, les IFD, les pays et les organismes spécialisés. Tout récemment, un groupe de 19 pays fournisseurs bilatéraux de financement climatique a établi, en exploitant les travaux du Réseau de recherche collaborative, une compréhension commune du périmètre couvert par le financement climatique mobilisé, ainsi qu'une méthodologie commune pour le suivi et la notification des apports financiers au regard de l'objectif des 100 milliards USD annuels (Groupe de travail technique, 2015). L'élaboration de ce rapport a en outre bénéficié de la collaboration de Climate Policy Initiative, qui a apporté sa connaissance de l'ensemble du paysage mondial du financement climatique.

En raison des contraintes et autres difficultés posées par les données, il n'a pas été possible de dresser un tableau totalement complet et détaillé du financement mobilisé pour l'action climatique dans les pays en développement. De plus, compte tenu des faits nouveaux et des débats en cours concernant les définitions et les méthodes de mesure relatives au financement climatique, seules des estimations préliminaires peuvent être présentées dans ce rapport pour rendre compte des progrès réalisés vers l'objectif des 100 milliards USD annuels. Ces estimations offrent néanmoins une vision globale actualisée du financement climatique au regard de l'objectif de la CCNUCC, établie à l'aide d'un cadre comptable transparent. Nous espérons que les informations nouvelles qui sont données ici au sujet du volume du financement climatique mobilisé apporteront une contribution utile, eu égard aux négociations internationales sur le climat qui se déroulent dans la perspective de la COP21, prévue à Paris à la fin de 2015.

Ce rapport est composé de quatre parties. La Partie I décrit le cadre comptable qui a servi à mesurer et agréger le financement climatique. La Partie II relate les progrès réalisés vers l'objectif consistant à mobiliser 100 milliards USD par an à l'horizon 2020, en présentant des estimations concernant aussi bien le financement climatique public que le financement climatique privé mobilisé. La Partie III expose les méthodes appliquées pour établir ces estimations et rend compte des avancées réalisées dans la méthodologie du suivi du financement climatique, en apportant des précisions sur les approches en matière de notification. La Partie IV énonce les conclusions dégagées de cet exercice, ainsi que des questions sur lesquelles il serait sans doute utile de réfléchir pour éclairer les efforts visant à accroître encore la transparence et l'étendue de la mesure et de la notification des apports de ressources financières pour le climat.

# Partie I. Le cadre comptable

Ce rapport présente une estimation globale du financement climatique mobilisé au regard de l'objectif de 100 milliards USD de financement annuel à l'horizon 2020, laquelle a été établie grâce à une communication accélérée des données requises, notamment de celles que les Parties prévoient de remettre à la CCNUCC en janvier 2016, et des données des banques multilatérales de développement (BMD). Il ne remplace pas les informations que les Parties doivent fournir sur leur contribution au financement climatique dans leur rapport à la CCNUCC, son objet étant plutôt de donner une indication de l'état du financement climatique pour la période la plus récente, à savoir 2013-2014, dans la perspective de la COP21, en rendant compte de façon claire et transparente des modalités de notification et de la composition du financement climatique.

L'estimation des progrès réalisés vers l'objectif des 100 milliards USD annuels est une entreprise complexe du point de vue technique. Il existe en effet un risque non négligeable de double comptage et d'attribution incorrecte du financement climatique car les apports de fonds proviennent souvent de plusieurs pays ou organisations qui travaillent en collaboration pour obtenir un résultat donné. Ces considérations concernent le financement climatique public, mais la tâche se complique encore lorsqu'il s'agit du financement privé mobilisé par des interventions publiques.



Ce rapport présente le cadre comptable utilisé pour établir une estimation globale solide et transparente, en exposant les principales méthodes, classifications et définitions de travail qui ont été utilisées. Il s'inspire de la déclaration conjointe récemment publiée par un groupe de 19 fournisseurs bilatéraux de financement climatique sur leur compréhension commune du périmètre couvert par le financement climatique mobilisé, et met à profit la contribution méthodologique détaillée que leur Groupe de travail technique a élaborée (Groupe de travail technique, 2015). Cette méthodologie commune a été appliquée aux données préliminaires dans la mesure du possible, sans toutefois perdre de vue le fait qu'il s'agit d'un effort à poursuivre (voir l'annexe F pour plus de précisions). Le cadre comptable et les classifications et définitions de travail présentés ci-dessous ont été adoptés pour les besoins du présent rapport :

## 1. Sources de financement

Cinq principales sources de financement sont prises en compte dans cet exercice de notification globale :

- Les contributions au titre du **financement public bilatéral**, notamment l'aide publique au développement (APD) et les autres apports du secteur public (AASP), qui sont notifiées à la CCNUCC.
- Le **financement climatique multilatéral** assuré à travers les grandes BMD et les principaux fonds multilatéraux pour le climat – dont aussi bien les apports concessionnels que les apports non concessionnels – qui est imputable aux pays développés.<sup>6</sup>
- Les **crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public** et les **montants devant faire l'objet d'une notification supplémentaire de la part de certaines Parties à la CCNUCC<sup>7</sup>**
- Le **financement privé mobilisé** :
  - à travers les **canaux bilatéraux**, en particulier les grands organismes de développement et IFD bilatéraux ;
  - à travers les **canaux multilatéraux**<sup>6</sup>, en particulier les grandes MDB, ainsi que les principaux fonds pour le climat, les FIC et le FEM.

**Graphique 3. Sources de financement prises en compte dans l'estimation globale du financement climatique mobilisé par les pays développés (non représentées à l'échelle)**



## 2. Classification des « pays développés » fournisseurs de financement climatique (y compris d'autres apporteurs participants)

- Afin de délimiter le périmètre de cet exercice de notification globale, nous avons adopté une classification de travail pour les pays développés fournisseurs de financement climatique au regard de l'objectif des 100 milliards USD annuels.
- Ces pays comprennent les 24 Parties visées à l'Annexe II de la CCNUCC<sup>8</sup>, ainsi que quatre membres du CAD de l'OCDE qui ont volontairement demandé à prendre part à cet exercice, à savoir la Pologne, la République slovaque, la République tchèque et la Slovénie, collectivement dénommés ci-après « les pays développés ».
- Seul le financement qui est apporté par ces fournisseurs et qui leur est attribué est pris en compte dans les estimations présentées dans ce rapport (voir, à l'annexe A, la liste des Parties, ainsi que les sources de financement que chacune notifie et qui sont prises en compte dans cet exercice). Cette classification de travail ne préjuge pas des définitions qui peuvent être adoptées dans le contexte de la CCNUCC.

6. Le financement multilatéral et les apports privés mobilisés par le biais des canaux multilatéraux ne sont pas imputés dans leur intégralité aux pays développés. La part attribuée à ces pays est calculée à l'aide d'une méthode décrite dans la Partie III, et seule cette part est comptabilisée au titre de l'objectif des 100 milliards USD annuels.

7. Les statistiques concernant les crédits à l'exportation ne font pas l'objet d'une mise à disposition systématique ni ne sont utilisées de façon habituelle par les spécialistes du financement climatique, et les premiers rapports biennaux présentés à la CCNUCC, qui couvraient la période 2011-2012, n'en contenaient pas toujours. Tout récemment, un groupe de 19 fournisseurs bilatéraux de financement climatique a indiqué, dans une déclaration exposant leur définition commune du périmètre couvert par le financement climatique mobilisé, que celui-ci comprenait le financement public dispensé par les organismes de crédit à l'exportation (Groupe des 19 fournisseurs bilatéraux de financement climatique, 2015).

8. Les Parties visées à l'Annexe II de la CCNUCC sont les pays qui sont tenus d'apporter des ressources financières aux pays en développement afin de leur permettre de mener des activités de réduction des émissions au titre de la Convention, et de les aider à s'adapter aux effets néfastes du changement climatique, et qui ont l'obligation, en vertu de la Convention, de fournir des informations sur les ressources financières qu'ils apportent. Ces pays ne comprennent pas la Turquie qui a été retirée de la liste de l'Annexe II en 2001 à sa demande afin d'être considérée comme une économie en transition. La liste de l'Annexe II est plus courte que celle des membres du CAD de l'OCDE.

### 3. Classification des « pays en développement » bénéficiaires

- Pour les besoins du présent rapport, nous avons adopté une classification de travail pour les pays en développement bénéficiaires. Ainsi, ces derniers comprennent tous les pays figurant sur la liste des Parties non visées à l'Annexe I de la CCNUCC et/ou sur la liste des pays éligibles à l'APD établie par le CAD de l'OCDE (voir l'annexe B).
- Cette classification de travail ne préjuge pas des définitions qui peuvent être adoptées dans le contexte de la CCNUCC.

### 4. Définitions concernant la dimension climatique

- Activités visant à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de celui-ci et activités visant ces deux objectifs à la fois, qui répondent aux définitions et critères d'éligibilité établis par les organisations internationales concernées (ex., les marqueurs de Rio élaborés par le CAD de l'OCDE, la typologie commune des activités d'atténuation dressée par les BMD, et les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ou GIEC) (voir la Partie II et les informations présentées dans les encadrés 7 et 8).
- Cohérence avec la définition opérationnelle du financement climatique recommandée par le CPF de la CCNUCC, qui prend en compte les aspects convergents et autres éléments communs des définitions utilisées par les organismes spécialisés dans la collecte et l'agrégation des données : « *Le financement climatique a pour but de réduire les émissions et de renforcer les puits de gaz à effet de serre, ainsi que d'atténuer la vulnérabilité des systèmes humains et écologiques face aux effets néfastes du changement climatique, et de préserver et accroître leur résilience face à ces effets* »\* (Comité permanent du financement de la CCNUCC CPF, 2014).
- Exclusion du financement destiné à la production d'énergie liée au charbon dans les estimations globales, sauf s'il concerne le captage et le stockage du carbone et/ou le captage et l'utilisation du carbone (Groupe de travail technique, 2015) (pour plus de précisions sur le volume, voir la Partie II, deuxième alinéa).

### 5. Base de mesure

- Les apports peuvent être comptabilisés soit sur la base des engagements (mesure d'obligations fermes, stipulées par écrit et étayées par la mise à disposition des fonds nécessaires) soit sur la base des décaissements (mise de fonds à la disposition d'un bénéficiaire ou achat de biens ou de services pour son compte). La comptabilisation sur la base des engagements entraîne normalement une certaine concentration des apports en début de période, par comparaison avec la comptabilisation sur la base des décaissements.
- Les engagements donnent une bonne idée de la façon dont les ressources des fournisseurs sont actuellement affectées, tandis que les versements représentent les paiements effectifs pour chaque année et indiquent donc l'état d'exécution des activités ; ils découlent de décisions prises dans le passé au titre d'engagements pluriannuels donnant lieu à des décaissements par tranches échelonnées dans le temps.
- L'utilisation des données que les Parties notifient à la CCNUCC se traduit par l'association des deux bases de mesure (engagements et décaissements) pour les apports publics bilatéraux de fonds pour le climat, tandis que tous les autres apports sont inclus sur la base des engagements (voir l'annexe C).

### 6. Période comptable

- Les estimations et autres chiffres se rapportent à 2013 et 2014 et sont présentés sur une base annuelle et sous forme de moyennes annuelles, en USD nominaux.
- On peut considérer que les moyennes annuelles sont plus fiables lorsqu'il s'agit d'analyser des apports financiers qui varient. Dans ce cas, l'établissement de moyennes permet de lisser les fluctuations par rapport aux importants engagements pluriannuels qui ont pu être programmés une année donnée. Toutefois, lorsque cette opération porte sur une série de données très courte comme celle qui est présentée ici pour le financement climatique, elle a aussi pour effet de réduire les différences. Si ces dernières sont dues à des facteurs aléatoires, l'établissement de moyennes est préférable. Si elles tiennent à l'action menée par les pouvoirs publics pour atteindre un objectif, cette opération masquera des informations essentielles. Par conséquent, ce rapport présente à la fois des données annuelles et des moyennes.

\* Définition traduite par nos soins pour les besoins du présent rapport.

## 7. Définition du financement public et du financement privé

---

- Utilisation de la définition type du CAD de l'OCDE pour déterminer si une entité est publique ou privée : par opérations du secteur public, on entend les opérations effectuées par des organismes de l'administration centrale, de celles des États et des collectivités locales, à leurs propres risques et sous leur propre responsabilité, indépendamment du fait que les fonds recueillis proviennent des taxes ou d'emprunts auprès du secteur privé (OCDE-CAD, 2013)

## 8. Chiffrage du financement public

---

- Tous les instruments financiers sont comptabilisés à leur valeur nominale.
- Application par les pays et les organisations de méthodes qui leur sont propres pour chiffrer la partie d'une activité qui est axée sur le climat, comme celles qu'utilisent les Parties pour les rapports destinés à la CCNUCC (voir l'annexe C pour plus de précisions) ou l'approche commune des BMD consistant à distinguer la composante d'un projet qui vise le climat (voir encadré 6).

## 9. Chiffrage du financement privé mobilisé

---

- Évaluation quantitative du financement privé mobilisé pour le climat au moyen des meilleures données disponibles au niveau des activités, lequel a donc été estimé, pour les besoins du présent rapport, sur la base du « cofinancement » directement associé aux instruments du financement public (voir Partie III)..
- Il n'est pas fait usage, dans le présent rapport, de ratios de levier financier pour effectuer des approximations du financement privé mobilisé pour le climat.

## 10. Prévention du double comptage

---

- Les données concernant le financement public bilatéral utilisées pour le présent rapport ont été recueillies en dehors du système du CAD, alors que les données sur les apports multilatéraux ont été dégagées de ce système, qui ecueille des données détaillées au niveau des activités à l'intérieur d'un cadre statistique conçu de manière à éviter le double comptage, notamment en ce qui concerne les sorties de fonds des BMD et les apports des autres fonds multilatéraux, ou le financement multi-bilatéral.
- Le double comptage du financement privé mobilisé est évité au moyen d'une méthode consistant à attribuer le cofinancement privé aux différents acteurs publics concernés (de pays développés comme de pays en développement) au prorata du volume de leurs contributions respectives.

## 11. Attribution du financement multilatéral mobilisé aux pays développés

---

- Les sorties de fonds des organisations multilatérales sont financés aussi bien par les contributions financières des pays développés que par celles des pays en développement. Le présent rapport fait appel à une méthode qui permet de chiffrer l'apport de chacun de ces deux groupes de pays, mais seul le financement multilatéral attribué aux pays développés est pris en compte dans les estimations relatives à l'objectif des 100 milliards USD annuels (Groupe de travail technique, 2015). Voir la Partie III pour plus de précisions.
- Les opérations concessionnelles et non concessionnelles des BMD ne sont pas traitées de la même façon en raison de l'utilisation différente qui est faite des contributions des pays. En particulier, les opérations non concessionnelles des BMD sont tributaires des fonds empruntés sur les marchés financiers mondiaux, lesquels dépendent du capital des BMD elles-mêmes, à la fois du capital versé et du capital disponible en cas de difficultés financières, dénommé capital appelable. La méthodologie suivie pour l'attribution du financement tient compte de ces variables.

Toutes les estimations et autres chiffres présentés dans ce rapport rendent compte du financement climatique mobilisé par les pays développés pour les pays en développement au regard de l'objectif des 100 milliards USD annuels fixé dans le cadre de la CCNUCC, conformément au cadre comptable et aux définitions de travail exposés ci-dessus, sauf indication contraire.

# Partie II. Progrès accomplis au regard de l'objectif des 100 milliards USD de financement climatique



- Le volume global du financement climatique public et privé mobilisé par les pays développés est estimé à 61.8 milliards USD pour 2014, contre 52.2 milliards USD pour 2013, soit une moyenne de 57.0 milliards USD par an sur les deux années.
- Ce volume total ne comprend pas le financement relatif aux projets liés au charbon. Toutefois, le Japon et l'Australie considèrent que le financement de centrales à charbon à haute efficacité devrait aussi être considéré comme une forme de financement climatique et, outre les sommes mentionnées dans ce rapport, le Japon a consacré 3.2 milliards USD à ces projets en 2013-2014.
- 77 % de ce volume total moyen a été affectée à des activités visant l'atténuation du changement climatique, 16 % à des mesures d'adaptation au changement climatique, et 7 % à des activités ciblant ces deux objectifs. Ces chiffres s'expliquent en partie par le fait que le financement climatique privé mobilisé fait une place prépondérante aux activités visant l'atténuation (plus de 90 %).

**Graphique 4 : Financement mobilisé pour le climat pour la période 2013-2014, par source de financement**  
(en milliards USD, moyenne annuelle)



Source : Analyse de l'OCDE. Note : Les chiffres présentés dans ce graphique ayant été arrondis, leur somme n'est pas nécessairement égale au total correspondant.

- Le financement public bilatéral représente une part non négligeable de ce total, provisoirement estimée à 22.8 milliards USD par an en moyenne pour 2013-2014, soit une hausse de plus de 50 % par rapport aux niveaux notifiés pour 2011-2012.
- On estime à 17.9 milliards USD le financement multilatéral imputable aux pays développés pour 2013-2014.
- Le volume des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public dans le secteur des énergies renouvelables, auquel s'ajoutent les crédits à l'exportation et les montants privés mobilisés supplémentaire de la part de certains pays, est estimé à 1.6 milliard USD pour 2013-2014.
- Le volume global du financement privé mobilisé par le financement bilatéral et multilatéral imputable aux pays développés, estimé à partir des données et estimations sur le cofinancement issues d'initiatives des membres du CAD, d'IFD et de BMD, est de 14.7 milliards USD pour 2013-2014.
- Tous ces chiffres témoignent des progrès manifestes qui ont été accomplis par l'ensemble des principaux fournisseurs de données et organisations dans le domaine du suivi du financement climatique. Cependant, si ce rapport se base sur les meilleures données disponibles, l'estimation qu'il présente sur le financement climatique privé doit être considérée comme partielle, la couverture actuelle des données étant variable selon les organisations et les instruments financiers.
- Ces chiffres ne permettent pas de tirer des conclusions générales sur la capacité du financement public à mobiliser des fonds privés, ni sur l'équilibre entre financement public et financement privé dans les apports futurs. Le degré de mobilisation de fonds privés dépend de multiples facteurs, dont l'existence de conditions favorables et de politiques sectorielles spécifiques dans le pays bénéficiaire, l'organisme qui apporte le financement, le type d'instrument utilisé et de l'objet pour lequel le financement public est mis à disposition.

Toutes les estimations et autres chiffres présentés dans ce rapport rendent compte du financement climatique mobilisé par les pays développés pour les pays en développement au regard de l'objectif des 100 milliards USD annuels fixé dans le cadre de la CCNUCC, conformément au cadre comptable et aux définitions de travail exposés dans la Partie I.

# Estimations relatives au financement climatique pour 2013-2014 par source de financement

## Financement climatique public

Les contributions apportées en 2013 et 2014 au titre du financement climatique public en vue d'atteindre l'objectif des 100 milliards USD annuels, doivent être notifiées dans les rapports biennaux que les pays développés Parties à la CCNUCC doivent remettre avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016, lesquels reflèteront les modalités de notification propres à ces pays. Pour le présent exercice d'estimation agrégée, nous nous appuyons sur des chiffres provisoires obtenus au moyen d'une enquête auprès des membres du CAD de l'OCDE sur les apports qu'ils prévoient de notifier à la CCNUCC, ainsi que sur les données relatives au financement multilatéral notifié au CAD de l'OCDE par les BMD et les fonds climatiques, dont une partie est attribuée aux pays développés.

**Pour des informations sur les modalités et méthodes de notification, voir la Partie III, et les Annexes A à E pour de plus amples détails.**

## Financement climatique bilatéral

**Sur la base des chiffres provisoires communiqués par les pays développés fournisseurs sur les apports qu'ils prévoient de notifier à la CCNUCC, on estime que les contributions au titre du financement climatique public acheminées par des canaux bilatéraux ont atteint 23.1 milliards USD en 2014, contre 22.5 milliards USD en 2013, soit une moyenne de 22.8 milliards USD par an sur la période 2013-2014.**

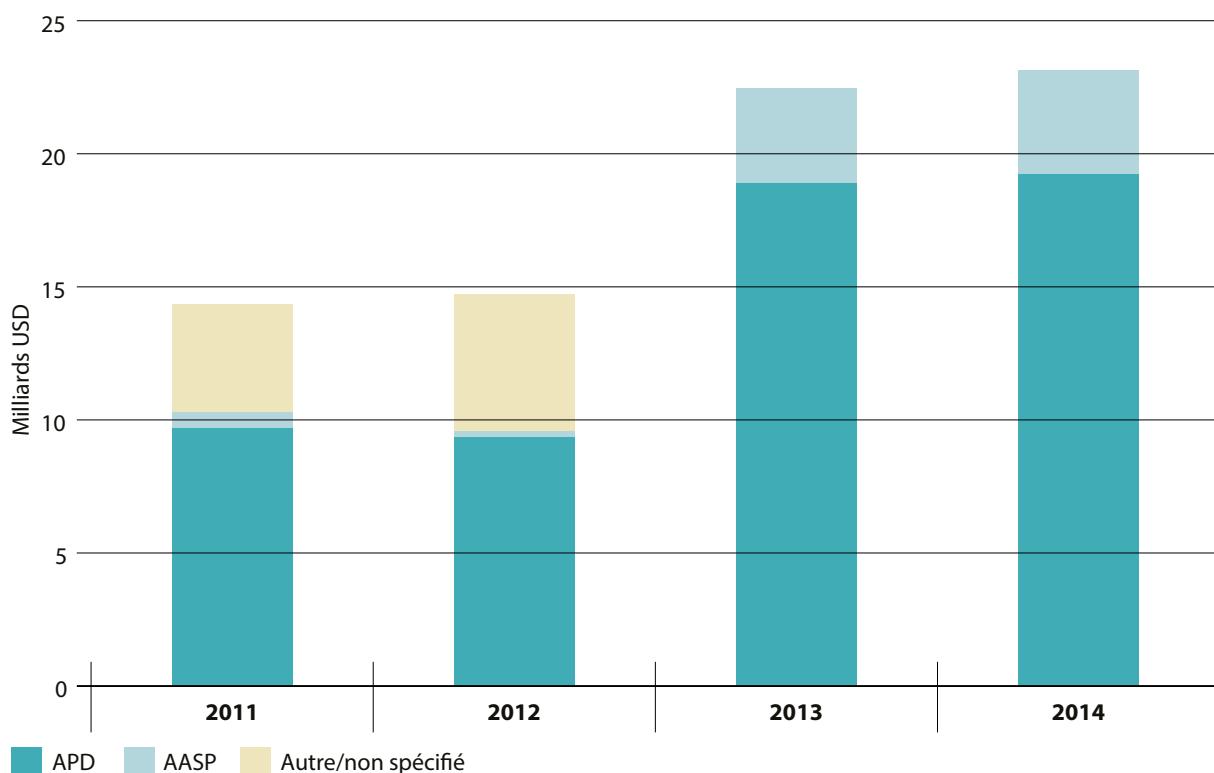
Cette estimation provisoire du financement climatique public bilatéral pour 2013-2014 représente une hausse de 57 % par rapport aux niveaux moyens notifiés à la CCNUCC pour 2011-2012, période pour laquelle ce financement a été estimé à 14.5 milliards USD par an.<sup>9</sup> Il ressort de la consultation des principaux pays donateurs (représentant plus de 80 % de la hausse totale) que les deux facteurs essentiels sont : i) l'augmentation réelle des budgets expressément affectés au changement climatique, et ii) l'élargissement de la couverture statistique, étant donné que sont notifiés des financements provenant de sources plus variées (par exemple, autres apports du secteur public, capitaux mobilisés, etc.). Cette hausse reflète également une évolution de la programmation du financement climatique par rapport aux approches suivies pendant la période couverte par le Financement à mise en œuvre rapide (2010-2012), qui se traduit en particulier par une tendance à progressivement mettre davantage l'accent sur l'intégration et la transversalisation de la problématique du changement climatique dans les activités générales de coopération internationale, plutôt que les fonds et programmes spécifiquement axés sur le changement climatique.

L'aide publique au développement (APD) sous forme de dons et de prêts concessionnels demeure la principale source de financement climatique public bilatéral (soit 84 % du volume de celui-ci en 2013-2014). Il importe également de signaler que le financement climatique provenant de l'APD est inférieur au total de l'APD liée au climat qui est notifiée au CAD de l'OCDE (voir Partie III). Si les autres apports du secteur public (AASP) sont de notifiés de manière croissante, il se peut que leur couverture reste quelque peu partielle. D'où une possible surestimation de la part véritable de l'APD.

La transparence globale concernant la composition des sources de financement bilatéral s'améliore. Dans le présent rapport, le financement non défini comme relevant de l'APD ou des AASP et notifié dans la catégorie « Autre » est réduit par rapport à la période 2011-2012 (voir graphique 5). De plus, les modalités de notification propres aux Parties à la CCNUCC sont mieux cernées. Toutefois, il est évident que ces modalités sont très diverses et que demeure une absence de normes communes (voir Partie III et Annexe C).

9. Cette estimation prend en compte le financement climatique bilatéral notifié par les Parties visées à l'Annexe II uniquement pour 2011-2012, sur la base d'une triangulation des sources de données: premiers rapports biennaux des Parties à la CCNUCC, tableaux du modèle de tableau commun et analyse du Comité permanent du financement de la CCNUCC. Cette estimation n'est pas comparable au chiffre global de 29 milliards USD présenté dans le rapport du Comité permanent du financement de la CCNUCC intitulé *2014 Biennial Assessment and Overview of Climate Finance*, car elle exclut le soutien financier multilatéral « axé sur le climat » et « de base/général », afin de disposer de chiffres comparables à ceux présentés dans la présente section du rapport.

Graphique 5: Financement climatique public bilatéral, 2011-2014, par source de financement (milliards USD)



Source: Analyse de l'OCDE, chiffres pour 2011-2012 fondés sur les premiers rapports biennaux à la CCNUCC, les tableaux du modèle de tableau commun et l'analyse du Comité permanent du financement de la CCNUCC (2014) ; chiffres pour 2013-2014 fondés sur les réponses à l'enquête de l'OCDE sur les apports que les Parties prévoient de notifier à la CCNUCC dans les deuxièmes rapports biennaux.

### Encadré 1: Le financement climatique Sud-Sud

Les apports de fonds pour le climat vont dans des directions très différentes. Les pays en développement ne sont pas uniquement bénéficiaires des apports internationaux : en 2013, plus de 11 % du total des apports mondiaux de fonds pour le climat étaient constitués d'apports Sud-Sud, entre pays en développement (Buchner et al., 2014). Il ressort de l'analyse des apports actuels, provenant de fournisseurs bilatéraux aussi bien que multilatéraux, que les apports Sud-Sud peuvent représenter un volume non négligeable et un soutien appréciable pour l'action contre le changement climatique dans les pays en développement. Ainsi, d'après les statistiques communiquées au CAD de l'OCDE :

- La Banque islamique de développement s'est engagée à accroître le financement qu'elle consacre aux objectifs relatifs au changement climatique, et elle a ainsi fourni 0.7 milliard USD en 2013 en puisant dans ses ressources ordinaires en capital,
- Les Émirats arabes unis (EAU), en qualité de Participant aux travaux du CAD, ont apporté 0.6 milliard USD en moyenne par an au titre du financement lié au climat pour 2013-2014.

Des faits récents, qui concernent notamment la création de nouvelles banques dans des pays émergents, laissent à penser que

les apports Sud-Sud vont jouer un rôle essentiel dans le soutien de la transition vers un avenir sobre en carbone et résilient face au changement climatique :

- La Nouvelle Banque de développement des BRICS, anciennement dénommée Banque de développement des BRICS, est une banque multilatérale de développement administrée par les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Elle a pour objectif de financer des infrastructures et de répondre à des besoins en matière de développement durable dans l'ensemble des BRICS et les pays en développement, ainsi que de stimuler la coopération financière et la coopération pour le développement entre les cinq grandes économies émergentes.
- The La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), créée à l'initiative de la Chine, est une banque multilatérale de développement dont le but est d'accroître la réserve de ressources multilatérales à la disposition des pays asiatiques pour le développement et l'amélioration de leurs infrastructures. À cette fin, elle travaille en étroite coopération avec les banques multilatérales de développement existantes et d'autres partenaires du développement, dont elle complète les efforts au moyen de ses financements.

Note: financement climatique Sud-Sud n'est pas pris en compte dans les estimations présentées dans ce rapport.

## Financement climatique multilatéral

**On estime que le financement climatique multilatéral a atteint 20.4 milliards USD en 2014, contre 15.4 milliards USD en 2013, soit en moyenne 17.9 milliards USD par an pour 2013-2014.** Cette estimation globale rend essentiellement compte de l'effet de mobilisation produit par l'acheminement de ressources financières publiques via les principaux fonds climatiques multilatéraux et BMD. Pour ces chiffres, le présent rapport utilise comme point de mesure les engagements de dépenses des organismes multilatéraux, lesquels sont imputés aux pays développés et aux pays en développement, en ne comptabilisant dans les estimations que la contribution des pays développés. La méthode appliquée pour attribuer les apports multilatéraux aux pays développés et aux pays en développement est décrite dans la Partie III.

Le montant total des engagements de dépenses des principaux fonds climatiques multilatéraux qui sont attribués aux pays développés est en moyenne de 2.1 milliards USD pour 2013-2014. Ce chiffre prend en compte ceux du Fonds pour l'adaptation, des Fonds d'investissement pour le climat et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) (y compris les fonds fiduciaires administrés par le FEM, le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds spécial pour les changements climatiques), ainsi que du Nordic Development Fund. Il ne tient pas compte des annonces de contributions au Fonds vert pour le climat (FVC), qui est devenu opérationnel en 2014, de sorte qu'il n'y a pas formellement d'engagements de sorties de fonds de sa part pour 2013 et 2014. Toutefois, il est probable qu'à l'avenir, le FVC constituera une source de financement non négligeable (voir encadré 2).

Le total des engagements des six principales BMD<sup>10</sup> au titre du financement climatique qui sont attribuées aux pays développés a atteint 18.0 milliards USD en 2014, contre 12.9 milliards USD en 2013, soit une moyenne de 15.5 milliards USD pour 2013-2014. La progression observée de 2013 à 2014 tient à un rebond des engagements au titre du financement climatique par rapport aux niveaux de 2013. Néanmoins, le niveau global pour 2014 semble supérieur à celui de la période précédente, ce qui s'explique par des hausses en termes réels ainsi que par des variations d'une année sur l'autre.

**Graphique 6 : Le financement climatique multilatéral attribué aux pays développés pour 2013 2014 (milliards USD)**

	2013	2014	Moyenne 2013-2014
Fonds multilatéraux pour les changements climatiques <sup>11</sup> (sorties de fonds, attribuées)	2.2	2.0	2.1
Banques multilatérales de développement (sorties de fonds au titre du financement climatique, attribuées)	12.9	18.0	15.5
Total du financement climatique multilatéral	0.3	0.4	0.4
<b>ATotal du financement climatique multilatéral</b>	<b>15.4</b>	<b>20.4</b>	<b>17.9</b>

Source: OECD analysis drawing on OECD DAC statistics and survey of members' expected reporting to the UNFCCC.

En outre, les données partielles tendent à montrer que les apports axés sur le climat émanant d'autres fonds multilatéraux et d'institutions spécialisées des Nations Unies ne sont pas négligeables. D'après les données devant être notifiées à la CCNUCC et les statistiques du CAD, le montant de ces contributions est estimé à 0.4 milliard USD pour 2013-2014. Il s'agit là d'une estimation très partielle, établie à partir des entrées de fonds faute de données disponibles sur les engagements axées sur le climat qui ont été effectuées par des fonds importants comme le Fonds de partenariat pour le carbone forestier, et des organisations telles que le PNUD ou le PNUE (voir la Partie III pour plus de précisions).

Reposant essentiellement sur les engagements de sorties de fonds, cette mesure du financement climatique prévu par les organisations internationales et attribué aux pays développés, est différente d'une mesure fondée sur les contributions directes (entrées de fonds) notifiées à ce jour par les Parties à la CCNUCC (voir Partie III). On ne peut donc comparer directement cette estimation globale du financement multilatéral mobilisé pour le climat et l'estimation plus restreinte des contributions axées sur le climat qui sont acheminées par des canaux multilatéraux<sup>12</sup>.

10. Banque africaine de développement (BAfD), Banque asiatique de développement (BAsD), Banque européenne d'investissement (BEI), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Banque interaméricaine de développement (BID), Banque mondiale et Société financière internationale (SFI).

11. Les comparaisons avec les apports notifiés pour 2011-2012 sont rendues encore plus complexes par la diversité des approches suivies pour la notification et par le caractère partiel de la couverture des données des Parties à la Convention.

12. Les comparaisons avec les apports notifiés pour 2011-2012 sont rendues encore plus complexes par la diversité des approches suivies pour la notification et par le caractère partiel de la couverture des données des Parties à la Convention.

## Encadré 2 : L'effet de mobilisation exercé par les banques multilatérales de développement

Les banques multilatérales de développement (BMD) fournissent des fonds à l'appui du développement et des services financiers connexes à des gouvernements, des entreprises publiques et des entreprises privées, dans le but de faire reculer la pauvreté et de servir d'autres objectifs de développement, y compris pour des projets présentant des avantages connexes concernant le climat. Le présent rapport s'intéresse aux six principales BMD – Groupe de la Banque mondiale, Banque asiatique de développement (BAsD), Banque interaméricaine de développement (BID), Banque africaine de développement (BAfD), Banque européenne d'investissement (BEI), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) – mais il en existe beaucoup d'autres. Certaines BMD et institutions financières internationales, telles que la Société financière internationale (SFI, qui fait partie du Groupe de la Banque mondiale) ou la BERD, sont spécialisées dans le soutien du développement du secteur privé, tandis que l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI, qui fait également partie du Groupe de la Banque mondiale) facilite les investissements directs étrangers dans les pays en développement.

Les BMD ont toujours administré deux types de « guichets » (financement concessionnel pour les pays les plus pauvres et financement non concessionnel, aux conditions du marché, pour les autres), mais d'importantes innovations institutionnelles viennent actuellement compliquer ce découpage assez simple :

- **Le financement concessionnel** repose généralement sur les contributions des pays donneurs, les bénéfices non

distribués provenant d'activités de prêt antérieures et, dans certains cas, les transferts émanant d'établissements apparentés.

- **Le financement non concessionnel** est assuré au moyen de fonds empruntés sur les marchés financiers mondiaux sur la base du capital des BMD, lequel est généralement composé de capital versé et de capital appelable, ainsi que de « réserves » constituées au fil des ans grâce aux revenus des activités. Le capital versé correspond aux apports effectifs de trésorerie des pays membres actionnaires. Il constitue, avec les réserves, les fonds propres de la banque. Le capital appelable représente un passif éventuel, qui donnera lieu à un paiement si la banque n'est pas à même d'honorer ses obligations financières. Les pays membres sont tenus d'acquitter leur part du capital appelable à la demande du conseil d'administration de la banque. Les fonds empruntés par les BMD sur les marchés financiers pour financer leurs activités sont considérés, dans ce rapport, comme du financement public, et sont donc intégrés dans les sorties de fonds totales des BMD.

Cette structure complexe soulève la question de savoir comment déterminer les apports multilatéraux de fonds pour le climat à imputer aux pays développés puisque les ressources des BMD proviennent à la fois des pays développés et des pays en développement ? La méthode appliquée pour ce faire est décrite dans la Partie III.

## Crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public et notification supplémentaire de la part de certaines Parties à la CCNUCC

**Le volume des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public dirigés vers le secteur des énergies renouvelables dans les pays en développement, auquel s'ajoutent les crédits à l'exportation et les montants associés de fonds privés mobilisés notifiés par certains pays, est estimé à 1.6 milliard USD<sup>13</sup> par an pour 2013-2014.**

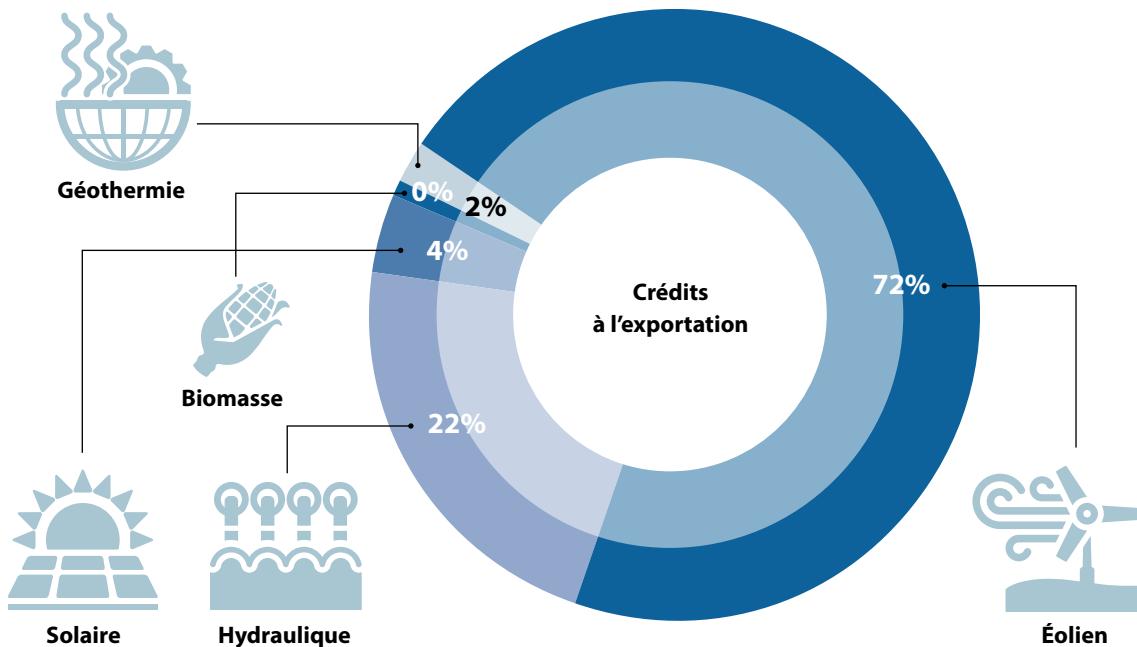
Le volume des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public accordés par des pays développés pour des projets liés au secteur des énergies renouvelables dans des pays en développement a atteint 1.4 milliard USD en moyenne par an pour la période 2013-2014, selon les données provisoires communiquées par les membres de l'OCDE (voir Annexe A). Ces estimations prennent en compte la valeur de tout crédit à l'exportation bénéficiant d'une assurance ou garantie publique, ou octroyé directement par le secteur public. Ces crédits à l'exportation sont principalement dirigés vers la technologie éolienne (72 %) et vers les pays à revenu intermédiaire (91 %).

Bien que les crédits à l'exportation liés au climat puissent concerter des opérations en dehors du secteur des énergies renouvelables, il n'existe pas de données aisément accessibles pour tous les membres de l'OCDE qui permettraient d'estimer l'importance du soutien à ces opérations. L'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public (15 janvier 2015)<sup>14</sup> contient des dispositions visant expressément à encourager le soutien de projets concernant les énergies renouvelables ainsi que l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci,

13. Cette estimation a été établie de façon à éviter de comptabiliser deux fois les montants compris aussi bien dans le financement apporté au secteur des énergies renouvelables calculé à partir de la base de données de l'OCDE (soit 1.4 milliard USD), que dans le financement notifié par les Parties (0.4 milliard USD).

14. L'Arrangement est une convention non contraignante (« Gentlemen's Agreement ») entre ses Participants, qui représentent les gouvernements de la plupart des pays membres de l'OCDE. L'Arrangement fixe, pour les crédits à l'exportation, les modalités et conditions les plus favorables que les Participants puissent soutenir. Sa principale raison d'être est d'offrir un cadre qui permette d'instaurer un usage ordonné des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public. Concrètement, il s'agit d'offrir des chances égales (grâce à une concurrence fondée sur la qualité et le prix des biens et services exportés et non sur les conditions financières accordées) et d'œuvrer à l'élimination des subventions et des distorsions des échanges liées aux crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public.

**Graphique 7: Crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public dirigés vers le secteur des énergies renouvelables, 2013-14**



Source: Base de données de l'OCDE sur les opérations de crédit à l'exportation, septembre 2015.

mais à ce jour, aucun projet extérieur au secteur des énergies renouvelables n'a bénéficié d'un soutien au titre de ces dispositions.

Cependant, certaines Parties notifient individuellement ces apports à la CCNUCC. Le Canada, le Japon et les États-Unis ont ainsi fait part de leur intention d'inclure des données sur les crédits à l'exportation liés au climat dans leur deuxième rapport biennal à la CCNUCC. Ils déclareraient à la fois la valeur de l'instrument et les montants estimés du financement privé mobilisé, cela suivant leurs propres modalités de notification. Au total, le montant déclaré par ces trois Parties pour 2013-2014 s'élève à 0,4 milliard USD<sup>15</sup> (ce chiffre recouvre les crédits à l'exportation en faveur des énergies renouvelables qui ont aussi été notifiés à l'OCDE et sont pris en compte dans le chiffre de 1,4 milliard USD indiqué plus haut. Ce chevauchement a été corrigé dans l'estimation globale afin d'éviter un double comptage).

### Financement climatique privé mobilisé

Ce rapport présente, pour la première fois, une estimation à un niveau agrégé du financement privé mobilisé par le financement public bilatéral et multilatéral (attribuables aux pays développés) en faveur de l'action climatique dans des pays en développement : cette estimation est de 16,7 milliards USD pour 2014, contre 12,7 milliards USD pour 2013, soit 14,7 milliards USD en moyenne par an sur la période 2013-2014.

Cette estimation a été établie à partir des données les plus récentes sur le cofinancement privé, issues de récentes initiatives de membres du CAD de l'OCDE, d'institutions bilatérales de financement du développement, et de banques et fonds multilatéraux de développement.

Si le secteur public joue un rôle important dans le financement de l'action contre le changement climatique, la participation du secteur privé est essentielle pour donner à cette action l'ampleur nécessaire pour assurer la transition vers une économie sobre en carbone et résiliente au changement climatique. Un mix bien équilibré de financement public, de mesures de renforcement des capacités et de politiques publiques peut mobiliser des capitaux privés en associant incitations et soutien financier afin d'améliorer le profil risque-rendement des investissements liés au climat. Dans ce contexte, il importe de noter que, en raison des contraintes posées par les données et la méthodologie, les estimations concernant le financement privé mobilisé présentées dans ce rapport sont fondées sur les données relatives au cofinancement privé directement associé au financement climatique public (au niveau des projets, des activités ou des fonds), considéré ici comme le meilleur élément d'information

15. Hors soutien au charbon.

### Encadré 3 : Point terminologique : financement mobilisé et cofinancement

Les termes « **mobilisation** » et « **cofinancement** » sont parfois utilisés de manière interchangeable pour exprimer la relation entre interventions publiques et financement privé. Le cofinancement privé désigne le montant du **financement privé directement associé au financement public consacré à un investissement ou un projet donné**. Si la possibilité de mesurer le cofinancement privé dépend essentiellement de la disponibilité des données nécessaires, du **financement privé mobilisé par les interventions publiques** introduit la notion de causalité entre ces interventions et le montant des fonds privés censés avoir été mobilisés suite à ces interventions. Revendiquer un effet de mobilisation suppose par conséquent que soit démontrée l'existence de ce lien de causalité ou que soient avancées des hypothèses plausibles à cet égard. Pour les besoins de ce rapport, le cofinancement privé est considéré comme le meilleur élément d'information disponible sur le financement privé mobilisé, même s'il convient de garder à l'esprit les limites de cette approche.

Analyser la mobilisation de fonds privés à partir des données relatives au cofinancement peut ainsi conduire à surestimer l'impact du **financement public au niveau des projets du fait que l'on ne prend pas en compte le rôle du financement public affecté au renforcement des capacités et au soutien**

**budgétaire** (par exemple, pour l'élaboration d'un tarif d'achat qui permette de soutenir les projets dans le domaine des énergies renouvelables), ni celui des **politiques publiques** (le tarif d'achat) dans la mobilisation de ces fonds privés. Dans le même temps, l'absence de prise en compte de ce type d'interventions publiques implique que le financement privé indirectement mobilisé sans cofinancement public direct ne sera pas comptabilisé, d'où une sous-estimation du volume total.

Les études empiriques récentes ont montré le rôle essentiel que jouent les politiques nationales relatives aux énergies renouvelables ainsi que **le contexte national et la situation du marché** dans la mobilisation de fonds privés à l'échelle voulue, parallèlement à l'effet direct de mobilisation exercé par le financement public bilatéral, multilatéral et intérieur (*Haščić et al., 2015*). En 2013, les trois quarts du financement climatique mondial ont été utilisés dans les pays dont ils étaient issus, ce qui confirme que les politiques nationales et l'existence de conditions favorables sont des déterminants essentiels de l'investissement (*Buchner et al., 2014*). Ce constat montre combien il est important de poursuivre les interventions en appui de l'évolution des politiques publiques dans les pays bénéficiaires.

disponible sur le financement privé mobilisé. Le cofinancement privé n'est cependant pas nécessairement assimilable au financement mobilisé (voir encadré 3).

**Bien que rapport utilise et agrège les meilleures données disponibles sur le cofinancement privé, il convient de garder à l'esprit que l'estimation présentée est à la fois préliminaire et partielle.** Si des progrès non négligeables ont été réalisés en peu de temps, c'est la première fois que la plupart des pays, IFD et BMD procédaient à la collecte de données de cette nature en dehors d'études de cas ou de l'examen de portefeuilles de projets précis.

La mesure et la notification du financement privé mobilisé sont des exercices qui n'en sont qu'à leurs balbutiements et demandent donc encore des efforts, le degré de couverture des données actuellement disponibles variant en fonction des organisations et des instruments financiers. Le graphique 8 donne un aperçu des données disponibles sur le cofinancement privé pour différents instruments de financement public. On observe que les instruments de financement public liés à des crédits et les garanties bénéficient d'une assez bonne couverture, tandis que les données sont moins aisément disponibles pour les investissements publics sous forme de prises de participation, et que les estimations concernant le financement privé mobilisé par les apports multilatéraux pour le climat ont plus souvent un caractère partiel que les estimations relatives au financement privé mobilisé par les apports bilatéraux (voir l'Annexe E pour plus de précisions).

Les estimations du financement privé mobilisé présentées dans le graphique 9 ci-après sont réparties entre financement public bilatéral et financement public multilatéral. Dans ce dernier cas, elles recouvrent le financement privé mobilisé à la fois par les ressources propres des BMD et par les ressources extérieures qu'elles gèrent pour le compte de fournisseurs bilatéraux et au titre des fonds destinés au financement climatique, comme les FIC, le FEM et le Catalyst Fund de la SFI. Ce choix pratique résulte de la structure des données actuellement disponibles sur le cofinancement. Il ne s'agit nullement d'encourager une comparaison ni de laisser entendre qu'il existe une stricte dichotomie entre les financements privés mobilisés pardifférentes sources et canaux du financement public. En pratique, les financements publics bilatéral, multilatéral et intérieur sont souvent utilisés ensemble, soit dans le cadre d'opérations de panachage au niveau des fonds, soit à travers un cofinancement au niveau des projets. Par conséquent, **étant donné la diversité des acteurs et la complexité des interactions qui s'exercent lorsqu'il y a mobilisation de fonds privés pour le climat, il est difficile d'isoler sur le plan statistique l'effet de mobilisation propre à chaque intervention financière publique.**

**Graphique 8 : Aperçu des données actuellement disponibles sur le cofinancement privé, par instrument du financement public**

Instruments du financement public	Financement climatique privé mobilisé par...	
	Financement climatique public bilatéral	Financement climatique public multilatéral*
Dons		
Prêts concessionnels		
Prêts non concessionnels		
Lignes de crédit		
Prises de participation directes		
Prises de participation au niveau des fonds		
Garanties		

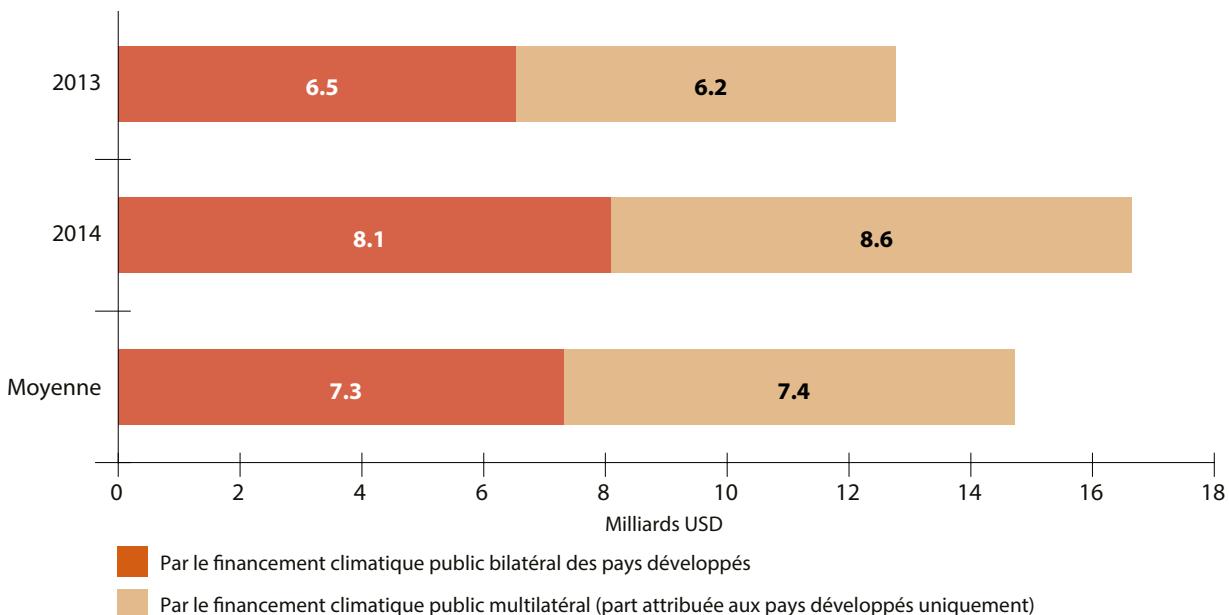
Spectre de la couverture des données				
Complète	Très étendue	Partielle	Très partielle	Données non disponibles

Note: \* Sont pris en compte sous cet intitulé les ressources propres et les ressources extérieures des BMD (ces dernières proviennent des activités des fonds fiduciaires gérés par les BMD pour le compte de fournisseurs bilatéraux, et des fonds destinés au financement climatique), ainsi que les projets financés par le FEM à travers des canaux autres que les BMD (les institutions des Nations unies notamment). Ce tableau indique l'étendue et la structure des données mises à disposition par les fournisseurs de données pour les besoins de ce rapport. Il ne rend pas compte de l'utilisation qui est faite de ces instruments par les divers types d'acteurs et d'organisations.

## L'équilibre adaptation-atténuation

Il est estimé que le financement climatique mobilisé au regard de l'objectif des 100 milliards USD annuels s'est élevé à 57,0 milliards USD pour la période 2013-2014. Sur ce total, **77 % ont été dédiés à l'atténuation du changement climatique, 16 % dédiés à l'adaptation au changement climatique, et 7 % à des activités visant à la fois l'adaptation et l'atténuation**. Lorsqu'ils sont bien conçus, les programmes ciblant simultanément l'adaptation et l'atténuation montrent que de multiples avantages connexes peuvent résulter de l'intégration conjointe de ces deux objectifs dans les activités.

**Graphique 9: Estimation du financement privé mobilisé par les pays développés à travers les canaux bilatéraux et multilatéraux (milliards USD)**



Sources : Analyse de l'OCDE fondée sur des données au niveau des activités ou des estimations fournies par les pays et leurs organismes et institutions bilatéraux de financement du développement, les BMD et les fonds climatiques pour les besoins de ce rapport, ou sur des données provenant de collectes réalisées par le CAD de l'OCDE (voir l'Annexe E pour plus de précisions).

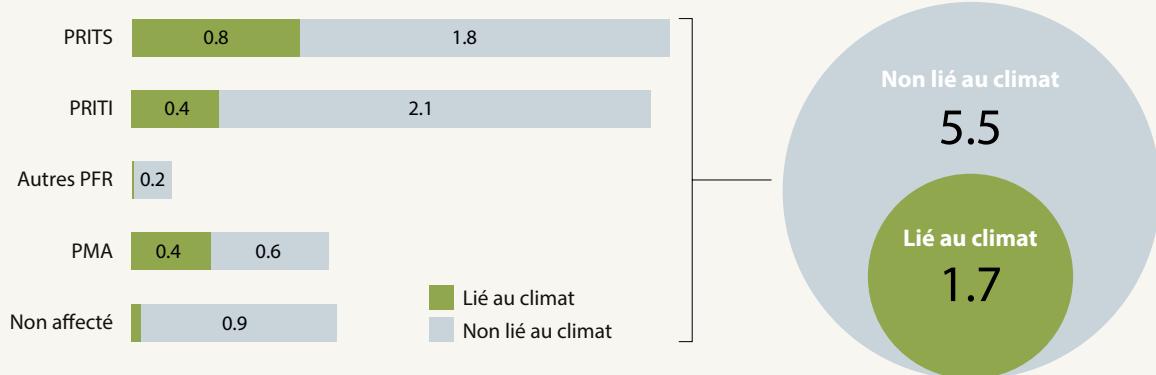
Note : Ces chiffres se rapportent au financement privé toutes origines géographiques confondues. Les montants relatifs au cofinancement privé ont été, dans toute la mesure permise par les données actuellement disponibles, attribués à chaque organisation au niveau des activités par l'OCDE ou par l'entité déclarante. Dans ce contexte, la participation de cofinanceurs publics, de pays développés ou en développement, a été prise en compte.

#### Encadré 4 : Les possibilités qu'offre l'utilisation de garanties publiques pour le développement de mobiliser des fonds privés pour le climat : résultats des enquêtes récemment effectuées par le CAD de l'OCDE

Depuis 2013, le CAD travaille sur la mesure des montants mobilisés auprès du secteur privé par des interventions du secteur public au titre du financement du développement, y compris pour des activités liées au climat. À partir de différentes enquêtes, des méthodes propres à chaque type d'instrument ont été élaborées et des données ont été recueillies pour trois instruments de financement public, dont les garanties (les deux autres étant les prêts consortiaux et les parts dans des organismes de placement collectif). La dernière enquête en date, lancée en avril 2015, a porté sur 72 institutions de financement du développement, dont 51 institutions bilatérales (IFD, banques de développement et organismes d'aide) et 21 organisations multilatérales. L'analyse des données issues de cette enquête montre l'effet de levier que peuvent exercer les mécanismes de garantie utilisés à

des fins de développement, notamment pour des activités concernant le climat. En 2013-2014, les garanties accordées à des fins de développement ont mobilisé en moyenne 7,2 milliards USD par an auprès du secteur privé, dont 24 % (soit 1,7 milliard USD) ont été classés dans la catégorie des garanties liées au climat. Les garanties ont principalement ciblé les pays à revenu intermédiaire et mobilisé des fonds privés dans ces pays. Les montants mobilisés semblent certes modestes au regard de l'ensemble du financement du développement et du financement climatique, mais les données laissent apparaître une tendance à la hausse, y compris pour les garanties liées au climat (qui sont passées de 0,2 milliard en 2009 à 1,7 milliard en 2014), ce qui témoigne d'un recours croissant à ce mécanisme par les fournisseurs de financement du développement.

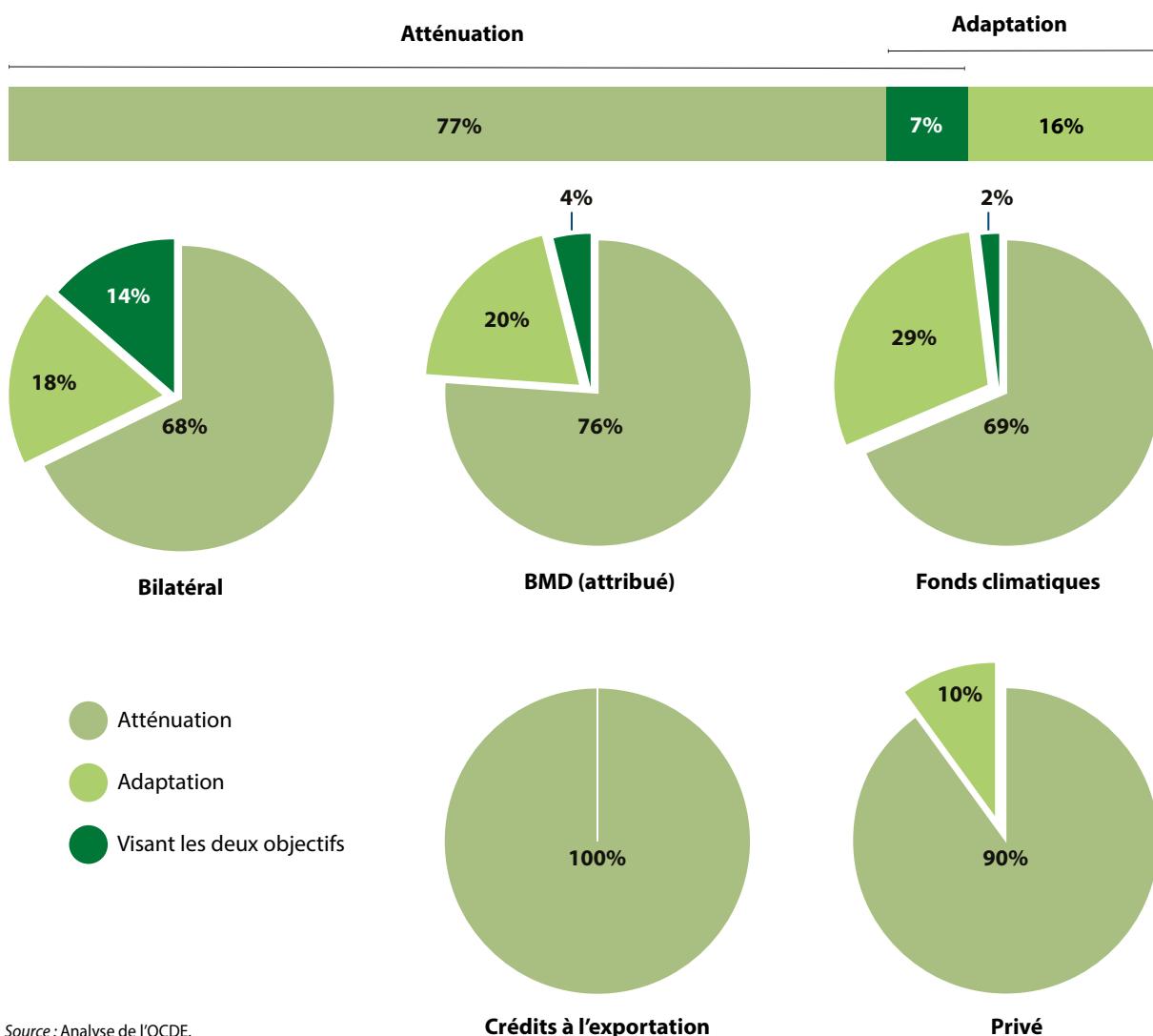
##### Montants mobilisés auprès du secteur privé au moyen de garanties pour le développement, notamment pour le climat – montant total et montant par groupe de revenu du pays destinataire (milliards USD, moyenne annuelle, 2013-2014)



Sources : Enquêtes 2013 et 2015 du CAD de l'OCDE sur les montants de fonds privés mobilisés. Note: Les montants déclarés par les organisations multilatérales n'ont pas été réattribués aux pays développés comme c'est le cas ailleurs dans ce rapport. Les projets liés au climat ont été répertoriés à l'aide soit des marqueurs de Rio du CAD soit de l'approche définie par les BMD. Pour les institutions qui n'ont pas été en mesure de communiquer les données correspondantes, l'ensemble de leurs projets touchant aux énergies renouvelables ont été considérés comme liés au climat.

La part du financement climatique ciblant des objectifs d'adaptation au changement climatique est plus élevée pour les sources de financement publiques que pour les sources privées (voir graphique 10). Cela reflète le fait que plus de 90 % du financement climatique privé mobilisé et du financement associé aux crédits à l'exportation qu'il est actuellement possible de recenser de façon suivie, ciblent des activités liées à l'atténuation. Ce constat n'est pas surprenant mais il tient en partie aux difficultés que pose le suivi du financement relatif à l'adaptation. Les activités renforçant la résilience face au changement climatique sont rarement menées isolément ; la plupart sont intégrées dans des interventions générales en faveur du développement et les activités des entreprises, par exemple dans le secteur de l'agriculture ou de l'eau. Par conséquent, les investissements en faveur de la résilience face au changement climatique sont difficiles à classer comme tels et donc rarement notifiés au titre du financement de l'adaptation. L'équilibre entre atténuation et adaptation varie également en fonction des types de bailleurs de fonds, mais non de façon importante (les efforts en faveur de l'atténuation représentent toujours 65 % à 75 % des portefeuilles d'activités).

Graphique 10 : Financement mobilisé pour le climat en 2013-2014, ventilation thématique



Source : Analyse de l'OCDE.

#### Encadré 5 : Le Fonds vert pour le climat et les importants engagements de financement qui ont été pris en 2014

Le Fonds vert pour le climat (FVC), opérationnel depuis 2014, est un nouvel élément important de l'architecture du financement climatique. L'un des principaux rouages du mécanisme financier de la CCNUCC, il a pour objectif de soutenir un changement de paradigme en faveur de trajectoires de développement sobres en carbone et résilientes face au changement climatique, en aidant les pays en développement à limiter ou réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter de façon appropriée aux conséquences du changement climatique. Le FVC acheminera de nouvelles ressources financières et en orientera l'utilisation de façon à mobiliser des fonds publics et privés pour le climat aux niveaux national et international.

En 2014, les pays développés et en développement ont promis de contribuer à hauteur de plus de 10 milliards USD à la capitalisation initiale du FVC, qui deviendra de ce fait le plus important fonds public pour le climat ayant jamais existé. Ces promesses n'ont pas encore donné lieu aux versements correspondants, de sorte qu'il n'y a pas d'engagements de sorties de fonds de la part du FVC pour 2013-2014. Ce dernier n'est donc pas pris en compte dans le chiffrage du financement climatique pour 2013-2014.

Le Fonds vert pour le climat s'attachera à assurer à terme une répartition équilibrée de son financement entre adaptation et atténuation, en affectant 50 % des fonds, en équivalent-don, à l'adaptation, dont la moitié cibleront les pays en développement les plus vulnérables face aux effets néfastes du changement climatique.

# Part III. Méthodologies relatives au suivi du financement climatique



- Au cours des deux dernières années, une forte dynamique a été impulsée qui a permis des progrès non négligeables dans le suivi des apports au titre du financement climatique et des apports au titre du financement du développement lié au climat.
- En janvier 2014, les pays développés Parties à la CCNUCC ont remis leurs premiers rapports biennaux couvrant les années 2011-2012 et élaborés en appliquant pour la première fois un cadre commun de présentation. Si les directives actuelles pour l'établissement de ces rapports permettent des modalités de notification diverses, comme on a pu le constater, ceux-ci constituent néanmoins un point de départ et une référence essentiels pour de futures améliorations.
- D'importants progrès ont été et continuent d'être réalisés dans la mise au point d'une définition commune du financement climatique. Les BMD et l'International Development Finance Club (IDFC) ont établi des principes communs pour le suivi du financement destiné à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ce dernier, et le CAD de l'OCDE s'emploie à affiner les définitions relatives aux marqueurs de Rio de façon à prendre en compte ces principes.
- Le CAD de l'OCDE, en collaboration avec les BMD et d'autres organisations internationales, dresse depuis 2014 un tableau intégré du financement public bilatéral et multilatéral du développement, dans lequel il fournit une couverture presque complète du financement public du développement lié au climat, en veillant à la cohérence de la comptabilisation et en évitant le double comptage.
- Pour avancer dans l'élaboration d'une vue d'ensemble du financement climatique, CPI produit chaque année depuis 2011 un panorama du financement climatique au niveau mondial, en travaillant en étroite collaboration avec les principaux acteurs de la mesure et du suivi du financement climatique.
- Ces dernières années, plusieurs initiatives concernant le suivi du financement climatique privé ont vu le jour, notamment le Réseau de recherche collaborative hébergé par l'OCDE et les activités consacrées au sujet par le CAD de l'OCDE, les BMD et les IFD. Elles devraient permettre d'assurer à terme une collecte des données plus systématique et plus cohérente.

Cette section expose les approches méthodologiques sur lesquelles reposent les estimations présentées dans ce rapport. Elle donne en même temps un aperçu des derniers progrès accomplis dans le domaine du suivi du financement climatique, s'agissant notamment de la notification à la CCNUCC, mais aussi des avancées réalisées par le CAD de l'OCDE et les BMD sur le plan de la mesure et du suivi de l'ensemble des apports de fonds liés au climat, qui offrent une assise pour l'établissement des rapports à la CCNUCC.



# Notification du financement climatique par les pays développés Parties à la CCNUCC

La notification du financement climatique dans le contexte de la CCNUCC a sensiblement progressé ces dernières années, en particulier pour les Parties visées à l'Annexe II de la Convention. Remis pour la première fois en janvier 2014, les rapports biennaux ont permis d'améliorer sensiblement l'information sur le sujet par comparaison avec les communications nationales s'agissant de son étendue, de sa transparence et de sa fréquence (les rapports bisannuels sont soumis tous les deux ans, et les communications nationales tous les quatre ans).

Les directives en vigueur pour l'établissement des rapports biennaux<sup>16</sup> et le « modèle de tableau commun » élaborés en 2012<sup>17</sup> ne contiennent pas de définitions ou méthodologies convenues au niveau international pour la présentation des informations financières de base, ni pour la notion de financement « axé sur le climat ». C'est aux Parties d'en donner la définition dans leurs rapports et d'y décrire leur méthode de suivi du soutien financier, ce qui ne contribue pas à la cohérence entre ces documents. L'examen des premiers rapports biennaux, qui couvraient la période 2011-2012, a montré que les directives laissaient la porte ouverte à l'interprétation et à l'application de modalités de notification différentes (Ockenden et Gaveau, à paraître), et que la notification des contributions apportées au titre du climat par les Parties visées à l'Annexe II n'était pas toujours totalement transparente ni complète (CCNUCC CPF, 2014, Ellis et Moarif, 2015 à paraître).

Dans son rapport intitulé 2014 Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows, le CPF de la CCNUCC examine les systèmes de mesure et de notification actuellement en place pour assurer le suivi d'un large éventail d'apports au titre du financement climatique et du financement lié au climat. **Le CPF formule une série de recommandations visant à améliorer la mesure, la notification et la vérification du financement concernant le climat, qui restent très importantes et d'une grande actualité.**

## Notification du financement climatique public acheminé par le canal bilatéral

Pour les besoins du présent rapport, les chiffres relatifs au financement climatique bilatéral ont été obtenus au moyen d'une enquête sur les montants que les pays développés fournisseurs de financement climatique prévoient de notifier à la CCNUCC en janvier 2016 (voir l'annexe C pour plus de précisions sur les approches suivies par les différents membres pour l'établissement de leurs rapports). Cette enquête a exigé la notification accélérée des données requises, qui sont de ce fait provisoires.

Les principales sources du financement climatique public bilatéral sont l'aide publique au développement (APD) bilatérale et les autres apports du secteur public (AASP). Reprenant les normes et le système statistiques internationaux définis par le CAD de l'OCDE pour la notification du financement du développement, les informations sur le financement climatique public que les Parties communiquent à la CCNUCC sont souvent fondées sur les définitions et classifications de base que celui-ci a adoptées pour la collecte des données financières (par exemple, engagements/décaissements/taux de change).

Cependant, de multiples pratiques s'observent en matière de notification car, de par leur nature, les formulaires à remplir pour l'établissement des rapports destinés à la CCNUCC laissent place à l'interprétation. Par exemple, la notification peut se faire à différents niveaux d'agrégation ou à différents points de mesure, comme au stade de l'engagement ou celui de la mise à disposition ou du décaissement des fonds (CCNUCC CPF, 2014). Pour les pays dont les portefeuilles se composent essentiellement de dons, la différence entre les engagements et les versements est faible et ne modifie pas sensiblement l'agrégat, tandis que pour les pays ayant d'importants prêts pluriannuels, des différences et des fluctuations non négligeables peuvent être constatées entre les données annuelles relatives aux engagements et celles qui concernent les décaissements.

Pour l'établissement de leurs rapports à la CCNUCC, la majorité des membres du CAD de l'OCDE s'appuient sur leur notification annuelle type au CAD concernant le financement du développement lié au climat, qu'ils déterminent en appliquant les définitions relatives aux marqueurs de Rio et les critères d'éligibilité correspondants (voir l'encadré 7). Les marqueurs de Rio ont été initialement conçus pour suivre l'intégration de la problématique du changement climatique dans la coopération pour le développement, et non pour permettre une quantification du financement

16. CCNUCC, Décision 2/CP.17, Durban, 2011, <http://unfccc.int/resource/docs/2011/cop17/eng/09a01.pdf>

17. CCNUCC, Décision 19/CP.18, Doha, 2012, <http://unfccc.int/resource/docs/2012/cop18/eng/08a03.pdf>

### Encadré 6 : Le cadre de mesure et le système statistique de suivi du financement du développement établis par le CAD

- Le Système de notification des pays créanciers (SNPC) du CAD fournit des informations transparentes, au niveau des activités, sur le financement du développement, en intégrant les données relatives à divers canaux d'acheminement, bilatéraux et multilatéraux, de manière à rendre compte à la fois de l'effort des fournisseurs et des apports de ressources aux destinataires, tout en évitant le double comptage. C'est une illustration de la démarche qu'il est possible de suivre pour pouvoir appréhender le financement du développement en le situant aussi bien dans l'optique des pays développés que dans celle des pays en développement, démarche importante pour l'établissement des rapports destinés à la CCNUCC, qui doivent faire état des fonds apportés et des fonds reçus au titre du climat.
- Les définitions et classifications présentées dans les Directives du CAD de l'OCDE pour l'établissement des rapports statistiques (OCDE, 2013) permettent d'assurer la collecte de données cohérentes, comparables et transparentes. Par exemple, elles énoncent les règles et critères à appliquer pour la notification des engagements, des décaissements, des instruments financiers, des taux de change, des codes-secteur et des points de mesure (voir le Glossaire pour la définition des principaux termes).
- La modernisation des statistiques du CAD sur le financement du développement – notamment la modernisation de la mesure de l'APD et la mise au point de la mesure plus étendue que constitue le Soutien public total au développement durable – concernera également le financement du développement lié au climat. Le cadre modernisé offrira une structure pour la classification, la mesure et le suivi du financement climatique et couvrira tout un éventail de sources et canaux internationaux de financement public (concessionnel et non concessionnel, bilatéral et multilatéral), y compris le financement privé mobilisé par ce dernier.

### Encadré 7 : Définitions et critères d'éligibilité relatifs aux marqueurs de Rio concernant le changement climatique

Depuis 1998, le CAD assure le suivi du financement du développement ciblant les objectifs des Conventions de Rio au moyen de son Système de notification des pays créanciers (SNPC), qui comporte à cet effet des marqueurs dits « de Rio ». Ces derniers permettent d'indiquer dans quelle mesure une activité est orientée vers les objectifs de la politique d'aide des donneurs, de sorte que toute activité de coopération pour le développement notifiée au SNPC doit avoir fait l'objet d'un examen visant à déterminer si les Conventions en constituent l'« objectif principal » ou un « objectif significatif », ou si elles n'en constituent pas un objectif. Les activités classées comme ayant le climat pour « objectif principal » n'auraient pas été financées en l'absence de cet objectif ; les activités affectées de la valeur « objectif significatif » visent d'autres objectifs, à caractère primordial, mais ont été définies ou adaptées de manière à contribuer à résoudre les problèmes posés par le changement climatique.

**Définition de l'atténuation du changement climatique :** Une activité doit être classée comme orientée vers l'atténuation du changement climatique (valeur Principale ou Significative) si : elle contribue à l'objectif de stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique en favorisant les efforts de réduction ou de limitation des émissions de GES ou d'amélioration de la séquestration des GES.

**Définition de l'adaptation au changement climatique :** Une activité doit être classée comme orientée vers l'adaptation au changement climatique (valeur Principale ou Significative) si : elle

vise à réduire la vulnérabilité des systèmes humains ou naturels à l'impact du changement climatique et aux risques liés au climat en préservant ou en accroissant la capacité d'adaptation et la résilience. Cette définition couvre diverses activités englobant la production d'informations et de savoirs, le renforcement des capacités, ainsi que la planification et la mise en œuvre de mesures d'adaptation au changement climatique.

Outre ces définitions, des critères d'éligibilité sont appliqués pour guider l'examen des projets au regard des marqueurs de Rio. De nombreux pays et organisations ont élaboré des instructions complémentaires pour accompagner l'application des marqueurs de Rio, et certains se sont aussi appuyés sur ces définitions pour mettre au point leur propre approche (cas de CPI, de l'IDFC et du groupe conjoint des BMD).

Le CAD de l'OCDE entend continuer à améliorer la méthodologie et le système des marqueurs de Rio, et il collabore étroitement avec la communauté internationale pour « affiner » les définitions, les critères d'éligibilité et les instructions y afférentes, afin d'en faciliter l'application et d'accroître la qualité des données qui en seront issues. Les Directives pour l'établissement des rapports statistiques doivent être révisées dans ce sens en 2015/16. L'OCDE et ses membres coopèrent avec un large éventail de parties prenantes, notamment les organisations internationales concernées, de façon à faire avancer ces travaux, afin d'aider la communauté internationale à améliorer les modalités de notification communes.

Source : OECD 2011, OECD 2013a.

climatique. Par conséquent, lorsque les membres rendent compte du financement climatique à la CCNUCC, ils peuvent ne notifier qu'une certaine part du financement du développement lié au climat. Le volume du financement associé aux marqueurs de Rio est souvent ajusté à la baisse au moyen de « coefficients » qui diffèrent d'un membre du CAD à l'autre. Cet ajustement sert en particulier à distinguer le financement classé comme ayant le changement climatique comme objectif significatif, ce qui sous-entend que les activités considérées ont d'autres objectifs, d'importance primordiale, mais qu'elles ont été définies ou adaptées de manière à contribuer à répondre aux préoccupations suscitées par le changement climatique. Ces pourcentages varient de 0 à 100 % selon les membres (voir annexe C). Il n'existe pas de norme de notification commune et, à ce jour, la transparence des pratiques en la matière est limitée (même si le présent rapport apporte des éclaircissements à ce sujet).

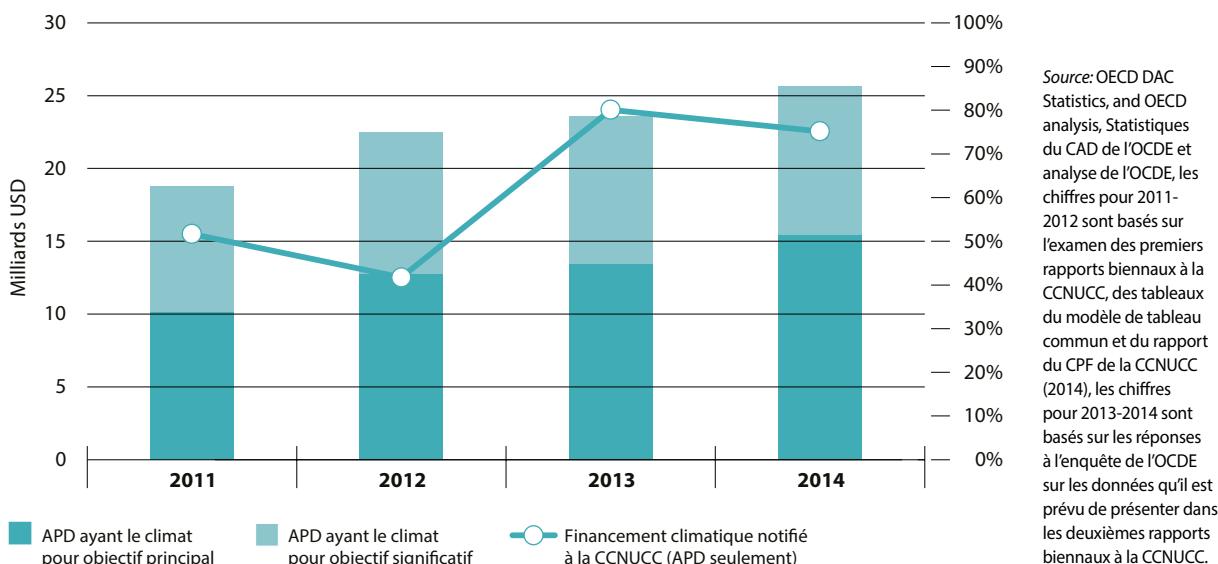
## La relation entre le financement climatique et le financement du développement lié au climat

**Les chiffres présentés dans la Partie II et les modalités de notification exposées ci-dessus concernent la notification du financement climatique par les Parties à la CCNUCC. Les données ainsi communiquées englobent l'APD en tant que source de financement climatique, mais elles ne couvrent pas l'intégralité de l'APD liée au climat. Dans cette sous-section, nous étudions la relation entre l'APD pour le financement climatique et le total de l'APD liée climat.**

Le montant total des engagements des membres du CAD de l'OCDE au titre de l'aide publique au développement bilatérale liée au climat a progressé régulièrement au cours de la dernière décennie pour atteindre 24.6 milliards USD en moyenne en 2013-2014, soit 20 % du total de l'APD bilatérale (chiffres provisoires). Le montant de l'APD ayant l'adaptation au changement climatique et/ou l'atténuation de celui-ci comme objectif principal a été de 14.5 milliards USD (59 %) en 2013-2014, reflétant les projets qui ont le changement climatique pour objectif primordial et représentant ce que l'on peut considérer comme un « niveau plancher » de l'APD bilatérale liée au climat (illustré par la partie inférieure de la barre dans le graphique ci-dessous). En ce qui concerne les 41 % restants (10.2 milliards USD), ils visent les considérations relatives au changement climatique comme objectif significatif, ce qui correspond à la prise en compte d'objectifs climatiques dans les portefeuilles d'activités bilatérales de coopération pour le développement.

Il est difficile d'établir des comparaisons directes avec les chiffres de l'APD fournis au titre du financement climatique par les Parties à la CCNUCC, en raison de la diversité des systèmes de notification, de même que des bases de mesure utilisées, en particulier du fait que les informations sur le financement climatique communiquées par les Parties individuellement à la CCNUCC mêlent engagements et décaissements (voir annexe C). Des comparaisons grossières peuvent cependant être faites, et elles sont suffisamment instructives pour éclairer la relation entre le financement climatique et le financement du développement lié au climat. Le présent rapport montre que, selon les données préliminaires, le financement climatique bilatéral pour 2013-2014 se monte à 19.1 milliards USD par an et est inférieur au total de l'APD bilatérale liée au climat, dont il représente 78 % d'après les données communiquées au CAD pour la même période. Cela tient à ce que les données fournies par les Parties, même si elles sont souvent basées sur les statistiques du financement du développement lié au climat, ne sont pas directement comparables à ces statistiques (comme il a été expliqué dans la section précédente).

Graphique 11 : APD bilatérale pour le financement climatique vs engagements d'APD bilatérale liée au climat (milliards USD)



## Notification du financement climatique multilatéral

D'importants volumes d'aide pour le financement climatique sont acheminés par le système financier multilatéral. Toutefois, compte tenu de la nature même des contributions non préaffectées, il est souvent difficile pour les pays de rendre compte individuellement de ces apports à la CCNUCC, et notamment de déterminer quelle part de leurs contributions financières aux BMD et à d'autres organisations internationales est expressément consacrée au climat, et quelle part du financement mobilisé pour le climat est imputable à ces contributions. Il est également indispensable de résoudre les problèmes d'attribution aux pays développés et d'éviter le double comptage au niveau des diverses Parties et des apports bilatéraux et multilatéraux pour pouvoir dresser un tableau solide et exact des apports publics totaux au titre du financement climatique.

Les données multilatérales peuvent être analysées et mesurées selon deux points de mesure :

- **Les entrées de fonds dans les organisations multilatérales :** elles représentent l'effort des fournisseurs pour une année donnée et prennent en compte les contributions non préaffectées qui transitent par les organisations multilatérales. Les « contributions multilatérales imputées » reflètent les entrées de fonds liées au climat dans les organisations multilatérales au cours d'une année donnée, estimées en appliquant le pourcentage du portefeuille total d'une organisation internationale qui se rapporte au climat aux contributions apportées au budget central de cette organisation<sup>18</sup>.
- **Les sorties de fonds des organisations multilatérales :** elles rendent compte du total des fonds provenant des BMD et recouvrent ainsi le financement provenant des contributions des pays développés et des pays en développement, ainsi que les fonds mobilisés par les BMD par le biais de leurs ressources ordinaires en capital (notamment ceux qu'elles empruntent sur les marchés financiers internationaux). Diverses méthodes peuvent être appliquées pour attribuer aux pays développés les engagements de sorties de fonds des organisations multilatérales, et l'une d'elles est présentée dans la section ci-dessous.

### Informations communiquées individuellement par les Parties dans les rapports biennaux à la CCNUCC au titre des entrées de fonds dans les organisations multilatérales

Les informations communiquées individuellement par les Parties à la CCNUCC dans les rapports biennaux et les tableaux du modèle de tableau commun qui leur sont associés, différencient les contributions selon qu'elles sont acheminées par les fonds multilatéraux pour les changements climatiques, par les institutions financières multilatérales (notamment les banques régionales de développement) ou par les organismes spécialisés des Nations Unies, et doivent faire la distinction entre le « soutien de base/général » aux institutions multilatérales, qui ne peut être notifié comme axé sur le climat, et le soutien « axé sur le climat ».

Cependant, en raison de la marge d'interprétation que laissent les tableaux et directives existants, les modalités de notification appliquées pour l'établissement des premiers rapports biennaux et les apports multilatéraux qui y étaient couverts ont été très variables. L'ambiguïté des directives amène certains pays à notifier au titre du « soutien de base/général » leur contribution totale à tel ou tel fonds ou telle ou telle BMD, tandis que d'autres ne notifient que les apports axés sur le climat. De plus, les Parties ont adopté des approches différentes pour estimer la part du soutien de base/général qui est axée sur le climat. Du fait de ces disparités et du caractère restreint des données disponibles, les premiers rapports biennaux sont d'une utilité très limitée pour évaluer l'importance totale des contributions acheminées par les canaux multilatéraux, et il est impossible de dégager des interprétations cohérentes pour l'ensemble des pays et pour les rapports 2011-2012 et 2013-2014.

Un grand nombre de membres du CAD de l'OCDE ont clairement indiqué qu'à l'avenir, ils s'appuieraient sur les statistiques du CAD de l'OCDE concernant les contributions multilatérales imputées (entrées de fonds) pour notifier le financement multilatéral, étant donné les récentes améliorations apportées par le CAD à ces statistiques (voir OCDE-CAD, 2015). Cependant, celles-ci restent limitées aux principaux fonds climatiques, aux organisations spécialisées dans le climat et aux BMD. Notifier ainsi sur la base des entrées de fonds ne permet pas de rendre compte du financement public mobilisé par les BMD et attribué aux pays développés (voir section suivante). Le tableau ci-dessous présente le total des entrées de fonds multilatérales pour le climat telles qu'estimées dans les statistiques du CAD, selon une analyse de l'OCDE fondée sur les données communiquées par les banques multilatérales de développement (BMD) et d'autres organisations internationales (à savoir le Fonds pour l'adaptation, les FIC et le FEM) (voir l'encadré 8 et l'annexe D).

18. Pour de plus amples informations sur cette méthode d'estimation, voir la note technique sur le traitement des apports multilatéraux « climatiques » dans les statistiques du CAD (OCDE, 2015).

**Graphique 12 : Entrées de fonds multilatérales pour le climat (milliards USD)**

	2013	2014	2013-14 Moyenne
Total des entrées de fonds (contributions multilatérales imputées)	4.0	4.5	4.3
Entrées de fonds dans les principaux fonds climatiques multilatéraux	1.4	1.7	1.6
Entrées de fonds dans les BMD	2.5	2.7	2.6
Entrées de fonds dans d'autres organisations internationales travaillant sur le climat (GIEC, Protocole de Montréal, CCNUCC)	0.1	0.1	0.1

Source : Statistiques du CAD de l'OCDE (à la date de septembre 2015). Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme n'est pas nécessairement égale au total correspondant.

#### Encadré 8 : Approche commune des BMD et Principes communs des BMD et de l'IDFC pour le suivi du financement climatique

Depuis 2012, le groupe conjoint des BMD publie des rapports sur le financement climatique établis suivant l'approche commune qu'il a définie pour le suivi du financement des efforts en faveur de l'atténuation et de l'adaptation. En ce qui concerne l'atténuation, celle-ci fait appel à des critères d'éligibilité fondés sur une liste positive d'activités, tandis que dans le cas de l'adaptation, elle repose sur l'évaluation de la finalité, du contexte et des activités et de leurs liens avec la vulnérabilité face au changement climatique. La méthode de mesure consiste notamment à déterminer la composante d'un projet qui se rapporte au climat, de sorte qu'en 2013, les BMD ont commencé à communiquer au CAD de l'OCDE des données sur le financement climatique au niveau des projets.

En mars 2015, un groupe de BMD<sup>19</sup> et l'International Development Finance Club<sup>20</sup> ont adopté, à titre volontaire, des « Principes

communs applicables au suivi du financement de l'atténuation du changement climatique » et établi une liste d'activités admissibles dans la catégorie « Financement de l'atténuation du changement climatique ». En juillet 2015, ils ont adopté les « Principes communs applicables au suivi du financement de l'adaptation au changement climatique », qui définissent le contexte du financement des mesures d'adaptation dans le cadre du développement et jettent les bases de la poursuite des travaux conjoints, notamment sur la question de la comparabilité de leurs modalités de notification, ainsi que sur les concepts et les lignes directrices à dégager de ces dernières.

Le groupe conjoint des BMD et l'IDFC procèdent aussi à l'élaboration de normes pour mesurer la mobilisation de fonds privés.

### Attribuer les sorties de fonds mobilisés par les BMD aux pays développés

Plusieurs méthodes peuvent être appliquées pour attribuer les sorties de fonds des organisations multilatérales aux pays développés et aux pays en développement. L'approche suivie pour les besoins du présent rapport est fondée sur la méthodologie mise au point par le Groupe de travail technique de 19 fournisseurs bilatéraux de financement climatique, qui reflète les principes dont ils ont convenus pour rendre compte du financement climatique mobilisé (Groupe de travail technique, 2015). Ces principes (voir encadré 9) ont pour objet d'imputer le financement climatique mobilisé par les organismes multilatéraux aux efforts des pays développés en tenant compte de leurs contributions au budget central de ces organismes, ainsi que de leur part dans le capital versé et dans le capital appelable des BMD.

Comme il est indiqué dans l'encadré 2, les BMD opèrent généralement selon deux modes, à savoir les guichets concessionnels et les guichets non concessionnels, en fonction de leur structure de financement. La méthodologie suivie pour l'attribution du financement reflète ces différences.

#### Encadré 9 : Principes pour l'attribution du financement multilatéral

Le financement climatique mobilisé par les entités multilatérales ayant une structure actionnariale complexe, comme les BMD, doit être attribué aux différents actionnaires selon une méthodologie respectant un ensemble de principes :

- La méthodologie doit être transparente et aussi simple que possible.
- Seuls les montants pouvant être raisonnablement attribués aux pays développés doivent être comptabilisés.

- Les contributions des pays développés à la capacité de mobilisation de ressources des BMD et des organisations multilatérales doivent être prises en compte, notamment les contributions aux guichets concessionnels et les contributions affectées aux guichets non concessionnels sous la forme de capital versé et de capital appelable.
- La méthode doit être dynamique ; elle doit être relativement facile à adapter à l'évolution de la situation s'il y a lieu.

Source: Groupe de travail technique (2015).

19. Banque africaine de développement (BAfD), Banque asiatique de développement (BAsD), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Banque européenne d'investissement (BEI), Banque interaméricaine de développement (BID) et Groupe de la Banque mondiale (GBM) – Société financière internationale et Banque mondiale.

20. Groupement de 22 banques publiques de développement nationales, régionales et internationales.

## Financement concessionnel

Les ressources dont les BMD disposent pour leurs guichets concessionnels proviennent des contributions apportées par les pays durant le processus de reconstitution, ainsi que des bénéfices non redistribués (remboursements de prêts et autres instruments, transferts de la part d'organisations apparentées et intérêts sur les investissements). La méthodologie proposée par le Groupe de travail technique (Groupe de travail technique, 2015) pour attribuer les apports concessionnels consiste à décomposer ces ressources de façon à les répartir entre celles qui proviennent de nouvelles contributions et celles qui se rapportent aux bénéfices non distribués. Ces deux types de ressources sont ensuite multipliés respectivement par la part des contributions des pays développés dans le cycle de reconstitution le plus récent (pour les nouvelles contributions), et par la part des contributions des pays développés dans les cycles de reconstitution antérieurs (c'est-à-dire, tous les cycles de reconstitution excepté le dernier). Puis les deux termes sont additionnés et la fraction ainsi obtenue est alors utilisée pour calculer la part des pays développés dans le total du financement climatique provenant du guichet concessionnel ou de l'entité concernée pour l'année considérée en procédant à une simple multiplication. Sur la base de l'analyse de l'OCDE, la part moyenne pondérée des pays développés dans le total des sorties de fonds des BMD provenant des guichets concessionnels est estimée à 95 %. Des précisions sont fournies dans l'annexe technique F par le Groupe de travail technique (Groupe de travail technique, 2015)<sup>21</sup>.

## Financement non concessionnel

Les conditions auxquelles les BMD peuvent emprunter sont influencées par leur notation de crédit, laquelle dépend de leur solidité financière propre, de leur capital versé et de leur capital appelable, entre autres facteurs. Le capital appelable a une influence positive variable sur la notation d'une BMD et la garantie qu'il assure est liée à la notation de crédit souverain des pays qui l'apportent. Aux fins du présent rapport, on suppose que seul le capital appelable provenant de pays bien notés (notation égale ou supérieure à A) permet de renforcer la solidité financière propre d'une BMD.

La méthodologie du Groupe de travail technique prend en compte le capital versé à la BMD et son capital appelable dès lors que la notation de crédit souverain du pays qui fournit ce dernier est supérieure à un certain seuil. La part des apports attribuables aux pays développés est donc déterminée en additionnant le montant du capital versé et le montant de la fraction éligible du capital appelable. On commence par effectuer cette addition pour les pays développés qui sont actionnaires de cette BMD, puis pour tous les actionnaires. Le ratio des deux chiffres obtenus donne une estimation de la part du financement non concessionnel de la BMD que l'on peut raisonnablement imputer aux pays développés. Il va de soi que le résultat variera en fonction de la fraction du capital appelable prise en compte et du seuil fixé pour la notation de crédit. Pour les estimations présentées, on suppose que 10 % du capital appelable sont fournis par des pays ayant une notation de crédit souverain égale ou supérieure à A.<sup>22</sup> Sur la base de l'analyse de l'OCDE, la part moyenne pondérée des pays développés dans le total des sorties de fonds des BMD provenant des guichets non concessionnels est estimée à 78 %. Des précisions sont fournies dans l'annexe technique F par le Groupe de travail technique (Groupe de travail technique, 2015).

## Méthode d'estimation de la part des pays développés dans le financement provenant des BMD

Le tableau ci-dessous présente le total des engagements de sorties de fonds des organismes multilatéraux pour le climat telles que comptabilisées dans les statistiques du CAD<sup>23</sup> (avec des ajustements pour refléter l'exclusion du financement lié au charbon et l'inclusion des Parties non visées à l'Annexe I de la CCNUCC bénéficiaires, comme il est indiqué dans le cadre comptable présenté dans la Partie I). Ces statistiques sont le fruit de l'analyse réalisée par l'OCDE d'après les données fournies par les banques multilatérales de développement et par d'autres organisations internationales (à savoir le Fonds pour l'adaptation, les FIC, le FEM et le Nordic Development Fund). Ces données sont intégrées dans le système statistique du CAD de l'OCDE, qui permet de rapprocher des chiffres relatifs au financement bilatéral de ceux qui concernent le financement multilatéral de façon à éviter un double comptage (voir l'annexe D pour plus de précisions).

21. Cette méthodologie vise à prendre en considération l'évolution de la contribution relative des pays qui fournissent des fonds sur le long terme. Lorsque ce profil de financement fondé sur les contributions nationales relatives est stable dans le temps, le calcul devient nettement plus simple puisqu'il est alors basé seulement sur la part des pays développés dans les contributions cumulées dans le temps. Cela offre un point de repère d'autant plus utile que les données nécessaires pour effectuer le calcul plus complexe ne sont pas disponibles facilement et de façon transparente et cohérente auprès de sources publiques. Pour une plus grande transparence, nous présentons les résultats des deux approches dans une annexe technique supplémentaire.

22. La façon dont la part des pays développés varie avec la fraction du capital appelable retenue est complexe et dépend de la structure financière propre à chaque BMD. Cette part sera en général d'autant moindre que la fraction retenue sera faible. Prendre une fraction supérieure à 10 % aboutirait donc à des estimations plus élevées. Autrement dit, nous avons été relativement prudents dans le choix du pourcentage du capital appelable à prendre en compte. Généralement, la part des pays développés sera très sensible à la valeur exacte de la fraction si elle est faible, et inversement.

23. Pour de plus amples informations sur la méthode d'estimation, voir la note technique sur le traitement des apports multilatéraux « climatiques » dans les statistiques du CAD (OCDE, 2015).

**Graphique 13 : Sorties de fonds des organismes multilatéraux pour le climat, non attribuées et attribuées aux pays développés (milliards USD)**

	2013	2014	2013-14 Moyenne
Total des sorties de fonds (non attribuées)	17.7	23.8	20.7
Sorties de fonds des principaux fonds climatiques multilatéraux	2.2	2.0	2.1
Sorties de fonds de 6 grandes BMD	15.6	21.8	18.7
	2013	2014	2013-14 Moyenne
Total des sorties de fonds (attribuées)	15.2	20.0	17.6
Sorties de fonds des principaux fonds climatiques multilatéraux, attribuées	2.2	2.0	2.1
Sorties de fonds de 6 grandes BMD, attribuées	13.0	18.0	15.5
Part du total des sorties de fonds attribuées dans le total des sorties de fonds (non attribuées)	86%	84%	85%

Source : Statistiques du CAD de l'OCDE (à la date de septembre 2015), analyse réalisée par l'OCDE pour exclure le financement lié au charbon, inclure les Parties non visées à l'Annexe I de la CNUCC bénéficiaires, et prendre en compte l'application de la méthode d'attribution des BMD (voir l'annexe F pour plus de précisions).

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme n'est pas nécessairement égale au total correspondant.

## Notification des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public

Pour les besoins de ce rapport, les données ont été extraites de la base de données de l'OCDE sur les opérations de crédit à l'exportation, qui permet d'assurer le suivi des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public en conformité avec les dispositions de l'Arrangement (autrement dit, elle ne comprend pas les crédits à l'exportation provenant de sources publiques qui n'ont pas été octroyés dans le respect de ces dispositions). Les chiffres issus de la base de données de l'OCDE reflètent la valeur de tout crédit assuré, garanti ou directement octroyé qui a été accordé en 2013 et 2014. Ils ne rendent pas compte du coût total des projets, ni du montant des fonds privés éventuellement mobilisés au-delà de la valeur garantie proprement dite. Il existe un risque de double comptage dans le cas des activités qui bénéficient à la fois d'un crédit à l'exportation et d'un soutien public au titre du financement climatique. La question de ces chevauchements n'a pas été examinée ici, et ce traitement des crédits à l'exportation et des garanties constitue un domaine de réflexion pour l'avenir.

Le Secrétariat de l'OCDE a étudié s'il était faisable de présenter des agrégats sur les secteurs importants pour le climat en s'appuyant sur cette base de données, et constaté qu'il était seulement possible de présenter des données concernant la production d'énergies renouvelables dans les pays en développement (car c'est un secteur qui peut indiscutablement être considéré comme importants pour le climat). Hormis ce secteur, il est actuellement impossible de déterminer ce qui est lié au climat, car cette base de données ne comporte pas de marqueur ni de définition se rapportant au climat. Il est certes nécessaire d'améliorer encore la méthodologie relative aux données sur les crédits à l'exportation liés au climat et la couverture de celles-ci, mais il y a lieu de souligner que le rôle que les crédits publics à l'exportation peuvent jouer dans l'ensemble du financement climatique est très probablement limité. Le volume annuel moyen des crédits publics à l'exportation accordés à des pays à faible revenu et à des pays à revenu intermédiaire dans des secteurs qui pourraient être considérés comme importants pour la lutte contre le changement climatique<sup>24</sup> n'a été que d'environ 12 milliards USD en 2013 et en 2014 (hors secteur des énergies renouvelables).

## Notification du financement climatique privé mobilisé

Divers acteurs de la sphère des spécialistes du climat et de celle du développement intensifient leurs efforts pour recueillir des données et définir des méthodes afin d'améliorer la mesure et la notification du financement climatique privé mobilisé par les interventions publiques. Ces initiatives incluent en particulier :

- l'élaboration, par un groupe de 19 fournisseurs bilatéraux de financement climatique, d'une compréhension commune du périmètre couvert par le financement climatique privé mobilisé (Groupe de travail technique, 2015) et d'une méthodologie commune pour mesurer et notifier les apports financiers au regard de l'objectif des 100 milliards USD annuels, à partir des travaux réalisés dans le cadre du Réseau de recherche collaborative sur le suivi du financement climatique provenant de sources privées, hébergé par l'OCDE<sup>25</sup> ;

24. Évaluation approximative effectuée à partir d'un sous-ensemble de données, hors secteurs considérés comme non importants pour l'atténuation/adaptation (par exemple, navires, aéronefs, centrales à combustible fossile), afin d'estimer la valeur totale du portefeuille d'activités présentant un intérêt sur le plan climatique, dont il n'est pas possible de déterminer la part pouvant être considérée comme liée au climat faute de disposer des informations requises.

25. <http://www.oecd.org/env/researchcollaborative>.

- les collaborations, travaux méthodologiques et la collecte de données entrepris par le groupe conjoint des BMD (International Finance Consulting, 2015) et par un groupe d'IFD bilatérales<sup>26</sup> (Stumhofer et al., 2015) pour mesurer le financement privé mobilisé par leurs interventions financières liées au climat ;
- les travaux statistiques du CAD de l'OCDE visant à mettre au point des méthodes fondées sur les instruments et à recueillir des données au niveau des activités sur les montants mobilisés auprès du secteur privé par les interventions publiques bilatérales et multilatérales au titre du financement du développement (OCDE-CAD, 2015)<sup>27</sup> ;
- plusieurs études pilotes, actuellement réalisées par certains pays fournisseurs de fonds pour le développement, sur les fonds privés qu'ils mobilisent au service de l'action climatique dans les pays en développement.

## Aperçu de la méthodologie employée pour les calculs effectués aux fins du présent rapport

Le Réseau de recherche collaborative sur le suivi du financement climatique provenant de sources privées a élaboré un cadre d'analyse en quatre étapes, qui comporte des points essentiels à trancher et énonce les options méthodologies retenues pour ce faire, en vue d'estimer le financement climatique privé mobilisé par les interventions publiques (Jachnik, R., R. Caruso et A. Srivastava, 2015). Les décisions en question consistent, par exemple, à définir ce que l'on entend par financement public et financement privé, à délimiter le périmètre de la comptabilisation du financement privé, à évaluer le lien de causalité (entre interventions publiques et financement privé) et à choisir une méthode d'attribution (lorsque plusieurs acteurs publics interviennent). Le graphique 14 met en lumière trois points particulièrement importants.

**Graphique 14 : Quelques options méthodologiques et leurs limites**

Point à trancher	Option méthodologique utilisée	Commentaires et limites
Définition du financement public et du financement privé	Fondée sur le principe de la participation majoritaire de l'entité qui fournit les fonds	Ce principe est conforme aux statistiques du financement du développement (OCDE-CAD, 2013) et de l'investissement direct étranger (OCDE, 2009). Il a été appliqué dans toute la mesure permise par les données disponibles. Mais il est des cas qui peuvent constituer des zones grises pour la notification du financement climatique au titre de la CCNUCC, comme les fonds de capital-investissement mixtes public/privé, ou les entreprises publiques (par exemple, dans les secteurs de l'eau et de l'énergie) et banques publiques à titre purement commerciales. Les apports de fonds de ces acteurs doivent-ils être notifiés au titre du financement public ou (le cas échéant) du financement public ou privé mobilisé ? Davantage d'efforts s'imposent pour parvenir à un consensus sur ces questions, y compris pour les acteurs des pays en développement.
Évaluation de la relation de causalité entre les interventions publiques et le financement privé	Utilisation du cofinancement privé comme meilleur élément d'information disponible sur le financement privé mobilisé	Du fait des limites que présentent actuellement les données et les méthodes, le présent rapport utilise le cofinancement privé comme le meilleur élément d'information disponible sur le financement privé mobilisé, étant entendu que cette démarche présente des limites. Des travaux supplémentaires s'imposent pour prendre en compte l'effet du financement public consacré aux activités de démonstration liées aux projets, au renforcement des capacités et au soutien budgétaire, et l'effet des politiques publiques. Dans cette démarche, une attention particulière devra être portée sur le risque de double comptage lors de l'estimation des montants de fonds privés mobilisés par un tel éventail élargi d'interventions publiques.
Attribution du financement privé mobilisé	Attribution des fonds mobilisés aux différents acteurs publics concernés au prorata du volume des fonds apportés	Pour éviter un double comptage des éléments communs aux ensembles de données utilisés, le cofinancement privé a été attribué au niveau des activités au prorata du volume des fonds apportés par chaque acteur public. Dans cette approche, on a pris en compte le cofinancement apporté par tous les acteurs publics concernés, des pays développés comme des pays en développement. L'attribution au strict prorata du volume des fonds apportés était la seule option applicable à court terme, mais l'amélioration des méthodologies pourrait permettre de prendre en considération les caractéristiques propres aux différents instruments, comme leurs niveaux de risque et de concessionnalité respectifs.

Lorsque des données sur le cofinancement au niveau des activités étaient disponibles, il a été possible de les ajuster de manière à prendre en compte les trois points susmentionnés et, de façon plus générale, le cadre comptable présenté dans la Partie I. Cependant, il n'a pas toujours été possible de suivre une démarche méthodologique cohérente pour les nombreux ensembles de données utilisés et estimations élaborées. Cela tient à certaines caractéristiques inhérentes aux données elles-mêmes (par exemple, utilisation des marqueurs de Rio du CAD de l'OCDE ou de la liste positive des BMD recensant les activités d'atténuation, couverture par exercice budgétaire ou par année civile), mais aussi aux limites que celles-ci présentaient. Par exemple, l'identité des cofinanceurs privés est une information qui était presque toujours absente des séries de données utilisées. D'où l'impossibilité de vérifier, compte tenu des zones grises mentionnées dans le graphique 14, si les cofinanceurs avaient été classés

27. <http://www.oecd.org/dac/stats/mobilisation-effect-of-public-development-finance.htm>.

comme des entités publiques ou privées selon le principe de la participation majoritaire. Il n'était également pas possible de tenter de déterminer l'origine géographique du cofinancement privé, qui pouvait montrer dans quelle mesure le financement climatique public permet de mobiliser des capitaux de sources internationales tout en renforçant la capacité en matière d'investissement privé intérieur, par exemple au moyen de lignes de crédit.<sup>28</sup>

Le financement privé mobilisé par le financement climatique public bilatéral acheminé par les fonds et banques multilatéraux est pris en compte en majeure partie dans les ensembles de données des BMD sur le cofinancement, qui incluent les ressources publiques extérieures que celles-ci gèrent. Par conséquent, afin d'éviter un double comptage, les montants correspondants ont été exclus des estimations relatives au financement privé mobilisé par le financement bilatéral.

Bien qu'il n'en soit pas rendu compte ici puisque l'accent est mis sur le financement privé mobilisé par les pays développés, le rôle joué par le financement public fourni par les pays en développement (par exemple, les banques nationales de développement) a été pris en considération pour produire les estimations présentées dans ce rapport, par le biais de la méthode de l'attribution au prorata du volume des fonds apportés décrite plus haut.

## Problèmes de méthodologie et travaux futurs

Au-delà du problème de la disponibilité et de la couverture des données sur le cofinancement privé, que les efforts actuellement déployés par les pays, les institutions publiques de financement du développement et le CAD de l'OCDE contribueront à résoudre progressivement, il faut poursuivre les travaux méthodologiques en vue d'améliorer la mesure et la notification du financement mobilisé au niveau international. Des solutions autres que celles qui consistent à assimiler le cofinancement à du financement mobilisé ou à attribuer le financement mobilisé uniquement en fonction du volume des fonds apportés sont, et seront, étudiées plus avant. Cela inclut par exemple, de pouvoir prendre en considération le degré de concessionnalité, le risque couvert ou le rôle joué par chaque intervention publique et chaque acteur public.

Le CAD de l'OCDE a, par exemple, déjà mis au point des méthodologies et recueilli des données au moyen d'enquêtes pour mesurer le financement privé mobilisé par les garanties (voir encadré 6), les prêts consortiaux et les participations dans des fonds, en adoptant une démarche spécifique à chaque instrument quant aux hypothèses de causalité et aux règles d'attribution. Les étapes ultérieures consisteront à réaliser des travaux analogues pour le financement mezzanine, les prises de participation directes, les lignes de crédit et le financement concessionnel classique (en concertation avec les institutions de financement du développement), ainsi qu'à procéder plus systématiquement à la collecte de données et à la notification à partir de 2017. Les institutions de financement du développement elles-mêmes s'emploient également à améliorer la couverture des données et les méthodologies dans le cadre de travaux réalisés en commun sous l'égide de l'IDFC et du groupe conjoint des BMD.

### Encadré 10 : Les rapports de la CPI sur le paysage du financement climatique

Depuis quelques années, les rapports de CPI intitulés *Landscape of Climate Finance* jouent un rôle grandissant dans l'information des responsables de l'élaboration des politiques sur la situation en matière de financement climatique au niveau mondial. En 2014, pour la première fois, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) s'est penché sur la question du financement climatique et de l'investissement pour le climat dans son cinquième rapport d'évaluation (Gupta *et al.* 2014), en s'appuyant largement sur l'analyse contenue dans le rapport *Landscape of Climate Finance 2013*. Ces rapports de CPI visent à rendre compte des informations les plus récentes sur les apports annuels mondiaux de fonds pour le climat à l'appui de la réduction des émissions et du renforcement de la résilience face au changement climatique, à partir de données empiriques recueillies auprès d'un large éventail de sources publiques et privées. Outre les données

issues de l'enquête réalisée auprès des IFD afin de recueillir des informations au niveau des projets sur leurs investissements, CPI associe données au niveau des projets et données globales provenant de diverses sources, en excluant certaines données financières de quelques sources précises et les transactions sur le marché secondaire, afin d'éviter un double comptage dans la mesure du possible. Depuis le début de 2011, ces rapports ont pour objectif principal de stimuler la réflexion et l'action quant aux prochaines étapes de la mise au point d'un système de suivi de grande portée et transparent qui, à terme, puisse aider les pays à apprendre dépenser leurs deniers à bon escient. À cet effet, CPI collabore étroitement avec les principaux acteurs de la sphère des spécialistes du climat et du développement, notamment l'OCDE, les BMD, l'IDFC, la CCNUCC, les donneurs et les pays, pour faciliter les progrès dans l'élaboration d'un tableau complet du financement climatique.

28. Pour attribuer une origine géographique au financement privé, on peut recourir à une pratique couramment employée pour les statistiques de l'IDE, qui consiste à appliquer le principe de la résidence tel que défini aux fins de la balance des paiements. Dans la pratique, la mise en œuvre de ce principe peut se révéler techniquement difficile, sans nécessairement produire de résultats significatifs, en raison du grand nombre d'intermédiaires du secteur financier, d'entités ad hoc ou de banques commerciales comptant plusieurs implantations géographiques (Caruso, R. et R. Jachnik, 2014). Il serait probablement plus facile d'attribuer une origine géographique au financement de moindre importance (par exemple, les investissements des petites entreprises ou des ménages).

# Partie IV. Enseignements et conclusions

Conformément aux recommandations formulées par le Comité permanent du financement (CPF) de la CCNUCC dans son rapport intitulé 2014 *Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows*, les efforts visant à améliorer le suivi et la notification du financement climatique se sont intensifiés au sein de la communauté internationale, notamment de la part des Parties à la Convention, des membres de l'OCDE, des BMD et de l'IDFC, ainsi que dans le cadre de l'OCDE (CAD et Réseau de recherche collaborative hébergé par l'Organisation), de CPI et d'autres organismes.

Ces efforts ont été mis à profit pour l'établissement de ce rapport qui, grâce à la réalisation d'une collecte de données spéciale et d'envergure, rend compte de manière transparente de l'état des lieux du financement climatique au regard de l'engagement pris par les pays développés de mobiliser 100 milliards USD par an à l'horizon 2020 pour l'action climatique dans les pays en développement. Cet exercice n'a été possible que parce qu'un large éventail d'acteurs s'est employé activement à réunir les données nécessaires dans un délai très court.

**Il ressort principalement de ces travaux que des progrès non négligeables ont été réalisés vers l'objectif des 100 milliards USD.** Selon nos estimations, le montant global du financement public et privé mobilisé au titre du climat par les pays développés pour les pays en développement a été de 61.8 milliards USD en 2014, contre 52.2 milliards USD en 2013, soit une moyenne de 57.0 milliards USD par an sur les deux années de la période 2013-2014. Les apports financiers bilatéraux constituent la principale source de financement climatique pour cette période, et leur montant a été beaucoup plus élevé en 2013-2014 que celui qui a été notifié pour 2011-2012, en raison à la fois d'une augmentation des apports de fonds en termes réels et d'une extension du champ couvert par la notification.

**Les méthodes de mesure et de notification du financement climatique s'améliorent.** Ce rapport met à profit les avancées réalisées dans l'élaboration de définitions et de méthodes de comptabilisation communes pour le financement climatique grâce aux efforts d'un groupe de 19 fournisseurs bilatéraux de financement climatique, et aux initiatives des BMD, de l'IDFC et de l'OCDE. Il représente une contribution à ce processus parce qu'il a donné lieu à l'application d'un cadre comptable transparent aux données disponibles les plus récentes et qu'il présente des estimations préliminaires partielles sur le financement privé mobilisé pour le climat, lesquelles sont issues de données sur le cofinancement privé associé à des interventions financières publiques.

Les enseignements apportés par cet exercice peuvent être utiles pour éclairer les efforts à mener en vue d'accroître encore la transparence et l'étendue de la mesure, du suivi et de la notification du financement climatique. À cet égard, trois points particuliers revêtent une importance particulière :

- **Assurer la convergence vers des définitions, des méthodes et des modalités de notification communes et transparentes,** car elle favorisera la cohérence et la comparabilité des données. Il importe de continuer à mettre à profit les efforts déployés par l'ensemble de la sphère des organismes spécialisés dans le suivi du financement climatique pour harmoniser les méthodes de comptabilisation et normaliser la notification, ainsi que cerner encore plus précisément ce qu'est le financement climatique, et en particulier le financement climatique mobilisé. De plus, il est nécessaire de mieux comprendre comment prendre en compte les interventions publiques liées aux politiques, étant donné que les cadres d'action nationaux et, plus généralement, le contexte national, sont des déterminants essentiels de l'investissement. L'OCDE et CPI vont poursuivre leurs travaux dans ces domaines.
- **Renforcer la transparence et la responsabilité dans la notification du financement climatique.** Des progrès ont été faits par les pays et les organismes dans le renforcement de la transparence des apports qu'ils notifient actuellement au titre du financement climatique. Il est possible de tirer plus largement parti du potentiel de synergie avec les systèmes statistiques existants qui contiennent des données détaillées au niveau des projets, par pays et organisme fournisseur, ce qui permettrait d'améliorer encore la transparence et la responsabilité dans la notification du financement climatique. L'exploitation de ce potentiel de synergie pourrait aussi faciliter la tâche délicate que constitue le suivi des progrès de l'intégration du changement climatique dans la planification du développement, avec les répercussions que celle-ci peut avoir sur le financement climatique.
- **Progresser sur plusieurs fronts à la fois de manière coordonnée.** Pour améliorer encore le suivi et la notification du financement climatique, il faut que des avancées continues et cohérentes soient faites sur le plan de la transparence, de la comparabilité et du degré d'exhaustivité des données relatives au financement climatique dans l'ensemble des pays et des organisations concernées.

Des progrès sont réalisés sur le plan des données, des modalités de suivi et des méthodes nécessaires pour estimer, de manière transparente et exhaustive, les apports de ressources financières au regard de l'objectif consistant à mobiliser 100 milliards USD par an pour le climat. Il faudra immanquablement du temps et beaucoup d'efforts pour venir à bout des problèmes d'ordre méthodologique qui subsistent et parvenir à assurer de façon systématique et cohérente la collecte des données requises. L'OCDE et CPI demeurent résolues à améliorer la compréhension et la transparence du financement climatique, et à travailler dans ce sens avec la communauté internationale.

## Annexe A : « Pays développés » fournisseurs de financement climatique et couverture des sources bilatérales de financement climatique dans les estimations globales pour 2013 2014

### **Classification des « pays développés » fournisseurs de financement climatique (y compris d'autres apporteurs participants) :**

Ces pays comprennent les 24 Parties<sup>29</sup> visées à l'Annexe II de la CCNUCC, ainsi que quatre membres du CAD de l'OCDE qui ont volontairement demandé à prendre part à cet exercice, à savoir la Pologne, la République slovaque, la République tchèque et la Slovénie, collectivement dénommés ci-après « les pays développés ».

---

29. Les Parties visées à l'Annexe II de la CCNUCC sont les pays qui sont tenus d'apporter des ressources financières aux pays en développement afin de leur permettre de mener des activités de réduction des émissions au titre de la Convention, et de les aider à s'adapter aux effets néfastes du changement climatique, et qui ont l'obligation, en vertu de la Convention, de fournir des informations sur les ressources financières qu'ils ont apportées. Ces pays ne comprennent pas la Turquie qui a été retirée de la liste de l'Annexe II en 2001 à sa demande afin d'être considérée comme une économie en transition. La liste de l'Annexe II est plus courte que celle des membres du CAD de l'OCDE.

**Couverture des sources de financement utilisées par les « pays développés » :**

	APP	AASP	Énergies renouvelables – données de la base OCDE	Notification individuelle (prévue dans le rapport à la CCNUCC)	Notification individuelle (prévue dans le rapport à la CCNUCC)	
Pays	Financement climatique public qui sera notifié dans le 2ème rapport biennal à la CCNUCC		Crédits à l'exportation		Financement climatique privé bilatéral	Comptabilisation du financement de projets liés au charbon <sup>30, 31</sup>
Allemagne	✓		✓		✓	✗
Australie	✓	✓				✗
Autriche	✓	✓	✓			✗
Belgique	✓	✓	✓		✓	✗
Canada	✓			✓	✓	✗
Danemark	✓		✓			✗
Espagne	✓	✓	✓		✓	✗
États-Unis	✓	✓		✓	✓	✗
Finlande	✓				✓	✗
France	✓	✓	✓		✓	✗
Grèce	✓					✗
Institutions de l'UE	✓					✗
Irlande	✓					✗
Islande	✓					✗
Italie	✓	✓	✓			✗
Japon	✓	✓		✓	✓	✓ (notifié séparément des chiffres globaux)
Luxembourg	✓	✓				✗
Norvège	✓				✓	✗
Nouvelle-Zélande	✓					✗
Pays-Bas	✓				✓	✗
Pologne	✓		✓			✗
Portugal	✓				✓	✗
République slovaque	✓					✗
République tchèque	✓		✓			✓ <sup>32</sup>
Royaume-Uni	✓				✓	✗
Slovénie	✓					✓ <sup>32</sup>
Suède	✓		✓		✓	✗
Suisse	✓		✓		✓	✗

30. Dans toute la mesure du possible, nous avons exclu de cette estimation globale tous les financements relatifs à des projets liés au charbon.

31. 1) Le Japon et l'Australie estiment que le financement de centrales à charbon à haute efficacité devrait aussi être considéré comme une forme de financement climatique. L'estimation globale présentée dans ce rapport ne comprend pas ce type de financement. 2) Les pays en développement, dont plusieurs gros émetteurs, ont classé le financement de centrales à charbon à haute efficacité parmi les mesures d'atténuation du changement climatique dans les contributions prévues déterminées au niveau national qu'elles ont remises à la CCNUCC.

32. Chiffres communiqués séparément et non inclus.

Annexe B : Parties non visées à l'Annexe I de la CCNUCC<sup>33</sup> et pays admissibles au bénéfice de l'APD selon le CAD de l'OCDE recipients<sup>34</sup>

<b>Pays et territoires figurant à la fois sur la liste des Parties non visées à l'Annexe I de la CCNUCC et sur la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD de l'OCDE</b>		
Afghanistan	Guinée-Bissau	Pakistan
Afrique du Sud	Guinée équatoriale	Palaos
Albanie	Guyana	Panama
Algérie	Haïti	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Angola	Honduras	Paraguay
Antigua-et-Barbuda	Îles Cook	Pérou
Argentine	Îles Marshall	Philippines
Arménie	Îles Salomon	Rép. démocratique du Congo
Azerbaïdjan	Inde	Rép. populaire démocratique de Corée
Bangladesh	Indonésie	Rép. arabe syrienne
Belize	Iran	Rép. centrafricaine
Bénin	Iraq	Rép. démocratique populaire lao
Bhoutan	Jamaïque	Rép. dominicaine
Bolivie	Jordanie	Rwanda
Bosnie-Herzégovine	Kazakhstan	Sainte-Lucie
Botswana	Kenya	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Brésil	Kirghizistan	Samoa
Burkina Faso	Kiribati	Sao Tomé-et-Principe
Burundi	Lesotho	Sénégal
Cabo Verde	Liban	Serbie
Cambodge	Libéria	Seychelles
Cameroun	Libye	Sierra Leone
Chili	Madagascar	Somalie
Chine (République populaire de)	Malaisie	Soudan
Colombie	Malawi	Soudan du Sud
Comores	Maldives	Sri Lanka
Congo	Mali	Suriname
Costa Rica	Maroc	Swaziland
Côte d'Ivoire	Maurice	Tadjikistan
Cuba	Mauritanie	Tanzanie
Djibouti	Mexique	Tanzanie
Dominique	Micronésie	Tchad
Égypte	Moldova	Thaïlande
El Salvador	Moldova	Timor-Leste
Équateur	Mongolie	Togo
Érythrée	Monténégro	Tonga
Éthiopie	Mozambique	Tunisie
Ex-République yougoslave de Macédoine	Myanmar	Turkménistan
Fidji	Namibie	Tuvalu
Gabon	Nauru	Uruguay
Gambie	Népal	Vanuatu
Géorgie	Nicaragua	Venezuela
Ghana	Nigéria	Viet Nam
Grenade	Niue	Yémen
Guatemala	Ouganda	Zambie
Guinée	Ouzbékistan	Zimbabwe

33. [http://unfccc.int/parties\\_and\\_observers/parties/non\\_annex\\_i/items/2833.php](http://unfccc.int/parties_and_observers/parties/non_annex_i/items/2833.php)34. <http://www.oecd.org/dac/stats/daclist.htm>

<b>Pays et territoires figurant uniquement sur la liste des Parties non visées à l'Annexe I de la CCNUCC</b>		
Andorre	Koweït	Saint-Marin
Bahamas	Oman	Arabie saoudite
Bahreïn	Cisjordanie et bande de Gaza	Singapour
Barbade	Qatar	Trinité-et-Tobago
Brunei Darussalam	Rép. populaire démocratique de Corée	United Arab Emirates
Israël	Saint-Kitts-et-Nevis	
<b>Pays et territoires figurant uniquement sur la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD de l'OCDE</b>		
Bélarus	Sainte-Hélène	Ukraine
Kosovo	Tokélaou	Wallis-et-Futuna
Montserrat	Turquie	Cisjordanie et bande de Gaza

## Annexe C : Couverture et modalités de la notification du financement climatique public bilatéral (2013-14)

	APD	AASP	Engagement	Versement (effectif)	Année civile	Exercice budgétaire	Marqueurs de Rio du CAD de l'OCDE	Méthode de suivi du financement de l'adaptation en trois étapes des BMD	Liste positive des activités d'atténuation des BMD / Principes	Pays admissibles au bénéfice de l'APD	Parties non visées à l'Annexe I de la CCNUCC
	Couverture		Point de mesure				Définition de la dimension climatique			Définition des bénéficiaires	
Allemagne	✓	✓	✓	✓	✓		✓			✓	
Australie	✓	✓		✓		✓	✓			✓	
Autriche	✓	✓	✓		✓		✓			✓	
Belgique	✓	✓		✓	✓		✓			✓	
Canada	✓			✓		✓	✓			✓	✓
Danemark	✓		✓		✓		✓			✓	
Espagne	✓	✓		✓	✓		✓			✓	
États-Unis	✓	✓	✓			✓				✓	✓
Finlande	✓			✓	✓		✓			✓	
France	✓	✓	✓		✓		✓*	✓	✓	✓**	
Grèce	✓			✓	✓		✓			✓	
Institutions de l'UE	✓	✓	✓		✓		✓			✓	
Irlande	✓			✓	✓		✓			✓	
Islande	✓		✓		✓		✓			✓	
Italie	✓	✓	✓	✓	✓		✓			✓	
Japon	✓	✓	✓*	✓**	✓		✓				✓
Luxembourg	✓	✓		✓		✓	✓			✓	
Norvège	✓			✓	✓		✓			✓	
Nouvelle-Zélande	✓			✓	✓		✓			✓	
Pays-Bas	✓			✓	✓		✓			✓	
Pologne	✓			✓	✓		✓			✓	
Portugal	✓	✓	✓		✓		✓			✓	
République slovaque	✓		✓		✓		✓			✓	
République tchèque	✓			✓	✓		✓			✓	
Royaume-Uni	✓			✓	✓					✓	
Slovénie	✓			✓	✓		✓			✓	
Suède	✓			✓*	✓		✓				✓
Suisse	✓			✓	✓		✓			✓	

Source: Les données figurant dans cette annexe proviennent d'une enquête réalisée auprès des donneurs dans le cadre des travaux de l'Équipe de projet conjointe ENVIRONET/GT-STAT du CAD, ainsi que d'échanges bilatéraux avec différents donneurs.

Approche par composante au niveau des activités	Coefficient correspondant à la valeur « objectif principal » du marqueur de Rio	Coefficient correspondant à la valeur « objectif significatif » du marqueur de Rio	Valeur en numéraire	Financement budgétaire / équivalent-don	Au niveau des activités	Aggregées ou semi-aggregées	
Chiffrage			Valorisation de l'instrument		Degré de détail des données		Notes
	100%	50%	✓	✓*	✓	✓	*Les chiffres relatifs au financement budgétaire sont fournis à des fins de transparence. Les chiffres utilisés pour l'établissement des données agrégées sont basés sur la valeur en numéraire.
✓	100%	30%*	✓			✓	*Coefficients au niveau des activités appliqués dans la mesure du possible ; sinon un coefficient de 30 % est appliqué.
	100%	50%	✓			✓	
	Divers coefficients		✓		✓		
	100%	Activités les plus pertinentes*	✓			✓	*Les activités affectées de la valeur « objectif significatif » sont examinées et celles qui sont les plus importantes pour le climat sont prises en compte.
	100%	50%	✓		✓		
	100%	20%-40%*	✓		✓	✓	* Coefficient de 20 % pour les activités visant seulement soit l'atténuation du changement climatique soit l'adaptation comme objectif significatif, et de 40 % pour les activités visant à la fois l'adaptation et l'atténuation comme objectifs significatifs
	n/a	n/a	✓			✓	Méthodologie propre
	Divers coefficients		✓			ü	Valeurs approchées pour 2014, établies à partir des chiffres provisoires de 2013.
✓	100%	40%	✓		✓		* Pour le Fasep/la Rpe : un système hybride est utilisé, fondé sur la liste positive des BMD/SFI et les marqueurs de Rio (coefficients de 100 % pour l'objectif « principal », et de 40 % pour l'objectif « significatif ») **Pays admissibles au bénéfice de l'APD hors Annexe I.
	100%	100%	✓		✓		
	100%	40%	✓			✓	
	100%	50%	✓			✓	
	100%	100%	✓			✓	Valeurs approchées pour 2014, établies à partir des chiffres définitifs de 2013
	100%	40%	✓			✓	
	100%	100%	✓			✓	* pour les prêts et les dons **pour l'assistance technique
	100%	100%	✓			✓	
	100%	100%	✓			✓	
	100%	30%*	✓			✓	*par défaut en l'absence de coefficient spécifique à l'activité
	100%	40%	✓			✓	
	100%	100%	✓		✓		
	100%	0%	✓			✓	
	100%	100%	✓		✓		Valeurs approchées établies à partir des données issues de l'application des marqueurs de Rio établis par le CAD de l'OCDE
	100%	100%	✓		✓		Valeurs approchées établies à partir des données issues de l'application des marqueurs de Rio établis par le CAD de l'OCDE
	n/a	n/a	✓		✓	✓	Méthodologie propre
	100%	100%	✓		✓		Valeurs approchées établies à partir des données issues de l'application des marqueurs de Rio établis par le CAD de l'OCDE
	100%	40%	✓		✓		* Les données utilisées dans ce rapport se rapportent aux versements tels que la Suède prévoit de les notifier à la CCNUCC dans le tableau 7b du modèle de tableau commun. Toutefois, dans la partie descriptive du rapport, la Suède présente des données sur les engagements et les versements.
	51-100%	1-50%	✓			✓	

## Annexe D : Couverture du financement climatique multilatéral dans les statistiques du CAD de l'OCDE (2013-14)

Les statistiques du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE présentent un tableau intégré des apports bilatéraux et multilatéraux au titre du financement extérieur du développement lié au climat. Elles sont établies suivant une approche qui permet d'améliorer la transparence grâce à la collecte et à la publication de données détaillées au niveau des activités, d'éviter le double comptage et d'assurer la production de données cohérentes et solides par l'utilisation d'un système statistique doté de définitions et de bases de mesure normalisées.

Le tableau ci-après rend compte de la couverture des données communiquées au CAD de l'OCDE par les BMD, lesquelles sont établies suivant l'approche commune que celles-ci ont définie (voir encadré 8), et par les fonds multilatéraux, et reflète la façon dont les données ont été intégrées et harmonisées afin d'assurer la cohérence des points de mesur<sup>35</sup> et de la couverture géographique (pour de plus amples informations, voir les annexes techniques publiées en ligne).

---

35. Les données ont été converties en USD sur la base du taux de change annuel moyen des pays de l'OCDE, puis normalisées selon l'année civile et la destination géographique.

36. Dans toute la mesure du possible, nous avons exclu de l'estimation globale tous les financements destinés à des projets liés au charbon.

37. Les données relatives à la BAsD pour 2013 sont des valeurs approchées établies à partir du rapport 2014 du groupe conjoint des BMD.

38. Les données relatives à la BEI couvrent les projets financés par des prêts concessionnels et non concessionnels. Le degré de concessionnalité d'un prêt est déterminé au moment du premier versement ; or, comme les données sont fondées sur les engagements, il n'est pas possible à ce stade de distinguer les instruments concessionnels des instruments non concessionnels.

	Couverture	Point de mesure	Définition de la dimension climatique et chiffrage	Couverture géographique
	Concessionnel	Engagement / Approbation	Exclusion du charbon <sup>36</sup> (données non prises en compte dans la Partie I)	Parties non visées à l'Annexe I de la CNUCC (données supplémentaires prises en compte dans la Partie I)
	Non concessionnel	Versement	Principes et approche par consensus du groupe conjoint des BMD	Pays admissibles au bénéfice de l'APD
		Année civile	Exercice budgétaire	
		Marseillais de Rio du CAD de l'OCDE		
Banque africaine de développement	✓	✓	✓	✓
Banque asiatique de développement <sup>37</sup>	✓	✓	✓	✓
Banque européenne d'investissement <sup>38</sup>	✓	✓	✓	✓
Banque européenne pour la reconstruction et le développement	✓	✓	✓	✓
Banque interaméricaine de développement	✓	✓	✓	✓
Banque mondiale (Association internationale de développement, IDA)	✓	✓	✓	n/c
Banque mondiale (BIRD)	✓	✓	✓	n/c
Fonds africain de développement	✓	✓	✓	✓
Fonds d'investissement pour le climat	✓	✓	✓	n/c
Fonds pour l'adaptation	✓	✓	✓	✓
Fonds pour l'environnement mondial, dont Fonds pour les pays les moins avancés (FPM) et Fonds spécial pour les changements climatiques (FSCC)	✓	✓	✓	n/c
Fonds spécial de la Banque asiatique de développement	✓	✓	✓	n/c
Fonds spécial de la Banque interaméricaine de développement	✓	✓	✓	n/c
Nordic Development Fund	✓	✓	✓	n/a
Société financière internationale	✓	✓	✓	n/a

## Annexe E : Couverture des données relatives au financement climatique privé mobilisé et approches y afférentes (2013-14)

Les informations figurant dans ce tableau ne font pas état de toute la panoplie des instruments financiers utilisés ni des choix officiels opérés par les organismes et les pays cités. Elles rendent compte de l'étendue et des caractéristiques des données sur le financement lié au climat qui ont été mises à disposition pour les besoins de ce rapport. Dans la plupart des cas, les données ont été obtenues directement auprès des organismes (ou pays) cités.

		Au niveau des activités	Aggrégées ou semi-aggrégées	Dons	Prêts concessionnels	Prêts non concessionnels	Lignes de crédit	Prises de participation directes	Prises de participation au niveau des fonds	Garanties (hors crédits à l'exportation)				
Pays	Entité déclarante	Degré de détail des données									Instruments du financement public			
Allemagne	KfW		✓	✓	✓	✓	✓						✓	
Allemagne	DEG		✓			✓			✓					
Belgique	BIO-Invest	✓				✓								
Espagne	COFIDES	✓				✓			✓					
Espagne	MAEC FONPRODE	✓							✓					
États-Unis	OPIC		✓			✓							✓	
États-Unis	USAID		✓	✓									✓	
Finlande	FINNFUND	✓										✓		
France	AFD	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓						
France	Proparco		✓			✓	✓	✓	✓					
France	FFEM		✓	✓										
Japon	JICA		✓									✓		
Japon	JBIC		✓			✓								
Norvège	Ministère des Aff. étrangères	✓		✓										
Norvège	NORAD	✓		✓									✓	
Norvège	NORFUND	✓		✓	✓				✓	✓	✓			
Pays-Bas	FMO		✓		✓									
Portugal	SOFID	✓											✓	
Royaume-Uni	DECC/DFID	✓	✓	✓	✓								✓	
Suède	SIDA	✓											✓	
Suisse	SIFEM	✓											✓	
	BAfD <sup>39</sup>	✓		✓	✓	✓							✓	
	BAsD <sup>39</sup>	✓			✓	✓								
	FIC	✓		✓	✓								✓	
	BERD	✓		✓		✓								
	BEI	✓		✓	✓	✓							✓	
	FEM	✓		✓	✓	✓							✓	
	BID	✓		✓	✓	✓							✓	
	SFI	✓			✓	✓							✓	
	AMGI	✓											✓	
	BM (IDA/BIRD)	✓			✓	✓							✓	

39. Les données relatives à la BAfD et à la BAsD pour 2013 sont des valeurs approchées établies à partir des niveaux de 2014 ajustés à la baisse.

Des données complémentaires, issues de l'exercice conjoint de cartographie du financement climatique réalisé par des IFD (Sturmhofer et al., 2015) et de l'enquête du CAD de l'OCDE sur les montants mobilisés (OCDE-CAD, 2015), ont été utilisées pour un petit nombre d'organismes.

## Annexe F : Contribution du Groupe de travail technique

La déclaration conjointe récemment publiée par un groupe de 19 fournisseurs bilatéraux de financement pour le climat sur leur définition commune du périmètre couvert par le financement climatique mobilisé était étayée par les travaux méthodologiques approfondis de leur Groupe de travail technique.

Le Groupe de travail technique a apporté à l'OCDE, pour les besoins du présent rapport, des précisions et une contribution complémentaire (Groupe de travail technique, 2015) qui sont présentées dans cette annexe.

Si ces travaux du Groupe de travail technique avaient essentiellement pour objet l'estimation du financement climatique privé mobilisé, certains de ses choix méthodologiques peuvent également s'appliquer à la mesure et à la notification des apports de fonds publics, de sorte que, pour assurer la cohérence du présent rapport, ils ont été adoptés en tant que règles générales (décisions relatives au traitement du charbon et à la méthodologie concernant l'attribution du financement multilatéral).

### Rendre compte du financement climatique privé mobilisé : contribution au rapport OCDE-CPI

Le 6 septembre 2015, à Paris, des ministres et des hauts responsables de l'administration de plusieurs pays développés<sup>40</sup> se sont accordés sur une méthodologie commune pour le suivi et la notification du financement climatique mobilisé.<sup>41</sup> Cette méthodologie repose sur les principes suivants : s'assurer que seul le financement mobilisé par les gouvernements des pays développés est pris en compte au titre de l'objectif des 100 milliards USD, et que, lorsqu'il y a intervention de plusieurs acteurs, le financement résultant de cette intervention n'est comptabilisé qu'une fois lors du recensement des apports de fonds; et veiller à ce que le cadre de notification incite à utiliser le plus efficacement possible le financement climatique.

Sur la base de ces principes et aux fins du rapport OCDE/CPI commandé par la France et le Pérou, le texte ci-après présente la méthodologie employée par le groupe pour établir les données bilatérales qu'il a fournies pour ce rapport, ainsi que des recommandations techniques sur la comptabilisation des fonds mobilisés par les pays développés au regard de l'objectif des 100 milliards USD inscrit dans l'Accord de Copenhague. Il est à noter qu'en raison des différences entre les systèmes de données en usage dans les différents pays, et du délai réduit dont ils disposaient pour communiquer les données nécessaires au présent rapport, les fournisseurs n'ont pas tous été en mesure d'appliquer avec précision cette méthodologie pour l'établissement de ces données. Cette méthodologie a mis à profit les discussions techniques qui ont eu lieu ces dernières années dans le cadre du Réseau de recherche collaborative sur le suivi du financement climatique provenant de sources privées, hébergé par l'OCDE<sup>42</sup>; elle reflète la meilleure définition technique et les meilleures données qui soient disponibles, sachant que de nouvelles améliorations seront effectuées dans l'avenir selon l'évolution des données disponibles et les enseignements qui seront tirés de la mise à l'essai de ces recommandations.

- **Couverture sectorielle** : les données communiquées par le groupe à l'OCDE/CPI n'englobaient pas le financement relatif aux projets liés au charbon<sup>43</sup>; toutefois, le Japon et l'Australie estiment que le financement de centrales à charbon à haute efficacité devrait aussi être considéré comme une forme de financement climatique, et le Japon a donné une estimation séparée du montant des fonds qu'il a fournis pour les projets de centrales à charbon à haute efficacité. Dans ce rapport, cette estimation sera indiquée séparément et en plus de l'estimation principale concernant le financement climatique total.
- **Classification des acteurs comme acteurs publics ou acteurs privés** : le groupe a appliqué la définition type du CAD de l'OCDE pour déterminer si une entité était publique ou privée : par opérations du secteur public, on entend les opérations effectuées par des organismes de l'administration centrale, de celle des États et des collectivités locales, à leurs propres risques et sous leur propre responsabilité, indépendamment du fait que les fonds recueillis proviennent des taxes ou d'emprunts auprès du secteur privé. Le groupe a communiqué les données en considérant que 100 % des fonds apportés par l'entité devaient être comptabilisés comme étant soit publics<sup>44</sup> soit privés selon que cette entité répondait ou non à cette définition.
- **Origine géographique des apports privés mobilisés** : étant donné l'importance que revêtent la mobilisation de fonds auprès de sources aussi diverses que possible et le renforcement du secteur privé dans les pays en développement, en

40. Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, France, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Commission européenne.

41. <http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/40866.pdf>.

42. Hébergé par le Secrétariat de l'OCDE qui en assure la coordination, le Réseau de recherche collaborative est un dispositif ouvert réunissant des gouvernements, des organismes de recherche et des institutions financières internationales intéressés par ces questions.

43.Sauf ceux prévoyant le captage et le stockage du carbone.

particulier des petites et moyennes entreprises, les données fournies par le groupe comprennent à la fois les apports privés intérieurs et les apports privés internationaux mobilisés par les interventions publiques des pays développés, étant entendu que la même convention s'applique aux données sur le financement multilatéral. À chaque fois que possible, le groupe s'est employé à indiquer l'origine des apports, en utilisant la norme internationale fondée sur les définitions relatives aux statistiques de l'investissement direct étranger, qui fait appel au principe de la résidence tel que défini au fins de la balance des paiements.<sup>45</sup>

- **Ensembles de données :** le groupe a fourni des données au niveau des activités lorsqu'il en existait, ou des estimations globales basées sur une analyse des données au niveau des activités. Seules des variables de substitution solides ont parfois été utilisées<sup>46</sup> lorsque ces données n'étaient pas disponibles.
- **Lien de causalité entre intervention publique et financement privé :** le groupe considère qu'il y a mobilisation de financement privé lorsqu'il existe un lien de causalité clair entre une intervention publique et le financement privé qui lui est associé, et si l'activité concernée n'aurait pas été réalisée, ou réalisée à l'échelle requise, en l'absence de cette intervention publique ; les données qu'il a fournies tiennent compte de cette règle. Dans les données communiquées par le groupe, le périmètre retenu est celui des projets pour les dons, les prêts et les prêts consortiaux. Pour les autres types d'instruments financiers, comme les garanties et les instruments de placement collectif, il varie selon le niveau et la qualité des données disponibles, ainsi que les considérations relatives au lien de causalité, apprécié suivant une approche prudente.
- **Instruments :** étant donné que le financement public et le soutien d'ordre stratégique sont tous deux importants pour mobiliser efficacement le secteur privé au service d'un développement sobre en carbone et résilient face au changement climatique, le groupe a estimé qu'il convenait d'inclure le financement privé mobilisé aussi bien par l'un que par l'autre, dans la mesure où les données requises existent et où un lien de causalité peut être établi, et en tenant compte équitablement du financement public et du soutien d'ordre stratégique assurés par les pays en développement eux-mêmes. Toutefois, à ce stade, pour des questions d'ordre pratique, ainsi que de disponibilité des données et de cohérence, les données communiquées par le groupe ne reflètent que le financement privé mobilisé par le biais d'instruments publics, en attendant de pouvoir disposer d'une solide méthodologie et des données nécessaires.
- **Monnaie :** les données fournies par le groupe ont été établies dans toute la mesure du possible à partir des taux de change du CAD de l'OCDE.
- **Attribution – cofinancement :** Pour éviter un double comptage et prendre en considération le rôle que le financement public assuré par les pays en développement joue dans la mobilisation du financement privé, le groupe a recommandé que le financement privé mobilisé soit comptabilisé suivant une approche consistant à l'attribuer au prorata du volume des fonds apportés, et il a établi selon cette règle les données qu'il a fournies sur le financement bilatéral. Autrement dit, lorsque plusieurs acteurs publics participent à un même projet, le financement climatique privé mobilisé qui est associé à ce projet sera attribué à chacun d'eux en proportion égale à la part des fonds publics (évalués à leur valeur nominale) qu'il aura apportée. Seule la part des pays développés dans le financement privé mobilisé doit être notifiée, ce qui exclut le financement privé mobilisé par des fonds publics des pays en développement.
- **Attribution – institutions multilatérales :** Le groupe a recommandé que le financement climatique mobilisé par des entités multilatérales ayant une structure actionnariale complexe, comme les banques multilatérales de développement et d'autres entités multilatérales, soit attribué aux différents actionnaires selon une méthodologie fondée sur les principes suivants :
  - La méthodologie doit être transparente et aussi simple que possible.
  - Seuls les montants pouvant être raisonnablement attribués aux pays développés doivent être comptabilisés.
  - Les contributions des pays développés à la capacité de mobilisation de ressources des BMD et des organisations multilatérales doivent être prises en compte, notamment les contributions aux guichets concessionnels et les contributions affectées aux guichets non concessionnels sous la forme de capital versé et de capital appelable.
  - La méthode doit être dynamique ; elle doit être relativement facile à adapter à l'évolution de la situation s'il y a lieu.

44. Pour plus de transparence, outre le financement public total, le groupe prévoit de fournir des informations sur les sources budgétaires publiques et/ou l'équivalent-don dans les futurs rapports.

45. Voir, par exemple, <http://www.imf.org/external/np/sta/bop/BOPman.pdf>.

46. Par certaines IFD en particulier.

## Guichets concessionnels et fonds climatiques

Les guichets concessionnels des BMD et les fonds climatiques fonctionnent selon le modèle « entrées de fonds/sorties de fonds » — ils ne font pas appel à l'endettement (ils n'empruntent pas de capitaux sur le marché obligataire pour financer leurs activités), et leurs ressources doivent être reconstituées régulièrement. Ces dernières proviennent en effet des contributions apportées par les pays lors du processus de reconstitution, ainsi que des bénéfices non distribués (remboursements au titre de prêts et d'autres instruments et intérêts sur les investissements).

Globalement, la méthode recommandée pour calculer la part attribuable du financement fourni par les guichets concessionnels consiste à séparer les apports issus de la reconstitution la plus récente de ceux qui proviennent des remboursements et des reconstitutions antérieures. Les premiers doivent être imputés en fonction de la part des pays développés dans la reconstitution la plus récente, et les seconds d'après la part des pays développés dans les reconstitutions antérieures. D'où la formule suivante :

$$\left[ \left[ x \left( \frac{\text{Contributions des pays développés}}{\text{Ensemble des contributions}} \right)_{\text{Récentes}} \right] + \left[ y \left( \frac{\text{Contributions des pays développés}}{\text{Ensemble des contributions}} \right)_{\text{Antérieures}} \right] \right] \times \text{Apports annuels de fonds pour le climat}$$

x étant la portion du financement climatique fourni par le guichet concessionnel ou le fonds qui provient des contributions récentes, et y la portion qui provient des bénéfices non distribués.

## Guichets non concessionnels

Le mécanisme financier des guichets non concessionnels des BMD, qui ont recours à l'emprunt, requiert une approche différente. Les guichets non concessionnels se financent eux-mêmes au moyen : (1) de capitaux empruntés sur le marché obligataire, et (2) des bénéfices non distribués. La capacité des banques à s'autofinancer est déterminée par leur capital, qui est généralement de deux types : le capital versé et le capital appelable. La notation AAA dont les banques bénéficient leur permet d'emprunter sur les marchés des sommes plus importantes et à des conditions plus avantageuses que celles que les emprunteurs de ces banques pourraient obtenir par eux-mêmes.

La notation de crédit attribuée aux banques dépend de la qualité de leur bilan et du soutien exceptionnel que leurs actionnaires s'engagent à leur apporter sous la forme de capital appelable, dont la valeur n'est prise en considération par les agences de notation dans leur appréciation que s'il est bien noté . L'influence du capital appelable sur la notation d'une banque donnée dépendra de plusieurs facteurs, dont la solidité du portefeuille de cette banque. Pour certaines BMD, le capital appelable bien noté leur permet d'obtenir une notation supérieure d'un ou de plusieurs degrés à celle qui leur aurait été attribuée sur la base de leur profil de crédit intrinsèque. Pour d'autres, le capital appelable bien noté est censé accroître leur marge d'emprunt et de prêt. Dans tous les cas, on estime que le capital appelable bien noté confère de la stabilité aux notations des BMD.

L'approche proposée pour calculer la part attribuable du financement fourni par les guichets non concessionnels repose sur deux éléments. Le premier est la part des pays développés dans le capital versé, et le second est la part des pays développés dans le capital appelable bien noté . Pour tenir compte du fait que le capital appelable n'équivaut pas au capital versé, il faut appliquer une importante décote au capital appelable éligible<sup>50</sup>. D'où la formule suivante :

$$\left[ \frac{\text{Capital versé pays développés} + (\text{capital appelable bien noté pays développés} * 0.1)}{\text{Capital versé tous les pays} + (\text{capital appelable bien noté tous les pays} * 0.1)} \right] \times \text{Apports annuels de fonds pour le climat}$$

Source : Groupe de travail technique (septembre 2015)

47. Pour calculer le montant du financement climatique attribuable aux pays développés pour une année donnée, les sorties de fonds pour le climat provenant des guichets concessionnels des BMD et des fonds climatiques pour cette même année sont réparties entre les fonds issus des contributions récentes et les fonds provenant des bénéfices non distribués. La portion provenant des contributions récentes est multipliée par la part des pays développés dans le total des contributions apportées au titre du cycle de reconstitution le plus récent. La portion provenant des bénéfices non distribués est multipliée par la part des pays développés dans les contributions antérieures, lesquelles correspondent à la somme de toutes les reconstitutions excepté la reconstitution la plus récente. Les deux chiffres sont ensuite additionnés et le ratio obtenu est multiplié par le total des apports de fonds pour le climat provenant du guichet ou du fonds concerné pour l'année considérée.

48. Pour les besoins de cet exercice, par « capital appelable bien noté » on entend le capital que s'engagent à fournir des pays dont la médiane des notations attribuées par les trois grandes agences de notation est égale ou supérieure à « A » (s'il manque une des trois notations, la plus élevée des deux est retenue).

49. Le ratio du financement climatique provenant des guichets non concessionnels qui est attribuable aux pays développés est calculé comme suit : (1) la somme du capital versé par les pays développés et du capital appelable bien noté des pays développés (avec décote), divisée par (2) la somme du capital versé par tous les pays et du capital appelable bien noté de tous les pays (avec décote).

50. Pour tenir compte du fait que le capital versé a substantiellement plus de valeur que le capital appelable, il faut appliquer une décote à la fraction du capital appelable qui est prise en considération dans le calcul. La fixation d'une décote n'est pas une science exacte, mais le groupe propose d'appliquer une décote de 90 % au capital appelable bien noté, autrement dit de ne compter que 10 % de son volume.

## Annexe G : Analyse comparative des estimations globales concernant le financement climatique

Organisme/ Rapport	Chiffres globaux	Couverture/Données	Source
<b>Statistiques du CAD de l'OCDE (2015)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>40 milliards USD au titre du financement du développement lié au climat en 2013 (financement public).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les fournisseurs sont les membres du CAD, des BMD et des fonds climatiques multilatéraux, et les EAU</li> <li>Apports vers des destinataires admissibles au bénéfice de l'APD</li> <li>Les données prennent en compte les engagements et sont basées sur l'année civile</li> <li>Apports concessionnels et non concessionnels</li> <li>Lacunes dans les données : données partielles uniquement sur les AASP bilatéraux, et seulement certains apports des BMD et de petits fonds multilatéraux.</li> </ul>	Données au niveau des activités recueillies manière régulière et systématique par l'intermédiaire du Système de notification des pays créanciers (SNPC) du CAD de l'OCDE.
<b>Landscape de CPI (2014)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sur les apports financiers recensés, un montant de 31 à 37 milliards USD (soit une moyenne de 34 milliards USD) a été fourni par des pays développés (membres de l'OCDE) à des pays en développement (non membres de l'OCDE).</li> <li>94 % de ces apports étaient constitués de fonds publics.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Répartition pays développés (membres de l'OCDE) / pays en développement (non membres de l'OCDE).</li> <li>Membres du CAD notifiant à l'OCDE ; administration fédérale des États-Unis en cas de lacunes dans les données ; institutions de financement du développement multilatérales, bilatérales et nationales ; fonds climatiques multilatéraux ; investissements privés dans des projets liés aux énergies renouvelables.</li> <li>Les données prennent en compte les nouveaux engagements financiers et les investissements dont le financement a été arrêté en 2013.</li> </ul>	Collecte de données auprès de sources primaires et secondaires, dont des données au niveau des projets recueillies directement auprès de plusieurs institutions de financement du développement.
<b>CPF de la CCNUCC (2014) <i>Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows</i></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Apports de fonds pour le climat des pays développés vers les pays en développement :</li> <li>Entre 35 et 50 milliards USD par an de financement public (moyenne 2010-2012)</li> <li>Entre 5 et 120 milliards par an de financement privé (moyenne 2010-2012)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les estimations sont établies de manière à assurer une couverture aussi complète que le permettent les données disponibles.</li> <li>Base de mesure difficile à déterminer mais, compte tenu des sources, il est probable qu'il s'agisse essentiellement d'engagements.</li> </ul>	Collecte de données auprès de sources diverses, plutôt que de sources primaires
<b>Rapports biennaux à la CCNUCC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>28.755 milliards USD notifiés en 2011, et 28.863 milliards USD en 2012 (source : CCNUCC, Biennial Assessment)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diverses modalités de notification, associant des données sur les engagements et les versements, les apports bilatéraux et multilatéraux, le financement public et, dans une certaine mesure, privé, différents instruments...</li> </ul>	Pays développés Parties à la CCNUCC (rapports biennaux).
<b>Rapports conjoints 2013 et 2014 des BMD sur le financement climatique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>23.8 milliards USD en 2013 et 28.3 milliards USD en 2014, provenant des ressources propres et des ressources extérieures des BMD.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les fournisseurs sont les six principales BMD</li> <li>La couverture géographique va au-delà des pays admissibles au bénéfice de l'APD.</li> <li>Les données correspondent aux engagements au moment de leur approbation par le conseil d'administration ou de la signature de l'accord financier, et sont basées sur l'exercice budgétaire.</li> <li>Apports concessionnels et non concessionnels</li> </ul>	Notification des principales BMD

## Glossaire des principaux termes

<b>Attribution du financement multilatéral aux pays développés et aux pays en développement</b>	Fait d'imputer aux actionnaires des entités multilatérales (ex., BMD) le financement public provenant des ressources propres de ces entités ou le financement public mobilisé par ces ressources.
<b>Attribution du cofinancement privé aux différents acteurs publics</b>	Fait d'imputer le cofinancement privé (voir ci-dessous) ou le financement privé mobilisé (voir ci-dessous) aux différents acteurs publics concernés. Cette opération peut être effectuée, par exemple, sur la base du rôle joué ou du risque pris par chaque acteur ou pour chaque intervention. Pour des raisons d'ordre pratique, on a choisi d'adopter dans le présent rapport une approche consistante à attribuer le cofinancement privé au prorata du volume des fonds apportés. Le financement ainsi attribué reflète simplement la part de chaque acteur dans le financement public total mis en œuvre au niveau du projet ou de l'activité.
<b>Apports bilatéraux</b>	Opérations menées au niveau bilatéral par un pays fournisseur de financement climatique avec un pays en développement. Elles peuvent comprendre les opérations effectuées par l'intermédiaire d'organisations multilatérales (contributions « multi-bilatérales » ou « préaffectées »), les opérations réalisées avec des organisations non gouvernementales œuvrant pour le développement, et d'autres opérations concernant le développement, à caractère interne, comme les bonifications d'intérêts, les actions de sensibilisation aux questions de développement, les réaménagements de dettes et le financement des frais administratifs.
<b>Engagement</b>	Obligation ferme, exprimée par écrit et étayée par l'ouverture des crédits ou la mise à disposition des fonds nécessaires, que contracte le gouvernement d'un pays, un organisme public ou une banque, en vue de fournir, à un pays ou à un organisme multilatéral bénéficiaire, des ressources d'un montant précis, à des conditions financières et selon des modalités déterminées, pour des fins spécifiées.
<b>Prêts concessionnels et prêts non concessionnels</b>	Les prêts non concessionnels sont accordés aux conditions du marché ou à des conditions proches, tandis que les prêts concessionnels sont assortis de conditions plus favorables que les conditions du marché. Dans le cas des prêts bilatéraux, il a été spécifié, afin de faciliter la distinction entre les apports d'aide publique au développement et les autres apports du secteur public, que ces prêts devaient comporter un élément de libéralité minimum de 25 % pour pouvoir être considérés comme concessionnels.
<b>Système de notification des pays créanciers (SNPC)</b>	Principal système de notification statistique du Comité d'aide au développement (CAD), dans le cadre duquel les fournisseurs bilatéraux et multilatéraux de coopération pour le développement communiquent des données, au niveau des activités, sur tous leurs apports de ressources aux pays en développement. Il est régi par des règles de notification précises, dont des classifications établies de façon concertée, et permet de produire différents agrégats (chiffres globaux), de sorte que les statistiques du CAD constituent la source de référence internationale pour les données comparables et transparentes sur les apports d'aide publique au développement et les autres apports de ressources aux pays en développement.
<b>Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD</b>	Liste des pays en développement admissibles au bénéfice de l'aide publique au développement. Elle est gérée par le Comité d'aide au développement et révisée tous les trois ans.
<b>Pays développés</b>	Pour les besoins du présent rapport, il s'agit des 24 Parties visées à l'Annexe II de la CCNUCC, ainsi que de la Pologne, de la République slovaque, de la République tchèque et de la Slovénie.
<b>Pays en développement</b>	Pour les besoins du présent rapport, il s'agit des pays figurant sur la liste des Parties non visées à l'Annexe I de la CCNUCC et/ou sur la liste des pays admissibles au bénéfice de l'APD établie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE (voir la liste à l'annexe B).
<b>Institutions de financement du développement (IFD)</b>	Les institutions nationales et internationales de financement du développement (IFD) sont des banques ou des filiales spécialisées dans le développement qui ont été mises en place pour soutenir l'expansion du secteur privé dans les pays en développement. Elles sont généralement détenues en majorité par les gouvernements nationaux et financent leur capital sur des fonds de développement nationaux ou internationaux, ou bénéficient de garanties de l'État.
<b>Versement</b>	Acte consistant à mettre des fonds à la disposition d'un bénéficiaire ou à acheter des biens ou des services pour son compte ; par extension, le montant ainsi dépensé. Les versements correspondent au transfert effectif de ressources financières ou de biens et de services évalués à leur coût pour le fournisseur.
<b>Financement à mise en œuvre rapide</b>	Financement que les pays développement se sont engagés à apporter, dans le cadre d'un accord collectif passé en 2009 lors de la COP15, sous forme de ressources nouvelles et additionnelles d'un montant de l'ordre de 30 milliards USD sur la période 2010-2012, notamment pour la protection des forêts et l'investissement, montant à répartir de manière équilibrée entre l'atténuation et l'adaptation. <a href="http://unfccc.int/cooperation_support/financial_mechanism/fast_start_finance/items/5646.php">http://unfccc.int/cooperation_support/financial_mechanism/fast_start_finance/items/5646.php</a>
<b>Élément de libéralité</b>	Il mesure la concessionnalité d'un prêt, autrement dit l'écart, en pourcentage, entre la valeur actualisée de l'ensemble des remboursements prévus et le montant des remboursements qui auraient résulté de l'application d'un taux d'intérêt de référence donné. Ce taux de référence est fixé à 10 % dans les statistiques du CAD.

<b>Garantie</b>	Accord de partage des risques selon lequel le garant accepte de payer au prêteur/investisseur tout ou partie du montant dû sur un emprunt, une prise de participation ou un autre instrument dans l'éventualité d'un défaut de paiement du débiteur ou d'une perte de valeur dans le cas d'un investissement.
<b>APD multilatérale imputée</b>	Les contributions multilatérales imputées liées au climat sont calculées au moyen d'une estimation de la part des contributions au budget central des organisations polyvalentes qui est affectée à des activités liées au climat. Cette estimation s'effectue en deux temps. Tout d'abord, on calcule la part des activités de l'organisation multilatérale considérée qui vise le changement climatique. Puis on applique le pourcentage ainsi obtenu aux contributions apportées par le donneur au budget central de cette organisation multilatérale, afin de déterminer la part de ces contributions qui est liée au climat.
<b>Financement privé mobilisé</b>	Apports de fonds privés suscités par des interventions du secteur public. Pour pouvoir affirmer qu'il y a eu mobilisation de fonds privés, il est nécessaire de démontrer la relation de causalité entre ces apports et les interventions publiques, ou d'avancer à ce sujet des hypothèses plausibles. Pour les besoins du présent rapport, le cofinancement privé (voir ci-dessous) a été utilisé comme le meilleur élément d'information disponible sur le financement privé mobilisé, étant entendu que cette démarche présente des limites.
<b>Dotations multi-bilatérales</b>	Contributions aux organismes multilatéraux qui sont préalablement affectées à un but, un secteur, une région ou un pays déterminés ; elles comprennent les contributions apportées aux fonds fiduciaires et au titre de la programmation conjointe ; elles sont aussi dénommées contributions extrabudgétaires.
<b>Fonds multilatéraux pour le climat</b>	Organisations assurant la gestion des contributions apportées par des acteurs publics et privés pour la réalisation d'objectifs concernant expressément le climat. Les principaux fonds examinés pour les besoins du présent rapport sont ceux sur lesquels portent les données que les pays fournissent officiellement à la CCNUCC dans le tableau 7(a) du modèle de tableau commun (Fonds pour l'environnement mondial, Fonds pour les pays les moins avancés, Fonds d'adaptation, Fonds vert pour le climat, Fonds d'affectation spéciale de la CCNUCC pour les activités complémentaires).
<b>Banque multilatérale de développement (BMD)</b>	Organisme créé par un groupe de pays dans le but d'apporter des ressources financières et des conseils spécialisés au profit du développement. Les principales banques multilatérales de développement sont la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque asiatique de développement (BAsD), la Nouvelle banque de développement (NBD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque africaine de développement (BAfD) et la Banque islamique de développement (BIsD).
<b>Aide publique au développement (APD)</b>	Dons ou prêts accordés par le secteur public aux pays et territoires figurant sur la Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD et aux organismes multilatéraux à des conditions financières favorables (dans le cas des prêts, avec un élément de libéralité d'au moins 25 %), principalement dans le but de faciliter le développement économique et d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Outre les apports de ressources financières, l'APD comprend la coopération technique.
<b>Crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public</b>	Soutien financier, financement direct, garanties, assurance ou soutien de taux d'intérêts assurés par un gouvernement à des acheteurs étrangers afin de les aider à financer l'achat de biens auprès d'exportateurs nationaux.
<b>Autres apports du secteur public (AASP)</b>	Opérations du secteur public qui ne satisfont pas aux critères requis pour pouvoir être comptabilisées dans l'aide publique au développement, soit parce qu'elles n'ont pas le développement comme but principal, soit parce qu'elles comportent un élément de libéralité inférieur à 25 %. Voir Aide publique au développement.
<b>Cofinancement privé</b>	Montant du financement privé directement associé au financement public au niveau de l'activité, du projet ou du fonds.
<b>Financement public et financement privé</b>	Le financement est dit public lorsqu'il est assuré par des organismes de l'administration centrale, de celle des États ou des collectivités locales à leurs propres risques et sous leur propre responsabilité, indépendamment du fait que ces organismes peuvent avoir obtenu les fonds en question au moyen de l'impôt ou en empruntant auprès du secteur privé. Sont incluses les opérations des sociétés publiques. Les opérations du secteur privé sont celles que réalisent des entreprises et des particuliers résidents du pays déclarant sur leurs propres fonds (OCDE-CAD, 2013).
<b>Groupe de travail technique sur le financement climatique mobilisé</b>	Il s'agit de 19 fournisseurs bilatéraux de financement climatique (Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Commission européenne, Danemark, États-Unis, Finlande, France, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni, Suède et Suisse) qui ont établi une définition commune du périmètre couvert par le financement climatique mobilisé (Groupe de travail technique, 2015).

## Liste des sigles et acronymes

<b>BAsD</b>	Banque asiatique de développement
<b>BAfD</b>	Banque africaine de développement
<b>CSC</b>	Captage et stockage du carbone
<b>FIC</b>	Fonds d'investissement pour le climat
<b>COP21</b>	21ème Conférence des Parties à la CCNUCC (voir ci-dessous)
<b>CPI</b>	Climate Policy Initiative
<b>CAD</b>	Comité d'aide au développement de l'OCDE
<b>BERD</b>	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
<b>BEI</b>	Banque européenne d'investissement
<b>FVC</b>	Fonds vert pour le climat
<b>FEM</b>	Fonds pour l'environnement mondial
<b>BID</b>	Banque interaméricaine de développement
<b>IDFC</b>	International Development Finance Club
<b>SFI</b>	Société financière internationale
<b>GIEC</b>	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
<b>BIIsD</b>	Banque islamique de développement
<b>APD</b>	Aide publique au développement
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>AASP</b>	Autres apports du secteur public
<b>BMD</b>	Banques multilatérales de développement
<b>AMGI</b>	Agence multilatérale de garantie des investissements
<b>CPF</b>	Comité permanent du financement de la CCNUCC
<b>GTT</b>	Groupe de travail technique
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>PNUE</b>	Programme des Nations Unies pour l'environnement
<b>CCNUCC</b>	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
<b>GBM</b>	Groupe de la Banque mondiale

## Références

- Buchner B., M. Stadelmann, J. Wilkinson, F. Mazza, A. Rosenberg et D. Abramskiehn (2014), « Global Landscape of Climate Finance 2014 », Climate Policy Initiative,  
<http://climatepolicyinitiative.org/publication/global-landscape-of-climate-finance-2014/>.
- Caruso, R. et R. Jachnik (2014), « Exploring Potential Data Sources for Estimating Private Climate Finance », Documents de travail de l'OCDE sur l'environnement, n° 69, Éditions OCDE, Paris,  
<http://dx.doi.org/10.1787/5jz15qwz4hs1-en>.
- CCNUCC (2010), « Décision 1/CP.16 de la Conférence des Parties à la CCNUCC : Les accords de Cancún », 2010,  
<http://unfccc.int/resource/docs/2010/cop16/fre/07a01f.pdf>.
- Climate Policy Initiative (2013), *The Global Landscape of Climate Finance 2013*, <http://climatepolicyinitiative.org/wp-content/uploads/2013/10/The-Global-Landscape-of-Climate-Finance-2013.pdf>.
- Comité permanent du financement de la CCNUCC (2014), « Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows »,  
[http://unfccc.int/cooperation\\_and\\_support/financial\\_mechanism/standing\\_committee/items/8034.php](http://unfccc.int/cooperation_and_support/financial_mechanism/standing_committee/items/8034.php).
- Comité permanent du financement de la CCNUCC (2015), « Note of Clarification on the 2014 Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows », [http://unfccc.int/files/cooperation\\_and\\_support/financial\\_mechanism/standing\\_committee/application/pdf/clarification\\_note\\_2014\\_ba.pdf](http://unfccc.int/files/cooperation_and_support/financial_mechanism/standing_committee/application/pdf/clarification_note_2014_ba.pdf).
- Ellis, J. et S. Moarif (2015, à paraître), « Identifying and Addressing Gaps in the UNFCCC Reporting Framework ».
- Groupe des 19 fournisseurs bilatéraux de financement climatique (2015), « Joint Statement on Tracking Progress Towards the \$100 billion Goal »,  
[www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/40866.pdf](http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/40866.pdf).
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2014), *Fifth Assessment Report*, <https://www.ipcc.ch/report/ar5/index.shtml>.
- Groupe de travail technique (2015), « Accounting for mobilized private climate finance: input to the OECD-CPI Report », septembre 2015,  
[http://www.bafu.admin.ch/dokumentation/medieninformation/00962/index.html?lang=en&msg\\_id=58589](http://www.bafu.admin.ch/dokumentation/medieninformation/00962/index.html?lang=en&msg_id=58589).
- Haščić, I., et al. (2015), «Interventions publiques et apports de financements privés: Données empiriques relatives aux financements des énergies renouvelables », OCDE, Paris, [http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=ENV/EPOC/WPCID\(2014\)4/FINAL&docLanguage=Fr](http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=ENV/EPOC/WPCID(2014)4/FINAL&docLanguage=Fr).
- International Finance Consulting (2015, document non publié), *Leverage of Climate Finance: Guidance and Common Practice by the Multilateral Development Banks*.
- Jachnik, R., R. Caruso et A. Srivastava (2015), « Estimating Mobilised Private Climate Finance: Methodological Approaches, Options and Trade-offs, Documents de travail de l'OCDE sur l'environnement, n° 83, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5js4x001rqf8-en>.
- Mirabile, M., J. Benn et C. Sangaré (2013), « Les garanties pour le développement », Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/5k3wcmgkjzmx-fr>.
- OCDE (2009), *Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux 2008 : Quatrième édition*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264048768-fr>.

- OCDE (2011), *Handbook on the OECD-DAC Climate markers*, <http://www.oecd.org/dac/stats/48785310.pdf>.
- OCDE (2013a), *Directives convergées pour l'établissement des rapports statistiques du Système de notification des pays créanciers (SNPC) et du questionnaire annuel du CAD*, [http://www.oecd.org/fr/cad/stats/documentupload/DCD-DAC\(2013\)15-FINAL-FRE.pdf](http://www.oecd.org/fr/cad/stats/documentupload/DCD-DAC(2013)15-FINAL-FRE.pdf).
- OCDE (2013b), « OECD Workshop with International Financial Institutions (IFIs) on Tracking Climate Finance: Main points of discussion », février 2013, Paris, <http://www.oecd.org/dac/environment-development/workshop-riomarkers-february2013.htm>.
- OCDE (2014a), « Climate-related development finance in 2013: Improving the statistical picture », [www.oecd.org/dac/environment-development/Climate-related%20development%20finance%20FINAL.pdf](http://www.oecd.org/dac/environment-development/Climate-related%20development%20finance%20FINAL.pdf).
- OCDE (2014b), *Coopération pour le développement 2014 : Mobiliser les ressources au service du développement durable*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/dcr-2014-fr>.
- OCDE (2015a), Research Collaborative on Tracking Private Climate Finance, [www.oecd.org/env/researchcollaborative](http://www.oecd.org/env/researchcollaborative).
- OCDE (2015b), *Methodologies to Measure Amounts Mobilised from the Private Sector by Official Development Finance Interventions*, consultable à l'adresse suivante : [www.oecd.org/dac/stats/mobilisation-effect-of-public-development-finance.htm](http://www.oecd.org/dac/stats/mobilisation-effect-of-public-development-finance.htm).
- OCDE (2015c), « Technical note on the treatment of “green” multilateral flows in DAC statistics », [www.oecd.org/dac/stats/documentupload/Technical%20note%20on%20the%20treatment%20of%20green%20multilateral%20flows%20in%20DAC%20statistics.pdf](http://www.oecd.org/dac/stats/documentupload/Technical%20note%20on%20the%20treatment%20of%20green%20multilateral%20flows%20in%20DAC%20statistics.pdf).
- OCDE (2015d), Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public, <http://www.oecd.org/fr/tad/xcred/letextedelarrangementsurlescreditsalexportation.htm>.
- Ockenden, S., et V. Gaveau (2015, à paraître), « A stock-take of OECD DAC members' reporting practices on climate and environment-related official development finance, including reporting to the Rio Conventions ».
- Organe Subsidiaire de mise en oeuvre de la CCNUCC (2014), « Compilation and synthesis of sixth national communications and first biennial reports from Parties included in Annex I to the Convention », <http://unfccc.int/resource/docs/2014/sbi/eng/inf20a01.pdf>.
- Groupe conjoint des BMD (2014), *Joint report on MDB Climate Finance 2013*, Banque africaine de développement (BAfD), Banque asiatique de développement (BAsD), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Banque européenne d'investissement (BEI), Banque interaméricaine de développement (BID), Société financière internationale (SFI) et Banque mondiale, [http://www.eib.org/attachments/documents/joint\\_report\\_on\\_mdb\\_climate\\_finance\\_2013.pdf](http://www.eib.org/attachments/documents/joint_report_on_mdb_climate_finance_2013.pdf).
- Groupe conjoint des BMD (2015a), « 2014 joint report on Multilateral Development Banks' climate finance », <http://documents.worldbank.org/curated/en/2015/06/24641149/2014-joint-report-multilateral-development-banks-climate-finance>.

Groupe conjoint des BMD (2015b), « Common Principles for Climate Mitigation Finance Tracking », Banque africaine de développement (BAfD), Banque asiatique de développement (BAsD), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Banque européenne d'investissement (BEI), Banque interaméricaine de développement (BID) et Groupe de la Banque mondiale,  
<http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Climate/common-principles-for-climate-mitigation-finance-tracking.pdf>.

Groupe conjoint des BMD (2015c), « Common Principles for Climate Change Adaptation Finance Tracking » Banque africaine de développement (BAfD), Banque asiatique de développement (BAsD), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Banque européenne d'investissement (BEI), Banque interaméricaine de développement (BID) et Groupe de la Banque mondiale,  
[http://www.eib.org/attachments/documents/mdb\\_idfc\\_adaptation\\_common\\_principles\\_en.pdf](http://www.eib.org/attachments/documents/mdb_idfc_adaptation_common_principles_en.pdf).

Stumhofer, T., Detken, A., Harnisch, J. et B. Lueg (2015), « Proposal of a methodology for tracking publicly mobilized private climate finance »,  
[https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Download-Center/Materialien/Nr.-9\\_Proposal-of-a-methodology-for-tracking-publicly-mobilized-private-climate-finance.pdf](https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Download-Center/Materialien/Nr.-9_Proposal-of-a-methodology-for-tracking-publicly-mobilized-private-climate-finance.pdf).



## À propos de l'OCDE

L'OCDE a une longue expérience de la mesure des apports de fonds liés au climat dans le contexte général du financement du développement. Le cadre statistique du CAD représente une norme internationale de référence pour le suivi du financement du développement ; il a récemment permis d'élaborer des statistiques intégrées sur les apports bilatéraux et multilatéraux de ressources financières pour le développement au titre du climat, et sert à étayer des travaux visant à améliorer la qualité de celles-ci et le champ qu'elles couvrent.

Par ailleurs, l'OCDE héberge le Réseau de recherche collaborative sur le suivi du financement climatique provenant de sources privées, qui coordonne les résultats des travaux sur les méthodes d'estimation du financement climatique mobilisé auprès de sources privées. Le Réseau coopère étroitement sur le plan technique avec le CAD, les BMD, d'autres institutions de financement du développement, des pays et des organismes spécialisés.



CLIMATE  
POLICY  
INITIATIVE

## À propos de la CPI

La Climate Policy Initiative (CPI) œuvre à l'amélioration des politiques les plus importantes concernant l'énergie et l'utilisation des sols dans l'ensemble du monde, en mettant particulièrement l'accent sur le financement. Elle prête son appui aux décideurs en effectuant des analyses approfondies pour mettre en lumière les efforts efficaces et ceux qui ne le sont pas. Elle travaille auprès de pays ou régions du monde dont les politiques sont susceptibles de produire l'impact le plus grand, dont le Brésil, la Chine, les États-Unis, l'Europe, l'Inde et l'Indonésie.

Les travaux de la CPI aident les pays à assurer leur croissance tout en faisant face au problème de la rareté croissante des ressources et aux risques liés au climat. C'est un défi complexe et le choix des politiques est déterminant pour le relever.

## LIENS

### OCDE

[www.oecd.org/environment/cc/cop21.htm](http://www.oecd.org/environment/cc/cop21.htm)  
[www.oecd.org/env/researchcollaborative/](http://www.oecd.org/env/researchcollaborative/)  
<http://oe.cd/RioMarkers>  
[www.oecd.org/environment/cc/ccxg.htm](http://www.oecd.org/environment/cc/ccxg.htm)

### CPI

[www.climatepolicyinitiative.org](http://www.climatepolicyinitiative.org)  
<http://climatepolicyinitiative.org/climate-finance/>  
[www.climatefinancelandscape.org/](http://www.climatefinancelandscape.org/)

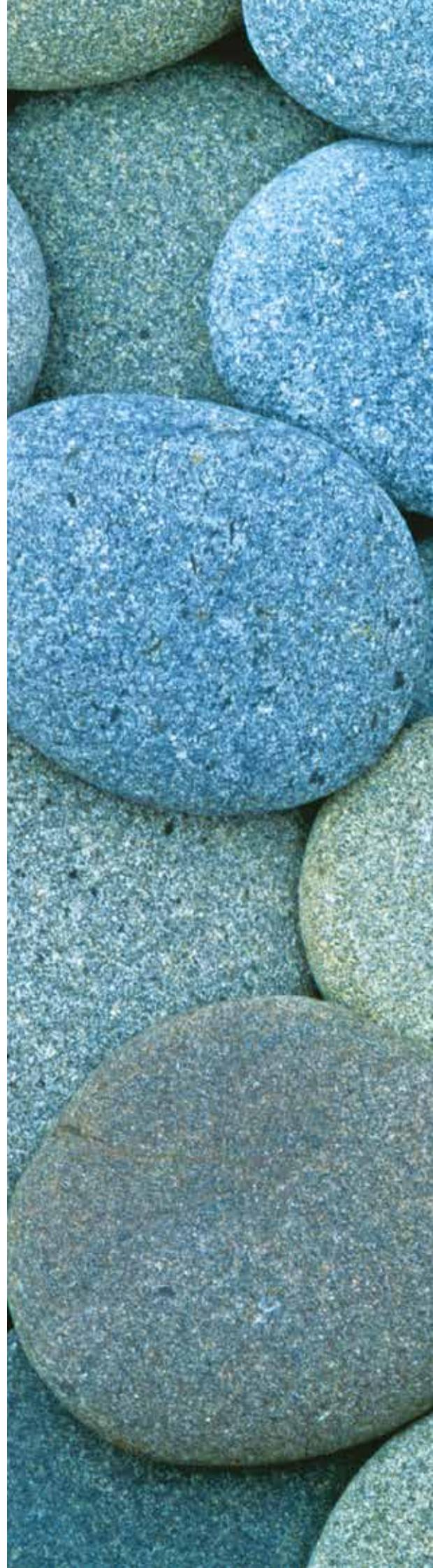
## CONTACTS

### OCDE

Simon.Buckle@oecd.org  
Stephanie.Ockenden@oecd.org  
Raphael.Jachnik@oecd.org

### CPI

Barbara.Buchner@cpivenice.org





CLIMATE  
POLICY  
INITIATIVE

N



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère du Développement durable  
et des Infrastructures

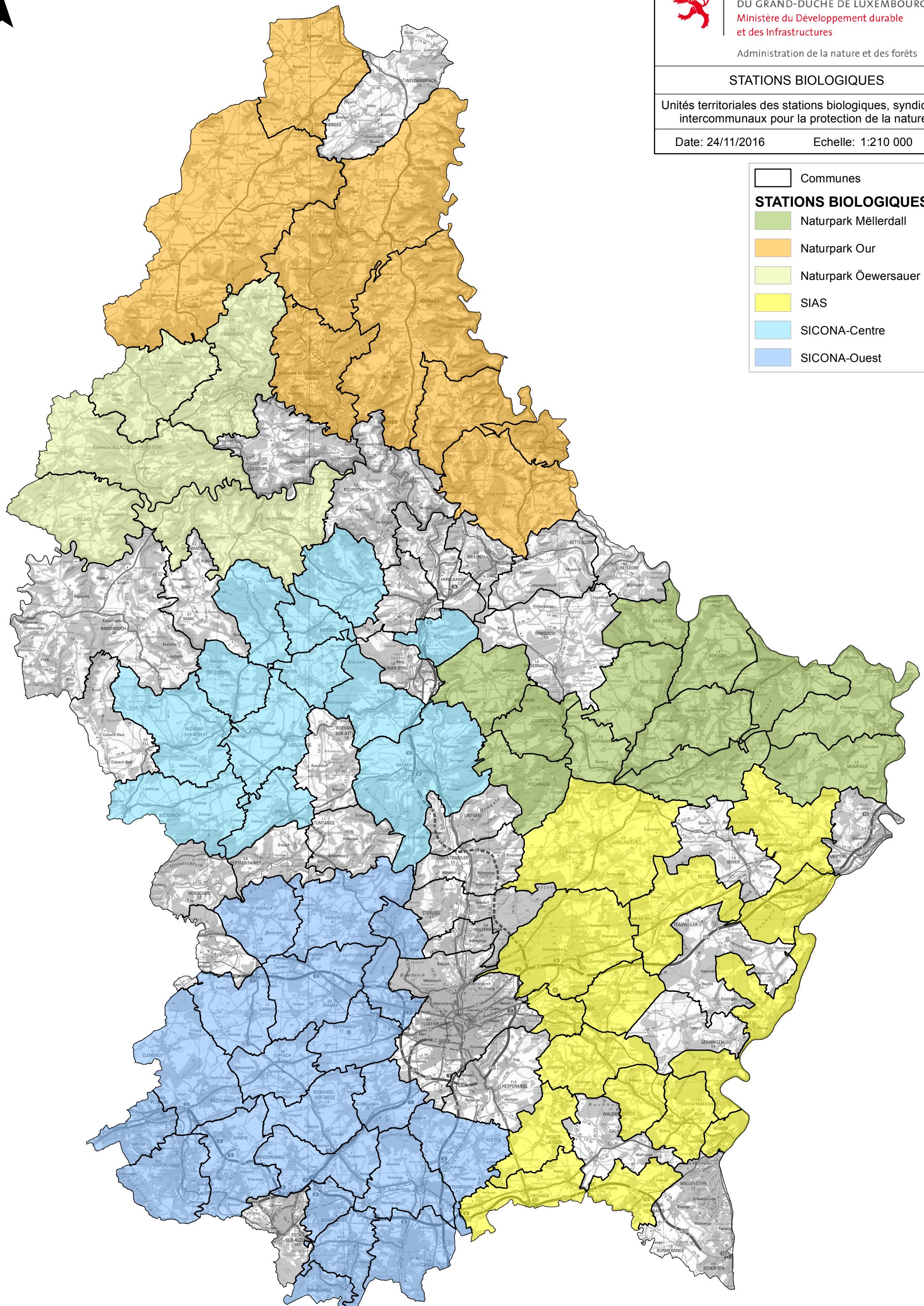
Administration de la nature et des forêts

## STATIONS BIOLOGIQUES

Unités territoriales des stations biologiques, syndicats intercommunaux pour la protection de la nature

Date: 24/11/2016

Echelle: 1:210 000



N



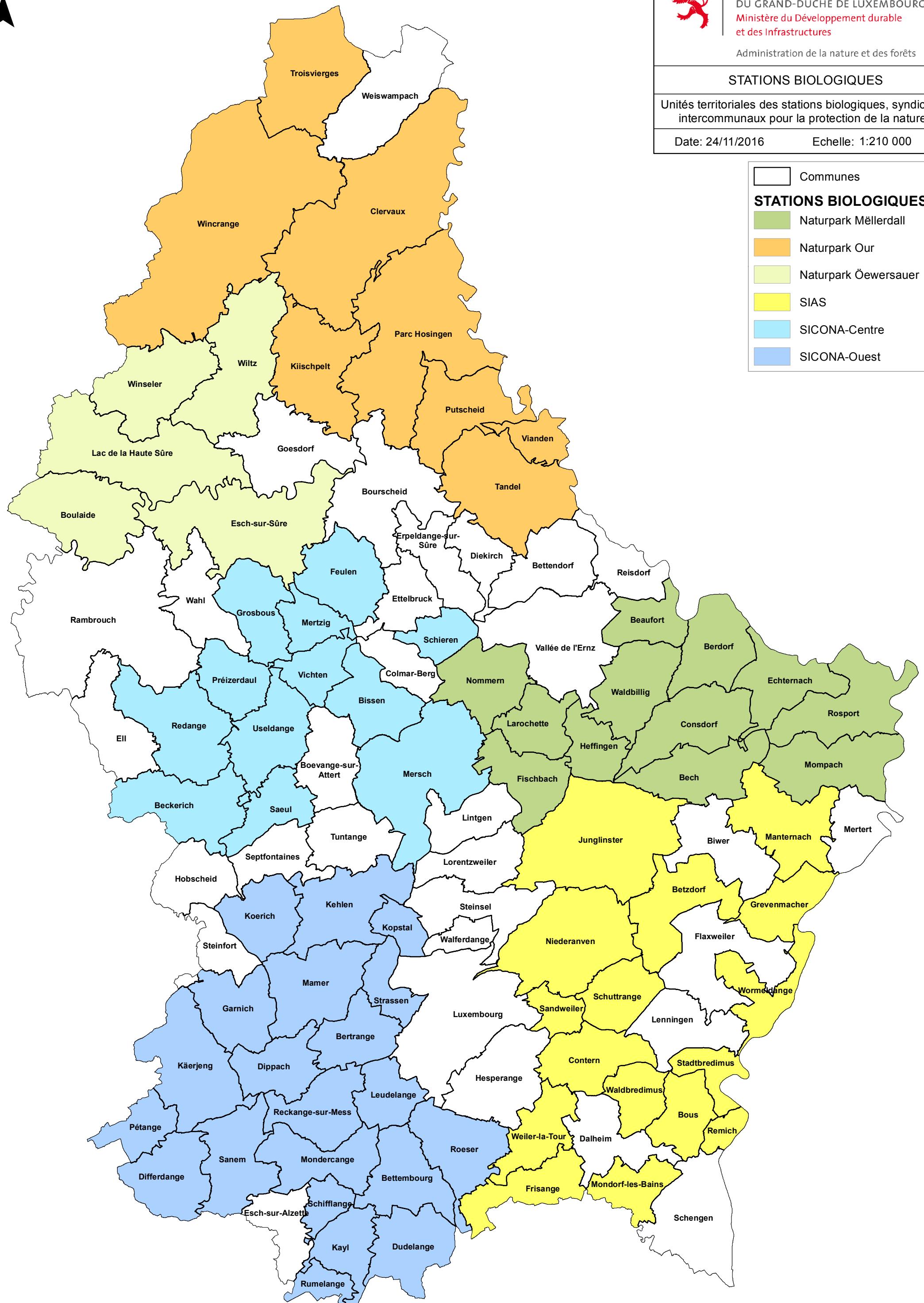
LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère du Développement durable  
et des Infrastructures

Administration de la nature et des forêts

#### STATIONS BIOLOGIQUES

Unités territoriales des stations biologiques, syndicats intercommunaux pour la protection de la nature

Date: 24/11/2016 Echelle: 1:210 000





COMMISSION  
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 8.11.2016  
COM(2016) 707 final

## RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

### Mise en oeuvre de l'accord de Paris - Progrès accomplis par l'UE dans la réalisation de l'objectif minimal de réduction de 40 %

(requis par l'article 21 du règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif à un mécanisme pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et pour la déclaration, au niveau national et au niveau de l'Union, d'autres informations ayant trait au changement climatique et abrogeant la décision n° 80/2004/CE)

{SWD(2016) 349 final}

1.	Présentation générale .....	4
2.	Agir au sein de l'UE et sur le plan international par le financement de la lutte contre le changement climatique.....	8
3.	Atténuation des émissions de l'Union européenne .....	12
4.	Adaptation au changement climatique .....	16
5.	Participation à la politique internationale en faveur du climat .....	17
6.	Partage d'expérience .....	18

## **Index des figures**

Figure 1: Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020 .....	4
Figure 2: Évolution du PIB (en termes réels), des émissions de gaz à effet de serre et de l'intensité d'émission de l'économie (ratio entre les émissions et le PIB) Indice (1990 = 100)	5
Figure 3 Écart estimé (2015) et projeté (2020) entre les émissions et les objectifs prévus par la DRE (en % des émissions de l'année de référence 2005) Les valeurs négatives et positives indiquent respectivement un dépassement de l'objectif et une performance insuffisante.....	7
Figure 4: Affectation des recettes tirées des enchères au financement d'actions dans les domaines du climat et de l'énergie dans les États membres, par secteur (moyenne pondérée de l'UE), en 2015 .....	9
Figure 5: Évaluation ex post de l'incidence du SEQE de l'UE, des politiques fiscales, des politiques en matière de renouvelables et d'autres politiques sur les émissions de CO <sub>2</sub> issues de la combustion.....	19

## **1. PRESENTATION GENERALE**

### **1.1. Ratification de l'accord de Paris**

Le 4 octobre 2016, l'Union a ratifié l'accord de Paris sur le changement climatique, permettant ainsi son entrée en vigueur le 4 novembre 2016. Le 5 octobre 2015, l'Union a déposé ses instruments de ratification en même temps que les huit États membres qui avaient déjà achevé leur processus de ratification: la Hongrie, la France, l'Autriche, Malte, l'Allemagne, le Portugal, la Pologne et la Slovaquie. La Grèce et la Suède ont déposé leurs instruments de ratification courant octobre 2016. Les États membres restants vont poursuivre leur processus de ratification en vue de déposer le plus rapidement possible leurs instruments de ratification.

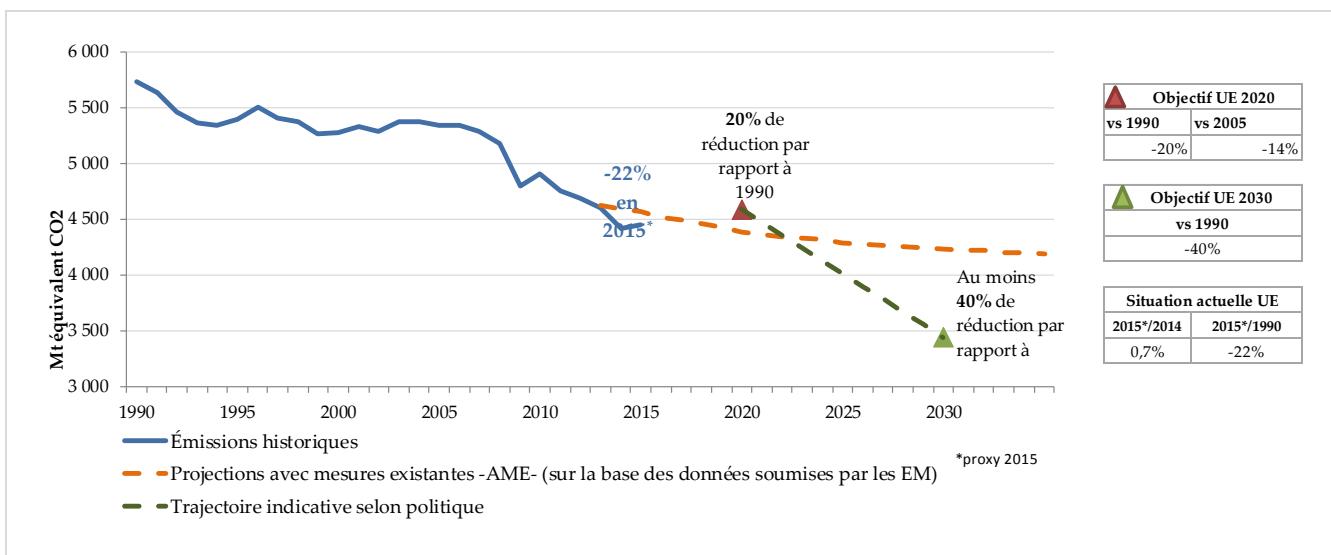
L'accord de Paris marque un tournant dans le renforcement de l'action collective mondiale et dans l'accélération du passage de la planète à une société produisant peu de carbone et résiliente aux changements climatiques. La Commission a présenté son évaluation de l'accord de Paris en mars 2016. Sur la base de cette communication, les dirigeants européens ont souligné l'engagement pris par l'Union de réduire les émissions de gaz à effet de serre en interne, d'augmenter la part des énergies renouvelables et d'améliorer l'efficacité énergétique conformément aux accords d'octobre 2014. Adapter la législation afin de mettre en œuvre ce cadre reste une priorité pour l'Union.

L'accord de Paris remplacera l'approche retenue dans le cadre du protocole de Kyoto de 1997, qui contient des engagements courant jusqu'à la fin de 2020. La deuxième phase du protocole de Kyoto assure la transition vers l'accord mondial sur le changement climatique pour l'après-2020. L'Union observe déjà les premiers résultats de l'application des actes législatifs qu'elle a adoptés pour 2020 (décision relative à la répartition de l'effort, système européen d'échange de quotas d'émissions, règlement relatif au contrôle des marchés) et elle bien partie, avec ses États membres, pour atteindre l'objectif qu'ils se sont fixé pour la deuxième période d'engagement du protocole de Kyoto.

### **1.2. Progrès accomplis sur la voie d'une réduction d'au moins 40 % des émissions d'ici à 2030**

En 2015, comme indiqué à la figure 1 ci-dessous, les émissions de gaz à effet de serre dans l'Union étaient inférieures de 22 % par rapport à leur niveau de 1990. La part de l'Union dans les émissions mondiales a elle aussi progressivement reculé. Selon les informations les plus récentes tirées de la base de données EDGAR, elle était de 8,8 % en 2012.

**Figure 1: Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020**

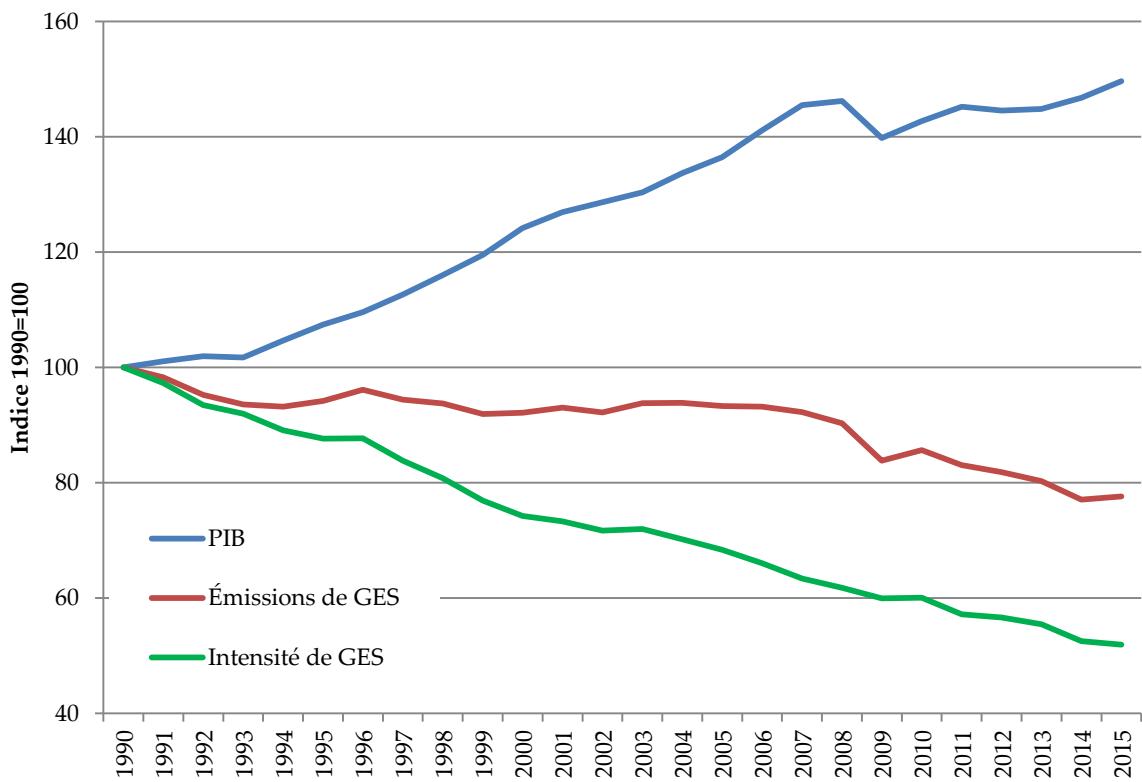


Les émissions ont légèrement augmenté (de 0,7 %) en 2015, après une baisse significative de 4 % en 2014. Même s'il est largement admis que l'année 2015 a été la plus chaude jamais enregistrée au niveau mondial, il a fait plus froid en Europe en 2015 qu'en 2014, avec une augmentation de 4 % des «degrés-jours de chauffage». Par ailleurs, le prix des combustibles fossiles, et notamment celui des carburants, a également chuté en 2015, ce qui a contribué à une augmentation des achats par rapport à 2014. À moyen et à long terme, cependant, les émissions affichent une tendance à la baisse.

Selon les projections établies par les États membres sur la base des mesures existantes, en 2030, les émissions totales de l'UE devraient avoir diminué de 26 % par rapport à leur niveau de 1990. De nouvelles politiques d'atténuation sont mises en place pour faire en sorte d'atteindre l'objectif de réduction d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre dans l'Union d'ici à 2030 par rapport à 1990, comme le prévoit l'accord de Paris. À mesure que ces politiques seront mises en oeuvre, les émissions dans l'Union suivront la trajectoire indiquée en vert sur la figure 1. Les chapitres suivants présentent une description de ces instruments législatifs et non législatifs.

L'Union continue de bien dissocier sa croissance économique de ses émissions. Entre 1990 et 2015, le PIB global de l'UE a augmenté de 50 %, tandis que les émissions totales (hors UTCATF mais en incluant l'aviation internationale) ont reculé de 22 %. L'intensité d'émission de gaz à effet de serre de l'économie de l'UE, définie comme le ratio entre les émissions et le PIB, a pratiquement diminué de moitié entre 1990 et 2015.

**Figure 2: Évolution du PIB (en termes réels), des émissions de gaz à effet de serre et de l'intensité d'émission de l'économie (ratio entre les émissions et le PIB) Indice (1990 = 100)**



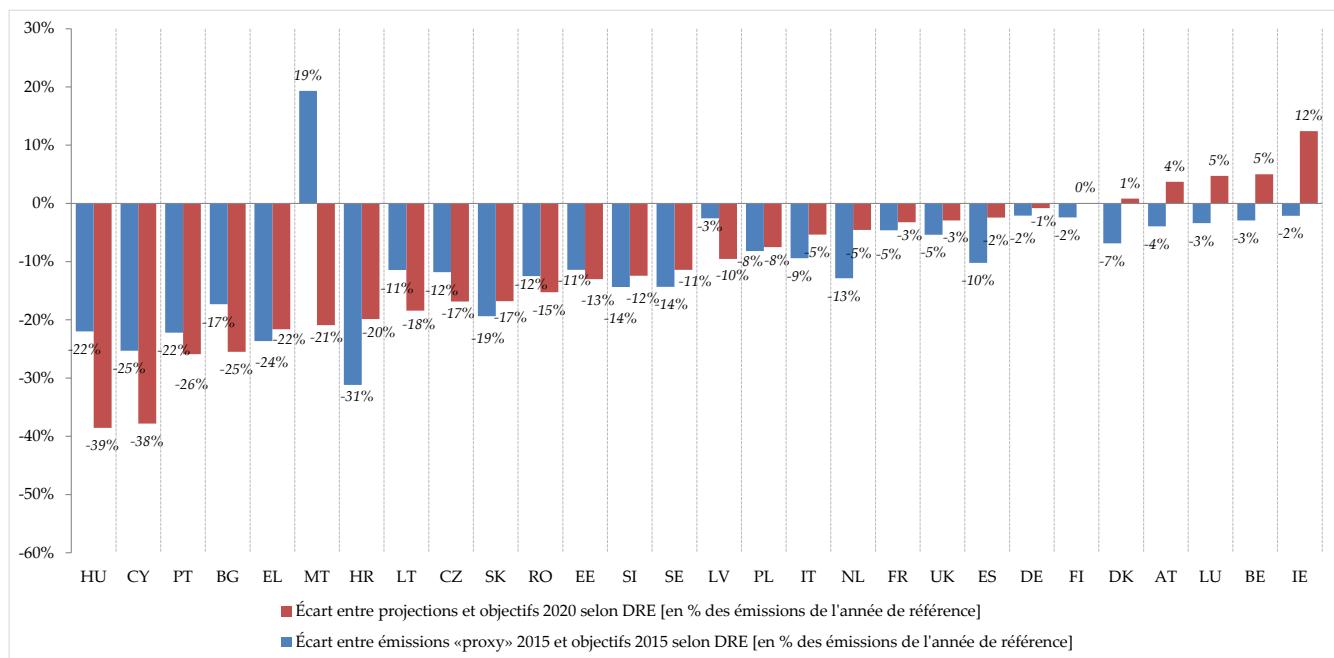
### 1.3. Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de 2020

Selon les projections basées sur les mesures existantes fournies par les États membres en 2015, un recul des émissions de 24 % par rapport à 1990 devrait être enregistré en 2020. Dans le cadre de sa stratégie Europe 2020, l'Union s'est engagée à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2020. L'Union est donc bien partie pour atteindre l'objectif qu'elle s'est fixé.

Le système d'échange de quotas d'émissions de l'Union est l'une des pierres angulaires de la politique climatique de l'Union. Il s'applique principalement aux secteurs de l'industrie et de l'énergie. Entre 2005 et 2015, les émissions couvertes par le SEQE-UE, qui représentent un peu moins de la moitié des émissions totales dans l'Union, ont reculé de 24 %. Au cours de cette période, les émissions ne relevant pas du SEQE de l'UE ont reculé de 12 %. En 2015, les émissions de gaz à effet de serre des installations participant au SEQE de l'UE ont diminué de près de 0,4 % selon les estimations. Cela confirme la tendance à la baisse enregistrée au cours des cinq dernières années. En outre, l'excédent de quotas d'émission accumulé dans le système depuis 2009 a chuté de manière significative pour atteindre environ 1,78 milliard de quotas à la suite de la mise en œuvre du gel des quotas. L'excédent se situe donc à son niveau le plus bas depuis le début de l'actuelle période d'échange, en 2013. Le gel des quotas a reporté la mise aux enchères de 400 millions de quotas en 2014, 300 millions en 2015 et 200 millions en 2016. Ces quotas seront transférés à la réserve de stabilité du marché (RSM), qui sera mise en service en janvier 2019 afin de résorber l'excédent actuel de quotas. Un rapport sur le fonctionnement du marché du carbone sera publié d'ici à la fin de l'année.

En vertu de la décision relative à la répartition de l'effort (DRE), les États membres sont tenus d'atteindre des objectifs annuels contraignants de réduction des gaz à effet de serre pour la période 2013-2020 pour les secteurs non couverts par le SEQE, comme la construction, les transports, le traitement des déchets et l'agriculture. Selon l'inventaire pour 2013 et 2014 et l'inventaire approximatif pour 2015 (voir la figure 2), 27 États membres ont atteint leur objectif pour la période de trois ans 2013-2015. Seules les émissions de Malte ont dépassé l'objectif pour chacune de ces trois années. Les émissions de Malte sont donc supérieures à celles estimées initialement dans les projections nationales. Ce pays doit, par conséquent, recourir aux dispositions de flexibilité prévues par la décision relative à la répartition de l'effort (par exemple en achetant des unités auprès d'autres États membres), et pourrait être amené à revoir ses projections pour 2020 sur la base des données d'émissions récentes.

**Figure 3 Écart estimé (2015) et projeté (2020) entre les émissions et les objectifs prévus par la DRE (en % des émissions de l'année de référence 2005)** Les valeurs négatives et positives indiquent respectivement un dépassement de l'objectif et une performance insuffisante.



Par ailleurs, selon les projections nationales basées sur les politiques déjà mises en œuvre, la plupart des États membres devraient atteindre leurs objectifs au titre de la DRE en 2020. Selon leurs propres projections, quelques États membres devront encore mettre en place des mesures supplémentaires ou recourir à des éléments de flexibilité en 2020:

- en Irlande, les émissions devraient rester stables jusqu'en 2020, et les émissions liées aux transports devraient diminuer considérablement d'ici-là. En juin 2016, dans le contexte du semestre européen ( cycle annuel de coordination des politiques macroéconomiques, budgétaires et structurelles dans l'Union), les dirigeants de l'UE ont recommandé que l'Irlande continue d'atténuer ses émissions en investissant davantage dans les transports publics.
- D'après les projections nationales les plus récentes, les émissions du Luxembourg seront supérieures de 5 % à l'objectif national en 2020.

- La Belgique devrait elle aussi manquer de 5 % son objectif national pour 2020. Des investissements supplémentaires dans les infrastructures de transport et la capacité de production d'énergie pourraient cependant contribuer à réduire les émissions. Le traitement favorable que la Belgique continue d'accorder aux voitures de société favorise la pollution, les embouteillages et les émissions de gaz à effet de serre.
- Selon leurs projections, l'Autriche, le Danemark et la Finlande pourraient eux aussi ne pas atteindre leurs objectifs d'émissions pour 2020, mais avec un écart de moins de 5 %. Cependant, en mettant en œuvre les mesures supplémentaires envisagées , l'Autriche et la Finlande pourraient encore atteindre leurs objectifs.

#### **1.4. Conformité avec l'objectif de Kyoto pour la première période d'engagement et progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif pour la deuxième période d'engagement.**

Le 2 août 2016, la CCNUCC a publié les rapports finaux des Parties au protocole de Kyoto pour la première période d'engagement, qui correspond à la période 2008-2012. Vingt-six États membres, ainsi que l'UE en tant que partie, ont pris un engagement pour cette période. Au cours de la première période d'engagement, les émissions de l'UE ont été de 23,5 Gteq CO<sub>2</sub>, par comparaison avec un objectif cumulé de 26,7 Gteq CO<sub>2</sub>. Cet objectif a donc été atteint, et même dépassé de 12 %, ainsi qu'il est expliqué plus en détail dans le tableau 7 du document de travail des services.

L'UE dans son ensemble a utilisé 21,8 milliards d'unités de quantité attribuée (UQA), 818 millions de réductions certifiées des émissions (RCE), 1,6 million de RCE temporaires, 508 millions d'unités de réduction des émissions (URE) et 390 millions d'unités d'absorption (UA) à des fins de conformité. Elle a reporté 4 milliards d'UQA, 1,5 milliard de RCE et 1,7 milliard d'URE. Les unités reportées peuvent être utilisées pour assurer la conformité avec la deuxième période d'engagement (PE 2) dans le respect des règles fixées par les amendements de Doha au protocole de Kyoto. En revanche, les UQA reportées ne peuvent pas servir à assurer la conformité avec les objectifs fixés par la législation européenne en matière de climat et d'énergie, et l'utilisation des RCE et des URE est limitée en termes de qualité et de quantité.

Pour la deuxième période d'engagement (2013-2020), les 28 États membres se sont engagés conjointement à atteindre un objectif à l'échelle de l'UE. Selon les projections des États membres, l'UE et ses 28 États membres sont sur la bonne voie pour dépasser cet objectif.

## **2. AGIR AU SEIN DE L'UE ET SUR LE PLAN INTERNATIONAL PAR LE FINANCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE**

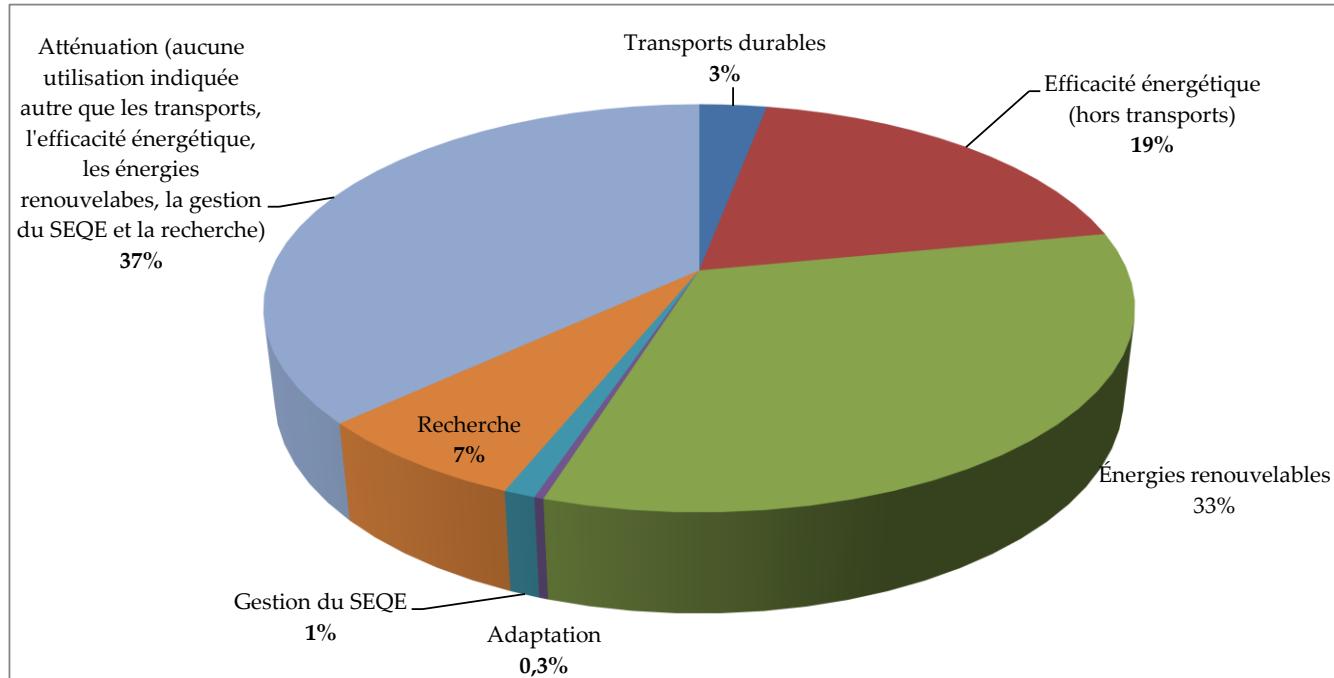
#### **2.1. Mobiliser les recettes provenant de la mise aux enchères des quotas du SEQE de l'UE Utilisation par les États membres des recettes tirées des ventes aux enchères**

En 2015, la mise aux enchères de quotas du SEQE a généré 4,9 milliards d'euros de recettes pour les États membres, dont 98 % en provenance d'installations fixes et 2 % de l'aviation. Selon les informations soumises à la Commission, les États membres ont consacré ou prévu de consacrer 77 % de ces recettes à des dépenses liées au climat.

Comme l'indique la figure 4, ces recettes ont été dépensées en fonction des priorités des États membres. La Hongrie, par exemple, a décidé récemment d'investir une partie de ces revenus dans la mobilité électrique. La France et la République tchèque ont consacré la majeure partie de ces recettes à

l'efficacité énergétique. La priorité de l'Espagne reste le développement des énergies renouvelables. Le prochain rapport sur l'état de l'Union de l'énergie fournira davantage d'informations concernant l'utilisation des recettes tirées des enchères.

**Figure 4: Affectation des recettes tirées des enchères au financement d'actions dans les domaines du climat et de l'énergie dans les États membres, par secteur (moyenne pondérée de l'UE), en 2015**



## NER 300

NER 300 est l'un des programmes de financement les plus importants au monde pour les projets novateurs de démonstration dans le domaine des énergies à faibles émissions de carbone. Il est financé par la mise aux enchères de 300 millions de quotas du SEQE. Dans le cadre du programme NER 300, 37 projets liés aux énergies renouvelables et un projet de captage et de stockage du carbone (CSC) ont été retenus en vue d'un financement, dans 19 États membres. Trois de ces projets ont déjà été réalisés, permettant ainsi de produire de l'énergie propre. Les fonds attribués au titre de NER 300 s'élèvent au total à 2,1 milliards d'euros, ce qui devrait attirer 2,7 milliards d'euros supplémentaires d'investissement privé.

### 2.2. Intégration des politiques relatives au climat dans le budget de l'UE

En moyenne, sur la période 2014-2020, au moins 20 % du budget de l'UE devraient être consacrés à des dépenses liées au climat, ce qui devrait correspondre à environ 200 milliards d'euros. La situation varie d'un instrument à l'autre :

- Les fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) représentent plus de 43 % du budget de l'UE. Vingt-huit accords de partenariat et plus de 530 programmes de financement spécifiques contribuent à financer des politiques liées au climat. Une méthode commune a été élaborée pour déterminer le niveau de soutien en faveur des objectifs liés au changement climatique. Plus de 115 milliards d'euros seront consacrés aux objectifs de l'action pour le climat, soit environ 25 % du total des fonds.

- Politique agricole commune (PAC). Le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) représentent ensemble 39 % du budget de l'UE. Depuis 1990, les émissions autres que de CO<sub>2</sub> liées à l'agriculture ont diminué de 24 % dans l'UE. Le soutien apporté par la PAC à l'agriculture respectueuse du climat a aussi contribué à ce processus de découplage. La politique de développement rural de la PAC, par exemple, soutient la modernisation des exploitations agricoles en vue de réduire la consommation d'énergie, de produire de l'énergie renouvelable, d'améliorer l'efficacité des intrants et de réduire ainsi les émissions. Selon les estimations, en 2015, 13,6 milliards d'euros du budget de la PAC ont été consacrés à des dépenses liées au climat.
- Horizon 2020. Ce programme européen de financement de la recherche représente 79 milliards d'euros pour la période 2014-2020 (soit 7 % du budget total de l'UE). Au moins 35 % de ces fonds devraient être investis dans des projets liés au climat. Les données les plus récentes indiquent que les activités de recherche ciblant les défis sociétaux (énergie, transports, alimentation, etc.) permettent pratiquement d'atteindre cet objectif des 35 %. Les éléments ascendants d'Horizon 2020 (c'est-à-dire les appels à propositions ouverts sur le plan thématique) sont cependant à la traîne. Une ambition accrue et des mesures correctives seront donc nécessaires pour atteindre l'objectif d'intégration systématique de 35 %.

L'industrie et les autorités européennes ont aussi lancé plusieurs partenariats public-privé (PPP), tels que «Sustainable Process Industry through Resource and Energy Efficiency» (Utilisation efficace des ressources et efficacité énergétique pour un secteur de la transformation durable), en vue d'optimiser l'utilisation des ressources et de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> dans les secteurs de l'industrie et de la construction. Une analyse récente montre que ces PPP permettent de réduire notablement la consommation d'énergie et les émissions de CO<sub>2</sub>.

Les résultats de la COP21 et la place consacrée à l'innovation dans l'accord de Paris contribuent à combler les lacunes dans les programmes de travail à venir couvrant la période 2018-2020. En outre, le plan stratégique intégré pour les technologies énergétiques (plan SET) est le tout premier résultat obtenu en matière de recherche et innovation dans le cadre de l'Union de l'énergie; il donne un nouvel élan au développement et au déploiement des technologies à faibles émissions de carbone grâce à une meilleure coordination et à une hiérarchisation plus fine des travaux. Ce plan est axé sur dix lignes d'action principales visant à répondre aux priorités de l'Union de l'énergie en matière de recherche et d'innovation sur la base d'une évaluation des besoins du système énergétique, de leur importance aux fins de la transformation du système énergétique et des possibilités en termes de croissance et de création d'emplois dans l'UE. Ces actions portent sur l'ensemble de la chaîne d'innovation, depuis la recherche fondamentale jusqu'à l'adoption par les marchés, aussi bien en termes de financement qu'en termes de cadre réglementaire. Le plan propose également un nouveau produit financier, dénommé «Energy Demo Projects facility» (facilité pour les projets de démonstration dans le domaine de l'énergie), qui a été mis au point conjointement avec la BEI et cible les projets pionniers de démonstration industrielle à grande échelle.

- Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI) est une garantie de 16 milliards d'euros du budget de l'UE complétée par un montant de 5 milliards d'euros prélevé sur les ressources propres de la BEI. Ce fonds soutient les investissements stratégiques dans des domaines-clés tels que l'infrastructure, l'éducation, la recherche, l'innovation et le financement à risque en faveur des petites entreprises. Il est en mesure d'attirer 315 milliards d'euros de financements supplémentaires. L'EFSI a déjà financé des projets de démonstration dans le domaine des énergies renouvelables, y compris des projets liés aux sources d'énergie renouvelables dans les secteurs des transports, de l'industrie et du stockage de l'énergie. Le 16 septembre 2016, la Commission a proposé d'étendre ce fonds afin de l'axer davantage sur les projets innovants à faible intensité de carbone pour la période 2018-2020. Cette proposition renforce le concept d'«additionnalité» afin de garantir que seuls soient retenus les projets qui n'auraient jamais pu exister sans le financement de l'EFSI. Compte tenu de leur importance pour le marché unique, les projets d'infrastructures transfrontières, y compris les services, ont été spécifiquement reconnus comme source d'additionnalité. Cette proposition devrait générer au moins 500 milliards d'euros d'investissements au total d'ici à 2020. La Commission a invité les collégisateurs à examiner cette proposition en priorité.
- Le sous-programme LIFE pour l'action climatique a contribué, en 2015, à la mise en œuvre et à l'élaboration de politiques et de législations liées au climat par des subventions à l'action et des instruments financiers. Au titre de ce sous-programme, la Commission a attribué 56 millions d'euros à 46 projets offrant une valeur ajoutée européenne en termes d'atténuation du changement climatique, d'adaptation au changement climatique ou de gouvernance et d'information. Quelque 30 ONG œuvrant principalement dans le domaine de l'environnement et de l'action climatique ont reçu un financement de l'ordre de 10 millions d'euros provenant de subventions de fonctionnement. Des progrès ont également été accomplis en ce qui concerne les deux instruments financiers. Trois opérations au titre du PF4EE ont été signées (Espagne, France, République tchèque). Au titre du NCFF, une évaluation de deux opérations susceptibles d'être signées à l'automne 2016 a été réalisée dans le cadre de la diligence raisonnable.
- Instruments pour l'action extérieure. Afin d'assurer le suivi de l'accord de Paris et d'aider les pays en développement et les pays voisins à mettre en œuvre leurs plans d'action en faveur du climat, les budgets de l'UE consacrés à l'aide intègrent également un volet climatique.

### **2.3. Soutien des pays en développement**

Après la conclusion de l'accord de Paris, le soutien visant à aider les pays en développement à mettre en œuvre leurs contributions déterminées au niveau national joue un rôle important pour permettre leur transformation en économies à faible intensité de carbone.

En 2009, lors de la conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Copenhague, les pays développés se sont fixé l'objectif à long terme de récolter conjointement 100 milliards de dollars US par an à compter de 2020 pour des mesures d'atténuation efficaces et une mise en œuvre transparente. Ce financement fera appel à un large éventail de sources, dont des sources de financement publiques et privées, bilatérales et multilatérales, ainsi que des sources innovantes. Lors de la conférence de Paris sur le changement climatique de 2015, les pays industrialisés

sont convenus de poursuivre leur objectif annuel de mobilisation collective jusqu'en 2025 et de fixer un nouvel objectif collectif quantifié à partir d'un plancher de 100 milliards de dollars US par an.

Cet engagement à hauteur de 100 milliards de dollars US a permis de renforcer considérablement le financement de la lutte contre le changement climatique dans le contexte de la coopération au développement et par l'intermédiaire des banques multilatérales de développement. L'Union et ses États membres sont les principaux bailleurs de fonds d'aide publique au développement en faveur des pays en développement, puisqu'ils y ont consacré 68 milliards d'euros en 2014. En 2015, l'UE, la BEI et les États membres ont déboursé 17,6 milliards d'euros pour aider les pays en développement à faire face au changement climatique.

### **3. ATTENUATION DES EMISSIONS DE L'UNION EUROPEENNE**

En octobre 2014, les dirigeants européens sont parvenus à un accord sur les éléments essentiels du cadre d'action de l'UE en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030. L'UE s'est fixé un objectif contraignant de réduction des émissions, appliqué à l'ensemble de son économie, d'au moins 40 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990. Cet engagement, qui est compatible avec une progression économiquement rationnelle vers l'objectif climatique à long terme de l'Union, est devenu la base de l'engagement international de celle-ci au titre de l'accord de Paris sur le changement climatique et sera honoré de manière collective par l'ensemble des États membres.

En guise de première étape, en juillet 2015, la Commission a présenté une proposition de réforme du système d'échange de quotas d'émission (voir le point 3.1). En juillet 2016, la Commission a présenté des mesures visant à aborder les autres grands domaines de l'économie appelés à contribuer à l'action en faveur du climat, à savoir: les secteurs de la construction, des transports, des déchets, de l'agriculture, ainsi que l'utilisation des terres et la foresterie (voir le point 3.2).

La Commission met également en œuvre les initiatives prévues dans le «Cadre stratégique pour une Union de l'énergie résiliente, dotée d'une politique clairvoyante en matière de changement climatique», qui concernent les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les transports et la recherche et le développement ainsi que la gouvernance de l'Union de l'énergie.

#### **3.1. Révision du SEQE de l'UE - phase 4 (2021-2030)**

La proposition législative de la Commission de juillet 2015 concernant la révision du SEQE de l'UE pour la phase 4 est actuellement en cours d'examen par le Conseil et le Parlement européen. Cette proposition vise un objectif de réduction de 43 % des émissions relevant du SEQE de l'UE d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2005.

#### **3.2. Propositions législatives relatives à un règlement sur la répartition de l'effort et en matière d'affectation des terres pour 2021-2030.**

En octobre 2014, les dirigeants de l'UE ont pris l'engagement politique de réduire les émissions des secteurs de l'économie ne relevant pas du SEQE de l'UE de 30 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2005. Ils sont également convenus que tous les secteurs, notamment l'affectation des terres, devraient contribuer aux engagements de l'UE au titre de l'accord de Paris sur le changement climatique.

La décision actuelle relative à la répartition de l'effort, qui oblige les États membres à atteindre des objectifs contraignants en matière d'émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs ne relevant pas

du SEQE à l'exception de l'affectation des terres, s'applique à la période 2013-2020. Le 20 juillet 2016, la Commission a présenté un train de mesures visant à accélérer la transition vers un modèle à faible intensité de carbone pour tous les secteurs de l'économie européenne pour la période 2021-2030 dans le droit fil de l'engagement politique pris en 2014. La première proposition législative impose aux États membres des objectifs contraignants en matière d'émissions de gaz à effet de serre pour 2021-2030 dans les secteurs non réglementés par le SEQE de l'UE, et notamment la construction, l'agriculture, la gestion des déchets, les transports et certaines activités industrielles.

La fixation des objectifs nationaux de réduction des émissions repose sur les principes d'équité, de solidarité, d'efficience et d'intégrité environnementale. La proposition part du constat que les États membres n'ont pas tous la même la capacité d'action, puisqu'elle différencie les objectifs en fonction du PIB par habitant de chacun. L'équité est ainsi garantie dans la mesure où les États membres à revenus élevés devront atteindre des objectifs plus ambitieux que les États membres à faibles revenus. Les objectifs pour 2030 vont de 0 à - 40 % par rapport aux niveaux de 2005.

Les dirigeants de l'UE ont aussi reconnu qu'une approche basée uniquement sur le PIB relatif par habitant entraînerait des coûts de mise en conformité relativement élevés pour certains États membres à revenus élevés. Les objectifs des États membres à revenus élevés sont donc ajustés, dans la proposition, de manière à rendre compte du rapport coût-efficacité. Deux nouveaux éléments de flexibilité strictement limités sont également proposés: les États membres éligibles pourraient accéder aux quotas au titre du SEQE de l'UE et tous les États membres sont autorisés à recourir à des actions renforcées dans les secteurs de l'affectation des terres afin d'atteindre leurs objectifs contraignants.

La seconde proposition législative concerne les émissions et absorptions de CO<sub>2</sub> de l'affectation agricole des terres et de la foresterie (UTCATF), et définit un engagement contraignant pour chaque État membre et des règles comptables permettant de déterminer la conformité. Cette proposition impose à chaque État membre de veiller, grâce à des mesures spécifiques dans le secteur de l'utilisation des terres, à ce que les émissions de gaz à effet de serre comptabilisées provenant de l'utilisation des terres soient entièrement compensées par des absorptions équivalentes de CO<sub>2</sub> présent dans l'atmosphère. Par exemple, si un État membre réduit sa superficie de forêts (déforestation), il doit compenser les émissions qui en résultent par la plantation de nouvelles forêts (boisement), par l'amélioration de la gestion de ses forêts, terres agricoles ou terres de pâture existantes, ou encore par des réductions supplémentaires dans les secteurs relevant de la décision sur la répartition de l'effort.

La proposition de la Commission repose sur un juste équilibre entre le renforcement des incitations à capter le carbone dans les sols et les forêts et la nécessité de maintenir l'intégrité environnementale du cadre climatique de l'UE, de façon à encourager les réductions des émissions dans les secteurs de la construction, des transports et de l'agriculture. Elle prévoit également la possibilité pour les États membres de s'échanger des crédits UTCATF.

L'utilisation des terres et la foresterie englobent l'utilisation des sols, des arbres, des plantes, de la biomasse et du bois, et ont un rôle essentiel à jouer pour contribuer à un cadre politique efficace en matière de climat. En effet, ce secteur ne se limite pas à émettre des gaz à effet de serre, mais peut également servir à éliminer le CO<sub>2</sub> présent dans l'atmosphère.

### **3.3. Secteur des transports routiers**

En juillet 2016, la Commission a adopté une stratégie européenne pour une mobilité à faible taux d'émissions dans le cadre d'un train de mesures visant à accélérer la transition vers une économie à faible intensité de carbone en Europe. Le secteur des transports représente près d'un quart des émissions de gaz à effet de serre de l'Europe et constitue la principale cause de pollution atmosphérique dans les villes.

Cette stratégie définit une ambition claire: d'ici au milieu du siècle, les émissions de gaz à effet de serre dues aux transports devront être inférieures d'au moins 60 % à leur niveau de 1990 et tendre résolument vers un taux zéro. Il faut réduire de manière drastique et sans délai les émissions de polluants atmosphériques nocifs pour la santé humaine provenant des transports. En tentant de relever ces défis, l'Europe trouvera là l'occasion de moderniser son économie et de renforcer son marché intérieur.

Cette stratégie constitue le cadre des actions que la Commission prévoit dans les années à venir, axées en particulier sur les transports routiers, responsables de plus de 70 % des émissions liées aux transports et d'une grande partie de la pollution atmosphérique. Ces actions visent trois objectifs principaux: i) un système de transport plus performant, ii) des énergies de substitution à faible taux d'émissions dans les transports et iii) des véhicules à émissions faibles ou nulles. Cette transformation sera en outre soutenue par des instruments horizontaux tels que la stratégie pour une union de l'énergie, la recherche et l'innovation, la politique industrielle et d'investissement, les stratégies du marché unique numérique et la stratégie pour des compétences nouvelles.

### **3.4. Le système de surveillance, de déclaration et de vérification (MRV) des émissions du secteur du transport maritime de l'UE**

L'UE a toujours été favorable à une approche globale de la réduction des émissions du transport maritime international, qui est une source importante et croissante d'émissions. En avril 2015, elle a adopté un règlement établissant, à l'échelle de l'UE, un système MRV pour le transport maritime qui constitue la première étape de sa stratégie de réduction des émissions dans ce secteur. En vertu de ce règlement, les grands navires de plus de 5 000 tonnes de jauge brute qui utiliseront des ports de l'UE après le 1<sup>er</sup> janvier 2018 seront tenus de surveiller et ultérieurement de déclarer leurs émissions annuelles vérifiées de CO<sub>2</sub> ainsi que d'autres informations relatives à l'énergie.

Le système MRV de l'UE applicable aux émissions du transport maritime est censé contribuer à la mise en place d'un système international dans le secteur du transport maritime. Des discussions sur ce point sont en cours au sein de l'Organisation maritime internationale. Le système MRV pour le transport maritime de l'UE ouvrira également de nouvelles perspectives pour l'adoption de normes d'efficacité applicables aux navires existants. Une fois qu'un système mondial aura été adopté, la Commission sera tenue de l'évaluer, conformément à la législation MRV de l'UE, en vue d'adapter au besoin le système européen.

### **3.5. Captage et stockage du carbone**

Dans les rapports concernant la mise en œuvre de la directive CSC qui ont été présentés à la Commission, les États membres ont indiqué que, malgré l'absence d'évaluation positive concernant la faisabilité technique et économique d'une conversion au CSC, les nouvelles centrales électriques dépassaient généralement les exigences légales et se réservaient des terres en vue d'une éventuelle

conversion au CSC si les conditions devaient évoluer. Des informations supplémentaires suivront dans le deuxième rapport de la Commission sur la mise en œuvre de la directive relative au stockage géologique du dioxyde de carbone, qui devrait être publié d'ici à la fin de l'année. Ce rapport fournira aussi une vue d'ensemble des dernières évolutions relatives à la préparation des sites de stockage, à l'exploration et aux permis, aux licences d'exploitation des grandes centrales électriques, aux plans nationaux de développement des infrastructures de stockage et de transport de CO<sub>2</sub> et aux projets de recherche présentant un intérêt par rapport à la directive.

### Gaz fluorés

Le nouveau règlement européen relatif au contrôle des gaz issus de gaz à effet de serre fluorés (gaz F) est applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Il renforce les mesures existantes (à savoir limitation des gaz grâce à la détection de fuites, à l'installation des équipements par du personnel formé, à la récupération des gaz utilisés, etc.) et prévoit la suppression progressive des hydrofluorocarbones (HFC), ce qui permettra de réduire de deux tiers les émissions totales de gaz fluorés de l'UE par rapport au niveau de 2014 d'ici à 2030. En 2016, les quotas nécessaires pour commercialiser légalement des HFC sur le marché de l'UE ont été réduits à 93 % des niveaux de 2015. Le règlement relatif aux gaz fluorés interdit également la mise sur le marché de gaz fluorés dans certaines circonstances, lorsqu'il existe des solutions de remplacement. Ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, une interdiction des équipements anti-incendie utilisant du HFC-23 est en vigueur.

### **3.6. Gouvernance**

Le cadre stratégique de l'Union de l'énergie, adopté par les chefs d'État de l'UE en février 2015, veillera à ce que l'Europe dispose d'une énergie sûre, abordable et respectueuse du climat. Il exigera des investissements majeurs dans la production, les réseaux et l'efficacité énergétique. Ces investissements sont estimés à 200 milliards d'euros par an pour la prochaine décennie. Les objectifs de cette stratégie ne pourront être atteints que si les politiques nationales sont compatibles avec celles des autres États membres et complètent la législation européenne en matière d'énergie et de climat.

Pour ces raisons, les dirigeants européens sont convenus de mettre au point, au niveau de l'UE, un système de gouvernance fiable et transparent, sans charges administratives superflues. Il est également précisé que ce système de gouvernance comprendra une planification stratégique et l'établissement de rapports sur la mise en œuvre des politiques en matière de climat et d'énergie. Avant la fin de l'année 2016, la Commission présentera une proposition visant à rationaliser les obligations existantes en matière de planification, d'établissement de rapports et de vérification ainsi qu'une proposition de processus de gouvernance de l'Union de l'énergie. Il est prévu qu'à partir de 2021, le rapport relatif à la mise en œuvre de l'accord de Paris fasse partie du rapport de contrôle régulier de la Commission au titre de la proposition de règlement à venir sur la gouvernance de l'Union de l'énergie.

### **3.7. Initiatives concernant le marché du carbone et partenariat pour la préparation au marché (PPM)**

L'UE continue de soutenir la mise en œuvre d'instruments liés au marché, tels que le SEQE, en ce qu'ils constituent des outils essentiels pour permettre la réduction des émissions à moindres coûts. Ce résultat est atteint par un soutien et des échanges techniques bilatéraux, principalement en Chine et en Corée du Sud, mais aussi par des initiatives bilatérales prises par la Banque mondiale telles que le partenariat pour la préparation au marché (PPM) dont l'UE est le principal contributeur. Cette année a

connu une extension du soutien bilatéral à la Chine et une réorientation du financement au sein du PPM en faveur du soutien à l'analyse stratégique initiale de la tarification du carbone pour faciliter la mise en œuvre des engagements au titre de l'accord de Paris. La focalisation sur l'action interne reste l'un des objectifs essentiels de l'engagement international sur les marchés.

#### **4. ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE**

La stratégie 2013 de l'UE relative à l'adaptation au changement climatique vise à préparer l'UE aux effets actuels et futurs du changement climatique. Elle encourage des mesures d'adaptation dans toute l'Union, pour faire en sorte que les questions d'adaptation soient intégrées systématiquement dans toutes les politiques concernées de l'UE («mainstreaming») et afin d'améliorer la coordination, la cohérence et le partage de l'information entre les États membres. La Commission fera rapport au Parlement européen et au Conseil sur la mise en œuvre de la stratégie d'adaptation et procèdera à une évaluation de cette mise en œuvre.

Les tendances générales sont les suivantes:

- De nombreux États membres se préoccupent de la planification de l'adaptation et mettent actuellement en évidence les risques et les vulnérabilités liés au changement climatique. Des stratégies nationales d'adaptation ont été adoptées par 21 États membres et sont en cours d'élaboration dans la plupart des autres. Cependant, la plupart des États membres doivent encore définir et mettre en œuvre des plans d'adaptation.
- Les secteurs mis en évidence le plus fréquemment pour l'intégration systématique de l'adaptation sont la gestion de l'eau et les ressources en eau, les forêts et la foresterie, l'agriculture, la biodiversité, les écosystèmes et la santé humaine. Comme indiqué dans la stratégie globale pour la politique étrangère et la sécurité présentée cet été au Conseil européen, le changement climatique exacerbe les situations de conflit dans l'UE.
- Moins de la moitié des États membres mettent en œuvre des mesures d'adaptation dans les secteurs essentiels.
- L'élaboration et la mise en œuvre de systèmes de suivi et d'évaluation restent à un stade précoce dans la plupart des États membres.
- Les travaux au niveau des villes et des politiques urbaines d'adaptation au changement climatique se sont intensifiés. Dans le cadre du nouveau Pacte des maires, l'adaptation a été fusionnée avec les efforts d'atténuation dans une initiative européenne associant près de 7 000 villes à travers le monde. En faisant des villes des acteurs clés de la mise en œuvre, l'accord de Paris a apporté un soutien à la politique climatique dans les villes.

#### **5. PARTICIPATION A LA POLITIQUE INTERNATIONALE EN FAVEUR DU CLIMAT**

##### **5.1. Transport aérien**

###### **Politique en matière de transport aérien**

L'UE apporte son soutien et participe à l'élaboration d'un mécanisme à l'échelle mondiale destiné à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> provenant du transport aérien international. Depuis l'accord conclu lors de la 38<sup>e</sup> session de l'assemblée de l'OACI en 2013 concernant la définition d'un mécanisme de marché

mondial, l'OACI et ses États membres travaillent activement à la conception d'un tel dispositif. L'OACI a opté pour un mécanisme de compensation des émissions de carbone, dont l'objectif est de stabiliser les émissions du transport aérien international aux niveaux de 2020. Lors de la 39<sup>e</sup> session de l'assemblée de l'OACI, qui s'est tenue au début octobre 2016, une résolution a été adoptée concernant cette mesure, laquelle sera mise en œuvre à compter de 2020. Si l'on se fonde sur le niveau de participation à la première phase volontaire de ce mécanisme, qui durera jusqu'en 2027, la couverture des émissions se situe à environ 80 % du niveau nécessaire pour arriver à une neutralité de carbone à partir de 2020. Cette première étape devra être complétée par d'autres éléments essentiels de conception du mécanisme, et notamment par des règles concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions et par des critères d'admissibilité pour les unités d'émissions, ainsi que par la création d'un registre. Il s'agit d'éléments essentiels en termes d'efficacité et d'intégrité, qui devront être mis en place avant 2020 pour que le mécanisme puisse commencer à fonctionner comme prévu.

Lorsqu'une décision concernant un mécanisme de marché mondial applicable au secteur de l'aviation aura été prise par l'assemblée, la Commission fera rapport au Parlement européen et au Conseil de la teneur de celle-ci et proposera, si nécessaire, un réexamen du champ d'application du SEQE de l'UE pour le secteur de l'aviation.

### **Incidence globale du secteur de l'aviation sur le changement climatique**

Le total des émissions déclarées de l'aviation représentait environ 3,6 % du total des émissions de gaz à effet de serre de l'UE en 2015. La majorité de ces émissions provenaient de vols internationaux. Si la consommation moyenne de carburant par kilomètre-passager parcouru a chuté de 19 % entre 2005 et 2014, les émissions de CO<sub>2</sub> ont augmenté de 5 % au cours de la même période.

Les émissions d'oxydes d'azote (NOx), d'aérosols et de précurseurs d'aérosols (suie et sulfates) et l'augmentation de la couverture nuageuse contribuent également au changement climatique. L'initiative Flightpath 2050 de l'UE admet l'importance de ces facteurs autres que le CO<sub>2</sub> et appelle à une réduction de 90 % des émissions de NOx d'ici à 2050 par rapport aux niveaux de 2000. Des efforts se sont poursuivis ces dernières années en vue d'évaluer les incidences des facteurs autres que le CO<sub>2</sub> sur le changement climatique. Une étude intitulée «QUANTIFY», financée en partie par le programme européen de financement de la recherche, a tenté d'estimer les incidences globales du secteur de l'aviation. Les conclusions de l'étude sont l'aviation a représenté environ 3,5 % du forçage anthropique total en 2005 (la modification de l'équilibre énergétique de la Terre due à l'activité économique humaine).

### **5.2. Réduction progressive des hydrofluorocarbones au titre du protocole de Montréal**

L'UE s'est montrée très active dans les négociations relatives à la définition d'un objectif mondial ambitieux, au titre du protocole de Montréal, consistant à limiter la production et l'utilisation des hydrofluorocarbones (HFC) au niveau mondial. La recherche scientifique semble indiquer qu'une réduction progressive des HFC permettrait d'éviter jusqu'à 0,5 % de réchauffement planétaire d'ici à la fin du siècle. L'entrée en vigueur du règlement européen relatif aux gaz fluorés en 2015 et la proposition d'amendement présentée par l'UE en 2015 ont contribué à dégager un consensus sur l'amendement de Kigali, adopté le 15 octobre 2016, lequel constitue un grand pas en avant dans la mise en œuvre de l'accord de Paris.

Afin de faciliter la prise rapide de mesures concernant les HFC dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, en Afrique, en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, la Commission européenne continue d'apporter une aide financière à des projets spécifiques dans ces régions.

## **6. PARTAGE D'EXPERIENCE**

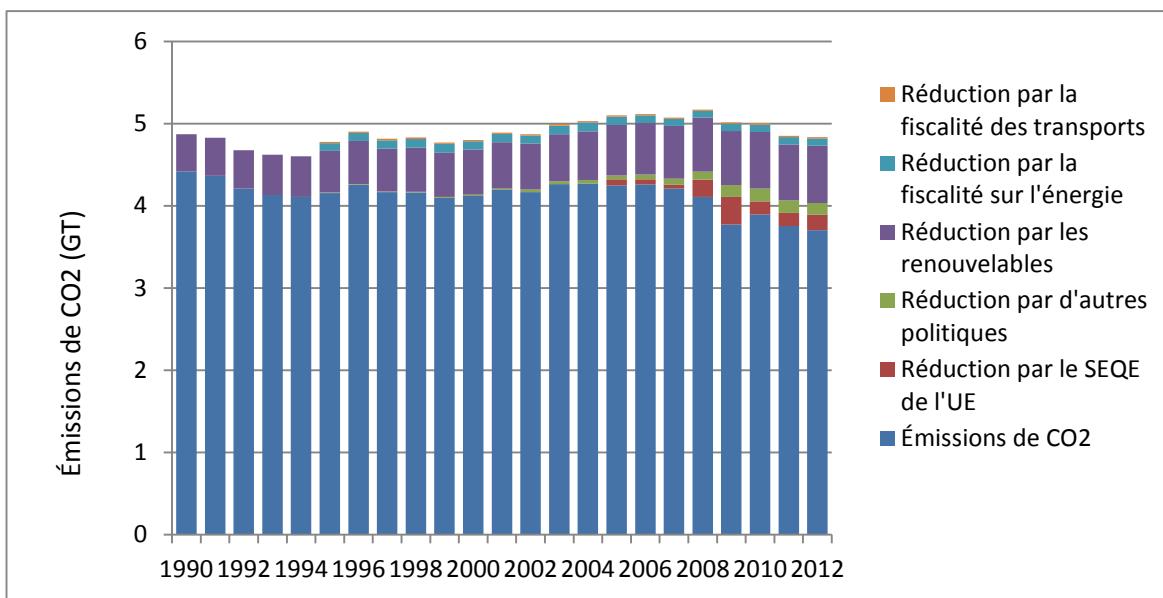
La Commission européenne réalise régulièrement des évaluations ex post des politiques en faveur du climat afin de mieux comprendre les principaux facteurs qui ont favorisé les réductions des émissions et de mesurer les effets des politiques en faveur du climat sur les émissions. Une première étude basée sur une analyse de décomposition révèle que les réductions d'émissions observées depuis 1990 et les progrès accomplis en matière d'intensité de carbone de l'économie (voir la figure 2) sont dus principalement au changement technologique et à l'innovation. Le glissement relatif entre différents secteurs de l'économie, notamment de l'industrie vers les services, n'a eu en moyenne qu'un effet marginal dans l'UE. Le découplage observé dans la figure 2 s'explique donc principalement par les évolutions technologiques qui permettent d'accroître le PIB tout en émettant moins de gaz à effet de serre.

Deux modèles économétriques ont été mis au point en 2016, qui expliquent de quelle manière la politique en faveur du climat contribue à réduire les émissions. En raison des limites inhérentes aux méthodes utilisées, seules les émissions de CO<sub>2</sub> provenant d'une combustion pour la période 1990-2012 ont pu être analysées. Le premier modèle propose une analyse quantitative de l'incidence du SEQE de l'UE sur les émissions. Le deuxième modèle, basé sur une approche différente, quantifie l'incidence des politiques nationales sur les émissions, et notamment celle de la fiscalité de l'énergie et des transports et celle des politiques en matière d'énergies renouvelables.

La figure 5 a pour objet de fournir une illustration simplifiée des résultats de cette analyse sur la période 1990-2012. Dans cette représentation, la réduction due au SEQE est indiquée en rouge. La réduction liée à la fiscalité de l'énergie et des transports et aux politiques en matière d'énergies renouvelables est également représentée. Ces réductions sont comparées aux émissions effectives indiquées en bleu en bas de la figure. Le total désigne les émissions qui auraient été produites en l'absence de ces politiques.

Dans un souci de simplicité méthodologique, il est présumé, dans ce graphique, que le SEQE n'a eu aucune incidence sur les énergies renouvelables ni sur les autres politiques. Le site web de la direction générale Action pour le climat présente une description plus détaillée des méthodes et de leurs limites.

**Figure 5: Évaluation ex post de l'incidence du SEQE de l'UE, des politiques fiscales, des politiques en matière de renouvelables et d'autres politiques sur les émissions de CO<sub>2</sub> issues de la combustion**



La figure 5 ci-dessus montre que, sans les politiques pour le climat exposées ci-dessus, les émissions de CO<sub>2</sub> auraient été supérieures de 30 % aux émissions constatées en 2012. En outre, il est clair que le développement des énergies renouvelables constitue un facteur décisif dans la réduction des émissions et que la fiscalité et le SEQE ont eux aussi une incidence sur les émissions. Il ressort de ces évaluations ex post que la politique en faveur du climat fonctionne en ce qu'elle réduit les émissions et stimule l'adoption de technologies propres.

En juillet 2016, la Commission a aussi publié une évaluation spécifique de la mise en œuvre de la décision sur la répartition de l'effort (DRE) jusqu'en 2015. Cette évaluation mène à la conclusion que, même si cette décision n'en est encore qu'aux premières phases de sa mise en œuvre, les engagements pris dans le cadre de la DRE ont contribué à stimuler de nouvelles politiques nationales visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. La décision a aussi amélioré la coordination entre gouvernements nationaux, régionaux et locaux. Les politiques reprises dans le paquet «climat et énergie» 2020, et notamment les politiques en matière d'efficacité et d'énergies renouvelables, ont également joué un rôle.